

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1920 - 1921.

Projet de loi portant création de nouvelles ressources fiscales (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE SPÉCIALE,
PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

Les exposés financiers fournis à l'occasion de la discussion du budget de l'État, n'ont pu aboutir à une autre conclusion que celle de la nécessité impérieuse de procurer de nouvelles ressources au Trésor public, — de les lui procurer sans aucun délai.

Si l'on écarte le déficit de l'exploitation des chemins de fer, postes et télégraphes, il reste encore un excédent de dépenses sur les recettes, qui peut être évalué, en chiffres ronds, à un demi-milliard pour l'exercice en cours.

On se trouve devant le fait particulièrement alarmant que les dépenses auxquelles il faut faire face subissent une progression qui est hors de proportion avec celle des ressources. Non seulement le Trésor est obligé de pourvoir à des dépenses qui, pour être productives dans l'avenir, nécessitent des immobilisations et des charges intercalaires, mais il apparaît à toute évidence qu'actuellement nous consommons davantage que nous produisons.

Si l'on peut songer à l'emprunt — même avec les charges ordinaires qu'il engendre — pour couvrir les dépenses d'outillage moral et matériel nécessaires

(1) Projet de loi, n° 296.

(2) La Section centrale spéciale était composée :

- a) De la Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies : MM. Mechelynck, président, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soulan, Straus, Van Limburg Stirum et Wauwermans.
- b) De six membres nommés par les Sections : MM. Masson, Van Cauwenbergh, Braun, Brifaut, Cousot et Hallet.

à la reconstitution du pays, il est impossible qu'il en soit de même pour les dépenses ordinaires.

Si l'on ne veut pas comprimer les dépenses, il faut se résoudre à ne point pouvoir comprimer les impôts.

Tous ceux qui demandent d'élargir en toutes matières l'intervention de l'État lui doivent en retour leur intervention personnelle : Ils n'ont pas le droit de s'y dérober.

Au fur et à mesure que le déficit s'élargit, la tâche de ceux qui doivent aviser à le combler devient plus malaisée. Nous avons déjà puisé aux sources auxquelles on avait l'accès le plus facile, et le moment vient où il ne reste plus qu'à glaner.

Plus on avance dans la voie, davantage les charges doivent s'accroître et devenir plus lourdes à supporter puisqu'on est obligé de recourir à des perceptions qui avaient à l'origine été écartées pour de sérieuses raisons économiques.

La tâche se complique encore si elle doit s'accomplir dans une période où l'activité industrielle paraît se ralentir.

Et à cet égard on ne peut le dissimuler, l'avenir n'apparaît pas comme particulièrement favorable au rendement des impôts. La crise qui sévit est de nature à faire disparaître en 1922 toute base de l'impôt sur les bénéfices exceptionnels. Si les bénéfices professionnels de 1921, calculés sur les produits recueillis en 1920, peuvent encore fournir un rendement en progression, on doit appréhender les bilans de 1921, alors que le chômage sévit dans de nombreuses industries.

Nous aurions besoin de pouvoir, en ce moment, produire et vendre à bas prix, de réduire la vie chère. Or, l'élévation des impôts n'est pas sans influence, hélas ! sur la vie chère, tant il est vrai que tout s'enchaîne dans le cycle économique.

C'est avec raison que le Gouvernement, — à l'exemple des constructeurs qui ayant à bâtir sur un terrain bouleversé s'efforcent de répartir les charges sur de multiples points d'appui, — par le projet qui vous est soumis, réclame les ressources nécessaires à des mesures constituant des impôts directs et indirects. Elles doivent fournir un ensemble dont il est impossible de diviser les chapitres.

Toute proposition fiscale doit naturellement engager la discussion entre les tenants des impôts sur la propriété et ceux des impôts sur les consommations.

Ici la nécessité de réclamer des sacrifices aux uns et aux autres devait fatalement entraîner cette conséquence de faire surgir les critiques des deux camps opposés.

Dans la première catégorie rentrent les impôts sur le capital, sur le revenu, les droits de succession, les droits de mutation, de timbre, d'enregistrement ; dans la seconde, les droits de douane, les droits de consommation frappant les produits fabriqués, directement ou indirectement, les droits d'accise, etc.

Déjà, dit-on, les prélèvements sur le capital sont plus considérables qu'on ne le constate en général : les droits de mutation immobilière ont subi des progressions constantes. Qu'une maison, un champ changent quelquefois de propriétaire et une part considérable de sa valeur aura été prélevée par le fisc.

Les droits de succession font passer une fraction de plus en plus importante

des patrimoines dans les mains de l'État, qui s'institue ainsi cohéritier. La restriction de la vocation successorale rend complète l'emprise lorsque le propriétaire meurt intestat, ne laissant des parents qu'au delà du 4^e degré.

D'autre part, les prélèvements sur les revenus, les droits de transmission des titres au porteur apportent un obstacle à la reconstitution des fortunes et même à la constitution de réserves d'économie. On a pu constater et l'on constatera chaque jour davantage, que ceux qui refuseront de se soumettre à la loi nécessaire du travail, devront fatalement se résigner à déchoir : La guerre n'a pas seulement transformé les frontières des nations. Elle a entraîné un bouleversement social, l'impôt avec ses exigences toujours croissantes tend à opérer par une action lente l'œuvre de renouvellement que la révolution accomplit ailleurs par des voies violentes.

D'autre part, on dénoncera les funestes effets d'impôts de la taxe de transmission que l'on qualifiera de consommation et l'on cherchera à calculer leur influence sur le coût de l'existence.

On ne peut sans doute perdre de vue le phénomène d'*incidence* qui rend bien précaires toutes les formules de répartition des charges fiscales. La loi peut bien désigner le débiteur de l'impôt, mais elle ne peut assurer que celui-ci finalement en supportera le poids. Le débiteur de l'impôt professionnel réussira souvent à mettre « sa patente sur sa facture ». La concurrence peut laisser au producteur toute la charge de l'impôt de consommation.

Mais les lois de l'économie politique ont subi de tels bouleversements qu'il serait impossible de prétendre avec quelque certitude que — ainsi que certains l'ont affirmé — la taxe de transmission serait de nature à relever le taux de l'existence, et, « encore moins, à amener la ruine de notre commerce et de notre industrie ». Elle se rapproche de fort près de la taxe sur le chiffre d'affaires qui fut particulièrement préconisée... lorsqu'il s'agissait de combattre le projet de loi relatif aux bénéfices exceptionnels, et l'on ne peut oublier les arguments qui furent produits alors en faveur de ce système.

Et d'ailleurs nous n'avons pas le choix !...

On cherche des ressources nouvelles en dehors de celles qui sont préconisées ?

Nous n'avons pas encore les résultats de l'application de la loi de 1919 aux revenus, et, alors que nombre de cotisations à la taxe professionnelle et à la supertaxe ne sont pas encore établies et connues, il n'est pas permis d'affirmer si le maximum susceptible d'être atteint sans danger, est ou non atteint.

C'est cependant la seule solution qui pourrait être envisagée et la seule qui ait été indiquée à côté d'un prélèvement sur le capital.

C'est pourquoi votre Commission a estimé ne pouvoir détacher l'un ou l'autre chapitre du projet, et la majorité de celle-ci, par 11 voix contre 4, vous en propose-t-elle l'adoption dans son intégralité.

TITRE PREMIER

Droits d'enregistrement, de transcription, d'inscription de greffe, de succession et de timbre.

Ces matières sont les premières vers lesquelles se tourne tout naturellement le fise : elles ont une assiette bien établie, et le régime de la perception est prêt à fonctionner ; aussi des relèvements ont-ils été apportés déjà à plusieurs reprises.

Il est à observer qu'au cours de ces modifications successives, de plus en plus les droits d'enregistrement perdent le caractère de *salaires* pour affirmer celui d'*impôt* : comment pourrait-on voir un salaire dans les perceptions de certains droits proportionnels, alors qu'elles atteignent des sommes considérables, en matières d'actes de sociétés, de partages.

Aussi, serait-il difficile de justifier par des raisons — autres que de nécessités budgétaires — certaines modifications. La situation est la même que celle créée lors du récent relèvement du tarif des douanes, qui fut totalement étranger aux considérations protectionnistes.

La Commission s'est, pour la plupart des propositions soumises, ralliée aux textes du Gouvernement.

A la faveur de l'étude spéciale par laquelle l'honorable M. Van Cauwenbergh, si particulièrement qualifié, a bien voulu apporter son concours à votre rapporteur, elle espère pouvoir vous préciser sur quels points le Gouvernement vous propose de modifier la législation en vigueur.

§ 1^{er}. — Droits d'enregistrement.

Art. 1, 2 et 3 (du projet).

Les lois du 22 frimaire an VII et celles du 24 et du 29 octobre 1919 obligent les parties à faire enregistrer dans un délai de rigueur les actes de bail ainsi que les actes de cession de fonds de commerce ou de clientèle.

A la différence des actes de cession de droits immobiliers, les actes portant transmission de droits mobiliers et les actes de bail sont, dans le plus grand nombre des cas, constatés par des actes sous signature privée. Les dispositions ci-dessus visées auront pour effet d'augmenter dans une proportion considérable le nombre des actes sous seing privé à soumettre à la formalité de l'enregistrement.

Pour éviter aux receveurs le surcroît de besogne résultant de la nécessité de transcrire les actes sur leurs registres, le projet de loi qui vous est soumis impose aux parties l'obligation de joindre à leurs actes un double sur timbre signé par toutes les parties, lequel double sera conservé par le receveur.

La disposition prévue présente cet avantage réel de diminuer, d'une part, la besogne administrative et d'assurer, d'autre part, aux parties la conservation de leur titre.

Il est entendu que cette obligation n'est requise que pour les actes sous seing privé portant transmissions de propriété, d'usufruit ou de jouissance situés en Belgique, de fonds de commerce ou de clientèle.

Elle n'est pas requise pour les autres actes sous seing privé, à l'égard desquels la législation actuelle était en vigueur, tels les procurations, actes de société — à moins que des droits immobiliers, ou un fonds de commerce, etc., ne soient transférés à la société par un tel acte.

L'article 2 précise que cette obligation n'est pas requise davantage pour les actes sous seing privé déposés au rang des minutes des notaires, soit à la suite d'un acte de dépôt, soit annexés à un autre acte authentique.

La disposition n'a pas d'effet rétroactif, elle ne s'applique pas aux actes sous seing privé portant une date antérieure à la mise en vigueur de la loi nouvelle.

L'article 3 contient une mesure d'exécution.

ART. 4 (3 amendé de la Commission).

Les actes sous seing privé dont s'occupe l'article premier ⁽¹⁾ devront dorénavant être enregistrés au bureau dans le ressort duquel les biens sont situés, ou s'ils

(1)

Loi du 22 frimaire an VII, article 26 :

« Les actes sous signature privée peuvent être enregistrés dans tous les bureaux indistinctement. »

Loi du 5 juillet 1860, article 3 :

« La défense prononcée par les articles 41 et 42 de la loi du 22 frimaire an VII est modifiée, à l'égard des notaires, en ce sens que l'acte dont il est fait usage pourra être présenté à l'enregistrement avec l'acte qui s'y rapporte. »

Loi du 27 ventôse an IX, article 4 :

« Sont soumises aux dispositions des articles 22 et 38 de la loi du 22 frimaire, les mutations entre vifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, lors même que les nouveaux possesseurs prétendraient qu'il n'existe pas de conventions écrites entre eux et les précédents propriétaires ou usufruitiers.

» A défaut d'actes, il y sera suppléé par des déclarations détaillées et estimatives, dans les trois mois de l'entrée en possession, à peine d'un droit en sus. »

Loi du 24 octobre 1919, article 21 :

« Les actes sous signature privée ou passés en pays étranger portant cession de fonds de commerce situés en Belgique sont enregistrés dans le délai fixé par l'article 22 de la loi du 22 frimaire an VII.

» A défaut d'acte constatant la cession, il y est suppléé par une déclaration détaillée et estimative, conformément à l'article 4 de la loi du 27 ventôse an IX. »

sont situés dans différents ressorts, dans un des bureaux de ces ressorts, au choix des parties.

Il est fait exception pour les actes sous seing privé dont il est fait usage dans un acte notarié. Ces actes pourront, comme par le passé, être présentés à l'enregistrement avec l'article qui s'y rapporte (loi du 5 juillet 1860, art. 3).

Mais les déclarations détaillées et estimatives des mutations entre vifs de propriété ou d'usufruit lorsqu'il n'en existe pas d'actes écrits, doivent être faites aux bureaux de la situation des biens, comme il est dit au paragraphe 1^{er} de l'article 4 (loi du 27 ventôse an IX, art. 4), et, pour la cession des fonds de commerce (loi du 24 octobre 1919).

ART. 5 (du projet).

Aux termes du décret de l'Assemblée nationale des 16 et 18-27 mai 1791, articles 11 :

« Les receveurs seront assidus à leurs bureaux quatre heures le matin et » quatre heures l'après-midi, et les heures des séances seront affichées à la porte » du bureaux ».

La disposition nouvelle se justifie à tous égards. La réglementation des heures de bureau datant de plus d'un siècle devait être modifiée; elle doit être laissée à l'initiative du Pouvoir exécutif.

ART. 6 (du projet).

Cet article a pour but de supprimer la formalité de l'enregistrement gratis. Il dispense de l'enregistrement les actes dont l'énumération est faite. Cette disposition est limitative.

S'il est vrai de dire en général que la formalité de l'enregistrement gratuit ne présente aucune utilité pour les parties, il peut cependant arriver qu'elles aient un intérêt à assurer à leur convention ou à leur acte une date certaine.

Si donc les parties présentent un tel acte et en requièrent expressément l'enregistrement, le receveur ne pourra se refuser à accomplir la formalité, mais il percevra le droit ordinaire, qui sera généralement l'ancien droit de fr. 2.40 (que le projet de loi porte à 5 francs).

La Commission a été saisie d'une série de suggestions émanant du Syndicat national de l'enregistrement et des domaines et qui visent à obtenir des simplifications dans le mode d'enregistrement des actes, jugements, etc.

Elles tendraient, par une extension de la nomenclature des actes dispensés de l'enregistrement gratis, à la suppression de l'enregistrement des jugements qui demeurent astreints à recevoir les formalités gratis. Elles entraîneraient, au n° 3 de l'article 6, la suppression des mots « à l'exclusion des jugements » et l'adjonction au n° 5 l'ajoute des exploits et jugements. Elles entraîneraient en outre l'énumération d'un grand nombre d'actes et de procédures.

De même ce travail indique comme réforme qui assurément apparaît comme attrayant, le remplacement des droits de greffe sur les copies non signées par un timbre appliqué sur du papier à timbre rond.

Toutes les suggestions sont assurément intéressantes, mais la Commission n'a pu s'y arrêter par le motif qu'elle est saisie d'un projet d'ordre fiscal et qu'elles peuvent être de nature à diminuer les dépenses; elles ne rentrent pas dans le cadre des recettes.

Il est donc impossible à la Commission de s'occuper du régime interne du service, alors qu'elle est appelée à examiner une loi procurant des ressources au Trésor, et à la faire abonder dans le plus bref délai possible.

L'Administration supérieure consultée a d'ailleurs fait valoir que, au maintien de la formalité de l'enregistrement, même gratis, des jugements doivent être maintenus, à cause des renseignements intéressants que ces documents peuvent rendre pour la perception des droits de succession, etc.

ART. 7 (du projet).

L'article 7 propose l'augmentation des droits d'enregistrement tant fixes et gradués que proportionnels, ainsi que les droits de transcription.

En considération des besoins du Trésor et de la baisse de la valeur monétaire, le projet propose de doubler environ les droits fixes et gradués.

Les droits proportionnels augmentent par le fait même de l'élévation des sommes servant de base à leur perception; le projet tient compte de cette circonstance, et, vu les besoins du Trésor, relève ces droits d'environ 30 % ou d'un tiers.

Ces augmentations semblent justifiées et équitablement établies.

Le droit le plus important et le plus fréquemment perçu est celui qui frappe les mutations immobilières; il sera relevé de 1 % pour l'enregistrement et de $\frac{1}{4}$ % pour le droit de transcription.

ART. 8 (du projet).

La loi du 30 août 1913, article 1^{er}, portait :

- « Le taux du droit d'enregistrement est fixé pour les donations entre vifs de
- » biens meubles ou immeubles ainsi qu'il suit, savoir :
 - » A 1.40 % pour les donations en ligne directe, y compris les partages
 - » d'ascendants faits par acte entre vifs, et pour les donations entre époux ayant
 - » des enfants ou descendants communs;
 - » A 6 % pour les donations entre époux sans enfants ni descendants communs. »

Aux termes de la loi du 16 août 1920, article 2 : « Les taux des droits d'enregistrement fixés pour les donations entre vifs par l'article 1^{er} de la loi du 30 août 1913 sont augmentés de moitié. »

Le taux des droits d'enregistrement pour les donations entre vifs de biens meubles et immeubles est porté de fr. 1.40 % à 2 francs % pour les donations entre vifs en ligne directe, y compris les partages d'ascendants faits par actes entre vifs.

Il est porté de 6 francs % à fr. 7.50 % pour les donations entre époux sans enfants ou descendants communs.

Ces taux sont fixés dans l'abstraction faite de l'augmentation de 50 %, au profit du fonds des combattants.

Ils s'élèvent effectivement de 3 % à 11.25 %.

ART. 9 (du projet).

Cet article porte le taux minimum du droit à percevoir pour l'enregistrement, inscription et transcription à 1 franc au lieu de 60 centimes.

ART. 10 (du projet).

Cet article double les divers droits de greffe établis par la loi du 25 novembre 1889. En outre, il est élève à 4 centimes-par nom, le taux actuel de 1 centime par nom perçu sur les doubles des tables décennales des registres de l'état civil destinés aux communes.

Cet impôt spécial à charge des communes pour un service public concernant l'État ne paraît pas justifié.

ART. 11 (du projet).

Cet article maintient aux taux actuels :

1° Le droit d'enregistrement de 30 centimes % établi actuellement sur certaines quittances de sommes et valeurs.

Ces quittances sont les suivantes : a) les quittances de sommes prêtées sans autre garantie réelle que le privilège agricole ; b) les quittances de sommes prêtées par la Caisse générale d'Épargne et de Retraite aux Sociétés coopératives de crédit agricole ainsi que celles des sommes prêtées par les sociétés aux associés sans garantie hypothécaire ; c) les quittances de prix d'immeubles acquis en remboursement de sommes prêtées ou avancées en exécution de la loi sur les habitations et logements à bon marché.

Ce maintien se justifie par la disposition générale à l'article 13 du présent projet qui réduit le droit de quittance de 65 centimes à 30 centimes. Ces quittances demeurent aussi dans le droit commun.

2° Le droit d'enregistrement de 1 % établi sur les actes portant : a) constitution de sociétés ; b) adhésion de nouveaux associés ou modification des statuts d'une société antérieure avec augmentation de capital social ; c) prorogation de société ;

3° Les droits de greffe établis par les articles 63 et suivants de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1920 portant règlement général sur les frais de justice

en matière répressive. Ces articles visent les droits perçus par l'État : a) sur les rôles des expéditions ainsi que des copies non signées des actes et jugements en matière répressive ; b) sur les extraits délivrés par les greffiers quelle qu'en soit l'étendue.

ART. 14.

La disposition de l'article 14 modifie le tarif des droits proportionnels d'enregistrement et d'exemption des droits d'hypothèques en faveur de la navigation maritime et fluviale :

Sont élevés à 1 franc pour 100 francs :

- a) Le droit de 10 centimes % pour les marchés de construction, de réparation et d'entretien de navires ou bateaux ;
- b) Celui de 10 centimes % pour les ventes et généralement pour les transmissions à titre onéreux de navires ou bateaux.

Sont portés à 50 centimes pour 100 francs :

- c) Le droit de 10 centimes % pour les prêts sur hypothèque maritime ou fluviale ;
- d) Le droit de 10 centimes % pour les ouvertures de crédit sur hypothèque maritime ou fluviale ;
- e) Le droit de 10 centimes % sur le montant principal de la somme garantie dans les actes portant constitution d'une hypothèque maritime ou fluviale.

ART. 15 (du projet).

La loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § II, n° 11, stipule :

« Sont soumis au droit de 65 centimes par 100 francs :

-
- » 11° Les quittances, remboursements ou rachats de rente et redevances de toute nature ; les retraits exercés en vertu de réméré, par actes publics, dans les délais stipulés ou faits sous signature privée, et présentés à l'enregistrement avant l'expiration de ces délais, et tous autres actes et écrits portant libération de sommes et valeur mobilières. »

Le projet de loi réduit à fr. 0.30 par 100 francs le droit proportionnel d'enregistrement sur les libérations de sommes et valeurs.

Cette réduction a été réclamée depuis longtemps, il n'est pas rationnel de soumettre à un droit relativement élevé l'acte de libération d'une obligation dont la formation a subi le droit proportionnel dans le plus grand nombre de cas celui de vente ou d'obligation. Aussi le droit était-il évité. Le créancier se bornait à donner quittance ou décharge sur la grosse du titre, remis au débiteur.

Il est à présumer que le droit étant réduit on évitera moins souvent le droit de quittance, les intéressés y gagneront en sécurité et le produit de la taxe diminué s'en trouvera augmenté.

D'ailleurs, par la disposition de l'article 16, le consentement à mainlevée d'inscriptions hypothécaires totales ou partielles fait présumer la libération de la somme garantie en tout ou en partie, et donne ouverture à un droit d'acte égal au droit de quittance de fr. 0.30 par 100 francs.

ART. 16, 17, 18, 19 et 20.

Au lieu du droit fixe actuellement perçu, les actes portant mainlevée totale ou partielle d'inscription hypothécaire seront, en règle générale, soumis à un droit d'acte proportionnel.

Ce droit est le même que le droit de quittance établi à l'article précédent. Toutefois il est réduit de moitié, soit à fr. 0.15 %, pour les mainlevées d'hypothèque maritime ou fluviale.

Le droit est liquidé sur le montant des sommes auxquelles s'applique la mainlevée. Si ces sommes ne sont pas indiquées dans l'acte, il est suppléé par une déclaration conformément à la loi du 22 frimaire an VII, article 16 :

« Si les sommes et valeurs ne sont pas déterminées dans un acte ou un jugement donnant lieu au droit proportionnel, les parties sont tenues d'y suppléer, avant l'enregistrement, par une déclaration estimative, certifiée et signée au pied de l'acte ».

La dissimulation est établie et punie conformément aux dispositions de l'article 19.

En bonne justice et en toute équité ce droit proportionnel ne peut être dû lorsque la présomption de libération tombera devant la preuve contraire résultant de l'acte, ou lorsque la libération de l'obligation a subi le droit de quittance.

Il ne serait pas juste de percevoir deux fois le droit.

Cela aurait lieu lorsque l'acte constate en même temps l'extinction de la créance garantie. La libération donne ouverture au droit de quittance et la mainlevée de l'inscription hypothécaire est une clause dépendante ne donnant lieu à la perception d'aucun droit séparé.

Dans tous les cas et malgré les termes un peu impératifs de l'article 16, il doit être entendu que les actes de mainlevée, non soumis au droit proportionnel, seront enregistrés au droit fixé de fr. 2.40 ancien, porté à 5 francs par la présente loi. (Loi du 22 frimaire VII, art. 69, II, n° 11.)

§ 2. — Droits de succession.

C'est à la matière des successions que le projet de loi entend demander une importante part des ressources indispensables.

Il est à observer que les chiffres indiqués dans le projet comme conservés ou modifiés sont visés, abstraction faite de l'augmentation à 50 %, au profit du fonds des combattants.

Un membre a appelé l'attention de la Commission sur la situation faite aux habitants du Royaume qui possèdent des immeubles en pays étrangers.

Ces immeubles sont soumis aux droits de succession dans notre pays et au droit de mutation dans le pays de leur situation. Ces droits sont très élevés, la charge leur imposée est à ce point lourde, qu'elle pourrait aller jusqu'à absorber la valeur des immeubles. Il est des pays où les droits de mutation imposés aux immeubles délaissés par des personnes étrangères au pays où ils sont situés, sont taxés à un chiffre supérieur au taux du droit de succession incombant aux biens délaissés par les nationaux de ce pays.

Cette situation est grave, mais force est de constater qu'elle ne saurait être résolue à l'occasion de l'examen du projet de loi qui nous est soumis.

La solution de la difficulté est d'ordre international, le sacrifice à faire ne peut venir d'un côté et les sacrifices doivent être réciproques.

Il est utile cependant d'appeler à ce sujet l'attention très sérieuse du Gouvernement.

Art. 21 (du projet).

Cet article remplace l'article 19 de la loi du 11 octobre 1919 par une disposition nouvelle qui a un triple but.

1° Modifier le tableau des droits de succession à percevoir : a) sur les successions dévolues en ligne droite descendante et ascendante ; b) sur les successions dévolues aux époux n'ayant pas d'enfants ou descendants communs ;

2° Supprimer la disposition ainsi conçue : « Le montant du droit liquidé » d'après le tarif qui prend à charge de l'héritier, donataire ou légataire est » réduit à 2 % pour chaque enfant légitime que l'héritier, donataire ou légataire » a au moment de l'ouverture de la succession.

» Lorsque la succession est dévolue en tout ou en partie au conjoint survivant, en vertu de la loi, d'un testament ou d'une institution contractuelle, le » montant du droit liquidé à sa charge est réduit, savoir : de 4 % si au jour de » l'ouverture de la succession il existe un enfant issu du mariage ; de 8 % » s'il existe deux enfants et ainsi de suite à raison de 4 % par enfant.

» Pour l'application des deux alinéas qui précèdent, l'enfant conçu est assimilé » à l'enfant qui est né ; — les petits enfants ne sont comptés que pour l'enfant » dont ils sont issus ».

3° Réintroduire dans la loi une disposition, supprimée par la loi du 11 octobre 1919, et que le projet libelle de la manière suivante :

« Est assimilé pour la perception du droit de succession à ce qui est dévolu à » des personnes non parentes du défunt tout ce qui est recueilli ou acquis au delà » de leur part légale par des frères ou sœurs, par des oncles ou tantes, par des » neveux ou nièces, par des grands-oncles ou grand'tantes, ainsi que par des » petits-neveux ou petites-nièces ».

Le taux initial des droits de succession en ligne directe est rétabli pour la première tranche de 1 % à 1.40 %, soit le taux payé avant la loi du 11 octobre 1919, et pour la tranche la plus élevée il est porté de 5 à 5.40 %. Tenant compte des centimes additionnels, ces droits seront établis à l'avenir pour la première tranche à 2.10 % et pour la dernière à 8.10 %.

Cette augmentation ne paraît pas excessive, elle est cependant de nature à procurer des ressources au Trésor, car la valeur des biens servant de base au calcul des droits a augmenté dans des proportions notables.

L'ancien tarif des droits liquidés à charge de l'épouse survivant sans enfants ni descendants communs était de 2 % pour la première tranche et de 10 % pour la tranche la plus élevée.

Par suite de l'assimilation de ces époux aux frères et sœurs, le droit sera surélevé dans une proportion assez notable; en effet, les frères et sœurs paient pour la première tranche un droit de 5 %, ce qui fait, avec les centimes additionnels, 7.50 %. Ce droit est ainsi deux fois et demie plus élevé.

La Section centrale s'est ralliée à la proposition de ramener les droits de successions en ligne directe pour la première tranche au taux perçu antérieurement et d'assimiler les droits à payer par l'époux survivant sans enfants à ceux que la loi impose aux frères et sœurs du décujs.

Mais elle n'a pu accepter ni la suppression de la disposition actuellement consentie à raison du nombre d'enfants ni la réinscription dans la loi d'une augmentation des droits à charge de l'héritier avantagé au delà de sa part héréditaire.

L'Exposé des motifs justifie la suppression de la faveur introduite à raison du nombre d'enfants par la difficulté de procurer des preuves de la composition de la famille, par les complications qu'entraînent ces preuves et le calcul différentiel des droits à liquider séparément à chacun des cohéritiers.

Les difficultés que l'on invoque ne sont pas de nature à devoir préoccuper le fisc : le soin de la preuve ne lui incombe pas. Seuls les intéressés pourraient s'en plaindre.

Quant au calcul des droits, il consiste en une simple opération d'arithmétique élémentaire. Si ces motifs étaient sérieux, ils auraient attiré toute l'attention du législateur au moment où il a accordé cette réduction d'impôt en faveur des familles nombreuses.

Une fois cette réduction accordée, il semble non seulement juste mais peu opportun de la supprimer après une expérience qui n'a pas encore duré deux années révolues.

On fonde des associations pour encourager les familles nombreuses, on examine les faveurs à leur faire, parmi ces faveurs figure la réduction des impôts; il n'est pas possible de la supprimer sans autres motifs. Il n'est pas juste de le faire, quelle que soit l'opinion qu'on pourrait avoir au sujet de son opportunité, ni quelles que soient les difficultés qui rencontreraient l'administration pour mettre en pratique les devoirs qu'entraîne son application.

Si l'on devait amender la disposition actuelle, il est fort vraisemblable que ce

serait dans le sens du relèvement de l'exemption qui constitue dans la plupart des cas une faveur par trop mesurée.

Quant aux deux derniers alinéas de l'article 21 du projet de loi, ils ont pour objet de faire revivre la règle supprimée par la loi du 11 octobre 1919 aux termes de laquelle étaient assimilés, pour la perception du droit de succession, à ce qui en dévolu à des personnes non parentées du défunt, ce qui est recueilli par des successibles au delà de leur part héréditaire.

Cette disposition a toujours été vivement combattue. Elle ne s'est jamais justifiée et se justifie en ce moment moins que jamais : l'impôt sur les successions étant devenu progressif, l'héritier avantagé au delà de sa part légale, paie généralement un droit de succession plus élevé, sur l'avantage testamentaire qui lui est fait par le défunt, puisque sa part s'accroît d'autant.

En règle générale, quand le testateur avantage un de ses héritiers, il a des raisons sérieuses de les faire. Cette exhérédation ne porte aucun préjudice aux finances de l'Etat. Il doit être indifférent au fisc si le droit est payé par l'héritier exhéredé ou par l'héritier avantagé. Mais, en fait, il y trouvera son avantage par suite de l'exhérédation, les parts des héritiers avantagés deviennent plus grandes et le droit progressif s'élève automatiquement.

En outre, la situation de frères et sœurs, non mariés, vivant ensemble, tandis que d'autres frères et sœurs sont mariés et ont des enfants méritent considération. Ces frères et sœurs célibataires font des testaments les uns au profit des autres et meurent généralement à peu d'années d'intervalle. Ensemble ils ont assez pour vivre, mais comme souvent ils ne gagnent rien, cette fortune se réduit à chaque décès et avec le système proposé elle serait presque entièrement absorbée par le fisc à bref délai.

Qu'on ne perde pas de vue que l'écart entre les droits perçus à charge de frères et sœurs et à charge de personnes non parentes du défunt est plus élevé qu'entre les droits perçus à charge d'oncles, neveux, etc., et celui perçu à charge d'étrangers et que par voie de conséquence, ceux-là seraient le plus mal traités dont le sort commande le plus d'intérêt.

La Section centrale propose de supprimer ces deux alinéas.

ART. 21.

Le tableau-tarif figurant à l'article 19 de la loi du 11 octobre 1919 est remplacé par le tableau-tarif suivant, que nous avons complété ci-après pour permettre de se rendre un compte exact des majorations successives et du taux effectif dont l'application sera la conséquence de la loi.

La suppression du surplus de l'article 21 du projet laissera donc subsister le complément du texte de l'article 19 de la loi du 11 octobre 1919 :

- » Le montant du droit liquidé d'après le tarif qui précède à charge de l'héritier, donataire ou légataire, est réduit de 2 % par chaque enfant légitime que
- » l'héritier, donataire ou légataire a au moment de l'ouverture de la succession.
- » Lorsque la succession est dévolue en tout ou en partie au conjoint survivant,

INDICATION DES DEGRÉS DE PARENTÉ.	TARIF APPLICABLE							
	1 franc et 5,000 francs.	5,001 francs et 10,000 francs.	10,001 francs et 20,000 francs.	20,001 francs et 50,000 francs.	50,001 francs et 100,000 francs.	100,001 francs et 200,000 francs.	200,001 francs et 400,000 francs.	
1° Ligne directe; entre époux ayant des enfants ou descendants communs; entre l'adoptant et l'adopté ou les descendants de celui-ci :								
a) Tarif (loi du 11 octobre 1919)	1 »	1 20	1 40	1 60	1 80	2 »	2 20	
b) Augmentation de 50 % (loi du 16 août 1920)	1 50	1 80	2 10	2 40	2 70	3 »	3 30	
c) Nouveau tarif proposé	1 40	1 60	1 80	2 »	2 20	2 40	2 60	
Montant à acquitter avec l'augmentation de 50 % (loi du 16 août 1920)	2 10	2 40	2 70	3 »	3 30	3 60	3 90	
2° Entre époux sans enfants ni descendants communs :								
a) Tarif (loi du 11 octobre 1919)	2 »	2 40	2 80	3 20	3 60	4 »	4 40	
b) Augmentation de 50 % (loi du 15 août 1920)	3 »	3 60	4 20	4 80	5 40	6 »	6 60	
c) Nouveau tarif proposé	5 »	6 »	7 »	8 »	9 »	10 »	11 »	
Montant à acquitter avec l'augmentation de 50 % (loi du 16 août 1920)	7 50	9 »	10 50	12 »	13 50	15 »	16 »	
3° Entre frères et sœurs :								
a) Tarif (loi du 11 octobre 1919)	5 »	6 »	7 »	8 »	9 »	10 »	11 »	
b) Augmentation de 50 % (loi du 16 août 1920)	7 50	9 »	10 50	12 »	13 50	15 »	16 50	
c) Nouveau tarif proposé	5 »	6 »	7 »	8 »	9 »	10 »	11 »	
Montant à acquitter avec l'augmentation de 50 % (loi du 16 août 1920)	7 50	9 »	10 50	12 »	13 50	15 »	16 50	
4° Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces :								
a) Tarif (loi du 11 octobre 1919)	6 »	7 20	8 40	9 60	10 80	12 »	13 20	
b) Augmentation de 50 % (loi du 16 août 1920)	9 »	10 80	12 60	14 40	16 20	18 »	19 80	
c) Nouveau tarif proposé	6 »	7 20	8 40	9 60	10 80	12 »	13 20	
Montant à acquitter avec l'augmentation de 50 % (loi du 16 août 1920)	9 »	10 80	12 60	14 40	16 20	18 »	19 80	
5° Entre grands-oncles ou grand'tantes et petits-neveux ou petites-nièces :								
a) Tarif (loi du 11 octobre 1919)	7 »	8 40	9 80	11 20	12 60	14 »	15 40	
b) Augmentation de 50 % (loi du 16 août 1920)	10 50	12 60	14 70	16 80	18 90	21 »	23 10	
c) Nouveau tarif proposé	7 »	8 40	9 80	11 20	12 60	14 »	15 40	
Montant à acquitter avec l'augmentation de 50 % (loi du 16 août 1920)	10 50	12 60	14 70	16 80	18 90	21 »	23 10	
6° Entre toutes autres personnes :								
a) Tarif (loi du 11 octobre 1919)	10 »	12 »	14 »	16 »	18 »	20 »	22 »	
b) Augmentation de 50 % (loi du 16 août 1920)	15 »	18 »	21 »	24 »	27 »	30 »	33 »	
c) Nouveau tarif proposé	10 »	12 »	14 »	16 »	18 »	20 »	22 »	
Montant à acquitter avec l'augmentation de 50 % (loi du 16 août 1920)	15 »	18 »	21 »	24 »	27 »	30 »	33 »	

A LA FRACTION DE PART NETTE COMPRISE ENTRE :

400 001 francs et 1,000,000.	1,000,001 francs et 2,000,000.	2,000,001 francs et 3,000,000.	3,000,001 francs et 4,000,000.	4,000,001 francs et 5,000,000.	5,000,001 francs et 6,000,000.	6,000,001 francs et 7,000,000.	7,000,001 francs et 8,000,000.	8,000,001 francs et 9,000,000.	9,000,001 francs et 10,000,000.	10,000,001 francs et 11,000,000.	11,000,001 francs et 12,000,000.	12,000,001 francs et 13,000,000.	13,000,001 francs et plus.
2 40	2 60	2 80	3 »	3 20	3 40	3 60	3 80	4 »	4 20	4 40	4 60	4 80	5 »
3 60	3 90	4 20	4 50	4 80	5 10	5 40	5 70	6 »	6 30	6 60	6 60	7 20	7 50
2 80	3 »	3 20	3 40	3 60	3 80	4 »	4 20	4 40	4 60	4 80	5 »	5 20	5 40
4 20	4 50	4 80	5 10	5 40	5 70	6 »	6 30	6 60	6 90	7 20	7 50	7 80	8 10
4 80	5 20	5 60	6 »	6 40	6 80	7 20	7 60	8 »	8 40	8 80	9 20	9 60	10 »
7 20	7 80	8 40	9 »	9 60	10 20	10 80	11 40	12 »	12 60	13 20	13 80	14 40	15 »
12 »	13 »	14 »	15 »	16 »	17 »	18 »	19 »	20 »	21 »	22 »	23 »	24 »	25 »
18 »	19 50	21 »	22 50	24 »	25 50	27 »	28 50	30 »	31 50	33 »	34 50	36 »	37 50
12 »	13 »	14 »	15 »	16 »	17 »	18 »	19 »	20 »	21 »	22 »	23 »	24 »	25 »
18 »	19 50	21 »	22 50	24 »	25 50	27 »	28 50	30 »	31 50	33 »	34 50	36 »	37 50
12 »	13 »	14 »	15 »	16 »	17 »	18 »	19 »	20 »	21 »	22 »	23 »	24 »	25 »
18 »	19 50	21 »	22 50	24 »	25 50	27 »	28 50	30 »	31 50	33 »	34 50	36 »	37 50
14 40	15 60	16 80	18 »	19 20	20 40	21 60	22 80	24 »	25 20	26 40	27 60	28 80	30 »
21 60	23 40	25 20	27 »	28 80	30 60	32 40	34 20	36 »	37 80	39 60	41 40	43 20	45 »
14 40	15 60	16 80	18 »	19 20	20 40	21 60	22 80	24 »	25 20	26 40	27 60	28 80	30 »
21 60	23 40	25 20	27 »	28 80	30 60	32 40	34 20	36 »	37 80	39 60	41 40	43 20	45 »
16 80	18 20	19 60	21 »	22 40	23 80	25 20	26 60	28 »	29 40	30 80	32 20	33 60	35 »
25 20	27 30	29 40	31 50	33 60	35 70	37 80	39 90	42 »	44 10	46 20	48 30	50 40	52 50
16 80	18 20	19 60	21 »	22 40	23 80	25 20	26 60	28 »	29 40	30 80	32 20	33 60	35 »
25 20	27 30	29 40	31 50	33 60	35 70	37 80	39 90	42 »	44 10	46 20	48 30	50 40	52 50
24 »	26 »	28 »	30 »	32 »	34 »	36 »	38 »	40 »	42 »	44 »	46 »	48 »	50 »
36 »	39 »	42 »	45 »	48 »	51 »	54 »	57 »	60 »	63 »	66 »	69 »	72 »	75 »
24 »	26 »	28 »	30 »	32 »	34 »	36 »	38 »	40 »	42 »	44 »	46 »	48 »	50 »
36 »	39 »	42 »	45 »	48 »	51 »	54 »	57 »	60 »	63 »	66 »	69 »	72 »	75 »

» en vertu de la loi, d'un testament ou d'une institution contractuelle, le montant
 » du droit liquide à sa charge est réduit, savoir : de 4 % si au jour de
 » l'ouverture de la succession il existe un enfant issu du mariage ; de 8 % s'il
 » existe deux enfants, et, ainsi de suite, à raison de 4 % par enfant.

» Pour l'application des deux alinéas qui précèdent, l'enfant qui est conçu est
 » assimilé à l'enfant qui est né ; — les petits enfants ne sont comptés que pour
 » l'enfant dont ils sont issus. »

ART. 22 (du projet).

La perception des droits de succession sera opérée sur des sommes arrondies de 20 en 20 francs, ainsi que cela se pratique pour l'enregistrement depuis frimaire an VII. C'est là une bonne mesure d'ordre qu'on ne peut qu'approuver.

ART. 23 et 24 (du projet).

L'article 23 du projet remplace l'article 26 de la loi du 11 octobre 1919 par une disposition abaissant le chiffre à partir duquel cesse l'exemption de droits établis en faveur de successions peu importantes.

L'article 26 de la loi du 11 octobre 1919 statue « que, sans préjudice à l'exemption établie par l'article 48 de la loi du 30 août 1913, c'est-à-dire l'exemption des droits de succession et des mutations par décès pour les legs faits à l'État), est affranchi du droit de succession :

» 1° Ce qui est recueilli ou acquis par un héritier en ligne directe ou entre époux ayant des enfants ou descendants communs, si la part nette de l'héritier ou de l'époux n'excède pas 2,000 francs ;

» 2° Ce qui est recueilli ou acquis par tous « autres héritiers, donataires, ou légataires, dans les successions dont le montant net ne dépasse pas 2,000 francs. »

L'article 23 du projet ramène ces chiffres de 2,000 francs à 1,000 francs. C'est-à-dire au chiffre fixé par la loi du 17 décembre 1851 en ce qui concerne le 1°.

La Section centrale ne peut se rallier à ce chiffre nouveau. S'il est juste que pour l'établissement des droits nouveaux, le projet invoque la baisse de la valeur de l'argent, et que pour le même motif le projet relève les droits fixes d'enregistrement au double, il n'est pas moins juste et parfaitement logique de porter aujourd'hui au double les valeurs exemptes des droits. Or le chiffre d'exemption fixée par la loi de 1919 est précisément porté au double de celui de la loi de 1851. S'il fallait accepter le chiffre du projet actuel, on ne ramènerait pas l'exemption au chiffre antérieur, mais en réalité on en diminuerait de moitié la valeur.

En ce qui concerne le 2°, l'exemption existait sous l'empire de la loi de 1819 au profit des successions dont le montant net ne dépassait pas 300 florins (fr. 634.92).

La somme de 1,000 francs à laquelle le projet veut ramener le chiffre

d'exemption est certainement inférieure en valeur comparée à celui de 300 florins en 1817.

Si en ligne directe chaque part d'héritier est exempte de droit, à la condition qu'elle n'excède pas 2,000 francs, il ne paraît pas exagéré d'exempter de tout droit toute succession collatérale dont l'import total net ne dépasse pas ce même chiffre.

La Commission ne peut donc conclure à l'adoption de ces modifications, elle propose à la Chambre de les rejeter et de maintenir en vigueur l'article 26 de la loi du 11 octobre 1919.

Cependant la Section pourrait se rallier à la suppression de l'alinéa 2, des 1° et 2° de l'article 26 de la loi du 11 octobre 1919, ainsi conçu : 1° pour les successions en ligne droite; 2° pour les successions en ligne collatérale.

1°, al. 2. — « Si le montant net de la succession dépasse 2,000 francs sans » excéder 5,000 francs, il est déduit de ce montant net, pour la liquidation de » l'impôt, une somme de 2,000 francs qui demeure, dans tous les cas, affranchie » du droit; si le montant ne dépasse 5,000 francs sans excéder 10,000 francs, » il est déduit de ce montant une somme de 1,000 francs.

2°, al. 2. — « Si le montant de la succession dépasse 2,000 francs sans excé- » der 5,000 francs, il est déduit de ce montant net, pour la liquidation de » l'impôt, une somme de 2,000 francs qui demeure, dans tous les cas, affranchie » du droit; si le montant net dépasse 5,000 francs sans excéder 10,000 francs, » il est déduit de ce montant une somme de 1,000 francs. »

S'il est raisonnable de maintenir les exemptions existant l'une depuis 1851, l'autre depuis 1817, pour les successions de minime importance en tenant compte de la valeur actuelle de l'argent, on peut soumettre au droit les successions d'un import plus élevé et supprimer l'exemption des droits pour la tranche inférieure de ces successions.

ART. 24

La Commission proposant de maintenir la réduction des droits en faveur de déclarants en raison du nombre d'enfants qu'ils ont, il est indispensable de maintenir le mode de preuve établi au littéra C du § VI de l'article 16 de la loi du 11 octobre 1919.

En conséquence l'article 24 doit disparaître, et il y lieu de maintenir le texte actuel de la loi du 11 octobre 1919 (art. 16, § VI, litt. C) :

« La déclaration de succession ou de mutation par décès doit être appuyée » d'un certificat de l'autorité communale du domicile de l'héritier donataire ou » légataire, attestant le nombre d'enfants légitimes qu'il avait au jour de l'ouver- » ture de la succession, ainsi que le nombre d'enfants légitimes qui étaient » prédécédés en laissant eux-mêmes des enfants légitimes en vie au jour du décès » du décujs. Ce certificat est exempt du timbre et de l'enregistrement.

» Il est encouru une amende égale à deux fois le droit éludé, par l'héritier,

- » donataire ou légataire qui a fait, relativement au nombre d'enfants légitimes
- » des successeurs du défunt, une déclaration reconnue inexacte. Dans tous les
- » cas, la contravention peut être prouvée par tous moyens de droit commun, à
- » l'exception du serment. »

§ 3. — Droits de timbre.

ART. 25 (du projet).

Une taxe de 15 centimes par 1,000 francs sur les opérations de bourse fut introduite par la loi du 30 août 1913, mais une disposition de cette loi réduit à 10 centimes pour 1,000 francs les opérations au comptant ayant pour objet les titres des dettes publiques belges et congolaises et d'autres titres privilégiés qu'elle énumère.

La loi du 11 octobre 1919 ajoute à cette nomenclature d'obligations celles émises par la Société d'habitations à bon marché.

La loi du 24 octobre 1919 élève ce droit à 30 centimes par 1,000 francs et supprime le tarif de faveur résultant de la loi du 30 août 1913, mais elle ne vise pas l'ajoute faite par la loi du 11 octobre 1919.

Le projet actuel élève le taux de la taxe à 50 centimes par 1,000 francs et supprime la taxe de faveur résultant de la loi du 11 octobre 1919; cette exemption fut établie au moment même où le législateur supprimait les autres exemptions.

ART. 26 (du projet).

Les quittances de sommes ne dépassant pas 10 francs sont exemptes de timbre. Le projet maintient cette exemption.

Les quittances de sommes dépassant 10 francs jusques et y compris 100 francs sont astreintes du timbre de 5 centimes. Le projet propose la suppression du timbre de 5 centimes et astreint au timbre de 10 centimes toutes les quittances de sommes dépassant 10 francs jusques et y compris 500 francs.

Cette disposition ne présente pas une charge excessive, d'autant plus que pour les termes de petits loyers et les acomptes de sommes peu élevées l'article 27 atténue la charge du timbre.

ART. 27 (du projet).

Cet article reproduit une disposition analogue du code du timbre, permettant d'inscrire les quittances de paiements acomptes d'une seule et même créance, sur la même feuille de papier timbré. Il précise cette disposition et permet cette inscription : 1° pour acompte d'une seule et même créance ou d'un seul terme de fermage ou de loyer; 2° pour paiement de différents termes échéant au cours d'une même année, d'un loyer ou d'un fermage payable par mois ou à des termes périodiques plus courts.

Ces quittances peuvent être données sur une seule feuille de papier timbré, et par cette expression on entend soit le timbre de dimension, soit la feuille de papier munie du timbre adhésif.

La valeur du timbre doit être calculée à raison de la somme totale quittancée, au lieu de l'être séparément sur chacun des paiements effectués à compte.

Les feuilles de salaires contenant émargement ou un signe quelconque constatant libération sont sujettes au timbre proportionnel de quittance. Le droit de timbre exigible sur un état collectif doit être calculé d'après l'importance des sommes dont chaque intéressé donne quittance; mais, dans un but de simplification, il est permis de considérer comme satisfaisant à la loi, l'apposition sur l'état collectif, d'un seul timbre d'une valeur équivalente au montant total des droits exigibles. (Décision du 2 octobre 1920.)

On s'est demandé s'il n'y avait pas lieu d'assimiler les quittances de salaires à celles relatives aux loyers.

Réponse a été faite que par la disposition qui fait l'objet de l'article 27, 2°, du projet, on a voulu éviter que le droit de timbre de quittance — qui doit être supporté par le débiteur (C. civ., art. 1248) — ne soit une charge trop lourde pour les gens de condition modeste (ouvriers, etc.) qui paient généralement leurs loyers par mois ou par quinzaine.

Cette raison, qui justifie un traitement de faveur, ne se rencontre pas lorsqu'une quittance de salaire est donnée par un ouvrier à son patron, étant donné que c'est ce dernier qui doit supporter le droit de timbre.

Il est à observer d'ailleurs que la disposition ne s'applique pas à l'État, aux provinces ni aux communes (art. 62, 42°, de la loi du 25 mars 1891).

ART. 28 (du projet).

Cet article fixe le maximum du timbre proportionnel de quittance à 5 francs, correspondant à une somme de 25,000 francs.

Le projet estime que maintenir le timbre à un chiffre plus élevé (fr. 0.20 par mille sans limite) constitue une lourde charge pour les sommes importantes et qu'il est de nature à inciter les redevables soit à ne pas retirer de quittances, soit à éluder l'impôt.

ART. 29 (du projet).

L'adoption de cet article aurait pour conséquence de supprimer totalement les exemptions accordées par l'article n° 41 du code du timbre du 25 mars 1891 et par l'article 31, 2°, de la loi du 30 août 1913. Ces exemptions sont les suivantes :

a) Les quittances des taxes et impositions des provinces et communes, des polders et des wateringues délivrées aux contribuables sur les extraits de rôle qui leur ont été remis;

b) Les quittances des primes, cotisations, contributions et sinistres frappant les assureurs ayant acquitté la taxe prévue à l'article 30 de la loi du 30 août 1913.

Le deuxième alinéa modifie le n° 40 en ce sens que s'il maintient l'exemption du timbre en faveur « des récépissés délivrés aux receveurs des deniers publics, » les quittances des droits de navigation et du prix de transport par chemin de fer ou autres services publics », il supprime purement et simplement les exemptions que ce n° 40 contient en faveur « des quittances que les receveurs » des contributions directes, douanes et accises délivrent aux contribuables, » celles qui s'inscrivent sur les actes en matière des contributions indirectes et » celles de toutes autres contributions qui se délivrent sur feuilles particulières » et qui n'excèdent pas dix francs ».

La quittance des primes d'assurances est sans doute un paiement ordinaire, mais il est à observer que le projet de loi reprend un droit dont le rachat avait été opéré lors de l'adoption de la loi du 30 août 1913.

Celle-ci stipule par son article 31 :

« La perception de la taxe d'abonnement sur les polices d'assurance exclut » l'exigibilité du droit de timbre :

» 1°

» 2° Sur les quittances des primes, cotisations, contributions et sinistres, » frappant les assurances ayant acquitté la taxe prévue à l'article précédent. »

C'est donc une charge nouvelle qui frappe le contrat d'assurance et qui agit fiscalement en rompant ce que certains avaient pu croire un forfait définitif.

En tous cas il paraît injustifiable de soumettre à une taxe la preuve du paiement de taxes soldées par les contribuables tant à l'État, qu'aux provinces, communes, polders et waterings sur les extraits des rôles.

La Commission a l'honneur de proposer à la Chambre d'approuver la rédaction de l'article 29 en ce sens que l'exemption résultant de l'article 31, n° 2, de la loi du 30 août 1913 relative aux quittances des polices d'assurance soit supprimé.

D'autre part, la Commission a reconnu que l'article 62, n° 37, du code du timbre du 25 mars 1891 est exempt du timbre.

« Les déclarations de succession, de mutation en ligne directe et de mutation » par décès, les procurations en original, copie ou extrait, qui y sont annexées, » et les récépissés de dépôt. »

Un membre a signalé que cette exemption pourrait disparaître, et que le fisc trouverait une ressource appréciable en assujettissant au droit du timbre les déclarations de succession.

Si cette proposition était admise, il faut modifier l'article 29 du projet en y insérant la suppression de cette exemption et aussi de celle dont jouit le certificat à produire par celui qui se prévaut du nombre de ses enfants pour réclamer une réduction du droit. Le certificat est exempt du timbre aux termes de l'article 16, § VI, litt. C, de la loi du 11 octobre 1919.

Art. 30 à 34

Ces articles soumettent les chèques en droit de timbre et modifient le régime

auquel les endossements et l'usage des chèques sont soumis sous l'empire des articles 51 du code du timbre du 25 mars 1891 et 6 de la loi du 24 octobre 1919.

L'article 62, n° 87, de ce code exempte du droit de timbre « les chèques et les bons ou mandats de virement.

L'article 6 de la loi du 24 octobre 1919 reproduit cette exemption.

L'article 51 de ce code dispose que « les chèques ou autres titres à un paiement » au comptant et à vue sur fonds disponibles, exemptés du timbre, ne peuvent » après l'expiration des délais dans lesquels le paiement doit être réclamé, faire » l'objet d'une cession, par endossement ou autrement, sans avoir été préalablement timbrés un visés pour timbre ».

Semblable disposition est inscrite à l'article 6 de la loi du 25 octobre 1919.

Tel est le régime actuellement en vigueur.

Le projet qui est devenu la loi du 24 octobre 1919 proposait de soumettre le chèque au timbre ordinaire des quittances.

Sur la proposition de la Section centrale, la Chambre a maintenu l'exemption déterminée par ce motif : que l'emploi du chèque doit être encouragé comme moyen d'opérer des paiements sans déplacement de fonds, et contribue ainsi, dans une mesure appréciable, à diminuer la circulation fiduciaire.

Mais voici que l'Exposé des motifs du projet de loi actuel signale des abus : pour remplacer la quittance, on fait un emploi exagéré du chèque, à tel point que le débit des timbres de quittance aurait diminué de $\frac{6}{7}$ % dans certaines parties du pays.

Le projet, tout en voulant soumettre le chèque au droit des timbres, propose les distinctions que voici :

Le chèque par lequel le tireur opère un encaissement, et qui le plus souvent est tiré sur une personne autre qu'un banquier, serait soumis au droit de timbre des quittances ordinaires. C'est en réalité une quittance déguisée.

Le chèque par lequel on opère un paiement et qui, en fait, est toujours tiré sur un banquier, serait soumis à une taxe fixe de 10 centimes.

En compensation de ce léger droit, les prohibitions édictées par les articles 51 du code du timbre, 4 et 6 de la loi du 24 octobre 1919 viendraient à disparaître.

Ces articles sont ainsi conçus :

« ART. 4. — Sont assujettis au droit de timbre proportionnel : les accreditifs, » les billets de banque à ordre et, généralement, tous titres à un paiement au » comptant et à vue sur fonds disponibles, à l'exception des chèques et des » mandats de virement. »

« ART. 6. — Les titres désignés à l'article 4 ne peuvent, après l'expiration des » délais dans lesquels le paiement doit être réclamé, faire l'objet d'une cession » par endossement ou autrement sans avoir été préalablement soumis au timbre » au taux fixé par l'article 8 ci-après, sous peine d'une amende égale à vingt » fois le droit exigible, pour chaque endossement ou cession, sans que l'amende » puisse être inférieure à 100 francs. »

La Commission se rallie au projet en raison du montant peu élevé du droit et

de la facilité de perception, et s'il est bien entendu que cette modification n'a pas la portée d'engager le principe, sous la pensée de relever à bref délai le tarif.

ART. 35 (du projet).

Cet article augmente la taxe d'affichage telle qu'elle résulte des articles 2, 3 et 4 de la loi du 24 octobre 1919. Ces taxes sont doublées.

La taxe de 10 centimes est portée à 20 centimes, celle de 12 centimes à 25 centimes, celle de 2 centimes par 5 décimètres carrés sans fraction, au delà 25 décimètres carrés est portée à 5 centimes.

Cette augmentation aura sa répercussion sur la taxe dont sont frappées les affiches ayant subi une préparation quelconque en vue d'en augmenter la durée et celles soumises à une taxe annuelle, ces taxes en effet s'élèvent au triple du droit perçu sur les affiches ordinaires.

Cet article a donné lieu à de multiples protestations que les nécessités budgétaires ont forcé d'écarter. Certains membres ont émis la crainte que, dans la situation actuelle qui oblige les commerçants à restreindre leurs dépenses, cette augmentation de taxe ne produise un effet tout opposé à celui que le fisc escompte.

ART. 36 (du projet).

L'article 36 vise une série d'écrits, tels que récépissés et décharges de titres d'actions ou d'obligations, de coupons, d'effets de commerce.

A la rigueur tous les écrits devraient être établis sur timbre de dimension de 75 centimes; en fait cela ne se pratique jamais; le projet propose de soumettre ces écrits à un timbre fixe de 10 centimes, dans l'espoir que ce droit minime sera régulièrement acquitté au moyen d'un timbre adhésif.

Le projet spécifie quels sont ces écrits, et établit certaines exceptions.

ART. 37 et 38 (du projet).

Aux termes de la loi du 25 mars 1891, article 30 : « Les écritures privées qui » auraient été faites, sur papier non timbré, sans contravention aux lois sur le » timbre et qui ne sont pas nommément comprises dans les exceptions, ne peuvent être produites en justice, sans avoir été timbrées ou visées pour timbre, » sous peine d'une amende de 25 francs pour chaque contravention. »

Cette disposition sera appliquée aux écrits visés à l'article 37.

L'Exposé des motifs ajoute, et il est bon de le répéter ici, que le droit réduit ne s'applique pas aux écrits qui constituent la preuve littérale d'une obligation ferme, souscrite soit par le banquier au profit de son client, soit par le client au profit du banquier : Ces écrits restent régis par les dispositions de l'article 12 du code du timbre du 15 mars 1891.

ART. 39 (du projet).

Les écrits visés par l'article 36 devaient être établis sur timbre, d'après les dispositions du code du timbre du 23 mars 1891.

Ces écrits pourront, par une disposition de faveur, être munis du timbre — et celui-ci sera vraisemblablement un timbre adhésif — de 10 centimes, pendant trois mois, à compter du lendemain de la publication de la présente loi.

Cette disposition qui constitue une faveur ne pourrait cependant être pratiquement appliquée sans rencontrer des difficultés considérables.

Elle nécessiterait la recherche par les banques et les particuliers de tous les documents figurant dans leurs archives, et remontant à cinq, dix, quinze années.

Passé le délai de trois mois, on devrait appliquer la loi dans toute sa rigueur, alors que nous avons vécu sous un régime de large tolérance.

Cette disposition ne peut avoir de valeur qu'à condition de donner à la période d'amnistie un délai bien plus considérable.

La Commission propose d'étendre la durée de la période à une année. La faveur n'entraînera pas de bien grands inconvénients si l'on compte qu'il serait bien difficile de contrôler la date certaine de l'application du timbre endéans les trois mois de la publication de la loi.

ART. 41 (du projet primitif).

A maintes reprises l'opinion publique a indiqué comme matières propres à fournir des ressources fiscales, les dépenses de luxe auxquelles certaines personnes se livrent dans les cafés, les restaurants, les hôtels.

Déjà la loi taxant les divertissements et spectacles a frappé une partie de cette matière. Mais les dépenses dans nombre d'établissements ne fournissent pas la part que l'on peut leur réclamer.

Il convient toutefois de ne pas se faire des illusions au sujet des résultats immédiats : la taxe constituera un rapport fiscal que ne sera certes pas négligeable et fournira une satisfaction morale, mais la perception ne s'opérera pas sans donner lieu à certaines difficultés et se heurtera à de multiples fraudes.

C'est pour éviter celles-ci et permettre à la taxe de frapper là où il y a lieu qu'il importe de préciser le texte : Une dépense de 20 francs par jour — logement et nourriture — ne répond pas aux besoins d'un particulier et encore moins d'une famille nombreuse. Elle est même inférieure à l'indemnité reconnue nécessaire pour un fonctionnaire obligé de se déplacer. Une dépense de vingt francs au cours d'un seul repas peut au contraire être taxée sans inconvénient.

On ne peut traiter de même celui qui se déplace pour chaque repas et le pensionnaire.

Votre Commission a cherché à fixer des chiffres mieux en rapport avec la situation réelle.

Le système français admet — ce qui peut être plus pratique — le classement des établissements et frappe la recette totale de tous les établissements qualifiés de luxe.

Ce système est compliqué et donnerait lieu à de longues procédures. Force est donc de s'en tenir non à des évaluations basées sur celui qui fournit mais sur la nature de la chose fournie.

Le principe de la taxe étant admis, il faudra lui donner comme base le fait du paiement. La quittance est un fait postérieur à celui-ci, et il faut prévoir la déduction de l'impôt, même si pour une cause quelconque une quittance n'était pas ou ne pourrait être délivrée.

La Commission vous propose des mesures en vue de permettre à l'administration une perception mieux assurée.

Si l'on estime devoir décréter cet impôt, il serait déplorable qu'il ne fût que de façade.

Il faut donc recourir à la tenue d'une comptabilité de contrôle, qui fonctionnera, alors même que le consommateur se refuserait à accepter les quittances.

TITRE II.

Taxe de transmission.

ART. 41. (1^{er} du projet).

Le fait générateur de la taxe est la transmission de propriété d'un bien meuble, en suite d'un contrat à titre onéreux.

Cet acte doit être accompli sur le territoire où s'exerce la puissance publique belge, mais il est indifférent que la convention dont le fait de transmission est la conséquence ait été conclue en Belgique ou à l'étranger. La taxe ne porte pas sur le contrat mais sur son exécution.

Comme conséquence de ce principe, il ne peut être question d'atteindre ni les livraisons à l'étranger de biens se trouvant à l'étranger ou en Belgique, ni à plus forte raison de biens qui sont uniquement l'objet d'un transit à travers notre pays. De même, il ne peut exister matière à taxe de transmission de propriété lorsque celle-ci n'est pas réalisée, et tel est le cas lorsque des marchandises ou des meubles sont remis à d'autres fins que celles de transmission effective et définitive. Tel est le cas des meubles remis à vue, en consignation, ou dont la transmission n'a été qu'apparente : livraisons refusées, renvoyées au vendeur pour non conformité, inaccomplissement d'une des conditions de la vente.

Mais il n'est principe dont la rigueur ne doive subir des exceptions pour des raisons de réalisations pratiques.

C'est ainsi que le projet de loi renonce à atteindre certaines transmissions qui sont l'exécution de ventes en détail, de même le fait de transmission de marchandises opérée aux fins de l'exportation.

D'autre part, la remise de marchandises par une maison principale à sa succursale n'est pas un fait translatif de propriété : il n'y a qu'un seul et même propriétaire,

Tout fait de transmission en Belgique sera donc atteint, à défaut d'un texte consacrant exemption. Un même objet pourra fournir matière à des perceptions successives s'il y a transmissions successives. Aucune exemption n'est consacrée en faveur des personnes : Les sociétés, quelle que soit leur forme de fonctionnement, les associations, les personnes physiques y sont toutes assujetties, sans aucune exception.

Mais — sauf en ce qui concerne les succursales — il faut que celui à qui délivrance est opérée ait acheté et reçoive pour son compte personnel : Ainsi, si un commissionnaire ou une société coopérative achetait en suite de commandes pour des personnes ou des membres déterminés certaines marchandises spécifiées, on devrait constater l'absence de transmission dans son chef; mais il en serait tout autrement s'ils avaient acquis en prévision de revente ultérieure à des personnes n'étant pas engagées par les liens d'une commande effective fussent-elles coopérateurs.

C'est évidemment la transmission en Belgique des marchandises que formera la presque totalité de sa masse imposable, mais il convenait de ne pas limiter sa taxe à celle-ci :

Vu la difficulté qui aurait pu se présenter de faire le partage dans les cas d'application entre les marchandises et les autres biens meubles, le texte est conçu dans les termes les plus généraux.

La loi s'étendra donc aux « biens meubles » par leur nature. Le Code civil les définit dans ses articles 526 et 535 par opposition aux meubles par la détermination de la loi, « les obligations et actions, les rentes perpétuelles, etc. »

La taxe est subordonnée à la livraison de la marchandise.

Elle ne doit être acquittée qu'au moment où celle-ci s'opère. Il s'ensuit que toute promesse, tout contrat de vente ne devra pas nécessairement entraîner perception du droit : l'endossement d'un connaissance, la remise de warrants et cédule, de bons aux fins de livraison ne constituent pas une livraison de marchandises ou de meubles par nature, mais de titres donnant droit à une livraison ultérieure.

La loi française sur le chiffre d'affaires a tenu compte des nécessités des transactions boursières lorsqu'elle a réglé le régime des affaires qui portent sur des marchandises qui se trouvent soit dans les entrepôts publics, soit dans les magasins privés et qui se traitent par « filière », c'est-à-dire un document écrit qui se transmet de mains en mains, et qui peut faire l'objet de nombreuses transmissions avant d'arriver aux mains de celui qui prend possession de la marchandise *l'arrêteur de la filière*. Seule cette dernière transmission est passible de la taxe sur le chiffre d'affaires, dont toutes les transmissions intermédiaires sont exonérées.

Ces principes généraux dispenseront d'insérer dans le texte même de la loi nombre de dispositions qui n'en sont que l'application et relèvent principalement de la technique administrative. Il a semblé à la Commission qu'il importait de ne point surcharger celle-ci de textes qui seraient bien mieux à leur place dans un arrêté royal d'application.

Aussi bien la matière est nouvelle, et il pourrait être dangereux de lier l'Administration par des prescriptions rigides dont l'expérience pourrait réclamer à bref délai la revision.

C'est pourquoi elle s'est attachée à fixer les limites et les grandes lignes de la perception, laissant au pouvoir exécutif les mesures d'organisation.

Art. 42 (art. 4 du projet).

La succursale ou filiale est un établissement dépendant de la maison principale. Il en fait partie intégrante bien qu'il puisse avoir une comptabilité séparée, un personnel distinct. Toutes les marchandises qui s'y trouvent sont la propriété de la maison-mère. Les gérants sont des employés ou des mandataires. Ils peuvent être intéressés dans les résultats de l'exploitation, mais vis à vis des tiers la responsabilité des opérations incombe à la maison principale.

Si un établissement avait un autre caractère que ceux-ci, était seulement un magasin commandité ou patronné, l'article 42 n'aurait aucune raison d'être inséré dans la loi. Aussi, nous l'avons déjà indiqué, la loi déroge au principe qui se trouve à sa base lorsqu'elle assimile à une vente l'envoi ou la remise de marchandise par une maison principale à une succursale en vue d'une vente par celle-ci.

Il n'y a pas de transmission de propriété.

C'est une raison économique qui a introduit la disposition de l'article 42 : on a considéré que la succursale doit — en fait — être considérée comme un organisme intermédiaire entre le consommateur et la maison principale, et qu'il faut assimiler celle-ci à un magasin en gros. Si la vente par la succursale ne donnait pas ouverture au droit, un degré de transmission serait supprimé, et cette situation serait de nature à placer dans une situation plus défavorable le moyen et le petit commerce vis à vis des grands magasins.

L'intérêt du Trésor comme celui du moyen négoce concordent pour adopter la disposition qui n'a pas été cependant sans soulever des discussions tant au sein de plusieurs entreprises qu'elle atteindra que de la Commission.

Art. 43 et 44 (article 1^{er} du projet).

Ces textes placent à l'abri de la discussion la base de la taxe tant en matière de livraisons de produits de l'intérieur que de produits importés. C'est la valeur de la marchandise établie à raison de ses divers éléments, qui la constituent au moment de la livraison, sur le pied des prix et clauses conventionnels du marché conclu.

Art. 46 (7 du projet).

La loi n'a pas à décider qui, dans les rapports entre l'acheteur ou le vendeur doit supporter la taxe de transmission. Les parties auront évidemment soin de déterminer dans la presque totalité des cas cette modalité de la vente, de même qu'elles fixent les conditions relatives au port, à l'assurance, etc. En cas d'absence de stipulation sur ce point, la question sera résolue par les principes du droit

commun. Il s'agit d'une taxe assise sur le fait de la livraison qui s'opère au bénéfice du vendeur. La taxe s'incorpore dans la valeur de la marchandise après la transmission et le paiement. Ce sera à l'acheteur à la supporter. Il devra en être ainsi pour les marchandises à livrer après la mise en vigueur de la loi.

Mais ces considérations doivent demeurer étrangères au fisc : la loi constitue vendeur et acheteurs débiteurs solidaires « vis à vis du fisc ».

ART. 47.

Il n'y a qu'une transmission lorsque le commissaire agit, non pour son compte personnel, mais comme mandataire. Toutefois, comme le fait apparent est celui de la livraison qui lui est faite, c'est à celui-ci que le fisc doit s'adresser pour la perception.

Ainsi que l'a constaté la Chambre syndicale de Bruxelles, « le principe est, précisément, en isolant le détail, en le plaçant en dehors de la taxe, d'épargner la consommation dans la plus large mesure possible. En France, il en va tout autrement, car la plupart des exemptions accordées par la loi sont précisément motivées par l'impossibilité où se trouverait le redevable de récupérer la taxe sur le consommateur. A ce point de vue, la conception belge est supérieure à la conception française ».

ART. 48 (art. 6 du projet).

Un certain nombre de livraisons ne peuvent fournir matière à taxe pour des raisons diverses. Tel est le cas lorsque la livraison est exécutée en vertu d'une vente dont la constatation a déjà entraîné perception d'un droit de transmission. Peu importe que l'acte enregistré ait été formé sous seing privé ou sous forme authentique.

Il en est de même lorsque la livraison en Belgique n'est qu'à fins provisoires.

A côté de ces exceptions d'autres doivent prendre place pour des raisons économiques.

La Commission a tout d'abord estimé devoir proposer l'exemption de la taxe sur les transmissions des marchandises qui ont directement trait à l'alimentation publique.

Si des importations de céréales panifiables, farines, etc., doivent être opérées pour suppléer au manquant de notre production il importe de ne point grever ces denrées indispensables d'un droit d'entrée de 1 %.

Mais il a paru impossible de déterminer dans le cadre rigide de la loi toutes les denrées et marchandises qui rentrent dans ces catégories.

L'énumération est variable, et il ne faut pas que la loi ne puisse avoir pour effets de contrarier la baisse des marchandises d'alimentation.

La disposition sub 8° consacre l'exemption de la taxe sur les livraisons opérées aux provinces, communes et établissements publics. L'État ne peut songer à taxer ces organismes dont la situation financière est des plus précaires et qui réclament au contraire son intervention.

Il doit en être de même lorsque la nécessité les oblige à intervenir dans le ravitaillement.

Le chiffre de 10 francs pour ventes entre commerçants est absolument trop modique. La disposition ne trouverait pas d'application.

Les dispositions sub 10°, et 11° constituent l'application du principe que la taxe dépend d'une livraison entraînant transmission de propriété.

ART. 49 (11° de l'art. 6 du projet).

a) Les Ambassades et Légations jouissent de l'exterritorialité : les livraisons qui y sont faites ne sont pas opérées en Belgique. L'exception est étendue à la personne des représentants diplomatiques de ces pays.

b) Le litt. 6 consacre le fait que l'importation d'objets qui n'ont pas fait l'objet d'une transmission récente de propriété ne peuvent être soumis à la taxe : Il serait impossible d'ailleurs de se livrer à des investigations et perceptions détaillées à nos frontières.

Les bagages sont les objets à l'usage personnel du voyageur. Ils peuvent contenir des objets d'habillement non usagés qui seront, le cas échéant, soumis à la taxe d'entrée.

Le terme voitures doit comprendre les véhicules de tous genres et, évidemment, les bicyclettes, moto-cyclettes *side-cars* — sans préjudice à l'application des lois et règlements douaniers.

ART. 50. (Article 3 du projet).

La perception résultant de la délivrance et celle-ci étant « le transport de la chose vendue en la puissance et possession de l'acheteur » (Code civil, art. 1695), comment le projet de loi constate-t-il le transport au point de vue fiscal?

« La délivrance des objets mobiliers s'opère ou par la tradition réelle, ou par » la remise des clefs des bâtiments qui les contiennent, ou même par le seul » consentement des partis, si le transport ne peut s'en faire au moment de la » vente, ou si l'acheteur les avait déjà en son pouvoir à un autre titre. » (Code civil, art. 1606).

Il aurait été impossible de se baser sur le fait de la tradition réelle ou symbolique. Mais l'article 25, alinéa 2, du Code de commerce permettait de s'en rapporter à la règle que « les achats et les ventes pourront se prouver au moyen » d'une facture acceptée sans préjudice des autres modes de preuve admis par la » loi commerciale. »

C'est ainsi que la facture a été choisie pour former le document qui recevra l'apposition du timbre, et conservera la preuve visible et permanente du paiement de la taxe.

L'acceptation d'une facture sans protestation est un des modes de preuve de la vente commerciale; l'envoi de la facture constitue l'offre, l'acceptation de la facture rend la vente parfaite.

L'application pratique de ces règles a amené à créer comme outil de la per-

ception le timbre adhésif. C'est l'extension du système déjà en vigueur en matière de perception sur opérations de bourse.

Ce système entraîne l'obligation de la tenue des facturiers, et le respect de la prescription sera peut être malaisé à assurer, alors qu'un très grand nombre de commerçants ne sont pas habitués à tenir une comptabilité régulière.

Les timbres à employer seront du type des timbres adhésifs pour opérations de bourse. Ils seront constitués par deux parties bien distinctes dont l'une, toujours la même, sera apposée sur le facturier de sortie et l'autre sur la facture.

Il ne saurait être question de créer une telle variété de timbres que la perception pourrait toujours être assurée par l'emploi d'une seule figurine. N'oublions pas que la taxe est proportionnelle et que le taux peut en être élevé. Il a donc fallu arrondir la base dans une mesure restreinte : on ne perçoit que de 10 en 10 tandis que la graduation des droits de timbre est généralement fixée de 500 en 500 francs ou de 1,000 en 1,000 francs, sauf pour les petites sommes.

Si on arrondit à la dizaine supérieure c'est pour éviter l'emploi de timbres d'un prix inférieur à 10 centimes.

Il ne faut pas non plus que nos séries soient trop grandes si l'on ne veut pas compliquer le débit.

A ce point de vue, on conçoit aisément que l'adoption de plusieurs taux différents pour la taxe de transmission soit une source de difficultés pour l'administration et pour le public.

On a relevé cette considération comme l'un des motifs, le moindre, pour lesquels l'établissement de taux spéciaux n'est pas à conseiller pour les objets de luxe.

Art. 52. (art. 7 du projet).

L'article 52 oblige les négociants, autres que certains négociants, à la tenue de facturiers. Ceux-ci seront des livres d'enregistrement des factures. Ils ne devront pas contenir copie textuelle de celles-ci, mais fournir des relations telles que l'identité des originaux de celles-ci pourra être constatée en cas de contestation et de nécessité de contrôle.

Quant au facturier de sortie il consistera soit dans le copie de lettres-factures, soit dans un livre plus sommaire, mais permettant le même contrôle.

Art. 54.

La disposition en vertu de laquelle les commerçants devraient conserver les factures pendant un terme de dix années, paraît aller au delà de ce qu'il est possible d'exiger dans le domaine des réalisations pratiques.

La loi civile a établi les prescriptions annales et quinquennales pour des considérations dont on ne peut méconnaître le bien fondé, sinon les difficultés insurmontables, au moins les très grands inconvénients, qui résulteraient d'actions intentées après ces délais. Il s'agissait cependant du recouvrement de créances qui ont un titre au moins aussi respectable que les droits du fisc.

On aperçoit d'ailleurs les fâcheux effets qui pourraient résulter d'un litige

entre le fisc et le contribuable après de tels délais. Le fisc a soin d'ailleurs de ne point accepter un tel délai pour les réclamations qui pourraient être dirigées contre lui-même après un court délai.

Le délai de dix ans est d'ailleurs assez peu en rapport avec l'espoir, que permet de conservé des motifs que cette taxe n'entrera pas définitivement dans notre législation fiscale.

La loi française a adopté le terme de trois ans à partir du 1^{er} janvier de l'année durant laquelle le livre a été commencé ou durant laquelle les pièces ont été établies.

ART. 55.

La Commission n'a point soulevé d'observations au sujet des prescriptions qui formaient les articles 8 et suivants du projet. Elles constituent non des dérogations aux principes énoncés mais des mesures d'application.

Elle ne voit point d'inconvénient à ce que ces dispositions figurent dans un arrêté royal ou dans des circulaires d'application.

Le Parlement ne dispose actuellement ni du temps ni des moyens nécessaires pour accomplir cette tâche administrative.

Toutefois, la Commission ne peut se rallier à la disposition de l'article 14. Elle en a décidé la suppression.

ART. 50 (13 du projet).

La communication des documents commerciaux doit être entourée de garanties de secret pour les intéressés. Elle ne peut être requise par tout préposé. C'est pourquoi la Commission confie l'exécution de cette mesure à des fonctionnaires offrant des garanties particulières d'expérience, de maturité et d'indépendance.

ART. 65.

La Commission, d'accord avec le Gouvernement, propose d'atteindre, par une taxe spéciale, la transmission de certaines marchandises qui, par leur nature, offrent un certain caractère de luxe.

La loi française applique la taxe de luxe à deux catégories d'objets : la première comprend les objets de luxe par essence, quel que soit leur prix ; la deuxième vise d'autres objets, mais seulement à partir d'un certain prix d'achat.

Cette distinction, légitime en théorie, a donné lieu en fait à de très grandes difficultés d'application.

Préoccupé de réduire au minimum les frais d'application de la taxe et l'intervention administrative vis-à-vis du contribuable, le Gouvernement estime qu'il y a lieu de limiter l'application de cette taxe spéciale à certains objets rentrant uniquement dans la première catégorie.

La vente de ces marchandises entre commerçants restera soumise à la taxe de 1 %, mais leur transmission en suite d'une vente en détail ne jouira plus de l'exemption.

Il paraît en vain toutefois de songer à atteindre les ventes entre particuliers : celles-ci ont un caractère privé qui les rend quasi impossible à constater, à moins de vexations qui paraîtraient intolérables.

TITRE III.

Impôt sur le mobilier.

Le titre III du projet de loi rétablit l'impôt sur le mobilier : La loi du 29 octobre 1919, qui avait substitué le principe de l'impôt sur le revenu réel à celui de l'impôt sur la richesse révélée par des signes apparents ou extérieurs, l'avait supprimé. Il n'y avait pas là — ainsi que l'exprime l'exposé des motifs — une « lacune évidente » mais une suppression voulue, et nécessaire pour constituer une œuvre de revision fiscale et harmonique.

A moins que d'entrer dans la voie de l'impôt sur le capital les contributions doivent être établies en proportion des forces actives du contribuable, de ses revenus. Le régime nouveau a frappé tous les revenus.

Sans doute l'on peut dire que des meubles meublants, des collections, etc., sont productifs de revenus, que si ces revenus ne consistent pas en une somme d'argent ils sont perçus en utilités et en jouissances, que le propriétaire perçoit en nature, et qui ont une valeur égale à celle qu'il en retirerait en les donnant en location. Mais il n'est pas moins vrai qu'au regard du partage de ces profits avec le fisc, des prélèvements qu'il réclame et qui doivent être fournis en espèces, le mobilier est un capital de nature improductif.

La taxation fiscale du mobilier entraîne une charge à acquitter au moyen de revenus déjà taxés, et il n'est pas exact de dire que ceux qui possèdent un mobilier important serait, par le fait, en possession de ressources spéciales pour acquitter l'impôt. Ils ont une richesse plus grande que ceux qui ne possèdent pas de mobilier.

Il faut donc — ici encore — invoquer la nécessité que crée l'état précaire de nos finances pour justifier le principe de l'impôt sur le mobilier. Il se justifie par ce qu'on en trouve point d'autres, et parce que cet impôt direct doit compléter dans un système où l'on fait appel à tous, l'impôt indirect de la taxe de transmission.

Ces considérations expliquent les discussions qui se sont produites au sujet du principe, de l'application de l'impôt, et de son taux.

A raison de la matière, inerte et improductive en elle-même, qui est taxée, le taux de l'impôt doit être modéré sous peine d'entraîner une confiscation plus ou moins rapide.

Si au lieu de placer ses capitaux en « mobilier » le propriétaire en avait fait emploi en fonds d'État, ou assimilés, à l'intérêt de 5 %, il acquitterait un impôt cédulaire de deux pour mille du capital. S'il avait fait un placement en valeurs industrielles, productives du même intérêt, la taxe cédulaire atteindrait cinq pour mille du capital. C'est ce dernier taux de perception qui est proposé sur la valeur du mobilier.

Mais il est à observer que la loi de 1919 n'autorise pas les communes et les provinces à prélever des additionnels à la taxe cédulaire sur les revenus des

actions et obligations. Ici la loi permettra d'établir des additionnels à concurrence d'un total de 50 %, et il n'est pas douteux que la situation précaire des communes — à qui l'État impose chaque jour des charges nouvelles — les forcera à user de cette faculté.

Dans ces conditions le propriétaire d'un mobilier devra acquitter une taxe égale à celle supportée par celui qui perçoit le revenu du placement de ses capitaux à 7 1/2 % dans le commerce ou l'industrie et sept fois et demie plus forte que celle qui frappe celui qui les investit en rentes ou en placements à l'étranger.

Le projet de loi s'est préoccupé du danger que pourrait entraîner cette taxe si elle venait à être appliquée aux collections, aux œuvres d'art, aux objets fournis par les industries de luxe dont la conversation et le développement sont inséparables des intérêts tant de notre commerce que de ceux d'un nombre considérable de travailleurs.

Aussi s'est-il rallié à un système forfaitaire qui d'après le projet permet de limiter la valeur taxable du mobilier à un multiple de la valeur locative.

ART. 67.

L'article 67 énumère tout ce que la loi entend soumettre à la taxe, sous la désignation de « mobilier ». Ce sont en général tous les biens meubles, mais non les titres, les valeurs, les espèces monnayées, les créances, les marchandises. Presque tous ces biens contribuent déjà à fournir une matière aux impôts.

ART. 68.

Les meubles meublants donnés en location sont déjà taxés à raison de 10 % du produit de leur location. On ne peut les atteindre deux fois.

Il fallait en exclure de même la partie du mobilier qui constitue l'instrument d'un travail professionnel, les instruments du médecin, la bibliothèque de l'avocat ou du savant, les études de l'artiste, etc. Déjà la loi sur les revenus permet de déduire des bénéfices bruts professionnels les frais d'entretien et l'amortissement du mobilier nécessaire à l'exercice de la profession, de même que la partie du loyer correspondant aux locaux dans laquelle elle s'exerce. Il en est de même ici ; si l'on applique la règle du forfait basée sur la valeur locative, le maximum imposable correspondra au chiffre obtenu par l'application du multiplicateur au loyer de l'immeuble déduction faite de la partie de celui-ci afférent aux locaux réservés à l'usage professionnel.

Enfin les raisons qui ont fait décider qu'il convenait de ne pas imposer les établissements publics et les associations sans but lucratif qui jouissent de la personnification civile à la taxe professionnelle, s'imposent à plus forte raison ici.

ART. 69.

La Commission, adoptant par 8 voix contre 3 la proposition d'un de ses membres, a estimé qu'il y aurait lieu d'introduire dans la loi le principe de la progressivité dans l'application de la taxe.

Le mobilier d'une valeur inférieure à 50,000^{*}francs, — soit dans le système du forfait, — celui garnissant un immeuble d'un loyer d'environ 4,000 francs serait imposé au taux de 5 ‰, la partie complémentaire serait imposée au taux de 5 1/2 ‰ pour la portion de 50,001 à 100,000 francs, de 6 ‰ pour la portion de 100,001 à 150,000, et ainsi de suite.

A l'encontre de cette proposition, un membre fait valoir que la taxe de 5 ‰ constitue un chiffre déjà fort élevé que les additionnels provinciaux et communaux contribueront à augmenter ; que l'on ne pourrait dès lors — ainsi que le fait la proposition — agir que par progression fort lente, et qu'en tel cas le système était de nature à singulièrement compliquer la perception sans grand profit fiscal.

ART. 70 à 72.

Les articles 70 et suivants règlent l'établissement de l'impôt. La disposition de l'article 70 al. 1^{er} permet de donner aux rôles un caractère de permanence qui simplifiera et la tâche de l'administration, et les formalités à remplir par le contribuable.

Pour simplifier encore davantage, le texte amendé prévoit que la déclaration au nom des propriétaires indivis ne devra pas nécessairement réunir le concours de l'ensemble de ceux-ci. Un ou plusieurs de ceux-ci pourra agir au nom des autres si ceux-ci ne se sont pas mis d'accord pour agir en commun.

ART. 73.

La Commission a estimé qu'il convenait de relever à 4,000 francs, le chiffre de 3.000 francs proposé.

Ces dégrèvements accordés doivent s'entendre d'une déduction sur le montant de la valeur déclarée et non pas de la taxe établie. Chaque chef de ménage, même le célibataire, peut immuniser son mobilier à concurrence d'une valeur fixe de 4,000 francs, ce qui correspondra à un loyer d'environ 320 francs dans les grandes villes. Un ménage composé du père, de la mère, de deux enfants jouira d'une immunisation de 4,000 plus 3 + 1,000 soit 7,000 francs, correspondant à un loyer de 560 francs environ. La partie du mobilier correspondant à l'immunisation est considérée comme n'existant pas.

Sans doute-a-t-on signalé que cette immunisation ne constituait pas un avantage bien considérable pour les familles nombreuses et on l'a relevé que celle-ci ne correspond qu'à une partie de mobilier d'une valeur de 1,000 francs. Mais il est à observer que, dans la plupart des cas, la taxe elle-même sera peu élevée.

Toutefois les mots *à la charge du chef de ménage* devraient être remplacés par ceux *habitant sous le même toit* ou autre expression analogue « visant la même famille ». C'est un impôt qui frappe le mobilier dont use la famille groupée sous le même toit et la question de savoir si tel ou tel enfant est encore ou non à charge du chef de famille paraît indifférente. D'ailleurs si ce membre n'est plus à charge et qu'il continue à faire partie de la famille, il est probable que l'aisance apportée par lui amènera l'acquisition ou la conservation de plus de mobilier ou

d'un mobilier plus beau; sa présence a entraîné l'obligation d'une plus vaste habitation. S'il habitait à part, même célibataire il pourrait bénéficier d'une immunisation à concurrence de 4,000 francs.

ART. 74.

Tout forfait implique une transaction, et toute transaction suppose des opinions opposées, qui, ici encore, ont fait valoir leurs arguments contradictoires :

Les adversaires du forfait ont invoqué que les mobiliers considérables échappent à la charge de l'impôt qui pèsera sur les mobiliers modestes.

S'il est vrai que ceux-ci pourront user de la procédure de déclaration lors qu'ils sont inférieurs à la valeur forfaitaire, ils acquitteront toujours la taxe pleine.

Le forfait basé sur la valeur locative ne traduit pas nécessairement un rapport exact entre le loyer et le mobilier. Un mobilier dont l'importance est limitée par la formule forfaitaire, transporté dans un modeste immeuble à la campagne verra diminuer sa valeur taxable et vice-versa.

Mais écarter le forfait c'est frapper les collections, car il est impossible d'établir un tarif différentiel entre celles-ci et le mobilier proprement dit.

Les mentions contenues dans les polices d'assurances ne peuvent point fournir d'éléments de nature absolue. La loi française admit que ces polices d'assurances dépassaient la valeur réelle des objets assurés et accepta les évaluations à concurrence d'un quantum qui fut abaissé d'abord à 60 % puis à 50, finalement à 33 %.

Au contraire, il est certain que les assurances sur mobilier en Belgique sont inférieures à la valeur réelle de ceux-ci.

Tout compte fait, il semble que le système proposé est le seul pratique et doit être adopté sous peine d'entrer dans la voie des contestations et des expertises qui sont de nature à retarder d'une façon indéfinie le fonctionnement de la loi.

La majorité de la Commission, d'accord avec le Gouvernement, vous propose de fixer ce chiffre forfaitaire douze fois la valeur locative, qui paraît mieux préciser la relation entre les deux éléments loyer et mobilier.

Les statisticiens s'accordent à reconnaître que le mobilier représenterait à Paris $11 \frac{3}{4}$ du prix du loyer et en province 12 %.

Il a été toutefois suggéré en vue de remédier à ce que le forfait absolu pourrait avoir en certains cas de trop choquant, l'adoption d'une disposition analogue à celle qui constitue l'article 27, § 2, alinéa final de la loi du 29 octobre 1919. Le revenu provenant de l'exploitation agricole est considéré pour l'assiette de l'impôt comme égal au double du revenu cadastral défini à l'article 5 « néanmoins le contribuable et l'administration pourront établir par toutes voies de droit le revenu réel ».

Ainsi le fisc ne devrait pas être totalement désarmé lorsque des faits patents, établiraient que le forfait est absolument disproportionné avec la valeur réelle : tel serait le cas lorsqu'un mobilier est déplacé dans un immeuble de valeur locative moindre, lorsqu'un acte authentique contenant inventaire et partage d'une succession, constatant un achat d'un mobilier important, établit à toute évidence l'importance considérable d'un mobilier.

Le forfait aurait été admis pour éviter la multiplication des expertises, mais aurait pu être combattu par production de pièces ou documents probants.

Ces considérations n'ont pas été admises pour les motifs suivants : on hésite à adopter un forfait toujours sujet à contestation ; la recherche de pièces et documents absorberait l'Administration ; la disposition pèserait sur la conclusion des contrats d'assurance, les renseignements recueillis dans les documents enregistrés n'ont qu'une valeur relative. Le forfait deviendra donc la règle à de très rares exceptions près.

ART. 75.

Par respect de l'article 10 de la Constitution aux termes duquel « aucune visite » domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et *dans la* » *forme qu'elle prescrit*. Il en résulte que les opérations de contrôle prévues à l'article 75 ne pourront avoir lieu que tous les jours ouvrables, depuis 8 heures du matin jusqu'au coucher du soleil, pourvu qu'il soit muni de sa commission et de l'ordre écrit du directeur régional ».

ART. 78.

Il n'y a pas lieu à infliger une amende en cas de non vérification, puisque la taxe forfaitaire maxima est en tel cas appliquée.

ART. 82.

Le redevable doit fournir communication de sa police d'assurance. L'article 81 instaure un contrôle pour les cas déterminés ou le fisc a des raisons de présumer la fraude. Il faut éviter qu'une imprecision du texte ne permette de réclamer aux sociétés d'assurances le travail considérable de relevés généraux. Des abus se sont déjà produits en ce sens.

ART. 83.

Il faut prévoir au profit du contribuable le même droit que celui que l'administration se réserve à savoir celui de revision au cas de réduction du mobilier possédé. Il n'a certainement pu entrer dans les intentions de l'auteur du projet que le contribuable soit tenu de l'impôt pendant cinq années, même en cas d'aliénation totale ou partielle du mobilier si celle-ci est volontaire, que cette décharge soit abandonnée au pouvoir discrétionnaire du Directeur des contributions, et ne sorte en quelque sorte qu'à titre de faveur.

L'article 8 du projet instaure une procédure nouvelle pour trancher les contestations relatives à la valeur du mobilier. Elle est présentée comme facultative : « le contribuable et le contrôleur pourront de commun accord » désigner un expert qui statuera en dernier ressort. Mais cette expertise lierait les parties jusqu'à *nouvelle expertise*. Il est fort douteux que parties parviennent dans ces conditions à se mettre d'accord pour recourir à ce mode de procédure. Dès lors,

si l'expertise n'est pas obligatoire, on en reviendrait à la procédure ordinaire. D'autre part il paraît fort dangereux d'innover ici et de priver le contribuable de la garantie des juridictions régulières que la loi a, non sans motifs, organisée.

Si cette procédure est mauvaise ou insuffisante, il y aurait lieu de la réviser dans une œuvre d'ensemble.

TITRE IV.

Taxe sur les paris, gageures, etc.

Le titre IV a pour objet d'instaurer une « taxe sur les paris, gageures, etc. »

Ainsi que le rappelle l'Exposé des motifs, de tous les prélèvements au profit de l'État, il n'en est pas qui se justifie mieux que celui sur les dépenses et les gains « qui ne répondent à aucun besoin social, à aucune nécessité économique. »

Mais s'il ne s'élève aucune contradiction en ce qui concerne ce principe, les difficultés d'application sont multiples, et un amendement proposé lors de la discussion de la loi sur les spectacles et divertissements publics fut écarté à raison de l'absence d'une étude d'ensemble sur la matière.

Il ne semble pas en présence des textes présentes que celle-ci ait été poursuivie de façon très approfondie.

Quelle sera la matière soumise à taxe ? « Les sommes engagées dans les paris et gageures, mais aussi celles engagées dans les autres « opérations de ce genre », répond le texte.

Pour apprécier combien l'imprécision d'un tel texte est dangereuse, il suffit de constater que son rédacteur a considéré qu'il pourrait comprendre les opérations de bourse, et constate la nécessité de les exempter....

Or s'il est vrai que des personnes se livrent à des jeux ou paris sous la forme d'opérations de bourse, rien n'est davantage éloigné de l'opération de bourse que les jeux de bourse.

Il importe donc de déterminer exactement la partie de la loi.

D'autre part, il s'agit de prendre position nette : Entend-on taxer les sommes engagées dans les jeux et paris quels qu'ils soient, autorisés ou non ? Entend-on restreindre la perception aux jeux autorisés ?

L'exposé des motifs ne tranche pas la question. Le fisc a sans doute perçu des sommes à raison d'opérations qui ont été reconnues par la suite constituer des délits, mais elle ne peut être admise sans réserve cette thèse que « le fisc sortirait de son rôle si, s'érigeant en justicier, il cherchait à faire la distinction des actes licites ou illicites, valables ou non ».

On ne peut asseoir des perceptions sur des actes prohibés.

La taxe sera-t-elle seulement perçue sur le montant des sommes engagées comme mises, et gageures ; c'est le texte. Faut-il y comprendre les prix décernés aux vainqueurs ?

Le texte ne l'exclut pas, et le commentaire ne l'éclaircit guère :

« Aux termes du § 1^{er} de l'article, la taxe s'applique au montant brut des mises ou enjeux ou plus généralement des sommes engagées dans les paris, gageures ou autres opérations de ce genre. Sont assimilés à ces sommes, les droits

ou redevances dus pour la participation ou l'inscription, sans distinguer s'ils sont réclamés pour une seule séance ou un seul pari ou récupérés sous forme d'abonnement, de souscription, de cotisation ou autrement. Les prestations de l'espèce sont, en effet, souvent affectées à la formation de prix alloués d'après une base aléatoire. »

Bornons-nous à rappeler l'état de la législation en la matière.

Aux termes de l'article 1965 du Code civil, la loi n'accorde aucune action en justice pour une dette de jeu ou pour le paiement d'un pari.

Elle les considère comme nés d'une cause illicite.

Exception est faite pour « les jeux propres à exercer au fait des armes, les courses à pied ou à cheval, les courses de chariots, le jeu de paume et autres jeux de même nature qui tiennent à l'adresse et à l'exercice du corps ».

La loi pénale atteint les jeux lorsque le hasard tient une place prépondérante pour le joueur ou le parieur : l'article 537, 3°, du Code pénal frappe ceux qui auront établi ou tenu dans les rues, chemins, places ou lieux publics, des jeux de loterie ou d'autres jeux de hasard.

La loi du 24 octobre 1902 interdit l'exploitation des jeux de hasard.

Il résulte de cet exposé que les paris et les jeux énumérés par l'article 1966 du Code civil sont reconnus par la loi; mais que l'exploitation de tous jeux de hasard tombe sous l'application de la loi pénale lorsqu'ils sont exercés en public.

Dès lors, le champ d'application de la loi se restreindra aux jeux et paris visés par l'article 1966, et aux jeux de hasards et paris à raison de ceux-ci lorsqu'ils sont pratiqués en public mais sans élément d'exploitation.

Il serait, en effet, malaisé de concevoir une perception fiscale à raison d'opérations que le fisc devrait dénoncer au parquet, et d'autre part comment trouver la possibilité d'atteindre les jeux qui se poursuivent dans des locaux ayant un caractère réellement privé et où le fisc ne pourrait exercer aucune mesure de contrôle.

A l'occasion de la discussion du projet, de nombreux membres ont exprimé le désir de voir autoriser et taxer les jeux dans nos stations balnéaires et climatiques. Si l'autorisation d'exploiter les jeux existait, rien ne s'opposerait à la perception de la présente taxe et des sommes considérables seraient ainsi assurées au profit de l'État, voire des communes. L'on a fait valoir que ce régime d'autorisation légale serait bien préférable à celui des établissements à façade de cercles privés et où l'on pénètre sans même devoir chercher une porte dérobée, où seul l'agent fiscal se verrait refuser une carte de membre.

Mais il a semblé qu'il ne convenait pas de résoudre ici les questions de la réglementation des jeux, qui entraîne la revision de la loi de 1902.

D'autre part, et dans un sens opposé, de restriction, le Parlement est saisi, d'un projet de loi, dû à l'initiative parlementaire, aux termes duquel, les paris aux courses ne pourraient plus être engagés que sur les champs de courses ouverts avec l'autorisation préalable du Gouvernement. (Proposition de MM. Maenhaut et R. de Kerchove d'Exaerde, 27 juillet 1920. Doc. parl. n° 476. — Rapport de M. Brugmann, 25 mai 1921, n° 297).

ART. 86.

Les points suivants ont fourni matière à l'examen de la commission :

Y a-t-il lieu de percevoir la taxe sur le montant des prix attribués à raison de concours ou de jeux visés par l'article 1966 du code civil ?

Il faut distinguer les entre-droits d'inscription, les prix, les enjeux ou mises ; les concurrents qui paient un droit d'inscription — alors même que le montant de cette entrée contribue à former un prix, les organisateurs qui fournissent les prix, n'agissent pas sous l'empire des mêmes mobiles que ceux qui poursuivent leurs chances en exposant des mises dont l'attribution dépend de leur adresse, de leur agilité, de leurs combinaisons.

On ne peut songer raisonnablement à percevoir une taxe sur les prix décernés dans les concours sportifs, de gymnastique, d'équitation, etc. Ils sont souvent attribués par les pouvoirs publics et consistent parfois en objets d'art.

Par contre, il y a lieu d'atteindre tous les paris intéressés soit qu'ils se trouvent engagés par des tiers, soit par ceux qui prennent part au jeu en y associant un désir du gain.

On a signalé avec raison que les jeux accompagnés de paris ont pris un développement abusif : la loi du 28 février 1920 doit atteindre les jeux comme spectacles ; la présente loi les atteindra dans le second élément de dépenses : le pari.

La Commission a été saisie d'observations relatives à l'effet que la taxe était susceptible de produire sur le sport colombophile. Celui-ci doit être encouragé. Trop de mesures prohibitives l'ont déjà frappé sous forme de taxes fiscales ou taxes analogues imposées par les pays voisins. Les concours avec prix ne peuvent être supprimés. La Commission pense qu'ils ne seront pas menacés, la projet de loi ne doit atteindre les prix, même formés par les mises. Mais elle ne pense pas qu'il soit indispensable pour développer ce sport de permettre aux amateurs de miser des sommes considérables sur leurs sujets de concours. Cet élément de jeu est sans rapport avec les frais et charges de l'élevage.

Il faut l'atteindre dans toute la mesure où il sera possible et chaque fois qu'il y aura manifestations publiques de la passion du jeu quel que soit le prétexte en raison duquel elle s'exerce.

Le taux de la taxe a fait l'objet de certaines critiques. Elle sera perçue sur le montant brut des enjeux et des mises. On a indiqué que la hauteur du prélèvement était dans certaines circonstances de nature à empêcher la conclusion des paris : il peut en être ainsi lorsque la cote des chances est particulièrement basse. Il est possible que certaines répartitions au pari mutuel ne dépassent pas, en certains cas, un gain de 10 % après le prélèvement de l'agence.

Cette considération n'a pas paru suffisante cependant pour modifier le taux. Elle ne repose que sur la possibilité de cas exceptionnels.

Le Commentaire fourni par l'exposé du projet de loi nous dit :

« Lorsqu'il s'agit d'opérations conclues entre deux ou plusieurs personnes dont aucune n'assume en particulier le rôle d'organisateur, l'impôt est dû solidairement par les intéressés, ceux-ci étant réputés « accepter » chacun en particulier le pari, la gageure ou autre opération visée au § 1. »

Cependant il faut renoncer à taxer des paris traités de particulier à particulier, car il serait impossible d'obliger les parieurs à venir faire la confiance au fisc d'opérations parmi lesquelles il s'en trouve dont la loi n'accorde point la sanction, pour la perception.

L'exposé des motifs est amené à devoir déclarer que « la taxe ne sera pas exigée du chef des jeux de hasard inoffensifs où ne sont engagées que des sommes minimales, par exemple les simples jeux de cartes, de billard, etc., pratiqués dans des établissements de consommation et dont l'enjeu ne dépasse pas le prix normal des consommations débitées le plus fréquemment dans la localité. »

Il suffit de relever ce commentaire pour démontrer ce que la perception pourrait en tel cas avoir d'arbitraire et de vexatoire...

Ce seraient les contestations infinies sur le point de savoir si le jeu de billard est un jeu de hasard... Ce seraient les investigations autour des tables de cafés pour relever l'importance des enjeux, et les mettre en fonction du tarif des consommations. Et ce régime ferait faillite lorsque le jeu serait pratiqué dans un local privé.

L'élément de publicité, l'intervention d'un intermédiaire ou d'un exploitant, d'un tenancier est indispensable. Tels sont les principes qui doivent fournir une base rationnelle à la perception.

Accepter un engagement de jeu ne doit pas signifier contracter un pari avec un partenaire, mais conclure une opération de jeu à titre de tiers, exploiter le jeu.

La moralité publique pourra déplorer son impuissance à atteindre la plaie du jeu partout où il sévit; le fisc regretter ne pouvoir frapper les capitaux dissipés sans utilité, mais le remède serait pire que le mal s'il consistait à édicter une loi inopérante.

ART. 88 et suivants.

La perception de la taxe doit sans doute se poursuivre par des moyens analogues à ceux mis en œuvre pour le recouvrement des droits perçus à raison des divertissements publics, lorsqu'il s'agit d'intermédiaires ou d'exploitants établis.

Toutefois les articles 3 à 7 de ladite loi ne s'adaptent que d'une façon absolument incomplète à la matière: ils ne pourraient fonctionner qu'à l'égard des bookmakers et agents réguliers de paris.

En outre la Commission doit signaler l'extrême et inutile rigueur dans les sanctions que le projet de loi tend à introduire.

S'il est possible d'exiger que le propriétaire ou l'exploitant d'un local à usage de spectacles prenne les mesures de surveillance propres à empêcher qu'on ne s'y livre à un divertissement non déclaré, on ne peut rendre responsable du paiement de la taxe, de la régularité de la délivrance des tickets, de la tenue des livres, etc. l'occupant d'un local, dans lequel seraient acceptés *occasionnellement* des paris ou gageures.

Bien plus, l'Administration fiscale a cru devoir profiter de l'occasion qui lui

était offerte par le dépôt du présent projet pour introduire des modifications à la loi du 28 février 1920 : Au cas d'infraction, étrangère à l'occupant d'un immeuble et même si celui-ci est de bonne foi, le directeur des contributions pourrait prononcer la fermeture de l'établissement pour une durée de dix à trente jours et cette mesure serait exécutoire nonobstant toute réclamation ou recours.

L'Administration pourrait ainsi consacrer la ruine d'un exploitant de café, de spectacles, de jeux et sans aucune responsabilité de sa part. Le Procureur du Roi devrait devenir son agent d'exécution sans même pouvoir vérifier le bien fondé de la mesure.

Si ce régime a pu être admis en ce qui concerne un organisateur de spectacles convaincu de fraude ou d'omission et à raison d'actes dont il avait pleine connaissance, il est impossible d'aller au delà et de frapper par voie administrative des étrangers. Ce serait non seulement les rendre délateurs obligatoires d'actes qu'ils n'auraient pu empêcher, mais les constituer en otages des perceptions du fisc.

La Commission, sous le bénéfice de ces observations, et à la majorité que nous avons relaté, vous propose l'adoption du projet de loi, dans son ensemble.

Le Rapporteur,

P. WAUWERMANS.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

ANNEXE A.

Modifications apportées aux lois d'impôts à partir de l'armistice.

I. — La loi du 24 août 1919, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1920, établit une TAXE D’AFFICHAGE, par modification et extension des dispositions des articles 18 et suivants du 31 mars 1891.

II. — La loi du 11 octobre 1919, entrée en vigueur le 23 octobre 1919, modifie les droits de succession par :

A. — Suppression du droit de mutation, établi par l'article 1^{er} de la loi du 17 décembre 1851, à charge des héritiers, donataires et légataires qui succèdent en ligne directe et à charge de l'époux survivant et application aux successions d'habitants du royaume dévolues en ligne directe ou entre époux des dispositions légales relatives à la perception du droit de succession.

B. — Établissement d'une série de mesures tendant à mieux assurer la perception des droits de succession, à prévenir et à réprimer la fraude.

C. — Établissement d'un tarif nouveau, progressif par tranches.

D. — Suppression de l'hérédité légale au delà du 4^e degré.

III. — Les articles 34 à 41 de la loi du 11 octobre 1920 renforcent les moyens de contrôle et de répression.

L'article 37 assujettit désormais la génération des *échanges de biens immeubles* aux droits d'enregistrement et de transcription établis pour les ventes immobilières.

IV. — La loi du 16 août 1920, entrée en vigueur le 30 août 1920, augmente de moitié le taux *des droits de succession et de mutation par décès* fixés par l'article 19 de la loi du 11 octobre 1919 et du taux des droits d'enregistrement fixés pour les dotations entre vifs par l'article premier de la loi du 30 août 1913.

La loi du 24 octobre 1919 (sauf indication contraire, cette loi est entrée en vigueur le 2 décembre 1919), apporte des modifications aux lois sur les droits :

I. — DE TIMBRE.

A. — *Quittances* : remplacement du droit fixe de fr. 0.25 par un droit proportionnel s'élevant à fr. 0.20 pour ‰ (art. 1^{er} à 3).

B. — *Accréditifs* : billets de banque à ordre et, généralement, tous titres à

un paiement au comptant à vue sur fonds disponibles, à l'exception des chèques et des mandats de virement ⁽¹⁾.

Établissement d'un droit proportionnel s'élevant à fr. 0.20 pour ‰ (art. 4) ⁽²⁾.

C. — *Effets de commerce* : augmentation générale du taux du droit qui atteint désormais 1 franc pour ‰ (art. 8) ⁽³⁾.

D. — *Billets au porteur* : droit fixé à 1 franc pour ‰, au lieu de fr. 0.50 pour ‰, sans fraction (art. 9) ⁽⁴⁾.

E. — *Contrats d'assurance et contrats assimilés* : augmentation des droits (art. 10).

F. — *Taxe sur les opérations de bourse* : augmentation (art. 11) ⁽⁵⁾.

G. — *Timbre de dimension* : augmentation d'environ 50 ‰ (art. 12 et 13) ⁽⁶⁾.

H. — *Permis de port d'armes de chasse et permis de chasse au lévrier* : porté de 25 à 100 francs (art. 14) ⁽⁷⁾.

II. — D'ENREGISTREMENT.

A. — Droit dû sur les actes de *partage* : taux porté de fr. 0.25 à fr. 0.50 ‰ (art. 16).

B. — Droit dû sur les actes des *sociétés belges* : taux porté de fr. 0.50 à 1 ‰ (art. 17).

C. — Droit dû sur les actes de *sociétés étrangères* : porté au double (art. 18).

D. — Augmentation du taux du droit à percevoir sur les *ventes publiques* de certains *objets mobiliers* (art. 19).

E. — Application aux *cessions de fonds de commerce* des règles de perception des mutations immobilières (art. 21 et suivants).

III. — D'HYPOTHÈQUE.

Le droit d'inscription est porté de fr. 1.30 pour ‰ à fr. 0.25 ‰ (art. 24).

IV. — DE BREVETS D'INVENTION.

Établissement d'une taxe annuelle et progressive (art. 25).

(1) Les modifications sub litt. A et B sont entrées en vigueur le 15 août 1920.

(2) Modification entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1920.

(3) Disposition entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1920.

(4) Disposition entrée en vigueur le 2 avril 1920.

(5) Disposition entrée en vigueur le 15 août 1920.

(6) Disposition entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1920.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1920-1921.

WETSONTWERP TOT INVOERING VAN NIEUWE BELASTINGEN ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

De uitleggingen over den financieelen toestand, verstrekt bij de behandeling der Staatsbegrooting, konden tot geen ander besluit leiden dan dit, dat het volstrekt noodzakelijk is nieuwe geldmiddelen aan de Openbare Schatkist te verschaffen, — en wel zonder eenig uitstel.

Neemt men het tekort van het bedrijf der spoorwegen, posterijen en telegraphen niet in aanmerking, dan overschrijden de uitgaven de ontvangsten nog tot een bedrag, dat, in ronde som, kan geraamd worden op een half milliard voor het loopende dienstjaar.

Het bijzonder verontrustend feit doet zich voor, dat de uitgaven, die men moet bestrijden, toenemen buiten eenige verhouding tot de toeneming der ontvangsten. Niet alleen is de Schatkist verplicht te voorzien in uitgaven die, al mogen zij vruchtdragend zijn in de toekomst, het vastzetten van kapitalen en het betalen van tusscheninteresten noodzakelijk maken, doch tevens komt het onbetwistbaar voor, dat wij thans meer verbruiken dan wij voortbrengen.

Indien men kan overgaan tot geldleeningen — zelfs met de gewone lasten die daaruit voortspruiten — om de uitgaven te dekken wegens de zedelijke en stoffelijke uitrusting, welke het herstel van het land vereischt, dan toch kan dit onmogelijk gedaan worden voor de gewone uitgaven.

Wil men de uitgaven niet verminderen, dan is men er toe verplicht de belastingen niet te verminderen.

Al degenen, die vragen dat de Staat ruimer zou tusschenbeide komen op elk

(1) Wetsontwerp, n° 296.

(2) De *Bijzondere Middenafdeeling* bestond uit :

a) De *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrotingen en de Bezuinigingen* : de heeren Mechelynck, voorzitter, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum en Wauwermans.

b) *Zes leden benoemd door de Afdeelingen* : De heeren Masson, Van Cauwenbergh, Braun, Brifaut, Cousot en Hallet.

gebied, zijn verplicht hem, als vergelding, persoonlijk te steunen : zij hebben het recht niet zich daaraan te onttrekken.

Naarmate het tekort grooter wordt, hebben zij, die er zich moeten op toeleggen het te dekken, een moeilijker taak te vervullen. Wij hebben reeds geput aan de bronnen, welke men het gemakkelijkst kon bereiken, en thans komt het oogenblik, waarop er slechts nog iets hier en daar te verkrijgen is.

Hoe meer men vooruitgaat, hoe grooter moeten de lasten worden en hoe zwaarder moeten zij wegen, vermits men gedwongen is over te gaan tot heffingen, die men, in den beginne, om ernstige economische redenen had afgewezen.

De taak wordt nog moeilijker, indien zij moet vervuld worden wanneer de bedrijvigheid op nijverheidsgebied schijnt af te nemen.

In dit opzicht mag men zich niet ontveinzen dat de toekomst niet geheel gunstig voorkomt voor de opbrengst der belastingen. De crisis, die woedt, is van zoodanigen aard dat zij elken grondslag der belasting op de uitzonderlijke winsten in 1922 zal doen wegvallen. Indien de bedrijfswinsten van 1921, berekend naar de uitslagen bekomen in 1920, nog een hogere opbrengst der belasting kunnen verzekeren, dan valt er te vreezen voor de balansen van 1921, nu de werkloosheid in talrijke bedrijven heerscht.

Op dit oogenblik zouden wij moeten tegen lagen prijs kunnen voortbrengen en verkoopen, de levensduurte verminderen. Nu, het verhoogen van de belastingen is, eilaas! niet zonder invloed op de levensduurte; zóó blijft het steeds waar dat alles op economisch gebied in nauw verband staat.

Naar het voorbeeld van de bouwers die, wanneer zij moeten bouwen op een 't onderst boven gekeerden grond, er zich op toeleggen de lasten te verdeelen over talrijke steunpunten, wil de Regeering terecht, door het u voorgelegd ontwerp, zich de noodige geldmiddelen verschaffen door maatregelen die rechtstreeksche en onrechtstreeksche belastingen uitmaken. Zij moeten een geheel opleveren, waarvan de hoofdstukken onmogelijk gesplitst kunnen worden.

Elk belastingvoorstel moet natuurlijk de voorstanders der belastingen op den eigendom en die der belastingen op het verbruik tegen elkander in 't harnas jagen.

Thans moest de noodzakelijkheid, opofferingen te eischen van beiden, onvermijdelijk aanleiding geven tot bezwaren van de twee tegenover elkander staande partijen.

Tot de eerste reeks behooren de belastingen op het kapitaal, op de inkomsten, de successierechten, de rechten van overgang, de zegel- en registratierechten; in de tweede zijn begrepen de douanerechten, de rechten op het verbruik, rechtstreeks of onrechtstreeks geheven op de bewerkte producten, de accijnsrechten, enz.

Reeds zijn, zegt men, de afhoudingen van het kapitaal aanzienlijker dan men over 't algemeen vaststelt : de rechten op den overgang van onroerende goederen werden voortdurend verhoogd. Indien een huis, een land enkele malen veranderen van eigenaar, heeft de fiscus een aanzienlijk deel zijner waarde opgetrokken.

Door de successierechten gaat een steeds grooter deel der vermogens over in handen van den Staat, die zich aldus als medeërfgenaar aanstelt. De beperking

van het erfrecht brengt alles in handen van den Staat, wanneer de eigenaar sterft zonder testament te hebben gemaakt en slechts erfgenamen boven den vierden graad nalaat.

Anderzijds worden het herstel van vermogens en zelfs het vestigen van spaar-reserves verhinderd door de afhoudingen van de inkomsten, de rechten van overdracht der titels aan toonder. Steeds meer kon men en zal men vaststellen dat zij, die zich niet zullen onderwerpen aan de noodzakelijke wet van den arbeid, onvermijdelijk tot verval gedoemd zijn : De oorlog had niet enkel ten gevolge de grenzen der natiën te wijzigen. Zij heeft een socialen ommekeer veroorzaakt; de belasting met hare steeds toenemende eischen strekt er toe het vernieuwingswerk, dat de omwenteling elders voltrekt door geweldige middelen, door eene langzame werking tot stand te brengen.

Ook zal men wijzen op de noodlottige gevolgen der belasting wegens overdracht, welke men eene belasting wegens verbruik heeten zal, en men zal trachten te berekenen welke haar invloed zijn zal op de levensduurte.

Ongetwijfeld mag men den terugslag niet uit het oog verliezen : al de formules van verdeling der belastingen zijn uit dien hoofde broos. De wet kan wel aanwijzen wie de belasting verschuldigd is, doch zij kan niet verzekeren dat deze ze per slot van rekening werkelijk betalen zal. Hij, die de bedrijfsbelasting verschuldigd is, zal dikwijls er in slagen « zijn patentrecht in de factuur » te begrijpen. Door de concurrentie kan de voortbrenger geheel den last der belasting op het verbruik te dragen hebben.

De wetten der volkseconomie zijn echter zoo grondig gewijzigd dat het onmogelijk zijn zou met eenige zekerheid te beweren dat — zooals sommigen het staande hielden — de belasting wegens overdracht zou geschikt zijn om het peil van het bestaan te verhoogen, en, « nog minder, om het verval van onzen handel en van onze nijverheid te veroorzaken ». Zij stemt in groote mate overeen met de belasting op den omzet, welke men vooral heeft aangeprezen, ... wanneer het gold het wetontwerp betreffende de uitzonderlijke winsten te bestrijden, en men mag niet vergeten welke argumenten toen ten voordeele van dit stelsel werden aangevoerd.

Overigens, er valt niet te kiezen!...

Men tracht zich nieuwe geldmiddelen te verschaffen buiten die, welke aangeprezen zijn?

Wij weten nog niet welke de uitkomsten zijn van de toepassing der wet van 1919 op de inkomsten, en, nu tal van aanslagen in de bedrijfsbelasting en in de supertaxe nog niet vastgesteld noch gekend zijn, mag men niet bevestigen dat het maximum, hetwelk zonder gevaar kan bereikt worden, al of niet bereikt is.

Dat is nochtans de eenige oplossing, die men in overweging zou kunnen nemen, en de eenige waarop benevens eene afhouding van het kapitaal werd gewezen.

Daarom was uwe Commissie van oordeel, dat noch het een noch het ander hoofdstuk van het ontwerp kon afgescheiden worden; met 11 tegen 4 stemmen stelt de meerderheid der Commissie u dan ook voor, het geheele ontwerp aan te nemen.

EERSTE TITEL

Registratie-, overschrijvings-, inschrijvings-, griffie-, successie- en zegelrechten.

Natuurlijkerwijze is de fiscus er toe gebracht, in de eerste plaats deze rechten in overweging te nemen : de grondslag daarvan is goed gevestigd en de heffing kan dadelijk in werking treden ; ook werden reeds herhaalde malen verhoogingen ingevoerd.

Het dient te worden aangemerkt dat, bij die opeenvolgende wijzigingen, de registratierechten steeds meer het karakter van *loon* verliezen om dit van *belasting* aan te nemen : hoe zou het mogelijk zijn, de heffingen van sommige evenredige rechten te aanzien als een loon, wanneer zij aanzienlijke sommen bereiken, voor de akten van vennootschappen, van deeling.

Ook zou men sommige wijzigingen bezwaarlijk kunnen wettigen door andere redenen dan de begrootingsbehoeften. De toestand is dezelfde als die, in 't leven geroepen bij de jongste verhooging van het tolltarief, waarbij de gedachten van bescherming volkomen buiten gesloten waren.

Voor meest al de onderworpen voorstellen heeft de Commissie zich met de teksten van de Regeering vereenigd.

Dank zij de bijzondere studie, waardoor de achtbare heer Van Cauwenbergh, zoo bijzonder bevoegd, zijne medewerking aan uwen verslaggever wilde verleenen, hoopt zij nader te kunnen aanwijzen op welke punten de Regeering u voorstelt de van kracht zijnde wetgeving te wijzigen.

§ 1. — Registratierechten.

ART. 1, 2, 3 (van het ontwerp).

De wetten van 22 Frimaire jaar VII, en die van 24 en 29 October 1919 verplichten partijen, de akten van huur, alsmede de akten van afstand eener handelszaak of eener cliënteel binnen eenen bepaalden tijd te doen registreeren,

De akten houdende overdracht van roerende rechten en de akten van huur worden in de meeste gevallen — hierdoor verschillen zij van de akten van afstand van onroerende goederen — vastgesteld door onderhandsche akten. De bovenbedoelde bepalingen zullen ten gevolge hebben, het aantal onderhandsche akten, die aan de formaliteit der registratie zijn onderworpen, aanzienlijk te doen toenemen.

Om voor de ontvangers het meerdere werk wegens het overschrijven der akten in hunne registers te vermijden, legt het wetsontwerp aan partijen de verplichting op, bij hunne akten te voegen een dubbel op zegel, ondertekend door al de partijen, welk dubbel door den ontvanger bewaard wordt.

De voorziene bepaling levert dit werkelijk voordeel op, eenerzijds, het administratief werk te verminderen en, anderzijds, aan partijen de bewaring van hunnen titel te verzekeren.

Het is verstaan dat deze verplichting alleen geldt voor de onderhandsche akten houdende overdracht van eigendom, van vruchtgebruik of van genot van in België gelegen onroerende goederen, van eene handelszaak of van cliënteel.

Zij geldt niet voor de overige onderhandsche akten, waarop de tegenwoordige wet van toepassing is, zooals de volmachten, akten van vennootschap — tenzij onroerende rechten of eene handelszaak door zoodanige akten aan de vennootschap worden overgedragen.

Door artikel 2 wordt nader bepaald dat die verplichting evenmin geldt voor de onderhandsche akten, die onder de minuten der notarissen zijn nedergelegd, hetzij ten gevolge van eene akte van bewaargeving, hetzij als gevoegd bij eene andere authentieke akte.

De bepaling heeft geen terugwerkende kracht; zij is niet van toepassing op de onderhandsche akten, die gedagteekend zijn van vóór den datum van de inwerking-treding der nieuwe wet.

Artikel 3 stelt een uitvoeringsmaatregel vast.

ART 4. (3 van den tekst der Commissie).

De onderhandsche akten bedoeld bij artikel 1 ⁽¹⁾ moeten voortaan geregistreerd worden ten kantore, in het gebied waarvan de goederen gelegen zijn, of, indien

(1) *Wet van 22 Frimaire jaar VII, artikel 26 :*

« De onderhandsche akten mogen in alle bureelen, zonder onderscheid, geregistreerd worden. »

Wet van 5 Juli 1860, artikel 3 :

« Het verbod, bepaald door de artikelen 41 en 42 der wet van 22 Frimaire jaar VII, wordt, voor de notarissen, gewijzigd in dezen zin, dat de akte, waarvan gebruik gemaakt wordt, ter registratie zal mogen aangeboden worden te gelijk met de akte waarin de eerste is gemeld. »

Wet van 27 Ventôse jaar IX, artikel 4 :

« De akten van overgang onder de levenden van eigendom of vruchtgebruik van onroerende goederen zijn aan de bepalingen van de artikelen 22 en 38 der wet van 22 Frimaire onderworpen, zelfs wanneer de nieuwe bezitters mochten beweren dat er geen schriftelijke overeenkomsten bestaan tusschen hen en de vorige eigenaars of vruchtgebruikers.
» Bij ontstentenis van akten wordt daarin voorzien door omstandige en waardeerende opgaven, binnen drie maanden na de inbezitneming, op straffe van een bijrecht. »

Wet van 24 October 1919, artikel 21 :

« De onderhandsche of in het buitenland verleden akten, houdende afstand van in België gelegen handelszaken, worden geregistreerd binnen den termijn bepaald bij artikel 22 der wet van 22 Frimaire jaar VII.

» Bij gebrek aan akte, waaruit de afstand blijkt, wordt daarin voorzien door eene omstandige en waardurende opgave, overeenkomstig artikel 4 der wet van 27 Ventôse jaar IX. »

zij in het gebied van verscheidene kantoren gelegen zijn, in één dezer kantoren, naar keuze van partijen.

Uitzonderig wordt gemaakt voor de onderhandsche akten, waarvan gebruik is gemaakt in eene notarieele akte. Deze akten zullen, evenals vroeger, ter registratie mogen aangeboden worden te gelijk met de akte, die daarop betrekking heeft (wet van 5 Juli 1860, art. 3).

Doch de omstandige en waardeerende opgaven van den overgang onder de levenden van eigendom of vruchtgebruik, wanneer daarvan geen schriftelijke akten bestaan, moeten gedaan worden ten kantore waar de goederen gelegen zijn, zooals is bepaald bij lid 1 van artikel 4 (wet van 27 Ventôse jaar IX, art. 4) en, voor den afstand eener handelszaak (wet van 24 October 1919).

Art. 5 (van het ontwerp).

Krachtens het decreet van de Nationale Vergadering, dd. 16 en 18-27 Mei 1791, artikel 11 :

« Moeten de ontvangers op hunne kantoren aanwezig zijn vier uren 's morgens » en vier uren 's namiddags; de uren hunner zittingen moeten aan de deur van » het kantoor aangeplakt worden. »

De nieuwe bepaling is in alle opzichten gewettigd. De regeling der kantoor-uren, die van sedert meer dan ééne eeuw dagteekent, moest gewijzigd worden; daarmee moet de Uitvoerende Macht belast worden.

Art. 6 (van het ontwerp).

Dit artikel heeft ten doel, de formaliteit der kosteloze registratie af te schaffen. Het stelt de daarin vermelde akten vrij van registratie. Deze bepaling is beperkend.

Kan men, over 't algemeen, terecht zeggen dat de formaliteit der kosteloze registratie niet het minste nut oplevert voor partijen, toch kan het voorkomen dat zij er belang bij hebben, een vasten datum te verzekeren aan hunne overeenkomst of aan hunne akte.

Indien partijen eene zoodanige akte aanbieden en de registratie daarvan uitdrukkelijk eischen, zal de ontvanger niet mogen weigeren tot die formaliteit over te gaan; hij zal echter het gewoon recht heffen, dat meesttijds het vroeger recht van fr. 2.40 zijn zal (door het wetsontwerp verhoogd tot 5 frank).

Aan de Commissie werd eene reeks voorstellen medegedeeld door het Nationaal Syndicaat der registratie en der domeinen; die voorstellen bedoelen het invoeren van vereenvoudigingen in de wijze van registratie der akten, vonnissen, enz.

Door eene meer omvangrijke opsomming der akten die van de kosteloze registratie zijn vrijgesteld, zouden zij aanleiding geven tot de afschaffing van de registratie der vonnissen die kosteloos moeten geregistreerd worden. In n^o 3 van artikel 6 zouden daardoor de woorden : « met uitsluiting van de vonnissen » wegvallen en in n^o 5 zouden de exploiten en vonnissen toegevoegd worden. Daarenboven zouden uit dien hoofde tal van akten en rechtsplegingen moeten vermeld worden.

Evenzoo wordt door dit werk als hervorming, die ongetwijfeld aantrekkelijk voorkomt, aangewezen de vervanging van de griffierechten op de niet onder-teekende afschriften door een zegel aangebracht op papier met ronde zegel.

Al die gedachten zijn gewis belangwekkend, doch de Commissie kon zich daarmee niet vereenigen, omdat zij eene belastingwet te onderzoeken heeft en dat die gedachten tot vermindering der uitgaven kunnen aanleiding geven; zij staan niet in verband met de ontvangsten.

De Commissie kan zich dus niet bezighouden met de inwendige regeling van den dienst, wanneer zij gelast is, eene wet tot verschaffing van geldmiddelen aan de Schatkist te onderzoeken en haar zoo spoedig mogelijk te doen toepassen,

Het Hooger Beheer, dat geraadpleegd werd, deed overigens gelden dat de formaliteit der registratie, zelfs kosteloos, voor de winsten moet behouden worden wegens de belangwekkende inlichtingen, welke die stukken kunnen leveren voor de heffing der successierechten, enz.

Art. 7 (van het ontwerp).

Artikel 7 stelt voor, de vaste en trapsgewijze klimmende evenals de evenredige registratierechten, alsmede de overschrijvingsrechten te verhoogen.

Wegens de behoeften der Schatkist en de daling der muntwaarde stelt het ontwerp voor de vaste en trapsgewijze klimmende rechten nagenoeg te verdubbelen.

De evenredige rechten verhoogen doordien de sommen, die ten grondslag liggen aan de heffing daarvan, hooger zijn; het ontwerp neemt die omstandigheid in aanmerking en verhoogt die rechten, ter wille van de behoeften der Schatkist, met nagenoeg 30 % of een derde. Deze verhoogingen komen gegrond voor en schijnen billijk te zijn vastgesteld.

Het voornaamste en tevens het meest geheven recht is dit op den overgang van onroerend goed; het zal worden verhoogd met 1 t. h. voor de registratie en met $\frac{1}{4}$ t. h. voor de overschrijving.

Art. 8 (van het ontwerp),

De wet van 30 Augustus 1913, artikel 1, luidde :

« Voor schenkingen onder de levenden van roerende of onroerende goederen » wordt het bedrag van het registratierecht vastgesteld als volgt, te weten :

» Op 1.40 t. h. op de schenkingen in de rechte lijn, daarin begrepen de » verdeelingen door bloedverwanten in de opgaande linie, gedaan bij akte onder » de levenden, en voor de schenkingen tussehen echtgenooten hebbende gemeene » kinderen of afstammelingen ;

» Op 6 t. h. voor de schenkingen tussehen echtgenooten zonder gemeene kin- » deren of afstammelingen. »

Krachtens de wet van 16 Augustus 1920, artikel 2 :

« De bedragen der registratierechten vastgesteld voor de schenkingen onder de » levenden bij artikel 1 der wet van 30 Augustus 1913 worden met de helft » verminderd. »

Het bedrag der registratierechten voor de schenkingen onder de levenden van roerende en onroerende goederen wordt verhoogd van fr 1.40 t. h. tot 2 frank t. h. voor de schenkingen onder de levenden in de rechte linie, met inbegrip van de deelingen door bloedverwanten in de opgaande linie vastgesteld door akten onder de levenden.

Het wordt verhoogd van 6 frank t. h. tot fr. 7.50 t. h. voor de schenkingen onder echtgenooten zonder gemeene kinderen of afstammelingen.

Die bedragen worden bepaald, afgezien van de verhooging van 50 t. h. ten bate van het Strijdersfonds.

Zij bereiken werkelijk van 3 t. h. tot 11.25 t. h.

ART. 9 (van het ontwerp).

Het minimum-bedrag van het te heffen recht voor de registratie, inschrijving en overschrijving wordt door dit artikel gebracht tot op 1 frank in plaats van 60 centiem.

ART. 10 (van het ontwerp).

De verscheidene griffierechten, door de wet van 25 November 1889 vastgesteld, worden door dit artikel op het dubbele gebracht. Daarenboven wordt het huidige bedrag van 1 centiem per naam, geheven op het dubbel van de tienjaarlijkse tabellen der registers van den burgerlijken stand, bestemd voor de gemeenten, verhoogd tot 4 centiem per naam.

Deze bijzondere belasting op de gemeenten voor een openbaren dienst, die den Staat betreft, komt niet gewettigd voor.

ART. 11 (van het ontwerp).

Door dit artikel worden op de huidige bedragen gehandhaafd :

1^o Het registratierecht van 30 centiem t. h., thans gevestigd op sommige kwijtschriften van sommen en waarden.

Deze kwijtschriften zijn de volgende : a) de kwijtschriften van sommen geleend zonder anderen zakelijken waarborg dan het landbouwvoorrecht; b) de kwijtschriften van sommen, door de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas geleend aan de Samenwerkende Maatschappijen voor Landbouwerediet, alsmede die der sommen, door de maatschappijen aan de deelgenooten geleend zonder hypothe-caire zekerheid; c) de kwijtschriften van den prijs van verkregen onroerende goederen tot terugbetaling van sommen geleend of voorgesloten ter uitvoering van de wet op de goedkoope woningen en woonvertrekken.

Dit behoud is gewettigd door de algemeene bepaling van artikel 15 van het onderhavig ontwerp, waarbij het recht van quitantie wordt verminderd van 65 centiem op 30 centiem. Voor die kwijtschriften blijft het gemeene recht ook van toepassing;

2^o Het registratierecht van 1 t. h. gevestigd op de akten houdende : a) oprich-ting van vennootschappen; b) toetreding van nieuwe deelgenooten of wijziging

van de statuten eener vroegere vennootschap met verhooging van het maatschappelijk kapitaal; c) verlenging van den duur eener vennootschap;

3° De griffierechten gevestigd bij de artikelen 63 en volgende van het Koninklijk besluit van 1 September 1920, houdende algemeene verordening nopens de gerechtskosten in strafzaken. Die artikelen bedoelen de rechten geheven door den Staat: a) op de rollen van de expeditiën, alsmede van de niet onderteekende afschriften der akten en vonnissen in strafzaken; b) op de uittreksels afgeleverd door de griffiers, welke de omvang daarvan ook zij.

ART. 14 (van het ontwerp).

Artikel 14 wijzigt het tarief der evenredige registratierechten en der vrijstelling van hypotheekrechten ten voordeele van de zee- en binnenvaart:

Worden gebracht op 1 frank per 100 frank:

a) Het recht van 10 centiem t. h. voor de contracten tot het bouwen, herstellen en onderhouden van schepen of booten;

b) Dit van 10 centiem t. h. voor den verkoop en, in 't algemeen, voor de overdracht, ten bezwarenden titel, van schepen of booten.

Worden gebracht op 50 centiem per 100 frank:

c) Het recht van 10 centiem t. h. voor de hypothecaire leeningen op zeeschepen of binnenschepen;

d) Het recht van 10 centiem t. h. voor de credietopeningen met hypotheek op zeeschepen of binnenschepen;

e) Het recht van 10 centiem t. h. op de gewaarborgde hoofdsom in de akten houdende vestiging van hypotheek op zeeschepen of binnenschepen.

ART. 15 (van het ontwerp).

De wet van 22 Frimaire jaar VII, art. 69, § II, n° 11, bepaalt:

« Zijn onderworpen aan een recht van 65 centiem per 100 frank:

» 11° De quitantiën, afleggingen of afkopen van renten van allen aard; de » terugnemingen krachtens het recht van wederinkoop, bij openbare akten » uitgeoefend, binnen de bepaalde termijnen, of bij onderhandsche akten, » binnen dezelfde termijnen ter registratie aangeboden, en alle andere akten en » geschriften dragende kwijting van sommen en roerende waarden. »

Het wetsontwerp vermindert tot fr. 0.30 per 100 frank het evenredig registratierecht op de kwijtingen van sommen en waarden.

Deze vermindering werd sedert lang gevraagd; het is niet logisch, de akte van kwijting eener verbintenis, waarvoor het evenredig recht, in de meeste gevallen dit van verkoop of verbintenis, bij haar ontstaan geheven werd, te onderwerpen aan een betrekkelijk hoog recht. Ook werd het recht vermeden. De schuldeischer bepaalde er zich bij, kwijting of ontlasting te geven op de grosse der akte, afgegeven aan den schuldenaar.

Het is te vermoeden dat men, nu het recht verminderd is, het recht van kwijting niet zoo dikwijls meer zal vermijden : de belanghebbenden zullen er zekerheid bij winnen en de opbrengst van de verminderde belasting zal daardoor grooter zijn.

Overigens, door de bepaling van artikel 16, doet de toestemming tot handlichting van geheele of gedeeltelijke hypothecaire inschrijvingen de geheele of gedeeltelijke kwijting van de gewaarborgde som veronderstellen en geeft zij aanleiding tot de heffing van een recht op akten van gelijk bedrag als het recht van kwijting van 30 centiem per 100 frank.

ART. 16, 17, 18, 19 et 20.

In plaats van het thans geheven vast recht, zullen de akten houdende geheele of gedeeltelijke handlichting eener hypothecaire inschrijving, als algemeene regel, onderworpen zijn aan een evenredig recht op akten.

Dit recht is hetzelfde als het recht van kwijting, door het vorig artikel gevestigd. Het is echter met de helft verminderd, dus 15 centiem t. h., voor de handlichtingen van hypotheek op zee- of binnenschepen.

Het recht wordt verrekend op het bedrag der sommen, waarvoor de handlichting is gegeven. Zijn die sommen in de akte niet vermeld, dan wordt daarin voorzien door eene opgave overeenkomstig de wet van 22 Frimaire jaar VII, artikel 16 :

« Wanneer de sommen en waarden niet uitgedrukt zijn in eene akte of een » vonnis, aanleiding gevende tot het evenredig recht, zijn partijen gehouden, » vóór de registratie, onderaan op de akte, eene echt verklaarde en ondertee- » kende waardeerende opgave te doen. »

De verheling wordt vastgesteld en gestraft overeenkomstig de bepalingen van artikel 19.

Rechtvaardiger- en billijkerwijze kan evenredig recht niet verschuldigd zijn wanneer het vermoeden van kwijting vervalt wegens het tegenbewijs blijkende uit de akte, of wanneer op de kwijting der verschuldigde som het recht van kwijting geheven werd.

Het ware onbillijk het recht tweemaal te heffen.

Dit zou geschieden wanneer de akte tegelijkertijd het te niet gaan van de gewaarborgde schuldvordering vaststelt. De kwijting geeft aanleiding tot het recht van kwijting en de handlichting der hypothecaire inschrijving is een aanhoorig beding, dat geen aanleiding geeft tot het heffen van eenig afzonderlijk recht.

In elk geval en niettegenstaande de eenigszins gebiedende bewoordingen van artikel 16, moet het verstaan zijn dat de niet aan het evenredig recht onderworpen akten van handlichting zullen geregistreerd worden tegen het vast recht van fr. 2.40 (vroeger), door deze wet gebracht op 5 frank. (Wet van 22 Frimaire jaar VII, art. 69, II, n° 11).

§ 2. — Successierechten.

Voor al door de successierechten wenscht het wetsontwerp een aanzienlijk deel der onontbeerlijke geldmiddelen te bekomen,

Het dient te worden gezegd dat de cijfers, in het ontwerp vermeld als zijnde

behouden of gewijzigd, gelden afgezien van de verhooging van 50 t. h. ten bate van het strijdersfonds.

Een lid vestigde de aandacht der Commissie op den toestand van 's Rijks ingezetenen, die onroerende goederen bezitten in het buitenland.

Deze onroerende goederen zijn onderworpen aan de successierechten in ons land en aan het recht van overgang in het land waar zij gelegen zijn. Die rechten zijn zeer hoog; de last, die hun is opgelegd is zoo zwaar dat hij zelfs de waarde der onroerende goederen zou kunnen opslorpen. Er zijn landen, waar de rechten van overgang, opgelegd aan de onroerende goederen nagelaten door personen vreemd aan het land waar zij zijn gelegen, zijn vastgesteld op een hooger cijfer dan het bedrag van het successierecht voor de goederen nagelaten door de ingezetenen van dit land.

Die toestand is bedenkelijk, doch men is gedwongen vast te stellen dat hij niet zou kunnen geregeld worden naar aanleiding van het onderzoek van het wetsontwerp dat ons is voorgelegd.

De oplossing der moeilijkheid is van internationaal belang; de vereischte opoffering kan niet van ééne zijde vereischt worden; er moeten wederkeerige opofferingen gedaan worden.

Het is nochtans nuttig, de zeer ernstige aandacht van de Regering daarop te vestigen.

ART. 21 (van het ontwerp).

Dit artikel vervangt artikel 19 der wet van 11 October 1919 door eene nieuwe bepaling, welke een drievoudig doel heeft :

1^o Wijziging van de tabel der successierechten te heffen : a) op de nalatenschappen vervallen aan de rechte nederdalende en opgaande linie; b) op de nalatenschappen vervallen aan de echtgenooten zonder gemeene kinderen of afstammelingen;

2^o Opheffing van de bepaling luidende als volgt : « Het bedrag van het recht, » volgens bovenstaand tarief verrekend ten bate van den erfgenaam, begiftigde of » legataris, wordt verminderd met 2 t. h. voor elk wettig kind, dat de erfgenaam, » begiftigde of legataris heeft bij het openvallen der nalatenschap.

» Wanneer de nalatenschap geheel of gedeeltelijk vervalt aan den overlevenden » echtgenoot, krachtens de wet, een uiterste wilsbeschikking of eene bij » overeenkomst bedongen erfstelling, dan wordt het bedrag van het te zijnen » laste verrekend recht verminderd, te weten : met 4 t. h. indien, ten dage van » het openvallen der nalatenschap, een uit het huwelijk geboren kind bestaat; » met 8 t. h., indien twee kinderen bestaan, en zoo voort, tegen 4 t. h. per kind. » Voor de toepassing van de twee vorige alinea's, wordt het ontvangen kind » gelijkgesteld met het geboren kind; de kleinkinderen tellen enkel voor het » kind, waaruit zij gesproken zijn. »

3^o Wederopneming, in de wet, van eene bepaling, die door de wet van 11 October werd ingetrokken en in het wetsontwerp luidt als volgt :

« Wordt, voor de heffing van het successierecht, gelijkgesteld met hetgeen » vervalt aan met den overledene niet verwante personen, al hetgeen wordt

» geërfd of verkregen boven hun wettelijk aandeel door broeders of zusters,
» door ooms of moeien, door neven of nichten, door grootooms of grootmoeien,
» alsmede door naneven of nanichten. »

Het laagste bedrag der successierechten in de rechte linie wordt, voor de eerste reeks, gebracht van 1 t. h. tot 1.40 t. h., zijnde het bedrag dat vóór de wet van 11 October 1919 werd betaald; voor de laatste reeks wordt het gebracht van 5 tot 5.40 t. h. Neemt men de opcentiemen in aanmerking, dan zullen die rechten voortaan bepaald zijn voor de eerste reeks op 2.10 t. h. en voor de laatste op 8.10 t. h.

Deze verhooving komt niet overdreven voor; zij is nochtans geschikt om inkomsten aan de Schatkist te verzekeren; immers, de waarde der goederen, die aan de berekening der rechten ten grondslag ligt, heeft in aanzienlijke mate toegenomen.

Het vroeger tarief der rechten, verrekend ten laste van de overlevende echtgenootte zonder gemeene kinderen of afstammelingen, bedroeg 2 t. h. voor de eerste reeks en 10 t. h. voor de laatste reeks.

Ten gevolge van de gelijkstelling dier echtgenooten met de broeders en zusters zal het recht nog al merkkelijk hooger zijn; broeders en zusters betalen inderdaad voor de eerste reeks een recht van 5 t. h., dus 7.50 t. h. met inbegrip van de opcentiemen. Dit recht is bijgevolg twee en een halve maal hooger.

De Middenafdeeling vereenigde zich met het voorstel, de successierechten in rechte linie voor de eerste reeks opnieuw te bepalen op het vroeger geheven bedrag en de rechten, door den overlevenden echtgenoot zonder kinderen te betalen, gelijk te stellen met die, welke de wet aan de broeders en zusters van den erflater oplegt.

Doch zij kon hare goedkeuring hechten noch aan de weglating der bepaling, thans aangenomen wegens het getal kinderen, noch aan de wederopneming, in de wet, van eene verhooving der rechten ten laste van den erfgenaam, die meer dan zijn erfelijk aandeel optrekt.

De Memorie van Toelichting wettigt de intrekking van de gunst, die wegens het getal kinderen werd verleend, doordien het moeilijk is bewijzen van de samenstelling van het gezin te vereenigen, doordien die bewijzen tot verwikkelingen aanleiding geven en de rechten, afzonderlijk te verrekenen ten laste van elken der erfgenamen, verschillend moeten berekend worden.

De aangevoerde bezwaren zijn niet van zoodanigen aard dat de fiscus zich daarom moet bekommeren: de bewijslast is hem niet opgelegd. Alleen de belanghebbenden zouden zich daarover kunnen beklagen.

Wat aangaat de berekening der rechten, deze is slechts een elementaire rekenkunstige bewerking. Mochten die beweegredenen gegrond zijn, dan zou de wetgever daaraan zijn volle aandacht geschonken hebben wanneer hij die vermindering van belasting ten bate van de groote gezinnen toestond.

Heeft men die vermindering eenmaal toegestaan, dan is het niet alleen niet rechtvaardig, doch ook weinig gepast ze in te trekken na eene proefneming van minder dan twee volle jaren.

Er worden vereenigingen opgericht tot bevordering van de groote gezinnen;

men onderzoekt welke gunsten men hun verleenen kan; onder deze gunsten komt de vermindering der belastingen voor; men kan ze onmogelijk intrekken, zoo er geene andere redenen bestaan. Het is niet rechtvaardig aldus te handelen, welke meening men ook hebben mocht over de gepastheid daarvan en welke bezwaren ook zich voor het beheer mochten voordoen om de werkzaamheden, waartoe de toepassing daarvan aanleiding geeft, te verrichten.

Indien men de huidige bepaling wijzigen moet, dan zou dit zeer waarschijnlijk moeten geschieden bij wijze van eene meer uitgestrekte vrijstelling, welke in de meeste gevallen geldt als een al te geringe gunst.

Wat de laatste twee alinea's van artikel 21 van het wetsontwerp betreft, deze hebben ten doel, den bij de wet van 11 October 1919 ingetrokken regel opnieuw in te voeren: krachtens dezen regel werd, voor de heffing van het successierecht, wat erfgerechtigden boven hun erfelijk aandeel in ontvangst nemen, gelijkgesteld met wat vervalt aan personen, die met den overledene niet verwant zijn.

Deze bepaling werd steeds krachtig bestreden. Zij werd nooit gewettigd en is thans minder dan ooit gewettigd: daar de belasting op de erfenissen een klimmende belasting is geworden, betaalt de erfgenaam, die meer dan zijn wettelijk aandeel optrekt, over 't algemeen een hooger successierecht op het voordeel dat hem door den overledene bij testament is vermaakt, vermits zijn aandeel daardoor grooter is.

In 't algemeen, wanneer een testamentmaker een zijner erfgenamen bevoordeelt, heeft hij daartoe ernstige redenen. Deze onterving brengt geen enkel nadeel toe aan de financiën van den Staat. Voor den fiscus moet het onverschillig zijn door wien het recht wordt betaald, door den onderfden erfgenaam of door den bevoordeelden erfgenaam. Werkelijk zal dit te zijnen bate zijn ten gevolge van de onterving, vermits de aandeelen der bevoordeelde erfgenamen grooter worden en het klimmende recht automatisch toeneemt.

Bovendien dient men in aanmerking te nemen den toestand van ongehuwde broeders en zusters, die bij elkander inwonen, terwijl andere broeders en zusters gehuwd zijn en kinderen hebben. Die ongehuwde broeders en zusters maken testamenten in elkanders voordeel en sterven over 't algemeen weinige jaren de eenen na de anderen. Te zamen bezitten zij genoeg om te bestaan, doch, daar zij dikwijls niets verdienen, vermindert dit vermogen bij elk overlijden en door de voorgestelde regeling zou het op korten tijd door den fiscus bijna geheel opgeslorpt zijn.

Men vergeet niet, dat het verschil tusschen de rechten geheven ten laste van broeders en zusters en ten laste van personen, die met den overledene niet verwant zijn, grooter is dan tusschen de rechten geheven ten laste van ooms, neven, enz., en dit geheven ten laste van vreemdelingen; bijgevolg zouden zij, wier lot het meest belang moet inboezemen, het slechtst behandeld worden.

De Middenafdeeling stelt voor die twee alinea's te doen wegvallen.

Art. 21 (van het ontwerp).

De tarief tabel, voorkomende in artikel 19 der wet van 11 October 1919, wordt vervangen door de volgende tarief tabel, die wij hebben aangevuld opdat men een

AANDUIDING DER GRADEN VAN VERWANTSCHAP.	TARIEF VAN TOEPASSING						
	1 frank en 5,000 frank.	5,001 frank en 10,000 frank.	10,001 frank en 20,000 frank.	20,001 frank en 30,000 frank.	30,001 frank en 100,000 frank.	100,001 frank en 200,000 frank.	200,001 frank en 400,000 frank.
1° <i>Rechte linie; tusschen echtgenooten met gemeene kinderen of afstammelingen; tusschen den aannemende en den aangenomene of dezes afstammelingen :</i>							
a) <i>Tarief (wet van 11 October 1919).</i>	1 "	1 20	1 40	1 60	1 80	2 "	2 20
b) <i>Verhooging met 50% (wet van 16 Augustus 1920).</i>	1 50	1 80	2 10	2 40	2 70	3 "	3 30
c) <i>Nieuw voorgesteld tarief</i>	1 40	1 60	1 80	2 "	2 20	2 40	2 60
<i>Te betalen bedrag met de verhooging van 50 % (wet van 16 Augustus 1920)</i>	2 10	2 40	2 70	3 "	3 30	3 60	3 90
2° <i>Tusschen echtgenooten zonder gemeene kinderen of afstammelingen :</i>							
a) <i>Tarief (wet van 11 October 1919).</i>	2 "	2 40	2 80	3 20	3 60	4 "	4 40
b) <i>Verhooging met 50% (wet van 16 Augustus 1920).</i>	3 "	3 60	4 20	4 80	5 40	6 "	6 60
c) <i>Nieuw voorgesteld tarief</i>	5 "	6 "	7 "	8 "	9 "	10 "	11 "
<i>Te betalen bedrag met de verhooging van 50 % (wet van 16 Augustus 1920)</i>	7 50	9 "	10 50	12 "	13 50	15 "	16 "
3° <i>Tusschen broeders en zusters :</i>							
a) <i>Tarief (wet van 11 October 1919).</i>	5 "	6 "	7 "	8 "	9 "	10 "	11 "
b) <i>Verhooging met 50% (wet van 16 Augustus 1920).</i>	7 50	9 "	10 50	12 "	13 50	15 "	16 50
c) <i>Nieuw voorgesteld tarief</i>	5 "	6 "	7 "	8 "	9 "	10 "	11 "
<i>Te betalen bedrag met de verhooging van 50 % (wet van 16 Augustus 1920)</i>	7 50	9 "	10 50	12 "	13 50	15 "	16 50
4° <i>Tusschen ooms of moeien en neven of nichten :</i>							
a) <i>Tarief (wet van 11 October 1919).</i>	6 "	7 20	8 40	9 60	10 80	12 "	13 20
b) <i>Verhooging met 50% (wet van 16 Augustus 1920).</i>	9 "	10 80	12 60	14 40	16 20	18 "	19 80
c) <i>Nieuw voorgesteld tarief</i>	6 "	7 20	8 40	9 60	10 80	12 "	13 20
<i>Te betalen bedrag met de verhooging van 50 % (wet van 16 Augustus 1920)</i>	9 "	10 80	12 60	14 40	16 20	18 "	19 80
5° <i>Tusschen grootooms of grootmoeien en nanieven of nanichten :</i>							
a) <i>Tarief (wet van 11 October 1919).</i>	7 "	8 40	9 80	11 20	12 60	14 "	15 40
b) <i>Verhooging met 50% (wet van 16 Augustus 1920).</i>	10 50	12 60	14 70	16 80	18 90	21 "	23 10
c) <i>Nieuw voorgesteld tarief</i>	7 "	8 40	9 80	11 20	12 60	14 "	15 40
<i>Te betalen bedrag met de verhooging van 50 % (wet van 16 Augustus 1920)</i>	10 50	12 60	14 70	16 80	18 90	21 "	23 10
6° <i>Tusschen alle andere personen :</i>							
a) <i>Tarief (wet van 11 October 1919).</i>	10 "	12 "	14 "	16 "	18 "	20 "	22 "
b) <i>Verhooging met 50% (wet van 16 Augustus 1920).</i>	15 "	18 "	21 "	24 "	27 "	30 "	33 "
c) <i>Nieuw voorgesteld tarief</i>	10 "	12 "	14 "	16 "	18 "	20 "	22 "
<i>Te betalen bedrag met de verhooging van 50 % (wet van 16 Augustus 1920)</i>	15 "	18 "	21 "	24 "	27 "	30 "	33 "

OP ELKE BREUK VAN ZUIVER AANDEEL BEGREPEN TUSSCHEN :

400,001 frank en 1,000,000.	1,000,001 frank en 2,000,000.	2,000,001 frank en 3,000,000.	3,000,001 frank en 4,000,000.	4,000,001 frank en 5,000,000.	5,000,001 frank en 6,000,000.	6,000,001 frank en 7,000,000.	7,000,001 frank en 8,000,000.	8,000,001 frank en 9,000,000.	9,000,001 frank en 10,000,000.	10,000,001 frank en 11,000,000.	11,000,001 frank en 12,000,000.	12,000,001 frank en 13,000,000.	13,000,001 frank en meer.
2.40	2.00	2.80	3. »	3.20	3.40	3.60	3.80	4. »	4.20	4.40	4.60	4.80	5. »
3.60	3.90	4.20	4.50	4.80	5.10	5.40	5.70	6. »	6.30	6.60	6.60	7.20	7.50
2.80	3. »	3.20	3.40	3.60	3.80	4. »	4.20	4.40	4.60	4.80	5. »	5.20	5.40
4.20	4.50	4.80	5.10	5.40	5.70	6. »	6.30	6.60	6.90	7.20	7.50	7.80	8.10
4.80	5.20	5.60	6. »	6.40	6.80	7.20	7.60	8. »	8.40	8.80	9.20	9.60	10. »
7.20	7.80	8.40	9. »	9.60	10.20	10.80	11.40	12. »	12.60	13.20	13.80	14.40	15. »
12. »	13. »	14. »	15. »	16. »	17. »	18. »	19. »	20. »	21. »	22. »	23. »	24. »	25. »
18. »	19.50	21. »	22.50	24. »	25.50	27. »	28.50	30. »	31.50	33. »	34.50	36. »	37.50
12. »	13. »	14. »	15. »	16. »	17. »	18. »	19. »	20. »	21. »	22. »	23. »	24. »	25. »
18. »	19.50	21. »	22.50	24. »	25.50	27. »	28.50	30. »	31.50	33. »	34.50	36. »	37.50
12. »	13. »	14. »	15. »	16. »	17. »	18. »	19. »	20. »	21. »	22. »	23. »	24. »	25. »
18. »	19.50	21. »	22.50	24. »	25.50	27. »	28.50	30. »	31.50	33. »	34.50	36. »	37.50
14.40	15.60	16.80	18. »	19.20	20.40	21.60	22.80	24. »	25.20	26.40	27.60	28.80	30. »
21.60	23.40	25.20	27. »	28.80	30.60	32.40	34.20	36. »	37.80	39.60	41.40	43.20	45. »
14.40	15.60	16.80	18. »	19.20	20.40	21.60	22.80	24. »	25.20	26.40	27.60	28.80	30. »
21.60	23.40	25.20	27. »	28.80	30.60	32.40	34.20	36. »	37.80	39.60	41.40	43.20	45. »
16.80	18.20	19.60	21. »	22.40	23.80	25.20	26.60	28. »	29.40	30.80	32.20	33.60	35. »
25.20	27.30	29.40	31.50	33.60	35.70	37.80	39.90	42. »	44.10	46.20	48.30	50.40	51.50
16.80	18.20	19.60	21. »	22.40	23.80	25.20	26.60	28. »	29.40	30.80	32.20	33.60	35. »
25.20	27.30	29.40	31.50	33.60	35.70	37.80	39.90	42. »	44.10	46.20	48.30	50.40	51.50
24. »	26. »	28. »	30. »	32. »	34. »	36. »	38. »	40. »	42. »	44. »	46. »	48. »	50. »
36. »	39. »	42. »	45. »	48. »	51. »	54. »	57. »	60. »	63. »	66. »	69. »	72. »	75. »
24. »	26. »	28. »	30. »	32. »	34. »	36. »	38. »	40. »	42. »	44. »	46. »	48. »	50. »
36. »	39. »	42. »	45. »	48. »	51. »	54. »	57. »	60. »	63. »	66. »	69. »	72. »	75. »

trouw denkbeeld hebbe van de opeenvolgende verhoogen en van het werkelijk bedrag, dat krachtens de wet zal toegepast worden.

De weglating van het overige van artikel 21 van het ontwerp zal dus de aanvulling van den tekst van artikel 19 der wet van 11 October 1919 laten bestaan :

« Het bedrag van het recht, volgens bovenstaand tarief verrekend ten laste van » den erfgenaam, begiftigde of legataris, wordt verminderd met 2 t. h. voor elk » wettig kind, dat de erfgenaam, begiftigde of legataris heeft bij het openvallen » der nalatenschap.

» Wanneer de nalatenschap geheel of gedeeltelijk vervalt aan den overlevenden » echtgenoot, krachtens de wet, een uiterste wilsbeschikking of eene bij overeen- » komst bedongen erfstelling, dan wordt het bedrag van het te zijnen laste verre- » kend recht verminderd, te weten : met 4 t. h., indien, ten dage van het » openvallen der nalatenschap, een uit het huwelijk geboren kind bestaat; met » 8 t. h., indien twee kinderen bestaan, en zoo voort tegen 4 t. h. per kind.

» Voor de toepassing van de twee vorige alinea's, wordt het ontvangen kind » gelijkgesteld met het geboren kind; de kleinkinderen tellen enkel voor het » kind, waaruit zij gesproten zijn. »

ART. 22 (van het ontwerp).

De heffing der successierechten zal geschieden over afgeronde sommen van 20 tot 20 frank, zooals dit geschiedt voor de registratie sedert Frimaire jaar VII. Dat is een flinke ordemaatregel, dien men slechts goedkeuren kan.

ART. 23 en 24 (van het ontwerp).

Artikel 23 van het ontwerp vervangt artikel 26 der wet van 11 October 1919 door eene bepaling tot verlaging van het cijfer, vanaf hetwelk de vrijstelling van rechten ten bate van weinig aanzienlijke nalatenschappen vervalt.

Artikel 26 der wet van 11 October 1919 luidt : « Onderminderd de vrijstel- » ling bepaald bij artikel 48 der wet van 30 Augustus 1913 (namelijk, de » vrijstelling van de successierechten en van de rechten van overgang bij over- » lijden voor de schenkingen aan den Staat), wordt van het successierecht » ontheven :

» 1° Hetgeen door eenen erfgenaam in de rechte linie of tusschen echt- » genooten met gemeene kinderen of afstammelingen geërfd of verkregen » wordt, indien het zuiver aandeel van den erfgenaam of van den echtgenoot » niet 2,000 frank overschrijdt;

» 2° Hetgeen door alle andere erfgenamen, begiftigden of legatarissen wordt » geërfd of verkregen in de nalatenschappen, waarvan het zuiver bedrag niet » 2,000 frank overschrijdt. »

Artikel 23 van het ontwerp vermindert die cijfers van 2,000 frank tot 1,000 frank, m. a. w. tot het cijfer bepaald door de wet van 17 December 1854 wat betreft n^o 1^o.

De Middenafdeeling kan dit nieuwe cijfer niet aannemen. Is het billijk dat het ontwerp, om de nieuwe rechten vast te stellen, zich beroept op de daling der waarde van het geld en dat het ontwerp om dezelfde reden de vaste registratierechten verhoogt tot het dubbele, dan is het even billijk en volkomen logisch, de waarden, vrijgesteld van de rechten, thans tot het dubbele te verhoogen. Nu, het cijfer van vrijstelling, bepaald door de wet 1919, wordt juist gebracht op het dubbele van dit der wet van 1851. Indien men het cijfer van het huidig ontwerp aannemen moest, zou men de vrijstelling niet opnieuw op het vroeger cijfer vaststellen, doch men zou werkelijk de waarde met de helft verminderen.

Wat aangaat n° 2°, bestond, onder het beheer der wet van 1919, de vrijstelling ten bate van de nalatenschappen, waarvan het zuiver bedrag niet 300 gulden (fr. 634.92) overschreed.

De som van 1,000 frank, waarop het ontwerp het cijfer van vrijstelling wil vaststellen, is onbetwistbaar lager, als vergeleken waarde, dan dit van 300 gulden in 1817.

Is, in rechte linie, elk erfgedeelte vrijgesteld van het recht, mits het niet 2,000 frank overschrijdt, dan komt het niet overdreven voor, elke zijdelingsche nalatenschap vrij te stellen van eenig recht, wanneer het zuiver geheel bedrag ditzelfde cijfer niet overschrijdt.

De Commissie kan dus tot het aannemen van die wijzigingen niet besluiten; zij stelt aan de Kamer voor ze te verwerpen en artikel 26 der wet van 11 October 1919 te behouden.

De Afdeeling zou zich nochtans kunnen vereenigen met de weglating, in lid 2, van de n° 1° en 2° van artikel 26 der wet van 11 October 1919, luidende : 1° voor de nalatenschappen in de rechte linie; 2° voor de nalatenschappen in de zijdelingsche linie.

1°, al. 2. — « Is het zuiver aandeel van den erfgenaam of van den overlevenden echtgenoot hooger dan 2,000 frank zonder 5,000 frank te overschrijden, dan wordt van dat aandeel, voor de verrekening van het recht, eene som afgetrokken van 2,000 frank, welke, in elk geval, van de belasting vrijgesteld blijft; gaat gemeld zuiver aandeel 5,000 frank te boven zonder 10,000 frank te overschrijden, dan wordt van dat aandeel 1,000 frank afgetrokken. »

2°, al. 2. — « Gaat het zuiver bedrag der nalatenschap 2,000 frank te boven zonder 5,000 frank te overschrijden, dan wordt van dat zuiver bedrag, voor de verrekening van het recht, eene som afgetrokken van 2,000 frank, welke, in elk geval, van de belasting vrijgesteld blijft; gaat het zuiver bedrag 5,000 frank te boven zonder 10,000 frank te overschrijden, dan wordt van dat bedrag eene som van 1,000 frank afgetrokken. »

Is het redelijk, de vrijstellingen, waarvan de eene bestaat sedert 1851 en de andere sedert 1817, te behouden voor de weinig aanzienlijke nalatenschappen met inachtneming van de huidige waarde van het geld, dan kan men de nalatenschappen van een hooger bedrag onderwerpen aan het recht en de vrijstelling der rechten voor de lagere reeks dier nalatenschappen intrekken.

ART. 24 (van het ontwerp).

Daar de Commissie voorstelt, de vermindering der rechten te behouden ten bate van de aangevers wegens het getal kinderen die zij hebben, is het onontbeerlijk de wijze van bewijslevering te behouden, zooals die is voorzien bij littera C van § VI van artikel 16 der wet van 11 October 1919.

Artikel 24 moet bijgevolg vervallen en men dient den huidige tekst der wet van 11 October 1919 (art. 16, § VI, litt. C) te behouden :

« De aangifte van nalatenschap of van overgang bij overlijden moet worden » gestaafd door een bewijsschrift van de gemeenteoverheid der woonplaats van » den erfgenaam, begiftigde of legataris, vermeldende het getal wettige kinderen » die hij had ten dage van het openvallen der nalatenschap, alsmede het getal » wettige kinderen die vooroverleden waren en zelf, ten dage van het overlijden » van den erflater, wettige kinderen in leven achterlieten. Dit bewijsschrift is » vrij van zegel en registratie.

« Met eene boete gelijk aan tweemaal het ontdoken recht wordt gestraft de » erfgenaam, begiftigde of legataris die, betreffende het getal wettige kinderen » van de erfopvolgers der overledene, eene onjuist bevonden aangifte heeft » gedaan. In al de gevallen kan de overtreding worden bewezen door alle » gewone rechtsmiddelen, met uitzondering van den eed. »

§ 3. — Zegelrechten.**ART. 25 (van het ontwerp).**

Eene belasting van 15 centiem per 1,000 frank op de beursverrichtingen werd door de wet van 30 Augustus 1913 ingevoerd, doch eene bepaling dezer wet vermindert tot 10 centiem per 1,000 frank de contante verrichtingen betreffende de titels der Belgische en Congoleesche Staatsschulden en andere daarin vermelde bevoorrechte titels.

Bij deze opsomming van obligatiën voegt de wet van 11 October 1919 de obligatiën uitgegeven door de Maatschappij voor goedkoope woningen.

De wet van 24 October 1919 verhoogt dit recht op 30 centiemen per 1,000 frank en schaft het gunsttarief af, zooals dit door de wet van 30 Augustus 1913 werd vastgesteld; zij bedoelt echter niet de toevoeging, bij de wet van 11 October 1919 gedaan.

Het huidige ontwerp verhoogt het bedrag der belasting tot 50 centiem per 1,000 frank en schaft het gunsttarief, gevolg van de wet van 11 October 1919, af; die vrijstelling werd ingevoerd juist op het oogenblik dat de wetgever de andere vrijstellingen afschafte.

ART. 26 (van het ontwerp).

Le kwijtschriften van sommen, die niet 10 frank overschrijden, zijn vrij van zegel. Het ontwerp handhaaft die vrijstelling.

De kwijtschriften van sommen boven 10 frank tot en met 100 frank zijn onderworpen aan het zegel van 5 centiem. Het ontwerp stelt de afschaffing van het zegel van 5 centiem voor en onderwerpt aan het zegel van 10 centiem al de kwijtschriften van sommen boven 10 frank tot en met 500 frank.

Deze bepaling brengt niet een overdreven last mee, des te meer daar artikel 27 den zegellast vermindert voor de huurprijzen van geringe huishuren en de afkortingen op niet groote sommen.

Art. 27 (van het ontwerp).

Dit artikel is de herhaling van eene soortgelijke bepaling van het zegelwetboek, krachtens hetwelk het toegelaten is, de kwijtschriften van betalingen als afkortingen op eene en dezelfde schuldvordering te geven op een zelfde blad zegelpapier. Het maakt deze bepaling duidelijker en laat die handelwijze toe : 1^o wegens afkorting op eene en dezelfde schuldvordering of op een enkelen pacht- of huurtermijn; 2^o wegens betaling der verschillende in den loop van een zelfde jaar vervallende termijnen van eene per maand of op kortere periodische termijnen te betalen huur of pacht.

Die kwijtschriften kunnen gegeven worden op een en hetzelfde blad zegelpapier, en door deze uitdrukking wordt verstaan hetzij het formaatzegel, hetzij het blad papier, waarop het plakzegel is aangebracht.

De waarde van het zegel moet worden berekend naar het geheel bedrag der som, waarvoor kwijting wordt gegeven, in plaats van te worden berekend op elke der op afkorting gedane betalingen.

De loonlijsten, waarop voorkomt eene kantteekening of eenig teeken tot vaststelling der kwijting, zijn onderworpen aan het evenredig recht van kwijting. Het zegelrecht verschuldigd op een verzamelstaat moet worden berekend naar het bedrag der sommen, waarvan elke belanghebbende kwijting geeft; doch, om de zaak te vereenvoudigen, is het toegelaten, het aanbrengen, op den verzamelstaat, van één zegel te beschouwen als voldoende aan de wet, wanneer dit zegel eene waarde heeft gelijk aan het geheel bedrag der verschuldigde rechten. (Beslissing van 2 October 1920.)

De vraag werd gesteld, of de kwijtschriften van loonen niet dienden gelijkgesteld te worden met die betreffende de huishuren.

Er werd geantwoord dat men, door de bepaling vervat in artikel 27, 2^o, van het ontwerp, wilde vermijden dat het zegelrecht voor kwijting — hetwelk ten laste van den schuldenaar is (B. W., art. 1248) — een te groote last zijn zou voor de kleine lieden (werklieden, enz.), die hunne huishuur over 't algemeen elke maand of om de veertien dagen betalen.

Deze reden, die eene gunstbehandeling wettigt, bestaat niet, wanneer een kwijtschrift voor loon door een werkmán aan zijnen werkgever wordt gegeven, vermits het zegelrecht ten laste van dezen laatste valt.

Het dient overigens te worden gezegd dat de bepaling niet van toepassing is op den Staat, op de provinciën, en op de gemeenten (art. 62, 42^o, der wet van 25 Maart 1891).

ART. 28 (van het ontwerp).

Dit artikel bepaalt het maximum van het evenredig zegelrecht van kwijting op 5 frank, overeenstemmende met eene som van 25,000 frank.

Het ontwerp acht dat het behoud van het zegelrecht op een hooger cijfer (fr. 0.20 per duizend zonder beperking) een zware last is voor de aanzienlijke sommen en dat het geschikt is om de belastingschuldigen er toe aan te zetten, hetzij geen kwijtschriften te vragen, hetzij de belasting te ontduiken.

ART. 29 (van het ontwerp).

De aanneming van dit artikel zou ten gevolge hebben, de vrijstellingen, verleend door artikel 42, n^o 410 van het Zegelwetboek van 25 Maart 1891 en door artikel 31, 2^o, der wet van 30 Augustus 1913, geheel te doen vervallen. Die vrijstellingen waren de volgende :

a) De kwijtschriften van de heffingen en belastingen der provinciën en gemeenten, der polders en wateringen, afgeleverd aan de belastingschuldigen op de uittreksels uit de rol, die hun worden overhandigd;

b) De kwijtschriften der premiën, aanslagen, bijdragen en rampen ten laste van de verzekeraars, die de heffing, voorzien bij artikel 30 der wet van 30 Augustus 1913, hebben voldaan.

De tweede alinea wijzigt n^o 40 in dezen zin, dat, zoo zij de vrijstelling van het zegelrecht behoudt voor « de ontvangstbewijzen verstrekt aan de ontvangers der » openbare gelden, de kwijtschriften voor scheepvaartrechten en voor den » vervoerprijs per spoor of andere openbare diensten », zij eenvoudig doet wegvallen de vrijstellingen welke bij dit n^o 40 zijn bepaald ten bate van « de kwijtschriften welke de ontvangers der rechtstreeksche belastingen, douanen en » accijnzen afleveren aan de belastingschuldigen, van die welke worden ingeschreven op de akten in zake onrechtstreeksche belastingen en van die van alle » andere belastingen, welke op bijzondere bladen worden afgeleverd en niet » tien frank overschrijden ».

Het kwijtschrift der verzekeringspremiën is ongetwijfeld eene gewone betaling, dōch het dient te worden gezegd dat het wetsontwerp een recht, waarvan de afkoop geschiedde bij de aanneming der wet van 30 Augustus 1913, opnieuw invoert.

Artikel 31 dezer wet bepaalt :

« Het heffen van de abonnementsbelasting op de verzekeringspolissen sluit » de invorderbaarheid van het formaatzegelrecht uit :

» 1^o . . .

» 2^o Voor de kwitantien van de premiën, bijdragen, aandeelen en schade » drukkende op de verzekeringen welke de belasting, bij het vorig artikel » voorzien, hebben betaald. »

Het is dus een nieuwe last, dien men op het verzekeringscontract legt en die fiscaal werkt door te verbreken wat sommigen hadden kunnen aanzien als een eens voor al gesloten accoord.

In elk geval komt het onmogelijk voor, het bewijsschrift van de betaling der belastingen, door de belastingsschuldigen betaald zoowel aan Staat als aan provincie, gemeente, polder en watering op de uittreksels uit de rollen, aan eene belasting te onderwerpen.

De Commissie heeft de eer aan de Kamer voor te stellen, den tekst van artikel 29 goed te keuren in dezen zin, dat de vrijstelling voortvloeiende uit artikel 31, n^o 2, der wet van 30 Augustus 1913 betreffende de kwijtschriften der verzekeringspolissen, afgeschaft wordt.

Anderzijds werd door de Commissie erkend dat door artikel 62, n^o 37, van het zegelwetboek van 25 Maart 1891 vrijstelling van het zegelrecht wordt verleend voor :

« De aangiften van nalatenschap, van overgang in rechte linie en van overgang bij overlijden; de volmachten in minuut, afschrift of uittreksel, die daaraan zijn gehecht, en de ontvangbewijzen van indiening. »

Een lid wees er op, dat deze vrijstelling zou kunnen afgeschaft worden en dat de fiscus zich niet te onderschatten inkomsten zou verzekeren, indien de aangiften van nalatenschap aan het zegelrecht onderworpen werden.

Werd dit voorstel aangenomen, dan moet men artikel 29 van het ontwerp wijzigen door daarin de afschaffing van die vrijstelling te voorzien, alsmede die verleend aan het bewijsschrift, in te leveren door hem die op het getal zijner kinderen steunt om eene vermindering van het recht te eischen. Het bewijsschrift is vrij van zegel krachtens artikel 16, § VI, littera C, der wet van 11 October 1919.

ART. 30 tot 34 (van het ontwerp).

Deze artikelen onderwerpen de checks aan het zegelrecht en wijzigen de regelen, waaraan de overdrachten en het gebruik der checks zijn onderworpen onder het beheer der artikelen 51 van het zegelwetboek van 25 Maart 1891 en 6 der wet van 24 October 1919.

Artikel 62, n^o 87, van dit Wetboek stelt « de checks en de girobons of giromandaten » vrij van het zegelrecht.

Artikel 6 der wet van 24 October 1919 neemt deze vrijstelling over.

Artikel 51 van dit Wetboek bepaalt : « De checks of andere titels tot eene » contante en op zicht betaling op beschikbare gelden, vrijgesteld van het zegelrecht, kunnen, na het verstrijken van de termijnen binnen welke de betaling » moet worden geëischt, niet meer afgestaan worden, bij overdracht of anderszins, » zonder vooraf voor zegel te zijn geëiseerd. »

Dergelijke bepaling komt voor in artikel 6 der wet van 25 October 1919.

Dat is de thans van kracht zijnde regel.

Het ontwerp, dat is geworden de wet van 24 October 1919, stelde voor, de check te onderwerpen aan het gewoon zegelrecht der kwijtschriften.

Op voorstel van de Middenafdeeling werd de vrijstelling door de Kamer behouden, op grond dat het gebruik van de check moet worden bevorderd als betalingsmiddel zonder verplaatsing van gelden en het aldus, in een niet geringe mate, bijdraagt tot de vermindering van den omloop van papierengeld.

De Memorie van Toelichting van het huidig wetsontwerp wijst nu echter op de misbruiken : om het kwijtschrift te vervangen, maakt men een overdreven gebruik van de check, zoodat de verkoop van de zegels voor kwijtschriften nu met $\frac{6}{7}$ t. h. zou verminderd zijn in sommige streken van het land.

Het ontwerp wil de check aan het zegelrecht onderwerpen, doch stelt tevens het volgende onderscheid voor :

De check, waardoor de trekker een som int en die in de meeste gevallen wordt getrokken op een anderen persoon dan een bankier, zou aan het zegelrecht der gewone kwijtschriften onderworpen zijn. Werkelijk is zij een bedekt kwijtschrift.

De check, waardoor men eene betaling doet en die, in de praktijk, steeds op een bankier getrokken wordt, zou aan een vast recht van 10 centiem onderworpen zijn.

Ter vergoeding van dit gering recht zouden de verbodsbepalingen der artikelen 51 van het Zegelwetboek, 4 en 6 der wet van 24 October 1919 vervallen.

Deze artikelen luiden :

« Art. 4. — Aan het evenredig zegelrecht zijn onderworpen de credietbrieven, « de bankbriefjes aan order en, in 't algemeen, alle titels tot eene betaling met « gereed geld en op zicht op beschikbare gelden, behalve de checks en mandaten « tot overboeking. »

« Art. 6. — De in artikel 4 aangeduide titels mogen, na het verstrijken der « tijdsbestekken waarin de betaling dient te worden gevorderd, het voorwerp « niet uitmaken van eenen afstand door endosseering of anderszins, zonder « vooraf onderworpen te zijn geworden aan het zegel ten bedrage vastgesteld bij « onderstaand artikel 8 op straffe eener boete gelijk aan twintigmaal het « opvorderbaar recht, door elke endosseering of elken afstand, zonder dat de « boete minder dan 1,000 frank mag bedragen. »

De Commissie vereenigt zich met het ontwerp, omdat het recht niet zeer hoog is en de heffing gemakkelijk is, en indien het wel verstaan is dat deze wijziging niet strekt tot verbinding van het beginsel, met de bedoeling het tarief binnenkort te verhoogen.

ART. 35 (van het ontwerp).

Dit artikel verhoogt de belasting op de plakbrieven, zooals deze is bepaald bij de artikelen 2, 3 en 4 der wet van 24 October 1919. Die belastingen worden verdubbeld.

De belasting van 10 centiem wordt gebracht op 20 centiem en die van 12 centiem op 25 centiem; die van 2 centiem per 5 vierkante decimeter zonder breuk, boven 25 vierkante decimeter, wordt gebracht op 5 centiem.

Deze verhooging zal hare terugwerking hebben op de belasting, waaraan zijn onderworpen de plakbrieven, welke eenige bewerking ondergingen opdat zij langer zouden duren. en op die welke aan eene jaarlijksche belasting onderworpen zijn; deze belastingen bedragen inderdaad driemaal zooveel als het recht geheven op de gewone plakbrieven.

Dit artikel gaf aanleiding tot menig verzet, dat wegens de begrootingsbehoefte moest afgewezen worden. Sommige leden hebben de vrees geuit dat, in den huidige toestand die de handelaars dwingt hunne uitgaven te verminderen, deze belastingverhooging een gansch ander uitwerksel hebben zou dan dit, waaraan de fiscus zich verwacht.

ART. 36 (van het ontwerp).

Artikel 36 bedoelt eene reeks geschriften, zooals ontvangstbewijzen en ontlastingen van titels van aandeelen of obligatiën, van coupons, van handelswissels.

Als regel zouden al de geschriften moeten gesteld zijn op formaatzegel van 75 centiem; in de practijk geschiedt dat nooit; het ontwerp stelt voor, die geschriften te onderwerpen aan een vast zegelrecht van 10 centiem; het hoopt dat dit gering recht geregeld zal gekweten worden door middel van een kleefzegel.

In het ontwerp wordt nader bepaald welke die geschriften zijn en worden sommige uitzonderingen voorzien.

ART. 37 en 38 (van het ontwerp).

Artikel 30 der wet van 25 Maart 1891 luidt :

« Private geschriften op ongezegeld papier gesteld, zonder dat er overtreding » zij van de wetten op het zegel, en die niet met name vermeld zijn in de uitzonderingen, mogen niet in rechten overgelegd worden, zonder eerst gezegeld of » voor zegel gevisceerd te zijn, op straf van 25 frank boete voor elke overtreding. »

Deze bepaling zal op de bij artikel 37 bedoelde geschriften worden toegepast.

De Memorie van Toelichting voegt er bij — en dat dient hier te worden herhaald — dat het verminderd recht niet van toepassing is op de geschriften die gelden als het schriftelijk bewijs eener schuldbekentenis, ondertekend hetzij door den bankier ten bate van zijn klant, hetzij door den klant ten bate van den bankier : die geschriften blijven beheerd door de bepalingen van artikel 12 van het zegelwetboek van 15 Maart 1891.

ART. 39 (van het ontwerp).

De bij artikel 36 bedoelde geschriften zouden, volgens de bepalingen van het zegelwetboek van 25 Maart 1891, op zegel moeten gesteld worden.

Deze geschriften zullen, dank zij eene gunstbepaling, tegen het bedrag van 10 centiem — wellicht door middel van een plakzegel — mogen gestempeld worden gedurende drie maanden vanaf den dag na de bekendmaking dezer wet.

Deze bepaling, die als eene gunst geldt, zou nochtans practisch niet kunnen toegepast worden zonder aanzienlijke bezwaren.

Zij zou de banken en de particulieren verplichten, al de stukken, in hun archief berustend en van vóór vijf, tien, vijftien jaar dagteekenend, op te zoeken.

Na verloop van den termijn van drie maanden, zou men de wet in al hare strengheid moeten toepassen, terwijl men vroeger zeer toegevend was.

Die bepaling kan alleen dan waarde hebben wanneer men de amnestieperiode veel langer doet duren.

De Commissie stelt voor, den duur der periode te bepalen op één jaar. De gunst zal tot geen groote bezwaren aanleiding geven, indien men in acht neemt dat het zeer moeilijk zijn zou na te gaan op welken vasten datum het zegel werd aangebracht binnen drie maanden na de bekendmaking der wet.

Art. 41 (van het ontwerp).

Herhaaldelijk werd door de openbare meening er op gewezen, dat de weelde-uitgaven, waartoe sommige personen overgaan in koffiehuisen, spijshuisen en hotels, geldmiddelen aan de Schatkist zouden kunnen verschaffen.

Reeds werd, op dat gebied, een deel belast door de wet, die eene belasting op de gemakkelikheden en vertooningen legt. Doch de uitgaven in tal van inrichtingen leveren het aandeel niet op, dat men van haar eischen kan.

Men mag echter geen groote verwachtingen koesteren omtrent de onmiddellijke uitslagen : de belasting zal eene som opbrengen, welke gewis van eenigen tel zijn zal ; zij zal tevens eene moreele voldoening verschaffen, doch de heffing zal met sommige bezwaren gepaard gaan en menig bedrog te bestrijden hebben.

Om dit bedrog te vermijden en opdat de belasting zou opgelegd worden waar het behoort, dient de tekst duidelijker te worden gemaakt : Eene uitgave van 20 frank per dag — logement en voeding — stemt niet overeen met de behoeften van één persoon en nog minder van een groot gezin. Zij is zelfs lager dan de noodig bevonden vergoeding voor een ambtenaar, die op reis moet gaan. Eene uitgave van 20 frank per eetmaal kan integendeel zonder bezwaar belast worden.

Hij, die voor elk eetmaal zich in een andere inrichting begeeft, en de kostganger mogen niet op gelijke wijze behandeld worden.

Uwe Commissie legde er zich op toe, cijfers te bepalen, die met den werkelijken toestand beter overeenstemmen.

Het Fransche stelsel neemt — dit kan practischer zijn — de indeeling der inrichtingen aan en belast het geheel bedrag der ontvangsten van al de inrichtingen, die als weeldeinrichtingen beschouwd worden.

Dit stelsel is ingewikkeld en zou tot langdurige werkzaamheden aanleiding geven. Men is dus wel gedwongen ramingen aan te nemen, gegrond niet op hem die levert, doch op den aard van de geleverde zaak.

Is het beginsel der belasting aangenomen, dan zal de betaling zelf daaraan ten grondslag moeten dienen. Het kwijtschrift komt na de betaling, en men moet voorzien dat de belasting zal verschuldigd zijn, zelfs wanneer het kwijtschrift om eenige reden niet afgeleverd wordt of niet zou kunnen afgeleverd worden.

De Commissie stelt u maatregelen voor, opdat de heffing voor het beheer zekerder zijn zou.

Indien men meent die belasting te moeten invoeren, dan zou het te betreuren zijn dat zij slechts eene belasting in schijn zijn zou.

Er moet dus eene boekhouding tot contrôle gehouden worden, en deze boekhouding zal hare uitwerking hebben, zelfs wanneer de verbruiker mocht weigeren de kwijtschriften aan te nemen.

TITEL II

Belasting wegens overdracht.

ART. 41 (1 van het ontwerp).

De handeling, die aanleiding geeft tot de belasting, is de overdracht van het eigendom van een roerend goed ten gevolge van eenē overeenkomst ten bezwarenden titel.

Die handeling moet verricht worden op het grondgebied, waar de Belgische openbare macht wordt uitgeoefend, doch het is onverschillig dat de overeenkomst, waarvan de overdracht het gevolg is, werd gesloten in België of in het buitenland. De belasting treft niet de overeenkomst, doch de tenuitvoerlegging daarvan.

Als gevolg van dit beginsel kan er geen sprake van zijn, de belasting te leggen op de leveringen, in het buitenland, van goederen, welke zich in het buitenland of in België bevinden, noch, met des te meer reden, van goederen welke slechts door ons land worden doorgevoerd. Evenzoo kan er van belasting wegens overdracht van eigendom geen sprake zijn, wanneer deze overdracht niet wordt voltrokken, en dat is het geval wanneer koopwaren of roerende zaken met andere doeleinden dan tot werkelijke en onherroepelijke overdracht worden afgeleverd.

Dit geldt voor de meubelen afgeleverd op zicht, in consignatie, of die slechts in schijn overgedragen worden : geleverde zaken die geweigerd en aan den verkooper teruggezonden worden, omdat zij aan een der voorwaarden van den verkoop niet beantwoorden ofwel omdat aan een dezer voorwaarden niet is voldaan.

Er is echter geen beginsel zoo streng dat daarop geen uitzonderingen om redenen van practische toepassing moeten geduld worden.

Zoo ziet het wetsontwerp er van af, sommige overdrachten, die de uitvoering zijn van verkooping in 't klein, te belasten; evenzoo voor de overdracht van koopwaren met het oog op den uitvoer.

Anderzijds draagt de afgifte van koopwaren door eene hoofdfirma aan haar filiaal den eigendom niet over : er is slechts een en dezelfde eigenaar.

Elke overdracht in België zal dus belast worden. Zoo zij niet door een tekst is vrijgesteld. Een en hetzelfde voorwerp zal tot opeenvolgende heffingen kunnen

aanleiding geven, indien er opeenvolgende overdrachten geschieden. Geene vrijstelling wordt voor personen aangenomen : De vennootschappen, op welke wijze zij ook werken, de vereenigingen, de natuurlijke personen zijn allen, zonder eenige uitzondering belastbaar.

Er wordt echter vereischt, behalve wat betreft de filialen, dat hij, aan wien de aflevering wordt gedaan, voor zijn eigen rekening gekocht hebbe en in ontvangst neme : Bij voorbeeld, zoo een commissionnair of eene samenwerkende maatschappij ten gevolge van bestellingen sommige bepaalde koopwaren mocht aankopen voor bepaalde personen of leden, dan zou men moeten vaststellen dat er, wat hem betreft, geen overdracht geschiedt; het zou echter gansch anders gesteld zijn, indien zij hadden gekocht ten einde later weder te verkoopen aan personen, die zich niet hebben verbonden door eene werkelijke bestelling, al mochten zij leden van de samenwerkende maatschappij zijn.

Het is ongetwijfeld de overdracht der koopwaren in België, die bijna geheel hare belastbare massa zal uitmaken, doch de belasting daarvan diende niet tot deze te worden beperkt.

Daar het soms moeilijk mocht zijn, bij de toepassing te onderscheiden tusschen de koopwaren en de andere roerende zaken, luidt de tekst in de meest algemeene bewoordingen.

De wet zal dus van toepassing zijn op « de goederen die uit hun aard onroerend zijn ». Het Burgerlijk Wetboek bepaalt ze in zijne artikelen 526 en 535 in tegenstelling met de roerende goederen door bestemming, « de obligatiën en aandeelen, de altijddurende renten, enz. ».

De belasting is afhankelijk van de levering der koopwaar.

Zij moet slechts voldaan worden op het oogenblik dat deze geschiedt. Daaruit volgt dat elke schuldbrief, elke verkoopovereenkomst niet noodzakelijkerwijs aanleiding moeten geven tot de heffing van het recht : de overdracht van een cognossement, de aflevering van warrants en cedula, van bons tot levering zijn niet eene levering van koopwaren of van roerende zaken uit hunnen aard, doch titels die recht geven op een latere levering.

De Fransche wet op den omzet heeft rekening gehouden met de noodzakelijkheden der beursverrichtingen, wanneer zij de regeling bepaalde van de zaken betreffende koopwaren die zich bevinden hetzij in de openbare opslagplaatsen, hetzij in de bijzondere magazijnen en die verhandeld worden door « filière », m. a. w. door een schriftelijk bewijsstuk dat overgeschreven wordt en het voorwerp zijn kan van talrijke overdrachten alvorens in handen te komen van hem, die ten slotte de koopwaar aanvaardt. Alleen deze laatste overdracht is belastbaar met de belasting op den omzet, waarvan al de tusschenoverdrachten vrijgesteld zijn.

Dank zij deze algemeene beginselen zal men niet verplicht zijn, in den tekst zelf der wet tal van bepalingen op te nemen, die slechts de toepassing daarvan zijn en hoofdzakelijk tot de bestuurstechniek behooren. De Commissie was van meening dat men voor deze niet een reeks teksten moest vaststellen, welke veelmeer op hunne plaats zouden zijn in een Koninklijk besluit ter uitvoering.

Overigens. het geldt een nieuwe zaak en het zou gevaarlijk kunnen zijn het Beheer te verbinden door strenge voorschriften, waarvan het weldra blijken zou dat zij moeten herzien worden.

Daarom legde zij er zich op toe de grenzen en de hoofdlijnen der heffing te bepalen, mits de inrichtingsmaatregelen aan de uitvoerende macht werden opgedragen.

Art. 42 (art. 4 van het ontwerp).

Het bijhuis of filiaal is eene inrichting die van het hoofdhuis afhangt. Het behoort wezenlijk daartoe, ofschoon het een afzonderlijke boekhouding, een bijzonder personeel hebben kan. Al de koopwaren die zich daarin bevinden, zijn het eigendom van het hoofdhuis. De zaakvoerders zijn bedienden of gelastigden. Zij kunnen belang hebben in de uitkomsten van het bedrijf, doch de aansprakelijkheid van de verrichtingen tegenover derden is aan het hoofdhuis opgedragen.

Mocht eene inrichting een ander karakter dragen dan deze, slechts een gecommanditeerd of gepatroneerd huis zijn, dan zou er geen reden zijn om artikel 42 in de wet op te nemen. Ook, zooals wij het reeds zegden, wijkt de wet af van het beginsel waarop zij steunt, wanneer zij de zending of de overgave van koopwaren door een hoofdhuis aan een bijhuis, met het oog op den verkoop door dit laatste, met een verkoop gelijkstelt.

Er is geen overdracht van eigendom.

De bepaling van artikel 42 werd om eene economische reden ingevoerd : men was van meening dat het bijhuis — feitelijk — moet beschouwd worden als eene tusschengelegen inrichting tusschen den verbruiker en het hoofdhuis en dat men dit laatste met een magazijn in 't groot moet gelijkstellen. Indien de verkoop door een bijhuis niet belast werd, zou een graad van overdracht wegvallen, en uit dien hoofde zouden de middelhandel en de kleinhandel in een ongunstigeren toestand tegenover de groote magazijnen kunnen gebracht worden.

In 't belang van de Schatkist evenals in 't belang van den middelhandel dient de bepaling te worden aangenomen ; zij gaf nochtans aanleiding tot besprekingen zoowel bij verscheidene ondernemingen, waarop zij zal toegepast worden, als in de Commissie.

Art. 43 en 44 (artikel 4 van het ontwerp).

De grondslag der belasting wat betreft de leveringen zoowel van inlandsche producten als van ingevoerde producten wordt door deze teksten klaar en duidelijk bepaald. Het is de waarde der koopwaar, vastgesteld wegens hare verscheidene bestanddeelen, waaruit zij bij de levering bestaat, overeenkomstig de prijzen en het contract van den gesloten verkoop.

Art. 46 (7 van het ontwerp).

De wet moet niet beslissen wie, in de betrekkingen tusschen kooper en verkooper, de belasting wegens overdracht dragen moet. De partijen zullen ongetwijfeld er zorg voor dragen, in bijna al de gevallen den verkoop in dit

opzicht te regelen, evenals zij de voorwaarden betreffende het vervoer, de verzekering, enz., bepalen. Werd dit niet bepaald, dan zal het vraagstuk opgelost worden naar de beginselen van het gemeene recht. Het geldt eene belasting op de levering zelve, dien ten bate van den verkooper geschiedt. De belasting voegt zich bij de waarde der koopwaar na de overdracht en de betaling. Door den kooper zal zij moeten gedragen worden. Zoo zal het moeten geschieden voor de koopwaren, na het in werking treden der wet te leveren.

Deze beschouwingen moet echter de fiscus niet in aanmerking nemen : volgens de wet zijn verkooper en kooper, « tegenover den fiscus », hoofdelijk verplicht de belasting te betalen.

ART. 47.

Er is slechts ééne overdracht, wanneer de commissionnair handelt niet voor eigen rekening, doch als gelastigde. Doch, daar het kennelijk feit dit der hem gedane levering is, moet de fiscus zich tot dezen wenden voor de heffing.

De Syndicale Kamer van Brussel stelde het vast : « het beginsel is juist, door den verkoop in 't klein af te zonderen, door hem niet aan de belasting te onderwerpen, het verbruik in de grootst mogelijke mate te ontzien. In Frankrijk is het gansch anders gesteld; immers, meest al de vrijstellingen, door de wet verleend, steunen vooral op het feit, dat het voor den belastingplichtige onmogelijk zijn zou, de belasting te doen betalen door den verbruiker. In dit opzicht is de Belgische opvatting beter dan de Fransche opvatting. »

ART. 48 (art. 6 van het ontwerp).

Sommige leveringen mogen om allerlei redenen niet belast worden. Dat is het geval, wanneer de levering geschiedt krachtens een verkoop, waarvan de vaststelling reeds aanleiding gegeven heeft tot een recht wegens overdracht. Het is onverschillig dat de geregistreerde akte eene onderhandsche of eene authentieke akte zij.

Evenzoo, wanneer de levering in België slechts voorloopig geschiedt.

Benevens deze uitzonderingen moeten er andere wegens economische redenen ingevoerd worden.

De Commissie meende in de eerste plaats de vrijstelling van de belasting te moeten voorstellen voor de overdrachten der koopwaren, die 's volks voeding rechtstreeks betreffen.

Indien broodgraan, meel, enz., moeten ingevoerd worden om het tekort van onze voortbrenging aan te vullen, dient men deze onontbeerlijke eetwaren niet te belasten met een invoerrecht van 1 t. h.

Het kwam echter onmogelijk voor, al de dartoehorende eet- en koopwaren te vermelden in de wet.

De opsomming is veranderlijk en het mag niet toegelaten worden dat de wet ten gevolge kunne hebben, de prijsdaling der voedingsartikelen moeilijker te maken.

De bepaling sub 6^o stelt de vrijstelling der belasting vast voor de leveringen

gedaan aan de provinciën, gemeenten en openbare inrichtingen. De Staat moet nalaten, deze instellingen te belasten : de financiële toestand daarvan is hoogst-bedenkelyk en veeleer zou de Staat haar moeten te hulp komen.

Evenzoo, wanneer zij gedwongen zijn, tot de bevoorrading bij te dragen.

Het cijfer van 10 frank voor de verkoopingën tusschen handelaars is volstrekt te gering. De bepaling zou weinig toepasselyk zijn.

De bepalingen sub 10° en 11° passen het beginsel toe, dat de belasting afhangt van eene levering, die overdracht van eigendom medebrengt.

ART. 49 (11° van art. 6 van het ontwerp).

a) Op de Gezantschappen en Legatiën is de exterritorialiteit van toepassing : de aldaar gedane leveringen geschieden niet in België. De uitzondering geldt ook voor den persoon van de diplomatieke vertegenwoordigers dier landen.

b) Littera c bevestigt het feit, dat de ingevoerde voorwerpen, die niet aanleiding gaven tot eene pas gedane overdracht van eigendom, niet belastbaar zijn : het ware overigens onmogelyk aan de grens over te gaan tot omstandige opsporingen en heffingen.

Het reisgoed bestaat uit de voorwerpen, die door den reiziger persoonlijk gebruikt worden. Het kan omvatten niet gebruikte kleedingstukken, die, bij voorkomend geval, aan het invoerrecht zullen onderworpen zijn.

Het woord « rijtuigen » moet omvatten de voertuigen van allen aard en, ongetwijfeld, de rijwielen, de motorrijtuigen, *side-cars* — onverminderd de toepassing der wetten en reglementen op de douanen.

ART. 50 (art. 3 van het ontwerp).

De heffing vloeit voort uit de aflevering en deze is « de aflevering van de verkochte zaak in handen en bezit van den kooper » (Burgerlijk Wetboek, art. 1695); hoe stelt nu het wetsontwerp de overdracht vast in fiscaal opzicht?

« Aflevering van roerende goederen geschiedt ofwel door wezenlyke terhand-stelling, ofwel door overhandiging van de sleutels der gebouwen, waarin zij » zich bevinden, ofwel zelfs door de enkele toekenning van partijen, indien de » overdracht daarvan niet op het oogenblik des verkoops kan geschieden, of » indien de kooper ze reeds uit een anderen hoofde in zijne macht had. » (Burgerlijk Wetboek, art. 1606.)

Het ware onmogelyk geweest te steunen op de wezenlyke of symbolische terhandstelling. Doch, krachtens artikel 25, lid 2, van het Wetboek van Koophandel kon men zich gedragen naar den regel, krachtens welken « de inkoop » en verkoopen kunnen bewezen worden door middel eener aangenomen rekening, onverminderd de andere bewijsmiddelen, door de handelswet toegelaten. »

Zoo werd de factuur aangewezen als stuk, waarop het zegel aangebracht wordt en dat het zichtbaar en bestendig bewijs van de betaling der belasting dragen zal.

De aanneming eener factuur zonder eenig voorbehoud is een van de bewijsmiddelen van den verkoop op handelsgebied, het toezenden van de factuur geldt als het aanbod, door het aannemen van de factuur wordt de verkoop voltrokken.

De practische toepassing dezer regelen heeft er toe gebracht de plakzegels te gebruiken als middel tot heffing. Dit is de uitbreiding van het stelsel, dat reeds van kracht is voor de heffing op de beursverrichtingen.

Dit stelsel brengt de verplichting mee, factuurboeken te houden, en het zal wellicht moeilijk zijn het voorschrift te doen naleven, nu een zeer groot getal handelaars niet gewoon zijn, geregeld boek te houden.

De te gebruiken zegels zullen nagenoeg dezelfde zijn als de plakzegels voor de beursverrichtingen. Zij zullen bestaan uit twee onderscheiden deelen, waarvan het een, steeds hetzelfde, zal aangebracht worden op het boek voor de uitgaande facturen en het ander op de factuur.

Er zou geen sprake kunnen van zijn, zooveel verschillende zegels te maken dat de heffing altijd door het aanbrengen van één zegel zou kunnen verzekerd zijn. De grondslag moest dus in een beperkte mate afgerond worden : de heffing geschiedt van 10 tot 10 frank, terwijl de verdeeling der zegelrechten over 't algemeen is bepaald van 500 tot 500 frank of van 1,000 tot 1,000 frank, behalve voor de geringe sommen.

Zoo men tot het hoogere tiental afrondt, dan wordt dit gedaan om het gebruik van zegels van minder dan 10 centiem te vermijden.

Onze reeksen moeten ook niet te groot zijn, indien men den verkoop niet wil ingewikkeld maken.

In dit opzicht is het licht te begrijpen dat het aannemen van meerdere verschillende bedragen voor de belasting wegens overdracht aanleiding geeft tot bezwaren voor het beheer en voor het publiek.

Op deze overweging steunde men als op een der redenen, de minste, waarom het vaststellen van bijzondere bedragen niet aan te raden valt voor de weelde-voorwerpen.

ART. 52 (art. 7 van het ontwerp).

Artikel 52 verplicht de handelaars factuurboeken te houden. Deze zullen dienen tot aantekening der facturen. Daarin zal de woordelijke tekst daarvan niet moeten voorkomen, doch zij zullen zoodanige inlichtingen moeten verstrekken dat de identiteit van de oorspronkelijke facturen zal kunnen vastgesteld worden ingeval er geschil is of controle noodzakelijk is.

Wat aangaat het boek voor de uitgaande facturen, het zal bestaan hetzij in het copieboek der brieven-facturen, hetzij in een eenvoudiger boek, dat tevens dezelfde controle mogelijk maakt.

ART. 54.

De bepaling, krachtens welke de handelaars de facturen zouden moeten bewaren gedurende eene tijdruimte van tien jaar, schijnt meer te eischen dan men practisch gesproken eischen kan.

De burgerlijke wet heeft de verjaringen na verloop van één jaar en van vijf jaar ingevoerd wegens overwegingen, waarvan men de gegrondheid niet kan ontkennen, zooniet de onoverwinnelijke moeilijkheden, dan toch de zeer groote bezwaren, die zouden voortvloeien uit na die termijnen ingestelde rechtsvorderingen. Het gold nochtans de betaling van schuldvorderingen, die ten minste even belangwekkend zijn als de rechten van den fiscus.

Men beseft overigens welke nadeelige gevolgen zouden kunnen voortvloeien uit een geschil tusschen den fiscus en den belastingplichtige na zoodanige termijnen. De fiscus draagt er overigens zorg voor, een zoodanigen termijn niet aan te nemen voor de bezwaren, die tegen hem zelf na een korte tijdruimte mochten ingediend worden.

De termijn van tien jaar stemt verder weinig overeen met de hoop, dat de Memorie van Toelichting toelaat te behouden, dat die belasting niet voorgoed in onze belastingwetten zal opgenomen worden.

De Fransche wet heeft den termijn van drie jaar aangenomen vanaf 1 Januari van het jaar, gedurende hetwelk het boek werd begonnen of gedurende hetwelk de stukken opgemaakt werden.

ART. 55.

De Commissie voerde geen bezwaren aan tegen de voorschriften, die de artikelen 8 en volgende van het ontwerp uitmaakten. Zij zijn niet afwijkingen van de uitgedrukte beginselen, maar maatregelen van toepassing.

Zij ziet er geen bezwaar in, dat die bepalingen voorkomen in een Koninklijk besluit of in omzendbrieven tot tenuitvoerlegging.

Het Parlement beschikt thans noch over den tijd noch over middelen, die er noodig zijn om dit bestuurswerk te voltrekken.

De Commissie kan zich echter niet vereenigen met de bepaling van artikel 14. Zij besliste ze te doen wegvallen.

ART. 59 (13 van het ontwerp).

Tot het verleen van inzage der handelsstukken moeten aan de belanghebbenden waarborgen van geheimhouding verstrekt worden. Elke bediende kan de inzage daarvan niet eischen. Daarom draagt de Commissie de uitvoering van dien maatregel op aan ambtenaren, die bijzondere waarborgen van ervaring, rijpheid en onafhankelijkheid leveren.

ART. 65.

De Commissie is het met de Regeering eens om eene bijzondere belasting te leggen op de overdracht van sommige koopwaren, die, uit hunnen aard, een zeker karakter van weelde dragen.

De Fransche wet past de weeldebelasting op twee soorten van voorwerpen toe : de eerste omvat de voorwerpen, die uit hun aard weeldevoorwerpen zijn, welke

de prijs daarvan ook zij; de tweede bedoelt andere voorwerpen, doch slechts vanaf een zekeren aankoopprijs.

Dit onderscheid, theoretisch gegrond, gaf eigenlijk aanleiding tot zeer groote bezwaren, wat de toepassing betreft.

De Regeering wil de kosten van toepassing der belasting en het optreden van het beheer tegenover den belastingplichtige zooveel mogelijk beperken; daarom is zij van meening dat die bijzondere belasting dient te worden gelegd alleen op sommige voorwerpen, die slechts tot de eerste soort behooren.

De verkoop dier koopwaren tusschen handelaars zal aan de belasting van 1 t. h. onderworpen blijven, doch hunne overdracht door verkoop in 't klein zal van de belasting niet meer vrijgesteld zijn.

Vergeefs wil men echter de verkoopen tusschen particulieren belasten: deze dragen een privaat karakter, waardoor het bijna onmogelijk is ze vast te stellen, tenzij door kwellende maatregelen, die ondraaglijk zouden voorkomen.

TITEL III

Belasting op het mobiliair.

Titel III van het wetsontwerp voert de belasting op het mobiliair opnieuw in: De wet van 29 October 1919, die het beginsel van de belasting op den rijkdom, blijkende uit zichtbare en uitwendige kenteekenen, had vervangen door het beginsel van de belasting op het inkomen, had de belasting op het mobiliair afgeschaft. Het gold hier — zooals wordt gezegd in de Memorie van Toelichting — niet eene « blijkbare leemte », maar eene opzettelijke afschaffing, noodig om een werk van fiscale en harmonische herziening tot stand te brengen.

Tenzij men streven wil naar de belasting op het kapitaal, moeten de belastingen vastgesteld worden in verhouding tot de levende krachten van den belastingplichtige, tot zijne inkomsten. Door de nieuwe regeling werden al de inkomsten belast.

Ongetwijfeld kan men zeggen dat stoffeërend huisraad, verzamelingen, enz., inkomsten opbrengen, dat, indien deze inkomsten niet bestaan in eene geldsom, de eigenaar daaruit werkelijk nut en genot trekt, welk nut en genot een gelijke waarde hebben als de waarde, die hij daaruit trekken zou door ze in huur te geven. Het is niettemin waar, dat met het oog op de deeling dier voordeelen met den fiscus, de afhoudingen welke hij eischt en welke in specie moeten geleverd worden, het mobiliair een kapitaal is, hetwelk niets opbrengt.

De fiscale aanslag van het mobiliair brengt een last mee, dien men kwijten moet door middel van reeds belaste inkomsten, en ten onrechte zegt men dat zij, die een aanzienlijk mobiliair bezitten, uit dien hoofde zouden beschikken over bijzondere inkomsten om de belasting te voldoen. Hun rijkdom is grooter dan deze van hen, die geen mobiliair bezitten.

Hier nog moet men zich dus beroepen op de noodwendigheid, gevolg van den bedenkelijken toestand onzer financiën, om het beginsel van de belasting op het mobiliair te wettingen. Het wordt gewettigd doordien men er geen andere vindt,

en omdat die rechtstreeksche belasting de onrechtstreeksche belasting wegens overdracht moet aanvullen in een stelsel, waar op allen beroep gedaan wordt.

Deze beschouwingen brengen de verklaring mee van de besprekingen die plaats hadden betreffende het beginsel, de toepassing en het bedrag der belasting.

Ter wille van de belaste zaak, eene op zich zelf doode en niets opbrengende zaak, moet het bedrag der belasting gering zijn; zoo niet, komt men min of meer spoedig tot de verbeurdverklaring.

Indien de eigenaar, in plaats van zijn kapitaal te besteden aan « mobilair », het belegd had in Staatsfondsen of in gelijkwaardige fondsen, tegen den interest van 5 t. h., dan zou hij eene cedulaire belasting van twee per duizend van het kapitaal betalen. Had hij eene belegging gedaan in nijverheidswaarden, met een gelijken interest, dan zou de cedulaire belasting vijf per duizend van het kapitaal bereiken. Dit laatste bedrag van heffing wordt voorgesteld voor de waarde van het mobilair.

Het dient echter te worden gezegd dat de wet van 1919 de gemeenten en de provinciën niet machtigt om opcentiemen op de cedulaire belasting op de inkomsten der aandelen en obligatiën te heffen. Thans zal door de wet toegelaten worden, opcentiemen te heffen tot een bedrag van te zamen 50 t. h., en ongetwijfeld zal de bedenkelijke toestand der gemeenten — waaraan de Staat elken dag nieuwe lasten oplegt — haar dwingen, van die vrijheid gebruik te maken.

Onder die omstandigheden zal de eigenaar van een mobilair eene belasting moeten betalen, gelijk aan deze opgelegd aan hem, die de inkomsten van de belegging zijner kapitalen tegen 7 1/2 t. h. in handel of nijverheid ontvangt, en zeven en een half maal hooger dan deze opgelegd aan hem, die ze belegt in buitenlandsche renten of zaken.

Het wetsontwerp bekommerde zich om het gevaar, dat deze belasting zou kunnen ten gevolge hebben, indien zij werd toegepast op de verzamelingen, de kunststukken, de voorwerpen geleverd door de nijverheidstakken voor weelde-artikelen, waarvan de bewaring en de uitbreiding onafscheidbaar verbonden zijn met de belangen zoowel van onzen handel als van een aanzienlijk getal arbeiders.

Ook heeft het zich vereenigd met het stelsel eener eens voor al vastgestelde belasting, waardoor, volgens het ontwerp, de belastbare waarde van het mobilair kan beperkt worden tot een veelvoud der huurwaarde.

ART. 67.

In artikel 67 is opgesomd al wat de wet onder den naam van « mobilair » wil onderwerpen aan de belasting. Het zijn in 't algemeen al de roerende goederen, doch niet de titels, de waarden, de klinkende munt, de schuldvorderingen, de koopwaren. Bijna al deze goederen dragen reeds in de belastingen bij.

ART. 68.

Het in huur gegeven stoffeërend huisraad is reeds belast met 10 t. h. van de opbrengst zijner verhuring. Men mag het niet tweemaal belasten.

Evenzoo moest men van de belasting vrijstellen het gedeelte van het mobilair, dat dient tot het verrichten van een beroepsarbeid, de werktuigen van den geneesheer, de bibliotheek van den advocaat of van den geleerde, de studies van een kunstenaar, enz. Reeds is door de wet op de inkomstenbelasting toegelaten, van de bruto- winsten van het beroep af te trekken de kosten van onderhoud en de afschrijving van het mobilair noodig tot het uitoefenen van het beroep, alsmede het gedeelte van den huurprijs voor de lokalen waarin het beroep wordt uitgeoefend. Hier geldt dezelfde regel; indien men den regel der eens voor al vastgestelde belasting, gegrond op de huurwaarde, toepast, zal het belastbaar maximum overeenstemmen met het cijfer, dat men bekomt door de toepassing van den vermenigvuldiger op den huurprijs van het vast goed, na aftrek van het gedeelte van dit goed betreffende de lokalen, tot het uitoefenen van het beroep voorbehouden.

Eindelijk gelden hier met des te meer reden de beschouwingen, op grond waarvan werd beslist dat de openbare instellingen en de vereenigingen zonder winstbejag, die rechtspersoonlijkheid bezitten, niet in de bedrijfsbelasting moesten aangeslagen worden.

ART. 69.

De Commissie, het voorstel van een harer leden aannemende, was van oordeel, dat het beginsel van de klimmende belasting bij de toepassing van de nieuwe belasting diende in de wet opgenomen te worden.

Het mobilair, hebbende eene waarde van minder dan 50,000 frank — dus, volgens het stelsel der eens voor al vastgestelde belasting, dit van een vast goed met een huur van omtrent 4,000 frank — zou belast worden met 5 t. d.; het overige gedeelte zou belast worden met 5 $\frac{1}{2}$ voor de reeks van 50,001 tot 100,000 frank, met 6 voor de reeks van 100,001 tot 150,000, en zoo voorts.

Tegen dit voorstel wordt door een lid aangevoerd dat de belasting van 5 t. d. reeds een zeer hoog cijfer is, hetwelk wellicht nog hooger zal klimmen ten gevolge van de opcentiemen der provinciën en der gemeenten; dat men bijgevolg — zooals dit wordt gedaan in het voorstel — slechts een zeer geringe klimming zou mogen aannemen en dat in dit geval het stelsel de heffing merkelyk zou kunnen inwikkelen zonder groot voordeel voor den fiscus.

ART. 70 tot 72.

De artikelen 70 en volgende regelen de vaststelling der belasting. Krachtens de bepaling van artikel 70, lid 1, kan men de rollen bestendig maken; zóó zullen de taak van het beheer en de vormvereischten, waaraan de belastingplichtige moet voldoen, vereenvoudigd worden.

Tot meerdere vereenvoudiging voorziet de gewijzigde tekst dat de aangifte namens de onverdeelde eigenaars niet noodzakelijkerwijs door al deze eigenaars moet onderteekend worden. Een of meer onder hen kunnen namens de overigen handelen; indien dezen het niet eens zijn geworden om te zamen te handelen.

ART. 73.

De Commissie was van oordeel, dat het voorgesteld cijfer van 3,000 frank diende te worden verhoogd tot 4,000 frank.

Door deze verleende ontheffingen wordt bedoeld eene aftrekking van de aangegeven waarde, niet van de gevestigde belasting. Elk gezinshoofd, zelfs de ongehuwde, kan zijn mobiliair doen ontheffen tot het bedrag eener vaste waarde van 4,000 frank, wat zal overstemmen met een huurprijs van nagenoeg 320 frank in de groote steden. Een gezin, bestaande uit vader, moeder en twee kinderen, zal eene ontheffing genieten van 4,000 plus 3 + 1,000, dus 7,000 frank, overeenstemmende met eene huishuur van omtrent 560 frank. Het gedeelte van het mobiliair, overeenstemmende met de ontheffing, wordt geacht niet te bestaan.

Ongetwijfeld werd er op gewezen dat die ontheffing geen zeer groot voordeel verschafte aan de groote gezinnen, en men heeft vastgesteld dat zij slechts met een gedeelte van het mobiliair eener waarde van 1,000 frank overeenstemt. Het dient echter te worden gezegd dat, in de meeste gevallen, de belasting zelf niet zeer hoog zijn zal.

Doch, de woorden : *ten laste van het gezinshoofd* zouden moeten vervangen worden door die : *te zamen wonende* of door eene andere dergelijke uitdrukking « bedoelende hetzelfde gezin ». Het is eene belasting gelegd op het mobiliair, waarvan gebruik wordt gemaakt door het gezin wonende in een en hetzelfde huis, en de vraag, of een der kinderen nog ten laste van het gezinshoofd is, schijnt geen belang op te leveren. Overigens, zoo dit lid niet meer ten laste van het gezin is en daarvan blijft deel uitmaken, dan is het waarschijnlijk dat dank zij den welstand, door hem bijgebracht, er een grooter of schooner mobiliair zal aangekocht of behouden worden; ten gevolge van zijne aanwezigheid was men verplicht een ruimere woning te betrekken, Indien hij alleen woonde, dan zou hij, zelfs als ongehuwde, eene ontheffing kunnen genieten tot een bedrag van 4,000 frank.

ART. 74

Elk eens voor al bepaald bedrag sluit een vergelijk in zich, en elk vergelijk veronderstelt altijd tegenstrijdige meeningen, die, ook hier, hunne tegenstrijdige bewijsredenen deden gelden.

De bestrijders van het eens voor al bepaald bedrag voerden aan, dat het mobiliair, indien het aanzienlijk is, zal ontsnappen aan de belasting die op het mobiliair van geringen omvang drukken zal.

Is het waar dat men voor het gering mobiliair zal kunnen overgaan tot aangifte, wanneer het lager is dan de eens voor al bepaalde waarde, dan zal het de volle belasting altijd betalen.

Het eens voor al bepaald bedrag, gegrond op de huurwaarde, stemt niet noodzakelijkerwijs overeen met eene juiste verhouding tusschen den huurprijs en het mobiliair. Een mobiliair, waarvan de waarde is beperkt door de formule van het eens voor al bepaald bedrag, zal, wanneer het in een bescheiden vast goed op

het platte land wordt overgebracht, van belastbare waarde verminderen en omgekeerd.

Doch, zoo men het eens voor al bepaald bedrag afwijst, dan belast men de verzamelingen; het is immers onmogelijk een veranderlijk tarief tusschen deze en het eigenlijke mobilair vast te stellen.

De vermeldingen voortkomende in de verzekeringspolissen kunnen geen gegevens van volstrekten aard verschaffen. De Fransche wet nam aan, dat die verzekeringspolissen de werkelijke waarde van de verzekerde voorwerpen overschreden en nam de schattingen aan tot een deel dat vooreerst tot 60 t. h., daarna tot 50 t. h. en eindelijk tot 33 t. h. verlaagd werd.

Het is integendeel zeker dat de mobilairverzekeringen in België lager zijn dan de werkelijke waarde van het mobilair.

Per slot van rekening schijnt het voorgedragen stelsel het eenige practische te zijn en te moeten aangenomen worden, zoo men de geschillen en de schattingen, die de werking der wet voor een onbepaalden tijd kunnen verdagen, wil vermijden.

De meerderheid van de Commissie stelt u voor, in overleg met de Regeering, die eens voor al bepaalde som vast te stellen op twaalfmaal de huurwaarde, hetgeen schijnt beter te beantwoorden aan de verhouding tusschen de twee gegevens: huurprijs en mobilair.

De statistiekkenners zijn het eens om te erkennen dat het mobilair zou gelijkstaan te Parijs met 11 $\frac{3}{4}$ van den huurprijs en in de provincie met 12 t. h.

Doch, om te verhelpen wat in sommige gevallen al te ergerend kan voorkomen bij het volstrekt eens voor al bepaald bedrag, werd er gewezen op de aanneming van eene bepaling zooals die van artikel 27, § 2, slotalinea der wet van 29 October 1919. Het inkomen opgeleverd door het landbouwbedrijf wordt, voor den grondslag der belasting, geacht gelijk te zijn aan het dubbele van het kadastraal inkomen bepaald bij artikel 5. « De belastingplichtige en het beheer kunnen niettemin het werkelijk inkomen door alle rechtsmiddelen bewijzen. »

Zoo zou de fiscus niet geheel ontwapend moeten zijn wanneer uit blijkbare feiten voortvloeit dat het eens voor al bepaald bedrag volstrekt niet in verhouding is tot de werkelijke waarde; dit zou het geval zijn wanneer een mobilair wordt overgebracht in een vast goed met een mindere huurwaarde, wanneer uit een authentieke akte houdende inventaris en deeling eener nalatenschap, den aankoop van een aanzienlijk mobilair vaststellende, zonneklaar blijkt dat een mobilair een aanzienlijke waarde heeft.

Het eens voor al bepaald bedrag zou aangenomen geweest zijn om de talrijke schattingen te vermijden, doch men zou het kunnen bestrijden door het overleggen van afdoende stukken of bescheiden.

Deze beschouwingen werden niet aangenomen om de volgende redenen; men aarzelt een eens voor al bepaald bedrag aan te nemen, daar het altijd aanleiding geeft tot betwisting; het opsporen van stukken en bescheiden zou den tijd van het Beheer in beslag nemen; de bepaling zou het aangaan van verzekeringsovereenkomsten beïnvloeden; de inlichtingen, ontleend aan de geregistreerde bescheiden, hebben slechts een betrekkelijke waarde. Het eens voor al bepaald bedrag zal dus, buiten zeer weinige uitzonderingen, de regel worden.

ART. 75.

Artikel 10 der Grondwet bepaalt dat « tot huiszoeking niet mag overgegaan » worden tenzij in de gevallen voorzien bij de wet en *op de door haar voor- » geschreven wijze.* » Daaruit volgt dat de contrôleverrichtingen voorzien bij artikel 75 slechts op de werkdagen, vanaf 8 uur 's morgens tot zonsondergang, mogen geschieden, mits de controleur houder is van zijne benoeming en van het schriftelijk bevel van den algemeenen bestuurder.

ART. 78.

Er dient geen boete te worden opgelegd ingeval er geen onderzoek geschiedt, vermits de eens voor al de bepaalde maximumbelasting in dit geval toegepast wordt.

ART. 82.

De belastingplichtige moet kennis geven van zijne verzekeringspolis. Artikel 81 stelt eene contrôle in voor de bepaalde gevallen, waar de fiscus terecht bedrog vermoedt. Men dient te vermijden dat men op het gebrek aan klaarheid van den tekst steune om het aanzienlijk werk van algemeene opgaven aan de verzekeringsmaatschappijen op te leggen. Misbruiken werden reeds in dien zin gepleegd.

ART. 83.

Voor den belastingplichtige behoeft men hetzelfde recht te voorzien als dit, dat het Beheer zich voorbehoudt, namelijk het recht van herziening in geval van vermindering van het mobiliair dat hij bezit. De steller van het ontwerp kon gewis niet het inzicht hebben, den belastingplichtige tot betaling der belasting te verplichten gedurende vijf jaar, zelfs bij geheelen of gedeeltelijken verkoop van het mobiliair, indien het een vrijwilligen verkoop geldt, den Bestuurder der belastingen vrijelijk te laten beslissen over de ontlasting en deze slechts als een soort van gunst te verleen.

Artikel 8 van het ontwerp voert een nieuwe rechtspleging in om de geschillen betreffende de waarde van het mobiliair op te lossen. Zij wordt voorgelegd als niet verplichtend : « de belastingschuldige en de controleur kunnen in onderling overleg een deskundige aanwijzen, die in hoogsten aanleg uitspraak doet. Deze schatting zou echter partijen verbinden *tot dat er wordt overgegaan tot een nieuwe schatting.* Het valt zeer te betwijfelen dat partijen, onder die omstandigheden, het eens worden om die wijze van handelen aan te nemen. Bijgevolg, zoo de schatting niet verplichtend gesteld is, zou men opnieuw de gewone rechtspleging aannemen. Anderzijds komt het zeer gevaarlijk voor, een nieuwe regeling op dit gebied in te voeren en aan den belastingplichtige den waarborg te ontnemen van de geregelde rechtsmachten, welke de wet niet zonder reden tot stand gebracht heeft.

Indien die rechtspleging slecht of ontoereikend is, zou men ze in een algemeen werk moeten herzien.

TITEL IV

Belasting op het spel, de weddenschappen, enz.

Titel IV heeft ten doel, eene « belasting op het spel, de weddenschappen, enz. » in te voeren.

Door de Memorie van Toelichting wordt er aan herinnerd dat van al de heffingen ten bate van den Staat, er geene beter gewettigd is dan die op de uitgaven en de winsten « die niet aan eenige sociale behoefte, aan eenige economische noodwendigheid beantwoorden ».

Doch, zoo men dit beginsel niet betwist, dan toch zijn de bezwaren van toepassing zeer talrijk, en een amendement, voorgesteld bij de behandeling der wet op de openbare vertooningen en vermakelijkheden, werd verworpen bij ontstentenis van een algemeene studie over de zaak.

Gaat men de ingediende teksten na, dan schijnt het niet, dat deze studie op zeer grondige wijze voortgezet werd.

Welke zijn de zaken, die aan de belasting zullen onderworpen zijn? Hierop antwoordt de tekst : « De sommen betrokken in weddenschappen; doch ook die betrokken in andere « verrichtingen van dien aard ».

Om zich een denkbeeld te vormen van het gevaar, dat de onduidelijkheid van zoodanigen tekst oplevert, volstaat het vast te stellen dat de steller daarvan van oordeel was dat hij de beursverrichtingen zou kunnen omvatten en dat hij bijgevolg het noodig acht ze vrij te stellen...

Is het nu waar dat personen zich aan spel of weddenschappen overleveren bij wijze van beursverrichtingen, dan nochtans is de beursverrichting heel wat anders dan het beurspel.

De beteekenis der wet dient dus nauwkeurig bepaald te worden.

Anderzijds moet men openkaart spelen : Wil men de sommen belasten, die bij spel en weddenschappen, welke ook, al of niet toegelaten, worden ingezet? Wil men de heffing slechts toepassen op het toegelaten spel?

De Memorie van Toelichting lost de vraag niet op. Ongetwijfeld heeft de fiscus sommen geheven wegens verrichtingen, die later bleken wanbedrijven te zijn, doch niet zonder voorbehoud kan de stelling worden aangenomen, dat « de fiscus aan zijne zending niet zou getrouw blijven indien hij, als rechter optredende, een onderscheid wilde maken tusschen de rechtmatige of onrechtmatige, geldige of ongeldige handelingen ».

Heffingen kunnen niet verboden handelingen ten grondslag hebben.

Zal de belasting alleen geheven worden op het bedrag der ingezette sommen bij spel en weddenschappen; zoo luidt de tekst? Moeten de prijzen, aan de overwinnaars uitgereikt, daarin begrepen worden?

Dit wordt door den tekst niet buitengesloten en door de uitlegging weinig verklaard :

« Luidens § 1 van het artikel, is de belasting van toepassing op het ruw bedrag van den inleg of inzet of meer algemeen van de sommen betrokken bij de

weddenschappen of bij andere verrichtingen van dien aard. Met deze sommen worden gelijkgesteld de rechten of gelden verschuldigd voor de deelneming of de inschrijving, zonder te onderscheiden of zij voor een enkele zitting of een enkele weddenschap gevorderd dan wel onder den vorm van abonnement, inschrijving, bijdrage of anderszins verhaald worden. Dergelijke prestaties worden, inderdaad, dikwijls aangewend tot het uitloven van prijzen, die naar wisselvallige grondslagen verleend worden. »

Laten wij ons er bij bepalen, in herinnering te brengen welke de wetgeving is op dit gebied.

Krachtens artikel 1965 van het Burgerlijk Wetboek staat de wet geene rechtsvordering toe wegens eene schuld uit spel voortgesproten of tot betaling eener weddenschap.

Zij beschouwt ze als ontstaan uit een onrechtmatige oorzaak.

Uitzondering wordt gemaakt voor « elk spel strekkende tot het oefenen in den wapenhandel, de wedlopen te voet of te paard, de wedlopen met ruituigen, het kaartspel en elk ander dergelijk spel, dat van behendigheid of lichaams oefening afhangt ».

De strafwet geldt voor het spel, wanneer de kans een overwegende plaats inneemt voor den speler of den wedder : artikel 557, 3°, van het Strafwetboek stelt strafbaar diengene, die op straten, wegen, markten of openbare plaatsen, loterij- of elk ander kansspel opstelt of houdt.

Door de wet van 24 October 1902 is het verboden kansspelen te ondernemen.

Uit het bovenstaande blijkt dat de weddenschappen en spelen, opgesomd in artikel 1966 van het Burgerlijk Wetboek, door de wet zijn erkend, doch dat het ondernemen van om 't even welk kansspel onder de toepassing der strafwet valt, wanneer het in 't openbaar geschiedt.

Bijgevolg zal de wet slechts gelden voor de spelen en weddenschappen bedoeld bij artikel 1966, en voor de kansspelen en weddenschappen, wanneer zij in 't openbaar, doch zonder daarvan voordeel te trekken, worden ingericht.

Het ware inderdaad moeilijk te begrijpen dat men eene belasting zou heffen wegens verrichtingen die de fiscus bij het Parket zou moeten aanklagen, en, anderzijds, hoe zou men er toe komen, de spelen te treffen, die in lokalen van echt privaten aard geschieden en waar de fiscus niet de minste controle zou kunnen uitoefenen?

Naar aanleiding van de handeling van het ontwerp, drukten talrijke leden het verlangen uit, dat men de spelen in onze bad- en kuursteden zou toelaten en belasten. Indien het toegelaten was spelen te ondernemen, dan zou niets de heffing van deze belasting in den weg staan en op die wijze zouden aanzienlijke sommen aan den Staat, zelfs aan de gemeenten ten goede komen. Men wees er op, dat dit stelsel van wettelijke toelating zeer te verkiezen is boven dit der inrichtingen, die in schijn private kringen zijn en waar men toegang heeft zelfs zonder naar eene zijdeur te moeten zoeken, waar alleen de beambte van den fiscus geen lidkaart zou bekomen.

Het kwam echter voor, dat de vraagstukken betreffende het verordnen van de spelen, hetwelk aanleiding geeft tot de herziening der wet van 1902, thans niet dienden te worden opgelost.

Anderzijds, en in een tegenovergestelden, beperkten zin, is aan het Parlement voorgelegd een wetsontwerp, ingediend door Kamerleden en krachtens hetwelk de weddenschappen bij de paardenwedrennen nog slechts zouden mogen aangegaan worden op de renbanen, voorafgaandelijk toegelaten door de Regeering. (Voorstel-Maenhaut en R. de Kerchove d'Exaerde, 27 Juli 1920, Gedruke stukken, n^o 476. — Verslag-Brugmann, 25 Mei 1921, n^o 297.)

Art. 86.

De volgende punten werden door de Commissie onderzocht :

Dient de belasting te worden geheven op het bedrag der prijzen toegekend wegens wedstrijden of spelen bedoeld bij artikel 1966 van het Burgerlijk Wetboek?

Men moet onderscheiden tusschen de tusschenrechten van inschrijving, de prijzen, de inleg- of inzetgelden; de concurrenten, die een inschrijvingsrecht betalen — zelfs wanneer het bedrag daarvan wordt aangewend tot het vormen van een prijs, — de inrichters die de prijzen leveren, laten zich niet door dezelfde redenen geleiden als die, welke hunne kansen wagen door het inzetten van sommen waarvan de toekenning afhangt van hunne behendigheid, van hunne vlugheid, van hunne berekeningen.

Redelijkerwijs kan men er niet aan denken, eene belasting te heffen op de prijzen uitgereikt bij de wedstrijden voor sport, gymnastiek, paardrijden, enz. Zij worden dikwijls verleend door de openbare machten en bestaan soms uit kunststukken.

Dienen integendeel te worden belast al de weddenschappen uit winstbejag, onverschillig of zij worden aangegaan door derden of wel door hen, die aan het spel deelnemen om er iets bij te winnen.

Terecht werd er op gewezen, dat de spelen met weddenschappen overdreven zijn toegenomen : de wet van 28 Februari 1920 moet de spelen treffen als vertooningen; de nieuwe wet zal ze treffen in het tweede deel der uitgaven : de weddenschap.

Aan de Commissie werden aanmerkingen medegedeeld betreffende het mogelijk gevolg der belasting op de prijskampen voor reishuiven. Deze prijskampen moeten bevorderd worden. Reeds werden zij door te veel verbodsbepalingen getroffen in den vorm van fiscale heffingen of soortgelijke heffingen opgelegd door de naburige landen. De prijskampen mogen niet afgeschaft worden. De Commissie meent dat zij niet zullen bedreigd zijn : het wetsontwerp moet de prijzen niet belasten, zelfs wanneer zij door de inleggenden worden gevormd. Zij is echter niet van meening, dat het onontbeerlijk is, om die prijskampen te bevorderen, aan de liefhebbers toe te laten aanzienlijke sommen in te zetten op hunne prijsduiven. Dit bestanddeel van spel heeft niets gemeen met de kosten en lasten van het kweken.

Men moet het belasten zooveel mogelijk, en telkens als de drift van het spel zich openbaar vertoont, onder welk voorwendsel ook aan dien drift gevolg gegeven wordt.

Tegen het bedrag der belasting werden sommige bezwaren ingevoerd. Zij zal geheven worden op het bruto-bedrag der ingezette sommen. Er werd gezegd dat het hooge bedrag der belasting in sommige omstandigheden geschikt zou zijn om het aangaan van weddenschappen te beletten; zoo kan het gaan wanneer het cijfer der kansen bijzonder laag is. Het is mogelijk dat sommige uitkeeringen bij den totalisator, in sommige gevallen, niet eene winst van 10 t. h. overschrijden na de som afgehouden door het wedkantoor.

Deze beschouwing kwam nochtans niet voldoende voor om het bedrag te wijzigen. Zij steunt slechts op mogelijke uitzonderlijke gevallen.

De uitlegging, door de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp verstrekt, zegt ons :

« Geldt het verrichtingen op touw gezet door twee of meer personen waarvan geen in het bijzonder de taak van inrichter aanneemt, dan is de belasting hoofdelijk door de belanghebbenden verschuldigd, deze geacht wordende, ieder in 't bijzonder, de weddenschap of eene andere in § 1 bedoelde verrichting « aan te nemen. »

Men moet nochtans er van afzien de weddenschappen onder particulieren te belasten; het zou immers onmogelijk zijn, de wedders te verplichten, aan den fiscus voor de heffing verrichtingen bekend te maken, waaronder er voorkomen, waarvoor de wet geen straf voorziet.

De Memorie van Toelichting is er toe gebracht te verklaren dat « de belasting » niet zal gevorderd worden uit hoofde van de onbeduidende kansspelen waarbij » slechts zeer geringe sommen ingezet zijn, zoo, bij voorbeeld, in de koffie- » huizen, herbergen en andere dergelijke inrichtingen, het eenvoudig spelen » met de kaarten, het biljarden, enz., waarbij de inleg den normalen prijs der » in de gemeente het meest verbruikte consumptiën niet overtreft ».

Het volstaat deze uitlegging over te nemen om te bewijzen hoe willekeurig en kwellend de heffing in zoodanig geval zou kunnen zijn.

Er zouden betwistingen zonder einde oprijzen omtrent de vraag, of het biljardspel een kansspel is... Men zou moeten overgaan tot opsporingen aan de tafels der koffiehuisen om het bedrag van den inzet vast te stellen en te bepalen in welke mate de consumptiën daarin meetellen. En dit stelsel zou schipbreuk lijden, wanneer het spel zou plaats hebben in een privaat lokaal.

Het vereischte van openbaarheid, het optreden van een tusschenpersoon of van een ondernemer, een houder is onontbeerlijk. Dat zijn de beginselen, die de heffing op een oordeelkundigen grondslag moeten doen steunen,

Het aannemen van eene spelverbintenis moet niet beteekenen het aangaan van een weddenschap met een maat, doch het voltrekken van eene spelverrichting als derde, het ondernemen van het spel.

De openbare zedelijkheid zal er zich kunnen over beklagen, dat zij onmachtig is om de plaag van het spel te treffen overal waar zij woedt; de fiscus zal kunnen betreuren dat hij de zonder nut verkwiste kapitalen niet kan belasten, doch het redmiddel zou erger zijn dan de kwaal, indien het hierin bestond eene wet zonder uitwerking tot stand te brengen.

ART. 88 en volgende.

Ongetwijfeld moet de heffing der belasting vervolgd worden door middelen zooals die, welke worden aangewend tot inning der rechten geheven wegens openbare vermakelijkheden, wanneer het geldt tusschenpersonen of gevestigde ondernemers.

De artikelen 3 tot 7 van gezegde wet passen slechts op volstrekt onvolledige wijze op de zaak : zij zouden alleen tegenover de boekmakers en andere behoorlijke agenten van weddenschappen kunnen toegepast worden.

De Commissie moet bovendien wijzen op de uiterste en nuttelooze strengheid der straffen, welke het wetsontwerp wil invoeren.

Is het mogelijk te eischen dat de eigenaar of de ondernemer van een lokaal, waar vertooningen worden gegeven, de vereischte maatregelen van toezicht neme om te beletten dat er een niet aangegeven vermakelijkheid plaats hebbe, dan kan men den gebruiker van een lokaal, waar weddenschappen *toevallig* mochten aangenomen worden, niet aansprakelijk stellen voor de betaling der belasting, voor de geregelde aflevering van tickets, voor het houden der boeken, enz.

Het Beheer meende zelfs te moeten gebruik maken van de gelegenheid, die hem werd geboden door het indienen van het huidig wetsontwerp, om wijzigingen te brengen in de wet van 28 Februari 1920 : In geval van misdrijf, waaraan de gebruiker van een vast goed vreemd is, en zelfs wanneer deze te goeder trouw is, zou de bestuurder der belastingen de sluiting der inrichting kunnen voorschrijven voor een tijdruimte van tien tot dertig dagen, en deze maatregel zou uitvoerbaar zijn, niettegenstaande elk bezwaar of beroep.

Het Beheer zou aldus den ondergang kunnen bewerken van den ondernemer van een koffiehuis, van vertooningen, van spelen, en wel zonder eenige verantwoordelijkheid zijnerzijds. De Procureur des Konings zou zijn uitvoeringsagent worden zonder zelfs de gegrondheid van den maatregel te kunnen nagaan.

Kon dit stelsel aangenomen worden wat betreft een inrichter van vertooningen, die bevonden wordt bedrog te hebben gepleegd of zich aan verzuim schuldig te hebben gemaakt, en wel wegens handelingen waarvan hij volkomen kennis had, dan is het onmogelijk verder te gaan en vreemdelingen van bestuurswege te treffen. Zóó zou men ze niet alleen verplichten handelingen, welke zij niet konden beletten, aan te brengen, doch ook aanstellen als gijzelaars van de heffingen van den fiscus.

Mits deze aanmerkingen en met de door ons vermelde meerderheid stelt uwe Commissie u voor, het wetsontwerp in zijn geheel aan te nemen.

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.

BIJLAGE A.

Wijzigingen, in de belastingwetten gebracht vanaf den wapenstilstand.

I. — De wet van 24 Augustus 1919, in werking getreden op 1 Januari 1920, voert eene BELASTING VOOR AANPLAKKING in bij wijziging en uitbreiding van de bepalingen der artikelen 18 en volgende van de wet van 31 Maart 1891.

II. — De wet van 11 October 1919, in werking getreden den 23^e October 1919, wijzigt de successierechten door :

A. — Ophelling van het recht van overgang, door artikel 1 der wet van 17 December 1851 vastgesteld ten laste van de erfgenamen, begiftigden en legatarissen, die in de rechte linie erven, en ten laste van den overlevenden echtgenoot, alsmede toepassing van de wetsbepalingen betreffende de heffing van het successierecht op de nalatenschappen van ingezetenen des Rijks, in de rechte linie of tusschen echtgenooten vervallen.

B. — Vaststelling van een reeks maatregelen om de heffing der successierechten beter te verzekeren, om bedrog te voorkomen en te beteugelen.

C. — Vaststelling van een nieuw tarief, klimmende per reeksen.

D. — Afschaffing van het wettelijk erfrecht boven den 4^e graad.

III. — De artikelen 34 tot 41 der wet van 11 October 1920 versterken de middelen van contrôle en beteugeling.

Krachtens artikel 37 zijn de *ruilingen van onroerende goederen* voortaan onderworpen aan de registratie- en overschrijvingsrechten, voor de verkooping van onroerende goederen vastgesteld.

IV. — De wet van 16 Augustus 1920, in werking getreden den 30^e Augustus 1920, verhoogt met de helft het bedrag *der successierechten en der rechten van overgang bij overlijden*, bepaald door artikel 19 der wet van 11 October 1919, en het bedrag der rechten van registratie, voor de schenkingen onder de levenden bepaald door artikel 1 der wet van 30 Augustus 1913.

De wet van 24 October 1919 (deze wet is, behoudens tegenovergestelde aanwijzing, in werking getreden den 2^e December 1919) brengt wijzigingen in de wetten op :

I. — DE ZEGELRECHTEN.

A. — *Quitantiën* : vervanging van het vast recht van fr. 0.25 door een evenredig recht bedragende fr. 0.20 t. d. (art. 1 tot 3).

B. — *Credietbewijzen* : bankbriefjes aan order en, in 't algemeen, alle titels

tot eene betaling met gereed geld en op zicht op beschikbare gelden, behalve de checks en de mandaten tot overschrijving (1).

Vaststelling van een evenredig recht bedragende fr. 0.20 t. d. (art. 4) (2).

C. — *Wissels* : algemeene verhooging van het bedrag van het recht, dat voortaan 1 frank t. d. bereikt (art. 8) (3).

D. — *Briefjes aan toonder* : recht bepaald op 1 frank t. d. in plaats van fr. 0.50 t. d., zonder breuk (art. 9) (4).

E. — *Verzekeringsovereenkomsten en daarmee gelijkgestelde overeenkomsten* : verhooging van de rechten (art. 10).

F. — *Belasting op de beursverrichtingen* : verhooging (art. 11) (5).

G. — *Formaatzegels* : verhooging met omtrent 50 t. h. (art. 12 en 13) (6).

H. — *Verlof tot het dragen van jachtwapens en verlof tot jagen met windhonden* : verhoogd van 25 tot 100 frank (art. 14).

II. — DE REGISTRATIERECHTEN.

A. — Recht verschuldigd op de akten van *deeling* : bedrag verhoogd van fr. 0.25 tot fr. 0.50 t. h. (art. 16).

B. — Recht verschuldigd op de akten van *Belgische vennootschappen* : bedrag verhoogd van fr. 0.50 tot 1 t. h. (art. 17).

C. — Recht verschuldigd op de akten van *vreemde vennootschappen* : gebracht op het dubbele (art. 18).

D. — Verhooging van het bedrag van het te heffen recht op *de openbare verkooping* van sommige roerende voorwerpen (art. 19).

E. — Toepassing, op den afstand van handelszaken, van de regelen tot heffing op den overgang van vaste goederen (art. 21 en volgende).

III. — DE HYPOTHEEKRECHTEN.

Het inschrijvingsrecht wordt verhoogd van fr. 1.30 t. d. tot fr. 0.25 t. h. (art. 24).

IV. — DE UITVINDINGSBREVETTEN.

Vestiging van een jaarlijksche en klimmende belasting (art. 25).

(1) De wijzigingen sub litt. A en B zijn van kracht geworden op 15 Augustus 1920.

(2) Wijziging, in werking getreden den 1^o October 1920.

(3) Bepaling, van kracht geworden op 1 September 1920.

(4) Bepaling, van kracht geworden op 2 April 1920.

(5) Bepaling, van kracht geworden op 15 Augustus 1920.

(6) Bepaling, van kracht geworden op 1 Juli 1920.

ANNEXE AU N° 500

TEXTE DU PROJET DE LOI

ET

TEXTE PROPOSÉ PAR LA SECTION CENTRALE

BIJLAGE VAN N° 500

TEKST VAN HET WETSONTWERP

EN

TEKST VOORGESTELD DOOR DE MIDDENAFDEELING

Texte du projet de loi.	Tekst van het wetsontwerp.
TITRE PREMIER.	TITEL ÉÉN.
Droits d'enregistrement, de transcription, d'inscription, de greffe, de succession et de timbre.	Registratie-, overschrijvings-, inschrijvings-, griffie-, successie- en zegelrechten.
SECTION PREMIÈRE.	EERSTE SECTIE.
ARTICLE PREMIER.	EERSTE ARTIKEL.
Les parties qui dressent un acte sous seings privés portant transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens immeubles situés en Belgique ou cession de fonds de commerce ou de clientèle doivent en établir un double sur timbre de dimension, revêtu des mêmes signatures que l'acte lui-même.	De partijen die eene onderhandsche akte opmaken, houdende overdracht van eigendom, van vruchtgebruik of van genot van in België gelegen onroerende goederen, of afstand van handels- of cliënteelstanden moeten daarvan een dubbel op formaatzegel stellen, bekleed met dezelfde handteekeningen als de akte zelf.
Ce double est remis au bureau de l'enregistrement lorsque la formalité est requise; il y reste déposé.	Dit dubbel wordt afgegeven ten kantore der registratie wanneer de formaliteit wordt gevorderd; het blijft aldaar in bewaring.
ART. 2.	ART. 2.
L'article qui précède n'est pas applicable :	Het vorig artikel is niet van toepassing :
1° Aux actes qui sont déposés au rang des minutes des notaires ou qui sont annexés à leurs minutes;	1° Op de akten die onder de minuten der notarissen nedergelegd, of die bij hunne minuten gevoegd worden ;
2° Aux actes qui portent une date antérieure à celle de la mise en vigueur de la présente loi.	2° Op de akten die gedagteekend zijn van vóór den datum van de inwerking-treding dezer wet.

Texte proposé par la Section centrale.**TITRE PREMIER.**

Droits d'enregistrement, de transcription, d'inscription, de greffe, de succession et de timbre.

§ 1. — Droits d'enregistrement.

ARTICLE PREMIER.

Les parties qui dressent un acte sous seings privés portant transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens immeubles situés en Belgique, de cession de fonds de commerce ou de clientèle doivent en établir un double sur timbre de dimension, revêtu des mêmes signatures que l'acte lui-même à moins que cet acte soit déposé au rang des minutes des notaires, ou annexé à leurs minutes.

Ce double est remis au bureau de l'enregistrement lorsque la formalité est requise. Il y reste déposé.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.**EERSTE TITEL.**

Registratie-, overschrijvings-, inschrijvings-, griffie-, successie- en zegelrechten.

§ 1. — Registratierechten.

EERSTE ARTIKEL.

De partijen die eene onderhandsche akte opmaken, houdende overdracht van eigendom, van vruchtgebruik of van genot van in België gelegen onroerende goederen, afstand van eene handelszaak of van cliënteel, moeten daarvan een dubbel op formaatzegel stellen, bekleed met dezelfde handteekeningen als de akte zelf, tenzij die akte onder de minuten van de notarissen neergelegd of aan hunne minuten vastgehecht werd.

Dit dubbel wordt afgegeven ten kantore der registratie, wanneer de formaliteit wordt gevorderd; het blijft aldaar in bewaring.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 3.

La partie qui présente ou au nom de laquelle est présenté à la formalité de l'enregistrement un acte rentrant dans les termes du n° 2 de l'article 2 ci-avant, est tenue d'y joindre une copie du dit acte, rédigée sur timbre de dimension et certifiée par elle conforme à l'original. Cette copie reste déposée au bureau.

ART. 3.

De partij door dewelke of ten name derwelke eene akte vallende binnen de bewoording van nummer 2 van het vorig artikel 2 tot de formaliteit der registratie wordt aangeboden, is gehouden daarbij een afschrift te voegen van gemelde akte, gesteld op formaat-zegel en door haar eensluitend met de oorspronkelijke akte verklaard. Dit afschrift blijft ten kantore in bewaring.

ART. 4.

Les actes sous seings privés désignés à l'article 1^{er} doivent être enregistrés au bureau dans le ressort duquel les biens sont situés.

Si les biens sont situés dans le ressort de plusieurs bureaux, les actes peuvent être enregistrés indifféremment dans l'un ou l'autre de ces bureaux.

Il n'est pas dérogé par les deux alinéas qui précèdent à l'article 3 de la loi du 5 juillet 1860.

Les déclarations visées à l'article 4, 2^e alinéa, de la loi du 27 ventôse an IX et à l'article 21, 2^e alinéa, de la loi du 24 octobre 1919 doivent également être faites au bureau de l'enregistrement de la situation des biens.

Si les biens sont situés dans le ressort de plusieurs bureaux, les déclarations peuvent être faites indifféremment dans l'un ou l'autre de ceux-ci.

ART. 4.

De bij artikel 1 aangewezen onderhandsche akten moeten geregistreerd worden ten kantore, in het gebied waarvan de goederen gelegen zijn.

Indien de goederen in het gebied van verschillende kantoren gelegen zijn, dan mogen de akten om 't even in een of ander dier kantoren geregistreerd worden.

Door de twee vorige alinea's wordt niet afgeweken van artikel 3 der wet van 5 Juli 1860.

De aangiften bedoeld bij artikel 4, 2^e lid, der wet van 27 Ventôse jaar IX en bij artikel 21, 2^e lid, der wet van 24 October 1919, moeten insgelijks gedaan worden ten kantore der registratie, van de plaats, waar de goederen gelegen zijn.

Zijn de goederen in het gebied van verscheidene kantoren gelegen, dan mogen de aangiften om 't even in een of ander dezer gedaan worden.

Texte proposé par la Section centrale.

ART. 2 ⁽¹⁾.

Toute partie qui présente ou au nom de laquelle est présenté à la formalité de l'enregistrement un acte rentrant dans les termes de l'article précédent, et portant une date antérieure à celle de la mise en vigueur de la présente loi, est tenue d'y joindre une copie, établie sur timbre de dimension, et certifiée par elle conforme à l'original.

Cette copie reste déposée au bureau.

ART. 3.

Même rédaction que l'article 4 du projet.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeling

ART. 2 ⁽¹⁾.

Elke partij, door dewelke of in welker naam eene akte voorzien bij het vorig artikel en met een vroegere dagteekening dan die van het in werking treden dezer wet, tot de formaliteit der registratie wordt aangeboden, is gehouden daarbij een afschrift te voegen, gesteld op formaatzegel en door haar eensluitend met de oorspronkelijke akte verklaard.

Dit afschrift blijft ten kantore in bewaring.

ART. 3.

Zelfde tekst als die van artikel 4 van het ontwerp.

⁽¹⁾ Rédaction modifiée des articles 2, 2^o et 3.

⁽¹⁾ Gewijzigde tekst der artikelen 2, 2^o, en 3.

Texte du projet de loi.

ART. 5.

Le Gouvernement détermine les heures d'ouverture et de fermeture des bureaux chargés de la recette des droits et produits dont la perception est confiée à l'administration de l'enregistrement et des domaines.

ART. 6.

Sont exempts de la formalité de l'enregistrement :

1° Les actes judiciaires et extra-judiciaires désignés dans l'article 17 de la loi du 18 juin 1850, modifié par la loi du 28 décembre 1873 sur le régime des aliénés;

2° Les actes et pièces désignés dans l'article 18 de la loi du 16 mars 1865, relative à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite;

3° Les actes et pièces dont il s'agit dans les articles 91 et 106 de la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes, à l'exclusion des jugements lesquels sont enregistrés gratis ;

4° La minute déposée au greffe, de l'ordonnance du président du tribunal civil, rendue en matière de contrainte par corps, sur la requête du débiteur tendante à son élargissement faute de consignation d'aliments;

5° Les exploits dont il s'agit aux articles 37 et 40 de la loi du 10 mars 1900, sur le contrat de travail;

6° Les actes et écrits désignés dans le dernier alinéa de l'article 24 de la loi du 17 décembre 1851, sur le droit de succession;

Tekst van het wetsontwerp

ART. 5.

De Regeering bepaalt de openings- en sluitingsuren van de kantoren belast met de ontvangst der rechten en middelen, waarvan de inning aan het Beheer der registratie en domeinen toevertrouwd is.

ART. 6.

Zijn vrijgesteld van de formaliteit der registratie :

1° De gerechtelijke en buitengerechtelijke akten aangeduid in artikel 17 der wet van 18 Juni 1850, gewijzigd bij de wet van 28 December 1873 op het krankzinnigenwezen;

2° De akten en stukken aangeduid in artikel 18 der wet van 16 Maart 1865, betreffende de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas;

3° De akten en stukken, waarvan sprake in de artikelen 91 en 106 der wet van 15 Mei 1910 houdende inrichting der werkrechtshraden, met uitsluiting van de vonnissen, die kosteloos geregistreerd worden;

4° De ter griffie nedergelegde minuut van het bevelschrift van den Voorzitter der burgerlijke rechtbank, uitgevaardigd in zake lijfswang, op het verzoek van den schuldenaar strekkende tot zijn ontslag bij gebreke van bewaarstelling van levensonderhoud;

5° De exploiten, waarvan sprake in de artikelen 37 en 40 der wet van 10 Maart 1900 op de arbeidersovereenkomst ;

6° De akten en geschriften aangeduid in het laatste lid van artikel 24 der wet van 17 December 1851 op het successierecht;

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 4.

Même rédaction que l'article 5 du projet.

ART. 4.

Zelfde tekst als die van artikel 5 van het ontwerp.

ART. 5.

Même rédaction que l'article 6 du projet.

ART. 5.

Zelfde tekst als die van artikel 6 van het ontwerp.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

7° Les procès-verbaux d'opérations des agents forestiers, désignés dans l'article 22 de la loi du 19 décembre 1854;

8° Tous actes pour opérations au grand-livre de la dette publique, dont il s'agit dans l'article 24 de l'arrêté du 22 décembre 1814;

9° Les actes de dépôt dont il s'agit dans les articles 2 et 4 de la loi du 4 juillet 1887, relative à la conservation et à la reconstitution des archives hypothécaires;

10° Les certificats, actes de notoriété et autres dont il s'agit dans l'article 2, 3°, de la loi du 30 mars 1891, qui a accordé la personnalité civile à l'association fondée en Belgique sous la dénomination de *Croix rouge de Belgique*;

11° Les exploits dont il s'agit dans l'article 9 de la loi du 10 juillet 1883, sur les livrets d'ouvriers;

12° Les actes faits ou dressés et les décisions rendues en vertu et pour l'application des lois et règlements sur la milice et sur la rémunération en matière de milice;

13° Les procès-verbaux de vente publique d'effets mis en gage dans les monts-de-piété;

14° Les actes de procédure dont il s'agit dans l'article 3, troisième alinéa, de la loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles;

15° Tous les actes judiciaires ou extra-judiciaires en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, hormis ceux désignés ci-après qui sont enregistrés gratis, savoir : a) les jugements et arrêts qui déclarent accomplies les formalités préalables à l'expropriation et ceux qui déterminent le montant

7° De processen-verbaal van verrichtingen der houtvesters, aangeduid in artikel 22 der wet van 19 December 1854;

8° Alle akten wegens verrichtingen op het Grootboek der Openbare Schuld, waarvan sprake in artikel 24 van het besluit van 22 December 1814;

9° De akten van bewaargeving, waarvan sprake in de artikelen 2 en 4 der wet van 4 Juli 1887, betreffende de bewaring en de reconstitutie van het hypotheccair archief;

10° De getuigschriften, akten van bekendheid en andere, waarvan sprake in artikel 2, 3°, der wet van 30 Maart 1891, welke rechtspersoonlijkheid verleende aan de in België onder de benaming *Rood Kruis van België* opgerichte vereeniging;

11° De exploten, waarvan sprake in artikel 9 der wet van 10 Juli 1883 op de werkmansbockjes;

12° De akten verleden of opgemaakt en de beslissingen gegeven uit kracht en tot toepassing van de wetten en verordeningen op de militie en op de vergelding in zake militie;

13° De processen-verbaal van openbare verkooping van voorwerpen verpand in de Bergen van Barmhartigheid;

14° De akten van rechtspleging, waarvan sprake in artikel 3, derde lid, der wet van 31 Maart 1898 op de Beroepsvereenigingen;

15° Alle gerechtelijke of buitengerechtelijke akten in zake onteigening ten algemeenen nutte, met uitsluiting dergene hierna vermeld, dewelke kosteloos worden geregistreerd, te weten : a) de vonnissen en arresten, die volbracht verklaren de formaliteiten voorafgaande aan de onteigening, en die welke het

Texte proposé par la Section centrale

Texte voorgesteld door de Middelenafdeling.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

des indemnités; b) les actes, jugements et arrêts relatifs à la rétrocession;

16° Les actes, pièces, certificats, copies et expéditions désignés au premier alinéa de l'article 10 de la loi du 15 juin 1919, qui a institué l'Œuvre nationale des orphelins de la guerre;

17° Les actes, pièces, autorisations, certificats, copies et expéditions désignés dans le premier alinéa de l'article 22 de la loi du 5 septembre 1919, qui a institué l'Œuvre nationale de l'enfance;

18° Les actes, pièces, certificats, copies et expéditions désignés au premier alinéa de l'article 8 de la loi du 11 octobre 1919, concernant l'Œuvre nationale des invalides de la guerre;

19° Les actes visés à l'article 7 de la loi du 9 août 1920, relative à des opérations de prêts à faire aux invalides de la guerre;

20° a) Les citations et exploits désignés à l'article 72 de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, relatif à la réparation des dommages résultant des faits de la guerre; b) les significations, acceptations et mentions visées à l'article 61 de la loi du 10 mai 1919 sur le même objet.

ART. 7.

Les droits d'enregistrement et de transcription dont la désignation suit sont portés aux taux ci-après indiqués, savoir :

§ 1^{er}. — Droits fixes d'enregistrement.

Le droit de fr.	0 60 à fr.	1 »
Id.	2 40 id.	5 »

bedrag der vergoedingen bepalen; b) de akten, vonnissen en arresten betreffende wederafstand;

16° De akten, stukken, getuigschriften, kopijen en afschriften vermeld in het eerste lid van artikel 10 der wet van 15 Juni 1919, houdende instelling van het nationaal werk der oorlogsweezen;

17° De akten, stukken, machtigingen, getuigschriften, kopijen en afschriften aangeduid in het eerste lid van artikel 22 der wet van 5 September 1919, houdende instelling van het nationaal werk voor kindervelzijn;

18° De akten, stukken, getuigschriften, kopijen en afschriften aangeduid in het eerste lid van artikel 8 der wet van 11 October 1919, betreffende het nationaal werk voor oorlogsinvaliden;

19° De akten bedoeld in artikel 7 der wet van 9 Augustus 1920, betreffende verrichtingen van leeningen te doen aan de oorlogsinvaliden;

20° a) De dagvaardingen en exploten aangeduid in artikel 72 van het besluit-wet van 23 October 1918, betreffende het herstel der schade voortvloeiende uit oorlogsdaden; b) de teekeningen, aanvaardingen en vermeldingen bedoeld onder artikel 61 der wet van 10 Mei 1919 nopens hetzelfde voorwerp.

ART. 7.

De registratie- en overschrijvingsrechten waarvan de aanwijzing volgt, worden op de hiernavermelde bedragen gebracht, te weten :

§ 1. — Vaste registratierechten.

Het recht van fr.	0 60 op fr.	1 »
Id.	2 40 id.	5 »

Texte proposé par la Section centrale

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 6.

Même rédaction que l'article 7 du projet.

ART. 6.

Zelfde tekst als die van artikel 7 van het ontwerp.

Texte du projet de loi.

Le droit de fr.	2 50 id.	5 »
Id.	4 20 id.	10 »
Id.	4 70 id.	10 »
Id.	5 » id.	10 »
Id.	7 » id.	15 »
Id.	12 » id.	25 »
Id.	23 » id.	50 »
Id.	35 » id.	70 »
Id.	58 » id.	100 »
Id.	145 » id.	300 »
Id.	250 » id.	500 »
Id.	290 » id.	1,000 »
Id.	500 » id.	1,000 »

§ 2. — Droits gradués d'enregistrement.

Le droit de fr.	0 50 à fr.	1 »
Id.	1 » id.	2 »
Id.	2 » id.	4 »
Id.	3 » id.	6 »

§ 3. — Droits proportionnels d'enregistrement.

Le droit de fr.	0 10 à fr.	0 15
Id.	0 30 id.	0 40
Id.	0 35 id.	0 50
Id.	0 65 id.	0 80
Id.	1 » id.	1 25
Id.	1 40 id.	1 80
Id.	2 70 id.	3 50
Id.	5 50 id.	6 50
Id.	6 50 id.	8 50

§ 4. — Droits proportionnels de transcription.

Le droit de fr.	0 65 à fr.	0 80
Id.	1 25 id.	1 50

ART. 8.

Sans préjudice à l'augmentation de tarif décrétée par l'article 2 de la loi du 16 août 1920, le droit d'enregistre-

Tekst van het wetsontwerp.

Het recht van fr.	2 50 id.	5 »
Id.	4 20 id.	10 »
Id.	4 70 id.	10 »
Id.	5 » id.	10 »
Id.	7 » id.	15 »
Id.	12 » id.	25 »
Id.	23 » id.	50 »
Id.	35 » id.	70 »
Id.	58 » id.	100 »
Id.	145 » id.	300 »
Id.	250 » id.	500 »
Id.	290 » id.	1,000 »
Id.	500 » id.	1,000 »

§ 2. — Trapsgewijze klimmende registratierechten.

Het recht van fr.	0 50 op fr.	1 »
Id.	1 » id.	2 »
Id.	2 » id.	4 »
Id.	3 » id.	6 »

§ 3. — Evenredige registratierechten.

Het recht van fr.	0 10 op fr.	0 15
Id.	0 30 id.	0 40
Id.	0 35 id.	0 50
Id.	0 65 id.	0 80
Id.	1 » id.	1 25
Id.	1 40 id.	1 80
Id.	2 70 id.	3 50
Id.	5 50 id.	6 50
Id.	6 50 id.	8 50

§ 4. — Evenredige overschrijvingsrechten.

Het recht van fr.	0 65 op fr.	0 80
Id.	1 25 id.	1 50

ART. 8.

Onaangezien de tariefsverhooging uitgevaardigd bij artikel 2 der wet van 16 Augustus 1920, wordt het registra-

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 7.

Même rédaction que l'article 8 du projet.

ART. 7.

Zelfde tekst als die van artikel 8 van het ontwerp.

Texte du projet de loi.

ment des donations entre vifs fixé par l'article premier de la loi du 30 août 1913 à fr. 1.40 % et à fr. 6 % est porté respectivement à fr. 2 % et à fr. 7.50 %.

ART. 9.

Les droits minima d'enregistrement, de transcription et d'inscription fixés actuellement à fr. 0,60, sont portés à 1 franc.

ART. 10.

Les taux des divers droits de greffe sont portés au double, sauf le droit de 1 centime par nom, perçu sur le double des tables décennales des registres de l'état civil, destiné aux communes, qui est porté à 4 centimes par nom.

ART. 11.

Sont maintenus aux taux actuels :

1° Le droit d'enregistrement de fr. 0,30 %, établi sur certaines quittances de sommes et valeurs ;

2° Le droit d'enregistrement de fr. 1 % établi par l'article 17 de la loi du 24 octobre 1919 ;

3° Les droits de greffe établis par les articles 63 et suivants de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1920, portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive.

Tekst van het wetsontwerp.

tierecht der schenkingen onder de levenden vastgesteld bij artikel 1 der wet van 30 Augustus 1913 op fr. 1.40 t. h. en op fr. 6 t. h., onderscheidenlijk gebracht op fr. 2 t. h. en op fr. 7.50 t. h.

ART. 9.

De thans op fr. 0.60 gestelde minima-rechten van registratie, van overschrijving en van inschrijving worden op 1 frank gebracht.

ART. 10.

De bedragen der verschillende griffierechten worden op het dubbel gebracht, behoudens het recht van 1 centiem per naam, geheven van het dubbel der tienjaarlijksche tabellen der registers van den burgerlijken stand, tot de gemeenten bestemd, hetwelk op 4 centiem per naam wordt gebracht.

ART. 11.

Blijven op de huidige bedragen gehandhaafd :

1° Het registratierecht van fr. 0.30 t. h. gevestigd op sommige kwijtschrijven van sommen en waarden ;

2° Het registratierecht van fr. 1 t. h. gevestigd bij artikel 17 der wet van 24 October 1919 ;

3° De griffierechten gevestigd bij de artikelen 63 en volgende van het Koninklijk besluit van 1 September 1920, houdende algemeene verordening nopens de gerechtskosten in strafrechtzaken.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Widdensafdeeling.

ART. 8.

Même rédaction que l'article 9 du projet.

ART. 8.

Zelfde tekst als die van artikel 9 van het ontwerp.

ART. 9.

Les taux des divers droits de greffe sont portés au double.

ART. 9.

De bedragen van de verscheidene griffierechten worden op het dubbele gebracht.

ART. 10.

Même rédaction que l'article 11 du projet.

ART. 10.

Zelfde tekst als die van artikel 11 van het ontwerp.

Texte du projet de loi

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 12.

Les quotités fixées à la moitié de certains droits par les lois existantes sont liquidées à la moitié des droits nouveaux.

ART. 13.

Les amendes égales ou proportionnées aux droits sont liquidées suivant les taux des droits nouveaux.

ART. 14.

Les droits proportionnels d'enregistrement établis par la loi du 9 septembre 1908 portant réduction des droits d'enregistrement et exemption des droits d'hypothèque en faveur de la navigation maritime et fluviale sont portés; savoir :

1° Ceux établis par les articles 1^{er} et 2, à 1 franc par 100 francs;

2° Ceux établis par les articles 3, 4 et 6, à 50 centimes par 100 francs.

ART. 15.

Estréduit à 30 centimes par 100 francs, le droit proportionnel d'enregistrement établi par l'article 69, § II, n° 11, de la loi du 22 frimaire an VII, sur les libérations de sommes et valeurs.

ART. 16.

Il est établi, en remplacement du droit fixe d'enregistrement exigible d'après la législation existante, un droit

ART. 12.

De percenten welke, bij de bestaande wetten, op de helft van sommige rechten gesteld zijn, worden tegen de helft der nieuwe rechten vereffend.

ART. 13.

De boeten welke gelijk of geëvenredigd zijn aan de rechten worden vereffend naar de bedragen der nieuwe rechten.

ART. 14.

De evenredige registratierechten, gevestigd bij de wet van 9 September 1908 houdende vermindering der registratierechten en vrijstelling der hypotheekrechten ten voordeele der zee- en binnenvaart, worden gebracht, te weten :

1° Die gevestigd bij de artikelen 1 en 2, op 1 frank per honderd frank;

2° Die gevestigd bij de artikelen 3, 4 en 6, op 50 centiem per honderd frank.

ART. 15.

Wordt verminderd tot 30 centiem per 100 frank het evenredig registratierecht gevestigd bij artikel 69, § II, n° 11, der wet van 22 Frimaire jaar VII. op de bevrijdingen van sommen en waarden.

ART. 16.

Ter vervanging van het vast registratierecht opvorderbaar naar de bestaande wetgeving, wordt een evenredig recht

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 11.

Les quotités fixées à la moitié de certains droits par les lois existantes seront liquidées à la moitié des droits nouveaux.

ART. 11.

De percenten welke, bij de bestaande wetten, op de helft van sommige rechten gesteld zijn, worden tegen de helft der nieuwe rechten vereffend.

ART. 12.

Les amendes égales ou proportionnées aux droits seront liquidées suivant les taux des droits nouveaux.

ART. 12.

De boeten, welke gelijk of geëvenredigd zijn aan de rechten, worden vereffend naar de bedragen der nieuwe rechten.

ART. 13.

Même rédaction que l'article 14 du projet.

ART. 13.

Zelfde tekst als die van artikel 14 van het ontwerp.

ART. 14.

Le droit proportionnel d'enregistrement établi par l'article 69, § II, n° 11, de la loi du 22 frimaire an VII, sur les libérations de sommes et valeurs est réduit à 30 centimes par 100 francs.

ART. 14.

Het evenredig registratierecht, gevestigd bij artikel 69, § II, n° 11, der wet van 22 Frimaire jaar VII, op de bevrijdingen en waarden, wordt verminderd tot 30 centiem per 100 frank.

ART. 15.

Il est établi, en remplacement du droit fixe d'enregistrement antérieurement exigible, un droit proportionnel

ART. 15.

Ter vervanging van het vroeger eischbaar vast registratierecht wordt een evenredig recht van 30 centiem per

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

proportionnel sur les actes portant mainlevée totale ou partielle d'inscription hypothécaire.

gevestigd op de akten houdende geheele of gedeeltelijke opheffing van hypotheek-inschrijving.

ART. 17.

ART. 17.

Le droit est fixé à 30 centimes par cent francs; il est réduit à 15 centimes par cent francs pour les mainlevées d'hypothèque maritime ou fluviale.

Het recht is bepaald op 30 centiem per honderd frank; het wordt verminderd tot 15 centiem per honderd frank voor de opheffingen van hypotheek op de zee- of binnenschepen.

ART. 18.

ART. 18.

Le droit est liquidé sur le montant des sommes auxquelles s'applique la mainlevée. Si ces sommes ne sont pas indiquées dans l'acte, il y est suppléé par une déclaration certifiée et signée au pied de l'acte, conformément à l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII.

Het recht wordt verrekend over het bedrag der sommen, waarvoor de handlichting geldt. Worden die sommen in de akte niet vermeld, zoo wordt daarin voorzien door eene aan den voet der akte gestelde en onderteekende verklaring, overeenkomstig artikel 16 der wet van 22 Frimaire jaar VII.

ART. 19.

ART. 19.

En cas de dissimulation des sommes sur lesquelles est assise la perception du droit établi par l'article 16 ci-avant, il est encouru par la personne qui donne mainlevée une amende égale à deux fois le droit fraudé, sans qu'elle puisse être inférieure à 100 francs.

Bij verheling der sommen waarvan het bij het vorig artikel 16 gevestigde recht moet geheven worden, wordt door den persoon die opheffing geeft eene boete verbeurd gelijk aan tweemaal het gesloken recht, zonder dat zij minder dan 100 frank moge bedragen.

La preuve de la dissimulation peut être faite par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment.

Het bewijs der verheling mag verstrekt worden door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van den eed.

ART. 20.

ART. 20.

Ne tombent pas sous l'application de l'article 16 ci-avant :

Vallen niet onder de toepassing van het bovenstaande artikel 16 :

1° Les actes qui constatent en même

1° De akten die terzelfdertijd he tot

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

de 30 centimes par cent francs sur les actes portant mainlevée totale ou partielle d'inscription hypothécaire.

honderd frank gevestigd op de akten houdende geheele of gedeeltelijke handlichting van hypotheecaire inschrijving.

Ce droit est réduit à 15 centimes par cent francs pour les mainlevées d'hypothèque maritime ou fluviale.

Dit recht wordt verminderd tot 15 centiem per honderd frank voor de handlichtingen van hypotheek op zee- of binnenschepen.

ART. 16.

Même rédaction que l'article 18 du projet.

ART. 16.

Zelfde tekst als die van artikel 18 van het ontwerp.

ART. 17.

ART. 17.

Une amende égale à deux fois le droit fraudé est encourue par la personne ayant donné mainlevée, en cas de dissimulation des sommes sur lesquelles est assise la perception du droit établi par l'article 15. L'amende ne pourra être inférieure à 100 francs.

La preuve de la dissimulation pourra être faite par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment.

Bij verheling der sommen, waarvan het bij artikel 15 gevestigde recht moet geheven worden, wordt de persoon, die handlichting heeft gegeven, gestraft met eene boete gelijk aan tweemaal het ontdoken recht. De boete mag niet minder dan 100 frank bedragen.

Het bewijs der verheling kan geleverd worden door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van den eed.

ART. 18.

Ne tombent pas sous l'application de l'article 15 :

1° Les actes qui constatent en même

ART. 18.

Vallen niet onder de toepassing van bovenstaand artikel 15 :

1° De akten, die tez elfdertijd het te

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

temps l'extinction de la créance garantie par l'hypothèque et qui donnent lieu de ce chef à la perception du droit proportionnel de libération;

2° Les actes portant mainlevée d'inscription hypothécaire en matière de faillite;

3° Les actes ne portant mainlevée de l'inscription que sur une partie des biens grevés, si le créancier réserve expressément dans l'acte ses droits personnels;

4° Les mainlevées insérées dans les ordres judiciaires et celles qui sont données dans les ordres amiables ou consensuels par les créanciers non utilement colloqués.

ART. 21.

L'article 19 de la loi du 11 octobre 1919 est remplacé par les dispositions suivantes :

« ART. 19. — Le droit de succession » et le droit de mutation par décès sont » fixés suivant le tarif porté au tableau » ci-après :

niet gaan vaststellen van de door de hypotheek gewaarborgde schuld en die uit dien hoofde aanleiding geven tot heffing van het evenredig recht voor bevrijding ;

2° De akten houdende opheffing van hypotheekinschrijving in zake failliet ;

3° De akten welke slechts opheffing der inschrijving voor een gedeelte der bezwaarde goederen houden, indien de schuldeischer uitdrukkelijk zijne persoonlijke rechten in de akte voorbehoudt ;

4° De opheffingen voorkomende in de gerechtelijke bevelen, en diegene welke door de niet batig geplaatste schuldeischers gegeven worden in de uit minnelijke schikking of overeenkomst ontstane bevelen.

ART. 21.

Artikel 19 der wet van 11 October 1919 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« ART. 19. — Het successierecht en » het recht van overgang bij overlijden » worden vastgesteld naar het in onderstaande tabel voorkomend tarief :

Texte proposé par la section centrale.

temps l'extinction de la créance garantie par l'hypothèque et qui donnent lieu de ce chef à la perception du droit proportionnel de libération ;

2° Les actes portant mainlevée d'inscription hypothécaire en matière de de faillite ;

3° Les actes ne portant mainlevée de l'inscription que sur une partie des biens grevés, si les créancier réserve expressément dans l'acte ses droits personnels ;

4° Les mainlevées insérées dans les ordres judiciaires et celles qui sont données dans les ordres amiables ou consensuels par les créanciers non utilement colloqués.

§ 2. — Droits de succession.

ART. 19.

Le tableau tarif, figurant à l'article 19 de la loi du 11 octobre 1919 est modifié comme suit :

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

niet gaan der door de hypotheek gewaarborgde schuld vaststellen en die uit dien hoofde aanleiding geven tot heffing van het evenredig recht voor bevrijding ;

2° De akten houdende handlichting van hypothecaire inschrijving in zake failliet ;

3° De akten, die slechts handlichting der inschrijving voor een gedeelte der bezwaarde goederen houden, indien de schuldeischer uitdrukkelijk zijne persoonlijke rechten in de akte voorbehoudt ;

4° De handlichtingen voorkomende in de gerechtelijke rangregelingen, en die welke door de niet batig geplaatste schuldeischers gegeven worden in minnelijke of bij overeenkomst bepaalde rangregelingen.

§ 2. — Successierechten.

ART. 19.

De tarieftabel, voorkomende in artikel 19 der wet van 11 October 1919, wordt gewijzigd als volgt :

INDICATION DES DEGRÉS DE PARENTÉ.	TARIF APPLICABLE A LA FRACTION DE PART NETTE COMPRISE ENTRE :																				
	1 franc et 5,000 francs.	5 004 francs et 10,000 francs.	10,001 francs et 20,000 francs.	20,001 francs et 50,000 francs.	50,001 francs et 100,000 francs.	100,001 francs et 200,000 francs.	200,001 francs et 400,000 francs.	400,001 francs et 1,000,000.	1,000,001 francs et 2,000,000.	2,000,001 francs et 3,000,000.	3,000,001 francs et 4,000,000.	4,000,001 francs et 5,000,000.	5,000,001 francs et 6,000,000.	6,000,001 francs et 7,000,000.	7,000,001 francs et 8,000,000.	8,000,001 francs et 9,000,000.	9,000,001 francs et 10,000,000.	10,000,001 francs et 11,000,000.	11,000,001 francs et 12,000,000.	12,000,001 francs et 13,000,000.	13,000,001 francs et plus.
1° Ligne directe; entre époux ayant des enfants ou descendants communs; entre l'adoptant et l'adopté ou les descendants de celui-ci.	1.40	1.60	1.80	2 »	2.20	2.40	2.60	2.80	3.00	3.20	3.40	3.60	3.80	4 »	4.20	4.40	4.60	4.80	5 »	5.20	5.40
2° Entre époux sans enfants ni descendants communs et entre frères ou sœurs	5 »	6 »	7 »	8 »	9 »	10 »	11 »	12 »	13 »	14 »	15 »	16 »	17 »	18 »	19 »	20 »	21 »	22 »	23 »	24 »	25 »
3° Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces	6 »	7.20	8.40	9.60	10.80	12 »	13.20	14.40	15.60	16.80	18 »	19.20	20.40	21.60	22.80	24 »	25.20	26.40	27.60	28.80	30 »
4° Entre grands oncles ou grand'tantes et petits neveux ou petites nièces.	7 »	8.40	9.80	11.20	12.60	14 »	15.40	16.80	18.20	19.60	21 »	22.40	23.80	25.20	26.60	28 »	29.40	30.80	32.20	33.60	35 »
5° Entre toutes autres personnes	10 »	12 »	14 »	16 »	18 »	20 »	22 »	24 »	26 »	28 »	30 »	32 »	34 »	36 »	38 »	40 »	42 »	44 »	46 »	48 »	50 »

AANDUIDING DER GRADEN VAN VERWANTSCHAP.	TARIEF VAN TOEPASSING OP ELKE BREUK VAN ZUIVER AANDEEL BEGREPEN TUSSCHEN :																				
	4 frank en 5,000 frank.	5,001 frank en 10,000 frank.	10,001 frank en 20,000 frank.	20,001 frank en 30,000 frank.	30,001 frank en 40,000 frank.	40,001 frank en 50,000 frank.	50,001 frank en 60,000 frank.	60,001 frank en 70,000 frank.	70,001 frank en 80,000 frank.	80,001 frank en 90,000 frank.	90,001 frank en 100,000 frank.	100,001 frank en 110,000 frank.	110,001 frank en 120,000 frank.	120,001 frank en 130,000 frank.	130,001 frank en 140,000 frank.	140,001 frank en 150,000 frank.	150,001 frank en 160,000 frank.	160,001 frank en 170,000 frank.	170,001 frank en 180,000 frank.	180,001 frank en 190,000 frank.	190,001 frank en 200,000 frank.
1 ^o Rechte linie; tusschen echtgenooten met gemeene kinderen of afstammelingen; tusschen den aannemende en den aangenomene of dezer afstammelingen	1 40	1 60	1 80	2 »	2 20	2 40	2 60	2 80	3 »	3 20	3 40	3 60	3 80	4 »	4 20	4 40	4 60	4 80	5 »	5 20	5 40
2 ^o Tusschen echtgenooten zonder gemeene kinderen of afstammelingen en tusschen broeders of zusters	5 »	6 »	7 »	8 »	9 »	10 »	11 »	12 »	13 »	14 »	15 »	16 »	17 »	18 »	19 »	20 »	21 »	22 00	23 »	24 »	25 »
3 ^o Tusschen ooms of moeien en neven of nichten	6 »	7 20	8 40	9 60	10 80	12 »	13 20	14 40	15 60	16 80	18 »	19 20	20 40	21 60	22 80	24 »	25 20	26 40	27 60	28 80	30 »
4 ^o Tusschen grootooms of grootmoeien en naneven of nanichten	7 »	8 40	9 80	11 20	12 60	14 »	15 40	16 80	18 20	19 60	21 »	22 40	23 80	25 20	26 60	28 »	29 40	30 80	32 20	33 60	35 »
5 ^o Tusschen alle andere personen	10 »	12 »	14 »	16 »	18 »	20 »	22 »	24 »	26 »	28 »	30 »	32 »	34 »	36 »	38 »	40 »	42 »	44 »	46 »	48 »	50 »

(mxx)

[509 N]

Texte du projet de loi.

» Est assimilé, pour la perception du
 » droit de succession, à ce qui est dévolu
 » à des personnes non parentes du dé-
 » funt tout ce qui est recueilli ou acquis
 » au delà de leur part légale par des
 » frères ou sœurs, par des oncles ou
 » tantes, par des neveux ou nièces, par
 » des grands-oncles ou grand'tantes ainsi
 » que par des petits neveux ou des petites
 » nièces.

» Toutefois, la disposition qui est
 » l'objet de l'alinéa précédent n'est pas
 » applicable dans les cas où elle aurait
 » pour effet de porter préjudice au tré-
 » sor. »

ART. 22.

Pour la liquidation du droit de suc-
 cession et du droit de mutation par décès
 la base imposable est, s'il y a lieu,
 arrondie au multiple de vingt.

ART. 23.

L'article 26 de la loi du 11 octobre
 1919 est remplacé par la disposition
 suivante :

« ART. 26. — Sans préjudice à
 » l'exemption établie par l'article 48 de
 » la loi du 30 août 1913, est affranchi
 » du droit de succession :

» 1° Ce qui est recueilli ou acquis par
 » un héritier en ligne directe ou entre
 » époux ayant des enfants ou descen-
 » dants communs, si la part nette de
 » l'héritier ou de l'époux n'excède pas
 » 1,000 francs ;

Tekst van het wetsontwerp.

» Wordt, voor de heffing van het
 » successierecht, gelijkgesteld met het-
 » geen vervalt aan met den overledene
 » niet verwante personen, al hetgeen
 » wordt geërfd of verkregen boven hun
 » wettelijk aandeel door broeders of
 » zusters, door ooms of moeien, door
 » neven of nichten, door grootooms of
 » grootmoeien, alsmede door naneven
 » of nanichten.

» Echter is de bepaling, welke het
 » voorwerp van het voorgaande lid uit-
 » maakt, niet van toepassing in de
 » gevallen dat zij voor gevolg zou heb-
 » ben aan de Schatkist nadeel te berok-
 » kenen ».

ART. 22.

Voor de verevening van het successie-
 recht en van het recht van overgang bij
 overlijden wordt de belastbare grond-
 slag, desgevallende, tot het veelvoud
 van twintig afgerond.

ART. 23.

Artikel 26 der wet van 11 October
 1919 wordt vervangen door de volgende
 bepaling :

« ART. 26. — Onverminderd de
 » vrijstelling bepaald bij artikel 48 der
 » wet van 30 Augustus 1913, wordt
 » van het successierecht vrijgesteld :

» 1° Hetgeen door eenen erfgenaam
 » in de rechte linie of tusschen echt-
 » genooten met gemeene kinderen of
 » afstammelingen geërfd of verkregen
 » wordt, indien het zuiver aandeel van
 » den erfgenaam of van den echtgenoot
 » niet 1,000 frank overschrijdt ;

Texte proposé par la Section centrale

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeling

Les droits mentionnés au dit tableau seront appliqués sans préjudice à la perception établie par la loi du 16 août 1920.

De in gezegde tabel vermelde rechten worden toegepast onverminderd de heffing bij de wet van 16 Augustus 1920 vastgesteld.

ART. 20.

Même rédaction que l'article 22 du projet.

ART. 20.

Zelfde tekst als die van artikel 22 van het ontwerp.

ART. 21.

L'article 26 de la loi du 11 octobre 1919 est remplacé par la disposition suivante :

« ART. 26. — Sans préjudice à » l'exemption établie par l'article 48 de » la loi du 30 août 1913, est affranchi » du droit de succession :

» 1° Ce qui est recueilli ou acquis par » un héritier en ligne directe ou entre » époux ayant des enfants ou descen- » dants communs, si la part nette de » l'héritier ou de l'époux n'excède pas » 2,000 francs;

ART. 21.

Artikel 26 der wet van 11 October 1919 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« ART. 26. — Onverminderd de » vrijstelling bepaald bij artikel 48 der » wet van 30 Augustus 1913, wordt » van het successierecht vrijgesteld :

» 1° Hetgeen door eenen erfgenaam » in de rechte linie of tusschen echt- » genooten met gemeene kinderen of » afstammelingen geërfd of verkregen » wordt, indien het zuiver aandeel van » den erfgenaam of van den echtgenoot » niet 2,000 frank overschrijdt;

Texte du projet de loi.

» 2° Ce qui est recueilli ou acquis par
» tous autres héritiers, donataires ou
» légataires dans les successions dont le
» montant net ne dépasse pas 1,000
» francs. »

ART. 24.

Est abrogé le littéra C du § VI de
l'article 16 de la loi du 11 octobre 1919.

ART. 25.

La taxe sur les opérations de bourse
fixée à 30 centimes par 1,000 francs,
par l'article 11 de la loi du 24 octobre
1919, est portée à 50 centimes par
1,000 francs.

Est abrogé l'article 34 de la loi du
11 octobre 1919, instituant une Société
nationale des habitations et logements
à bon marché.

ART. 26.

Par modification aux articles 1^{er} et 4
de la loi du 24 octobre 1919, le droit
de timbre pour les titres désignés aux
dits articles, d'un import de 500 francs
et au-dessous, est fixé à 10 centimes.

Est maintenue l'exemption existante
en faveur des quittances ne dépassant
pas 10 francs.

ART. 27.

Le dernier alinéa de l'article 66 du
Code du timbre du 25 mars 1891 est

Tekst van het wetsontwerp.

» 2° Hetgeen door alle andere erf-
» genamen, begiftigden of legatarissen
» wordt geërfd of verkregen in de
» nalatenschappen waarvan het zuiver
» bedrag niet 1,000 frank overschrijdt ».

ART. 24.

Littera C van § VI van artikel 16 der
wet van 11 October 1919 wordt afge-
schafft.

ART. 25.

De belasting op de beursverrichtin-
gen, welke bij artikel 11 der wet van
24 October 1919 op 30 centiem per
1,000 frank gesteld is, wordt op 50 cen-
tiem per 1,000 frank gebracht.

Artikel 34 der wet van 11 October
1919 tot instelling eener Nationale
Maatschappij voor goedkoope woningen
en woonvertrekken wordt afgeschaft.

ART. 26.

Met wijziging in de artikelen 1 en 4
der wet van 24 October 1919 wordt het
zegelrecht voor de in gemelde arti-
kelen aangeduide titels, ten bedrage van
500 frank en minder, op 10 centiem
gesteld.

De vrijstelling bestaande ten gunste
der kwijtschriften, welke 10 frank niet
overschrijden, blijft gehandhaafd.

ART. 27.

Het laatste lid van artikel 66 van het
Zegelwetboek van 25 Maart 1891 wordt

Texte proposé par la Section centrale.

» 2° Ce qui est recueilli ou acquis par
» tous autres héritiers, donataires ou
» légataires dans les successions dont le
» montant net ne dépasse pas 2,000
» francs. »

§ 3. — Droits de timbre.

ART. 22.

Même rédaction que l'article 25 du projet.

ART. 23.

Même rédaction que l'article 26 du projet.

ART. 24.

Même rédaction que l'article 27 du projet.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

» 2° Hetgeen door alle andere erf-
» genamen, begiftigden of legatarissen
» wordt geërfd of verkregen in de
» nalatenschappen, waarvan het zuiver
» bedrag niet 2,000 frank overschrijdt ».

§ 3. — Zegelrechten.

ART. 22.

Zelfde tekst als die van artikel 25 van het ontwerp.

ART. 23.

Zelfde tekst als die van artikel 26 van het ontwerp.

ART. 24.

Zelfde tekst als die van artikel 27 van het ontwerp.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

remplacé par la disposition suivante :

« Il peut aussi être donné plusieurs » quittances sur une même feuille de » papier timbré : 1° pour acompte » d'une seule et même créance ou d'un » seul terme de fermage ou loyer; » 2° pour paiement des différents » termes, échéant au cours d'une même » année, d'un loyer ou d'un fermage » payable par mois ou à des termes » périodiques plus courts. »

ART. 28.

Le droit de timbre proportionnel établi par les articles 1^{er} et 4 de la loi précitée du 24 octobre 1919 ne peut excéder la somme de 5 francs pour chaque acte ou écrit.

ART. 29.

Sont abrogées les exemptions édictées par l'article 62, n° 41, du Code du timbre du 25 mars 1891 et par l'article 31, 2°, de la loi du 30 août 1913.

L'article 62, n° 40, du Code du timbre précité est remplacé par la disposition suivante :

« 40° Les quittances ou récépissés » délivrés aux receveurs de deniers » publics; les quittances de droits de » navigation et du prix de transport par » chemin de fer ou autres services » publics. »

door de volgende bepaling vervangen :

« Verscheidene kwijtschriften mogen » eveneens worden gegeven op een » zelfde blad zegelpapier : 1° wegens » afkorting op ééne en dezelfde schuld- » vordering of op een enkelen pacht- » of huurtermijn; 2° wegens betaling » der verschillende in den loop van een » zelfde jaar vervallende termijnen van » eene per maand of op kortere perio- » dische termijnen te betalen huur of » pacht. »

ART. 28.

Het bij de artikelen 1 en 4 der voormelde wet van 24 October 1919 gevestigde evenredig zegelrecht mag voor iedere akte of schriftuur de som van vijf frank niet overtreffen.

ART. 29.

De vrijstellingen verleend bij artikel 62, n° 41, van het Zegelwetboek van 25 Maart 1891 en bij artikel 31, 2°, der wet van 30 Augustus 1913 worden afgeschaft.

Artikel 62, n° 40, van gemeld Zegelwetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 40° De kwijtschriften of ontvang- » bewijzen verstrekt aan de ontvangers » der openbare gelden; de kwijtschriften » voor scheepvaartrechten en voor den » vervoerprijs per spoor of andere » openbare diensten. »

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeling.

ART. 25.

Même rédaction que l'article 28 du projet.

ART. 25.

Zelfde tekst als die van artikel 28 van het ontwerp.

ART. 26.

Les exemptions édictées par :

ART. 26.

De vrijstellingen verleend door :

a) L'article 62, n° 37 du Code du timbre du 25 mai 1891;

b) Par l'article 31, 2° de la loi du 30 août 1913;

c) Par l'article 16 de la loi du 11 octobre 1919,

sont abrogées.

a) Artikel 62, n° 37, van het Zegelwetboek van 25 Mei 1891;

b) Artikel 31, 2°, der wet van 30 Augustus 1913;

c) Artikel 16 der wet van 11 October 1919,

worden opgeheven.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 30.

Sont soumis au droit de timbre établi par l'article 4 de la loi du 24 octobre 1919, tel qu'il est modifié par le premier alinéa de l'article 26 et par l'article 28 ci-avant, les chèques autres que ceux tirés sur un banquier.

ART. 31.

Sont soumis au droit de timbre fixe de 10 centimes, les chèques tirés sur un banquier ainsi que les bons ou mandats de virement.

ART. 32.

Les chèques sont timbrés à l'extraordinaire ou munis de timbres adhésifs avant toute signature s'ils sont créés en Belgique, ou avant toute signature apposée dans le royaume s'ils viennent de l'étranger ou de la Colonie.

Est réputé inexistant le timbre adhésif qui a été apposé sans l'accomplissement des conditions prescrites par l'arrêté royal qui règle la dimension et le mode d'emploi ou d'annulation du dit timbre.

Sont applicables aux chèques les dispositions de l'article 5 de la loi du 24 octobre 1919.

ART. 33.

Sont exemptés de tout droit de timbre les chèques et virements postaux.

ART. 30.

Worden onderworpen aan het zegelrecht gevestigd bij artikel 4 der wet van 24 October 1919, zooals dit gewijzigd is bij het eerste lid van artikel 26 en bij artikel 28 hierboven, de andere checks dan die welke op eenen bankier getrokken zijn.

ART. 31.

Worden onderworpen aan het vast zegelrecht van 10 centiemen de checks getrokken op eenen bankier alsmede de girobons of -mandaten.

ART. 32.

De checks worden buitengewoon gezegeld of van plakzegels voorzien vóór eenig handteeken indien zij in België uitgegeven worden, of vóór het stellen van eenig handteeken binnen het Rijk, indien zij uit het buitenland of uit de Kolonie komen.

Wordt als niet-bestaande geacht het plakzegel dat aangebracht werd zonder het vervullen der voorwaarden voorgeschreven bij het Koninklijk besluit waarbij het formaat en de wijze van aanwending of van onbruikbaarmaking van gezegd zegel wordt geregeld.

Zijn van toepassing op de checks, de bepalingen van artikel 5 der wet van 24 October 1919.

ART. 33.

Worden van alle zegelrecht vrijgesteld de postchecks en -overschijvingen.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 27.

Les chèques autres que ceux tirés sur un banquier sont soumis au droit de timbre proportionnel établi par l'article 4 de la loi du 24 octobre 1919, aux taux modifiés établis par les articles 23 et 25 de la présente loi.

ART. 28.

Les chèques tirés sur un banquier et les bons ou mandats de virement sont soumis au droit fixe de timbre de 10 centimes.

ART. 29.

Même rédaction que l'article 32 du projet.

ART. 30.

Les chèques et virements postaux sont exemptés de tous droits de timbres.

ART. 27.

De checks, andere dan die op eenen bankier getrokken, zijn onderhevig aan het evenredig zegelrecht gevestigd door artikel 4 der wet van 24 October 1919, naar de gewijzigde bedragen bepaald door de artikelen 23 en 25 dezer wet.

ART. 28.

De checks getrokken op eenen bankier, alsmede de girobons of giromandaten, zijn onderhevig aan het vast zegelrecht van 10 centiem.

ART. 29.

Zelfde tekst als die van artikel 32 van het ontwerp.

ART. 30.

De postchecks en postoverschrijvingen zijn van elk zegelrecht vrijgesteld.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 34.

Sont abrogés les articles 51 et 62, n° 87, du Code du timbre du 23 mars 1891 ainsi que l'article 6 de la loi du 24 octobre 1919.

ART. 35.

L'article 2 de la loi du 24 août 1919 relative à la taxe d'affichage est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. — Les affiches sur papier »
 » ordinaire sont assujetties à une taxe »
 » dont la quotité est fixée ainsi qu'il »
 » suit :

» Pour chaque annonce dont la »
 » dimension ne dépasse pas 20 déci- »
 » mètres carrés, 20 centimes ;

» Au-dessus de 20 décimètres carrés »
 » jusqu'à 25 décimètres carrés, 25 cen- »
 » times ;

» Au delà de cette dimension, 5 cen- »
 » times en plus par 5 décimètres carrés, »
 » sans fraction. »

ART. 36.

Sont soumis à un droit de timbre fixe de 10 centimes :

1° Les récépissés que les banquiers, agents de change, commissionnaires ou courtiers en fonds publics délivrent lors de la remise en leurs mains, pour être vendus, conservés en dépôt, escomptés, encaissés ou recouvrés, d'actions ou d'obligations au porteur, de coupons, de certificats nominatifs, d'effets négociables ou de commerce, de quittances et de polices d'assurance et, plus géné-

ART. 34.

Worden afgeschaft de artikelen 51 en 62, n° 87, van het zegelwetboek van 25 Maart 1891 alsmede artikel 6 der wet van 24 October 1919.

ART. 35.

Artikel 2 der wet van 24 Augustus 1919 betreffende de belasting op de plakbrieven wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 2. — De plakbrieven op ge- »
 » woon papier zijn onderworpen aan »
 » eene belasting, waarvan het bedrag »
 » wordt vastgesteld als volgt :

» Voor iedere aankondiging waarvan »
 » de afmetingen 20 vierkante decimeter »
 » niet overtreffen, 20 centiem ;

» Boven de 20 vierkante decimeter »
 » tot 25 vierkante decimeter, 25 cen- »
 » tiem ;

» Boven die afmeting, 5 centiem »
 » meer per 5 vierkante decimeter, zon- »
 » der breuk ».

ART. 36.

Worden onderworpen aan een vast zegelrecht van 10 centiem :

1° De ontvangstbewijzen welke de bankiers, wisselagenten, commissionnaires of makelaars in openbare fondsen uitreiken bij het afgeven in hunne handen, om verkocht, in bewaring genomen, gedisconteerd, geïncasseerd of ingevorderd te worden, van aandelen of obligatiën aan toonder, van interestbriefjes, van getuigschriften op naam, van verhandelbare of handelseffecten,

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 31.

Les articles 51 et 62, n° 87, du Code du timbre du 25 mars 1891 et l'article 6 de la loi du 24 octobre 1919 sont abrogés.

ART. 32.

Même rédaction que l'article 35 du projet.

ART. 33.

Même rédaction que l'article 36 du projet.

ART. 31.

De artikelen 51 en 62, n° 87, van het Zegelwetboek van 25 Maart 1891 en artikel 6 der wet van 24 October 1919 worden ingetrokken.

ART. 32.

Zelfde tekst als die van artikel 35 van het ontwerp.

ART. 33.

Zelfde tekst als die van artikel 36 van het ontwerp.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ralement, les récépissés de titres de toute nature qu'ils délivrent à leurs clients.

Ces récépissés sont exemptés du droit de timbre lorsque les titres ont été remis soit en vue de leur remplacement par des titres nouveaux qui leur sont substitués, du renouvellement de leur feuille de coupons ou de l'apposition d'une estampille, soit pour pouvoir assister à une assemblée d'actionnaires ou d'obligataires; ils font mention de la particularité;

2° Les décharges qui leur sont données lors du retrait ou de la restitution de titres en nature ou de la remise en espèces des fonds qui en proviennent.

Ces décharges sont exonérées du droit si elles sont inscrites à la suite des récépissés;

3° Les quittances des sommes qui leur sont versées en vue ou ensuite de l'achat de titres, de même que les récépissés qui leur sont remis pour constater la délivrance des titres achetés;

4° Les reçus qu'ils délivrent pour les sommes à porter au crédit d'un compte;

5° Les reçus constatant un retrait de sommes par le titulaire d'un compte ou par un tiers agissant au nom du titulaire, à l'exclusion des reçus délivrés en suite d'arrêtés de compte définitifs.

van verzekeringskijtschriften en -polsissen en, meer algemeen, de ontvangstbewijzen van titels van allen aard, welke zij aan hunne klanten afgeven.

Deze ontvangstbewijzen worden van het zegelrecht vrijgesteld wanneer de titels ingediend werden, hetzij met het oog op hunne vervanging door nieuwe titels welke in hunne plaats gesteld worden, op het vernieuwen van hun blad met interestbriefjes of op het aanbrengen van eenen stempel, hetzij om deel te kunnen nemen aan eene vergadering van aandeel- of obligatiehouders; zij maken melding van de bijzonderheid;

2° De ontlastingen, welke hun gegeven worden bij het terugnemen of het teruggeven van titels in natura of bij het uitkeeren in geldspecie der fondsen die daarvan voortkomen.

Die ontlastingen zijn van het recht vrijgesteld, indien zij achter de ontvangstbewijzen ingeschreven zijn;

3° De kijtschriften der sommen welke hun gestort worden met het oog op of naar aanleiding van den aankoop, van titels, alsmede de ontvangstbewijzen welke hun verstrekt worden ten blijke der afgifte van de gekochte titels;

4° De ontvangstbewijzen, welke zij uitgeven voor de op het credit eener rekening te brengen sommen;

5° De ontvangstbewijzen, waaruit blijkt eene terugneming van sommen door den titularis eener rekening of door een derden persoon handelende namens den titularis, met uitsluiting van de ontvangstbewijzen verstrekt ingevolge eindafsluitingen van rekeningen.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeling.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 37.

En dehors des écrits visés à l'article précédent et des écrits assujettis à la taxe sur les opérations de bourse, sont assimilés à des écritures privées pouvant bénéficier de l'article 30 de la loi du 25 mars 1891 :

1° La correspondance échangée entre les personnes dénommées à l'article 36 et leurs clients et, spécialement, les extraits périodiques des comptes qu'elles ont ouverts ainsi que les écrits qui leur sont adressés par les titulaires de ces comptes au sujet de leur exactitude ;

2° Les bordereaux de sommes, titres et coupons, lorsque leur emploi a pour but de faciliter les opérations d'ordre intérieur et la recherche des erreurs.

ART. 38.

Les dispositions de l'article 32 sont rendues applicables aux récépissés, décharges, quittances et autres écrits soumis au droit de timbre fixe de 10 centimes.

ART. 39.

Peuvent être timbrés sans amende au taux de 10 centimes, pendant trois mois à compter du lendemain de la publication de la présente loi, les récépissés, décharges et autres écrits visés à l'article 36 et dressés avant l'entrée en vigueur de la même loi.

ART. 37.

Buiten de bij voorgaand artikel bedoelde geschriften en de geschriften onderworpen aan de belasting op de beursverrichtingen, worden gelijkgesteld met private geschriften welke de voordeelen van artikel 30 der wet van 25 Maart 1891 kunnen genieten :

1° De briefwisseling tusschen de personen opgenoemd in artikel 36 en hunne klanten, en, inzonderheid, de periodieke uittreksels uit de rekeningen welke zij geopend hebben, alsmede de geschriften welke hun door de titulaires dezer rekeningen betreffende dezer juistheid worden gezonden ;

2° De borderellen van sommen, titels en coupons, wanneer hun gebruik ten doel heeft de verrichtingen van inwendige orde en het opzoeken der mislagen te vergemakkelijken.

ART. 38.

De bepalingen van artikel 32 worden van toepassing gemaakt op de ontvangstbewijzen, ontlastingen, kwijtschriften en andere geschriften onderworpen aan het vast zegelrecht van 10 centiemen.

ART. 39.

Mogen zonder boete, tegen het bedrag van 10 centiemen gestempeld worden, gedurende drie maanden te rekenen van den dag af volgende op dien der bekendmaking van deze wet, de ontvangstbewijzen, ontlastingen en andere geschriften bedoeld bij artikel 36 en opgesteld vóór het in werking treden derzelfde wet.

Texte proposé par la section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 34.

Même rédaction que l'article 37 du projet, sauf à modifier au 1° le chiffre 36 en 33.

ART. 34.

Zelfde tekst als die van artikel 37 van het ontwerp behalve de vervanging, in n° 1°, van het cijfer « 36 » door « 33 ».

ART. 35.

Les dispositions de l'article 29 sont rendues applicables aux récépissés, décharges, quittances et autres écrits soumis au droit de timbre fixe de 10 centimes.

ART. 35.

De bepalingen van artikel 29 zijn mede van toepassing op de ontvangstbewijzen, ontlastingen, kwijtbrieven en andere geschriften onderhevig aan het vast zegelrecht van 10 centiem.

ART. 36.

Les récépissés, décharges et autres écrits visés et dressés avant l'entrée en vigueur de la présente loi pourront être timbrés sans amende au taux de 10 centimes, pendant les douze mois que suivront la mise en vigueur de l'article 33.

ART. 36.

Mogen, zonder boete, tegen het bedrag van 10 centiem gestempeld worden gedurende twaalf maanden na het in werking treden van artikel 33, de ontvangstbewijzen, ontlastingen en andere geschriften opgemaakt vóór het in werking treden dezer wet.

Texte du projet de loi.

Si le droit est acquitté au moyen du timbre adhésif imposé par le Gouvernement pour la période de transition, le détenteur du titre peut valablement annuler le timbre.

ART. 40.

Le Gouvernement déterminera la date à laquelle entreranno en vigueur les dispositions qui sont l'objet des articles 23, premier alinéa, et 33 de la présente loi.

Pour le paiement du droit de timbre sur les quittances et sur les accreditifs, il peut, pendant deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, être fait emploi des figurines imprimées aux taux antérieurs de 5 centimes et de 10 centimes.

En ce qui concerne les timbres adhésifs servant à l'acquittement de la taxe sur les opérations de bourse, les figurines reproduisant des taux abolis doivent être échangées avant le 1^{er} janvier 1922. Jusqu'à cette date, elles peuvent servir, à concurrence de leur prix, au paiement de la taxe calculée d'après la nouvelle base.

La restitution du prix des timbres de quittance et d'accréditif d'un taux supérieur à 5 francs doit être demandée avant le 1^{er} janvier 1922.

Les timbres adhésifs pour affiches aux taux abolis doivent être échangés avant le 1^{er} janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle le nouveau tarif entrera en vigueur. Jusqu'à là, ils peuvent servir, à concurrence de leur prix, pour le paiement des droits nouveaux.

Tekst van het wetsontwerp.

Wordt het recht voldaan door middel van het plakzegel, dat door de Regeering voor het overgangstijdperk is opgelegd, zoo mag de houder van den titel het zegel geldig onbruikbaar maken.

ART. 40.

De Regeering zal den datum vaststellen waarop de bepalingen in werking treden welke het voorwerp uitmaken van de artikelen 23, eerste lid, en 33 van voormelde wet.

Voor de betaling van het zegelrecht op de kwijtschriften en op de kredietbrieven, mag, gedurende twee jaar met ingang van de inwerkingtreding dezer wet, gebruik worden gemaakt van de beeldjes gedrukt met de vroegere bedragen van 5 en van 10 centiemen.

Wat betreft de plakzegels dienende tot voldoening der taxe op de beursverrichtingen, moeten de beeldjes, die afgeschafte bedragen voeren, vóór den 1 Januari 1922 omgewisseld worden. Tot dien datum, mogen zij, tot beloop van hunnen prijs, dienen tot betaling van de naar den nieuwen grondslag berekende taxe.

Teruggave van den prijs der zegels voor kwijtschriften en kredietbrieven van hooger bedrag dan 5 frank moet vóór 1 Januari 1922 aangevraagd worden.

De plakzegels voor plakbrieven met de afgeschafte bedragen moeten worden omgewisseld vóór 1 Januari van het jaar volgende op dat in den loop waarvan het nieuw tarief in werking zal treden. Tot dusver mogen zij, ten beloope van hunnen prijs, dienen tot de betaling der nieuwe rechten.

Texte proposé par la section centrale.

Si le droit est acquitté au moyen du timbre adhésif imposé par le Gouvernement pour la période de transition, le détenteur du titre peut valablement annuler le timbre.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling

Wordt het recht voldaan door middel van het plakzegel, dat door de Regeering voor het overgangstijdperk is opgelegd, zoo mag de houder van den titel het zegel geldig onbruikbaar maken.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

SECTION II.

SECTIE II.

ART. 41.

ART. 41.

Pour les sommes payées du chef des consommations et du séjour dans les hôtels, restaurants, pâtisseries et autres établissements où la clientèle consomme sur place, le droit proportionnel de quittance établi par l'article premier de la loi du 24 octobre 1919 est porté au taux de fr. 5 p. c. et liquidé de 10 en 10 francs, sans limitation, lorsque le montant de la dépense au cours d'une journée est égal ou supérieur à 20 francs.

Voor de sommen betaald uit hoofde van consumptiën en verblijf in hotels, spijshuizen, pasteibakkerswinkels en andere inrichtingen waar de cliënteel ter plaatse verbruikt, wordt het evenredig recht op de kwijtbrieven, gevestigd bij artikel één der wet van 24 October 1919, gebracht op 5 t. h. en verrekend van 10 tot 10 frank, zonder beperking, wanneer het bedrag van de uitgave in den loop van eenen dag gelijk aan of hooger dan 20 frank is.

ART. 42.

ART. 42.

La délivrance d'une quittance est obligatoire lorsque le taux de fr. 5 p. c. est applicable.

De uitreiking van eenen kwijtbrief is verplichtend wanneer het bedrag van 5 t. h. toepasselijk is.

Chaque infraction à cette disposition est punie d'une amende de 500 francs à la charge exclusive du propriétaire de l'établissement, du gérant ou de tout autre préposé.

Alle overtreding dezer bepaling wordt gestraft met eene boete van 500 frank, uitsluitend ten laste van den eigenaar der inrichting, van den zaakvoerder of van elk anderen aangestelde.

ART. 43.

ART. 43.

Pour la perception du droit de quittance au taux de fr. 5 p. c., le Gouverne-

Om het recht op de kwijtbrieven ten bedrage van 5 t. h., te heffen, kan door

Texte proposé par la Section centrale.

ART. 37.

Le droit proportionnel de quittance établi par l'article premier de la loi du 24 octobre 1919 est remplacé par une taxe de 5 %, liquidée de 10 en 10 francs, sans limitation sur tous paiements, dans les hôtels, restaurants, cafés, pâtisseries et tous établissements analogues du chef de consommations sur place ou de prestations dont l'ensemble dépasse :

- a) 10 francs par repas et par personne ;
- b) 15 francs par jour et par personne pour location de chambre ou appartement ;
- c) 30 francs par personne et par journée de séjour.

Mention sera faite dans un livre coté et paraphé de toutes les opérations donnant ouverture à la perception de la taxe.

ART. 38.

La délivrance d'une quittance est obligatoire lorsque la taxe ci-dessus est applicable.

Dans le cas, ou pour une cause quelconque, une quittance ne serait pas délivrée, le propriétaire de l'établissement en fera mention dans le livre ci-dessus visé.

Chaque infraction à la présente disposition et toute omission dans la tenue du registre prescrit par l'article 37, seront punis d'une amende de 50 à 500 francs à charge du propriétaire de l'établissement, gérant ou de toute autre personne à laquelle incombait l'obligation.

ART. 39.

La perception de la taxe pourra être opérée conformément aux dispositions

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 37.

Het evenredig recht op de kwijtbrieven, gevestigd door artikel 1 der wet van 24 October 1919, wordt vervangen door eene belasting van 5 %, verrekend van 10 tot 10 frank, zonder beperking op elke betaling, in de hotels, spijshuizen, koffiehuisen, pasteibakkerswinkels en alle soortgelijke inrichtingen wegens consumptiën ter plaatse of verstrekkingen, waarvan het geheel bedrag overschrijdt :

- a) 10 frank per eetmaal en per persoon ;
- b) 15 frank per dag en per persoon voor huur van kamer of appartement ;
- c) 30 frank per persoon en per dag verblijf.

Al de verrichtingen, die aanleiding geven tot de heffing der belasting, worden vermeld in een genummerd en geparafeerd boek.

ART. 38.

De uitreiking van een kwijtbrief is verplichtend gesteld, wanneer bovengemelde belasting van toepassing is.

Wanneer, om eenige reden, een kwijtbrief niet mocht uitgereikt worden, vermeldt de eigenaar dit in bovenbedoeld boek.

Elke overtreding van deze bepaling en elk verzuim bij het houden van het bij artikel 37 voorgeschreven register worden gestraft met eene boete van 50 tot 500 frank ten laste van den eigenaar der inrichting, van den zaakvoerder of van elken persoon, die daartoe verplicht was.

ART. 39.

De belasting kan geheven worden overeenkomstig de bepalingen van de

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp

ment peut ordonner et régler l'usage de timbres adhésifs comportant deux parties qui reproduisent l'une et l'autre l'indication du prix du timbre et qui doivent être séparées avant leur emploi.

Il lui est également facultatif d'imposer l'emploi de formules de quittance imprimées, extraites d'un livre à souches et reproduisant la désignation de l'établissement.

ART. 44.

Le Gouvernement fixera la date de l'entrée en vigueur de l'article 41.

TITRE II.

Taxe de transmission.

ARTICLE PREMIER.

La vente ou l'échange de marchandises et la transmission entre vifs à titre onéreux de tous autres biens meubles par leur nature sont soumis, lorsque la livraison est effectuée en Belgique, à une taxe spéciale de fr. 1 % sur le montant des sommes payées ou à payer, en vertu du contrat, pour prix d'achat, par l'acheteur au vendeur ou à sa décharge.

de Regeering worden bevolen en gegeld het gebruik van plakzegels bestaande uit twee deelen welke een en ander de prijsaanduiding van het zegel opgeven en, alvorens te worden gebruikt, van elkander moeten gescheiden worden.

De Regeering is insgelijks bevoegd om het gebruik voor te schrijven van gedrukte kwijtsschriftformulieren, genomen uit een stokregister en vermeldende de aanduiding van de inrichting.

ART. 44.

De Regeering zal den datum van inwerkingtreding van artikel 41 bepalen.

TITEL II.

Taxe van overdracht.

EERSTE ARTIKEL.

Verkoop of ruiling van koopwaren en overdracht tusschen de levenden te bezwarenden titel van alle andere roerende goederen door hunnen aard worden, wanneer de levering in België wordt gedaan, onderworpen aan een bijzondere taxe van 1 t. h. op het bedrag der sommen krachtens het contract betaald of te betalen, als koopprijs, door den koper aan den verkooper of te zijner ontlasting.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

établies par les articles 3 à 7 de la loi du 28 février 1920.

De même, le Gouvernement pourra, aux fins de cette perception, ordonner et régler l'usage de timbres adhésifs comportant deux parties reproduisant l'une et l'autre l'indication du prix du timbre et qui devront être séparées avant leur emploi.

artikelen 3 tot 7 der wet van 27 Februari 1920.

Door de Regeering kan evenzoo, voor die heffing, worden bevolen en geregeld het gebruik van plakzegels bestaande uit twee deelen, waarvan beide de prijsaanduiding van het zegel opgeven en die, alvorens te worden gebruikt, van elkander moeten gescheiden worden.

ART. 40.

Le Gouvernement déterminera la date à laquelle entreront en vigueur les dispositions des articles 22, premier alinéa, 32 et 37 du présent titre.

Un arrêté royal prescrira toutes les mesures concernant le maintien en cours, l'échange et le remboursement des timbres actuellement débités.

ART. 40.

De Regeering bepaalt op welken datum de bepalingen, vervat in de artikelen 22, § 1, 32 en 37 van dezen titel, in werking zullen treden.

Bij Koninklijk besluit worden al de maatregelen voorgeschreven betreffende het loopend gebruik, de ruiling en de terugbetaling der thans verkochte zegels.

TITRE II.

Taxe de transmission.

ART. 41.

Toute vente ou tout échange de marchandises, toute transmission entre vifs, à titre onéreux de biens meubles par leur nature, sont soumis à une taxe spéciale de 1 %, lorsque la livraison est effectuée en Belgique.

TITEL II.

Belasting wegens overdracht.

ART. 41.

Elke verkoop of elke ruiling van koopwaren, elke overdracht onder de levenden, ten bezwarenden titel, van roerende goederen uit hunnen aard, zijn onderhevig aan eene bijzondere belasting van 1 t. h., wanneer de levering in België geschiedt.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

Le prix d'achat ne comprend pas les sommes dont le contrat admet la déduction à titre d'escompte dans l'hypothèse d'un paiement anticipatif ou pour le renvoi éventuel des emballages ou récipients ayant servi au transport.

Il ne comprend pas non plus les frais de transport et d'assurance dont le vendeur fait l'avance.

Toutefois, en ce qui concerne les biens venant de la Colonie et de l'étranger, il y a lieu d'ajouter au prix d'achat, lorsqu'il ne les comprend pas, les frais d'emballage, de transport, d'assurance et de commission nécessaires pour l'importation jusqu'au lieu où les biens sont présentés à la douane belge, ainsi que les droits d'entrée.

Pour la perception de la taxe, la base imposable doit être arrondie à la dizaine de francs supérieure lorsque son montant ne représente pas exactement un multiple de 10 francs.

ART. 2.

Le vendeur et l'acheteur sont tenus solidairement, vis-à-vis du fisc, au paiement de la taxe, mais le vendeur a pour obligation d'en faire l'avance dans

In den koopprijs zijn niet begrepen de sommen waarvan het contract de aftrekking toelaat ten titel van disconto in de onderstelling eener vervoegde betaling of voor de gebeurlijke terugzending van de verpakking of het vaatwerk dat tot het vervoer werd aangevend.

Zijn evenmin daarin begrepen, de kosten van vervoer en van verzekering door den verkoper voorgesloten.

Nochtans, wat de goederen betreft, komende uit de Kolonie of uit het buitenland, behooren bij den koopprijs, zoo zij daarin niet begrepen zijn, te worden gevoegd de kosten van verpakking, vervoer, verzekering en commissieloon benoodigd tot den uitvoer tot op de plaats waar de goederen aan den Belgischen toldienst worden aangeboden, alsmede de invoerrechten.

Voor de heffing der taxe moet de belastbare grondslag, wanneer zijn bedrag niet juist een veelvoud van 10 frank is, worden afgerond op de hoogere tienheid frank.

ART. 2.

De verkoper en de koper zijn, tegenover den fiscus, solidairlijk gehouden tot betaling der taxe, doch de verkoper is verplicht ze voor te schieten

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 42.

Est assimilée à une vente, aux fins de la perception de la taxe, tout envoi ou remise de marchandises par la maison principale à une succursale en vue d'une vente par celle-ci.

ART. 42.

Elke zending of overgeving van goederen, door de hoofdfirma, aan een bijhuis tot verkoop door dit bijhuis, wordt, voor de heffing der belasting, met eenen verkoop gelijkgesteld.

ART. 43.

La taxe est calculée sur le montant total de l'achat acquitté ou à payer en vertu du contrat.

ART. 43.

De belasting wordt berekend naar het geheel bedrag van den betaalden of krachtens het contract te betalen aankoop.

ART. 44.

Si les objets soumis à la taxe sont importés de la Colonie ou de l'étranger, les frais d'emballage, de transport, d'assurance, de commission et toutes autres accessoires, de même que les droits d'entrée sont ajoutés au prix d'achat.

ART. 44.

Worden de zaken, die aan de belasting onderhevig zijn, uit de Kolonie of uit het buitenland ingevoerd, dan worden de kosten van verpakking, vervoer, verzekering, commissieloon en alle andere bijkomende kosten, alsmede de invoerrechten gevoegd bij den koopprijs.

ART. 45.

La perception suit les sommes de 10 en 10 francs. Toute fraction de dizaine est comptée pour la dizaine entière en vue de la perception de la taxe.

ART. 45.

De belasting wordt verrekend van 10 tot 10 frank. Elke breuk van tien frank wordt, voor de heffing der belasting, gerekend voor volle tien frank.

ART. 46.

Le vendeur et l'acheteur sont, vis-à-vis du fisc, solidairement tenus du paiement de la taxe.

Le vendeur est tenu d'en faire l'avance

ART. 46.

Verkooper en kooper zijn, tegenover den fiscus, hoofdelijk verplicht de belasting te betalen.

De verkooper is verplicht, ze in de

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

les cas et suivant le mode établis par la présente loi.

in de gevallen en op de wijze bij deze wet bepaald.

ART. 3 (1).

ART. 3 (1).

La taxe est acquittée au moyen de timbres adhésifs comportant deux parties qui reproduisent l'une et l'autre l'indication du prix du timbre et qui doivent être séparées avant leur emploi.

De taxe wordt voldaan door middel van plakzegels bestaande uit twee deelen, welke een en ander de prijsaanduiding van het zegel opgeven en, alvorens te worden gebruikt, van elkander moeten afgescheiden worden.

Le Gouvernement règle et détermine la forme, la couleur et le type de ces timbres ainsi que leur dimension et le mode d'annulation des deux parties après le sectionnement.

De Regceering regelt en bepaalt den vorm, de kleur en het type dier zegels alsmede hunne afmeting en de wijze van onbruikbaarmaking der beide deelen na afscheiding van elkander.

ART. 4 (2).

ART. 4 (2).

Est assimilé à une vente pour la perception de la taxe, tout envoi ou remise de marchandises à une succursale, par la maison principale, en vue de la vente au détail.

Alle zending of overgeving van goederen aan een bijhuis, door het hoofdhuis, met het oog op den verkoop in 't klein, wordt, voor de heffing der taxe, met eenen verkoop gelijkgesteld.

En pareil cas, les marchandises doivent être facturées à la succursale.

In dergelijk geval moeten de goederen in het bijhuis gefactureerd worden.

ART. 5 (3).

ART. 5 (3).

§ 1^{er}. Pour les envois à vue de marchandises, la taxe ne devient exigible que par l'acceptation du destinataire.

§ 1. Voor de zendingen op zicht van goederen wordt de taxe slechts opvorderbaar door de aanvaarding vanwege den bestemming.

(1) Ce texte est remplacé par la disposition proposée ci-après par la Commission pour former l'article 50.

(2) Voir plus haut article 42 proposé par la Commission.

(3) La Commission propose de renfermer ce texte, paragraphes 2 et 3, dans un arrêté d'exécution.

(1) Deze tekst wordt vervangen door de bepaling, welke de Commissie hierna voorstelt als artikel 50.

(2) Zie hierboven het door de Commissie voorgesteld artikel 42.

(3) De Commissie stelt voor, dezen tekst, §§ 2 en 3, op te nemen in een besluit ter uitvoering.

Texte proposé par la Section centrale

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

dans les cas et suivant les modes établis
par la présente loi.

volgende gevallen vooruit te betalen op
de wijzen bepaald door deze wet:

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

Dès que cette acceptation parvient à sa connaissance, l'expéditeur est tenu de facturer à nouveau les marchandises et d'acquitter la taxe.

Les envois à vue ne peuvent être confondus dans une même facture avec des envois sur commande sans donner ouverture à la taxe.

§ 2. Pour les dépôts en consignation, la taxe ne devient exigible que par le fait de la vente.

Dès que la vente est réalisée, le déposant doit facturer à nouveau les marchandises et acquitter la taxe.

§ 3. Lorsqu'un commissionnaire agissant en nom propre pour le compte d'un commettant vend ou achète des marchandises qu'il facture ou qui lui sont facturées, la taxe n'est exigible que pour la transmission du propriétaire au destinataire.

Si le commissionnaire représente le vendeur, il lui incombe d'acquitter la taxe suivant les prescriptions de la loi; son commettant se borne à noter sur sa facture et, le cas échéant, sur son facturier de sortie, le fait qui le dispense de payer personnellement la taxe,

Si le commissionnaire représente l'acheteur, il doit indiquer sur la facture qu'il adresse à son commettant le prix et la date de l'annulation du timbre qui est apposé sur la facture qu'il a reçue du vendeur.

Zoodra die aanvaarding te zijner kennis komt, is de afzender gehouden de goederen opnieuw te factureeren en de taxe te voldoen.

In een zelfde factuur mogen, zonder tot de taxe opening te geven, de zendingen op zicht niet worden vermengd met de zendingen op bestelling.

§ 2. Voor de consignatiebewaaringen wordt de taxe slechts opvorderbaar door het feit van den verkoop.

Zoodra de verkoop voltrokken is, moet de bewaargever de goederen opnieuw factureeren en de taxe voldoen.

§ 3. Wanneer een commissionnair, handelende in eigen naam voor rekening van eenen commissiegever, goederen verkoopt of koopt, die hij factureert of die hem gefactureerd worden, is de taxe slechts opvorderbaar wegens de overdracht van den eigenaar op den bestemming.

Vertegenwoordigt de commissionnair den verkooper, zoo rust op hem de verplichting de taxe te voldoen volgens de voorschriften der wet; zijn commissiegever beperkt er zich toe op zijne factuur en, desgevallende, op zijn boek voor de uitgaande facturen, het feit aan te stippen, dat hem vrijstelt de taxe persoonlijk te betalen.

Vertegenwoordigt de commissionnair den kooper, zoo moet hij op de factuur aanduiden, dat hij aan zijnen commissiegever den prijs zendt, alsmede den datum van onbruikbaarmaking van het zegel geplakt op de factuur die hij van den verkooper heeft ontvangen.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 47.

Les commissionnaires agissant en nom propre pour compte d'un commettant vendeur ou acheteur sont tenus de l'acquies de la taxe, à la décharge des parties qu'ils représentent.

Ce payement dispense les parties représentées de payer personnellement la taxe lors de la transmission qui leur est faite.

ART. 47.

De commissionnaires, die in eigen naam handelen voor rekening van een commissiegever, verkooper of kooper, zijn verplicht de belasting te betalen ter ontlasting van de partijen, welke zij vertegenwoordigen.

Door deze betaling zijn de vertegenwoordigde partijen er van ontslagen, de belasting persoonlijk te betalen bij de hun gedane overdracht.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

§ 4. Sont assimilées à des commissionnaires les sociétés coopératives et les unions professionnelles qui se bornent à grouper les commandes de leurs membres, que la livraison soit faite directement à ceux-ci par le producteur ou par le vendeur, ou qu'elle soit effectuée par les soins de l'intermédiaire, après un travail de répartition.

§ 4. Worden gelijkgesteld met commissiionnaires, de samenwerkende vennootschappen en de beroepsverenigingen, welke zich er toe bepalen de bestellingen harer leden te groepeeren, ongeacht of de levering rechtstreeks aan deze gedaan worde door den voortbrenger of door den verkooper, of dat zij geschiede door de zorgen van den tusschenpersoon na een arbeid van verdeeling.

ART. 6.

ART. 6.

Sont affranchis de la taxe :

Worden van de taxe vrijgesteld :

1° Les conventions et marchés qui font à l'origine l'objet d'un acte authentique passé en Belgique ;

1° De overeenkomsten en koopen, die bij hun ontstaan het voorwerp uitmaken van eene in België verleden authentieke akte ;

2° Les marchés qui comportent la livraison à l'étranger ou dans la Colonie, qu'ils aient été conclus directement entre le vendeur et l'acheteur ou qu'ils l'aient été par l'entremise de courtiers ou de mandataires agissant comme tels.

2° De koopen, die aanleiding geven tot levering in het buitenland of in de kolonie, ongeacht of zij werden gesloten rechtstreeks tusschen den verkooper en den kooper, of door tusschenkomst van makelaars of van lasthebbers handelende als zoodanig.

Le vendeur mentionne la cause de l'exemption sur sa facture et, le cas échéant, sur son facturier de sortie, sous peine d'une amende de 50 francs par omission, outre le paiement de la taxe.

De verkooper vermeldt de oorzaak der vrijstelling op zijne factuur en, desgevallende, op zijn boek voor de uitgaande facturen, op straf eener boete van 50 frank per verzuim, ongerekend de betaling van de taxe.

Le vendeur ou l'intermédiaire est tenu de justifier de l'exportation par des pièces probantes à toute réquisition des préposés du Ministère des Finances, sous peine d'une amende de 500 francs, outre le paiement de la taxe et sans préjudice à l'application de l'article 12 de la présente loi.

De verkooper of de tusschenpersoon is gehouden op ieder verzoek der aange-stelden van het Ministerie van Financiën, door bewijskrachtige stukken den uitvoer te verantwoorden, op straf eener boete van 500 frank, benevens de betaling van de taxe en ongerekend de toepassing van artikel 12 dezer wet.

Cette amende est portée à 5,000 francs

Die boete wordt op 5,000 frank ge-

Texte proposé par la Section centrale.

Sont considérées comme commissionnaires les sociétés coopératives et les unions professionnelles si elles se bornent à grouper les commandes recueillies de leurs membres, que la livraison soit faite directement à ceux-ci par le producteur ou par le vendeur, ou qu'elle soit effectuée par les soins de l'intermédiaire, après un travail de répartition.

ART. 48.

Sont affranchis de la taxe les transmissions :

1° Effectuées en exécution de conventions de vente constatées par un acte soumis à la formalité de l'enregistrement en Belgique;

2° Aux fins de livraison à l'étranger ou dans la colonie, soit directement soit à l'intervention de courtiers ou mandataires;

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling

Als commissionnaires worden aangezien de samenwerkende vennootschappen en de beroepsverenigingen, indien zij er zich bij bepalen, de ingezamelde bestellingen harer leden te groepeeren. onverschillig of de levering rechtstreeks aan dezen gedaan wordt door den voortbrenger of door den verkooper, ofwel of zij geschiedt door de zorgen van den tusschenpersoon na een arbeid van verdeling.

ART. 48.

Van de belasting worden vrijgesteld de overdrachten :

1° Die worden gedaan ter uitvoering van verkoopovereenkomsten, vastgesteld bij eene akte onderworpen aan de formaliteit der registratie in België ;

2° Tot levering in het buitenland of in de Kolonie, hetzij rechtstreeks hetzij door tusschenkomst van makelaars of lasthebbers ;

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

si le vendeur ou l'intermédiaire persiste dans son refus après la réception d'un avertissement donné, sous pli recommandé, par le directeur de l'enregistrement et des domaines de son domicile;

3° Les ventes consenties à des exportateurs agissant en qualité de commissionnaires et en vue de l'exportation.

Le vendeur mentionne la cause de l'exemption sur sa facture et, le cas échéant, sur son facturier de sortie sous peine d'une amende de 50 francs par omission, outre le paiement de la taxe.

Il est tenu, de même que le commissionnaire établi en Belgique, de justifier de l'exportation par des pièces probantes à toute réquisition des préposés du Ministère des finances, sous peine d'une amende de 500 francs, outre le paiement de la taxe et sans préjudice à l'application de l'article 12 de la présente loi.

Si, pour une cause quelconque, le commissionnaire établi en Belgique n'a pas exporté, il est tenu de signaler le fait dans le mois, au directeur de l'enregistrement et des domaines dans le ressort duquel il a sa résidence, à peine d'une amende de 100 francs, et de soumettre la facture d'achat au visa pour valoir timbre ou au timbrage à l'extraordinaire;

4° La vente du pain de même que la vente aux boulangers de la farine destinée à la panification;

Si la farine est importée directement par les boulangers, l'exonération n'est pas acquise pour le contrat de trans-

bracht, zoo de verkooper of de tussenpersoon blijft weigeren na de ontvangst eener door den Bestuurder der Registratie en Domeinen zijner woonplaats onder aangeteekenden omslag gegeven waarschuwing;

3° De verkoopen gedaan aan uitvoerders handelende in hoedanigheid van commissionnaires en met het oog op den uitvoer.

De verkooper vermeldt de oorzaak der vrijstelling op zijne factuur en, desgevallende, op zijn boek voor de uitgaande facturen, op straf eener boete van 50 frank per verzuim, benevens de betaling van de taxe.

Hij is, evenals de in België gevestigde commissionnaire, gehouden, op ieder verzoek der aangestelden van het Ministerie van Financiën, door bewijskrachtige stukken den uitvoer te verantwoorden, op straf eener boete van 500 frank, benevens de betaling van de taxe en ongerekend de toepassing van artikel 12 dezer wet.

Zoo, om eenigerlei oorzaak, de in België gevestigde commissionnaire niet heeft uitgevoerd, dan is hij gehouden binnen de maand het feit te melden aan den Bestuurder der registratie en domeinen in wiens kring hij zijne verblijfplaats heeft, op straf eener boete van 100 frank en de aankoopfactuur te onderwerpen aan het visa geldende als zegel of aan het buitengewoon zegel;

4° Verkoop van brood evenals verkoop aan de bakkers van het meel tot broodbakken bestemd;

Indien het meel rechtstreeks door de bakkers wordt ingevoerd, is de vrijstelling niet verworven voor het contract

Texte proposé par la section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

3° En suite de ventes consenties à des exportateurs agissant en qualité de commissionnaires et en vue de l'exportation.

Les exemptions en vertu du 2° et 3°, sont subordonnées à :

a) La mention de la cause de l'exemption sur la facture et le cas échéant sur le facturier de sortie ;

b) La justification de l'exportation par pièces ou documents probants ;

4° Consistant en vente de pain et vente aux boulangers de la farine destinée à la panification ;

5° Ayant pour objet des céréales panifiables, pommes de terre, farines et autres denrées alimentaires qui seront déterminées par un arrêté royal ;

3° Ten gevolge van verkoopen gedaan aan uitvoerders handelende in hoedanigheid van commissionnaires en met het oog op den uitvoer.

De vrijstellingen krachtens n° 2° en n° 3° worden afhankelijk gesteld van :

a) De vermelding van de reden der vrijstelling op de factuur en, bij voorkomend geval, op het boek voor de uitgaande facturen ;

b) Het bewijs van den uitvoer door stukken of documenten, die bewijskracht hebben ;

4° Die bestaan in den verkoop van brood en den verkoop, aan de bakkers, van het meel bestemd tot broodbakken ;

5° Waarbij het geldt broodgraan, aardappelen, meel en andere eetwaren, bij Koninklijk besluit te bepalen ;

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp

mission dont l'importation est censée, jusqu'à preuve du contraire, constituer l'exécution ;

5° La vente à l'État, aux provinces, aux communes et aux établissements publics ainsi que la vente consentie par eux en vue d'assurer le ravitaillement de la population ;

6° Les ventes dont le prix n'excède pas 10 francs.

Les opérations intervenues au cours d'une journée entre les mêmes personnes sont considérées comme ayant fait l'objet d'un marché unique ;

7° Les ventes dont le prix n'excède pas 150 francs, lorsqu'elles sont faites directement du producteur aux consommateurs et qu'elles ont pour objet les produits de la ferme, de la culture, de l'élevage ou des charbonnages ;

8° Les ventes, quel qu'en soit le montant, lorsqu'elles sont faites par les boutiquiers ou marchands détaillants directement aux particuliers pour leur usage personnel et celui de leur ménage.

Est exclu du bénéfice de cette exemption tout achat de marchandises pour les revendre telles quelles ou après les avoir travaillées et mises en œuvre. Toutefois l'exemption est maintenue en ce qui concerne les fournitures

van overdracht waarvan de invoer, tot tegenbewijs, geacht wordt de uitvoering te zijn.

5° Verkoop aan den Staat, aan de provinciën, aan de gemeenten en aan de openbare inrichtingen, alsmede verkoop door hen gedaan met het oog op het verzekeren van de bevoorrading der bevolking ;

6° De verkoopen waarvan de prijs 10 frank niet te boven gaat.

De verrichtingen in den loop van eenen dag tusschen dezelfde personen afgesloten, worden beschouwd als het voorwerp uitgemaakt hebbende van een enigen koop ;

7° De verkoopen waarvan de prijs 150 frank niet overschrijdt, wanneer zij rechtstreeks van den voortbrenger aan de verbruikers gedaan worden en voortbrengselen van de hoeve, van de bebouwing, van de fokkerij of van de steenkolenmijnen tot voorwerp hebben ;

8° De verkoopen, om 't even van welk bedrag, wanneer zij door de winkeliers of kleinhandelaars rechtstreeks aan de particulieren voor hun persoonlijk gebruik en dat van hun huisgezin worden gedaan.

Wordt van het genot dier vrijstelling buitengesloten alle aankoop van goederen om dezelve voort te verkoopen zooals ze zijn of na ze te hebben behandeld en verwerkt. Evenwel blijft de vrijstelling gehandhaafd wat betreft de

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

6° En exécution de ventes à l'État, aux provinces, aux communes et aux établissements publics, pour leurs services ou aux fins de revente à opérer par ceux-ci en vue du ravitaillement de la population ;

7° En exécution de ventes dont le prix n'excède pas 50 francs ;

8° En exécution de ventes dont le prix n'excède pas 150 francs, faites directement du producteur aux consommateurs et ayant pour objet les produits de la ferme, de la culture, de l'élevage ou des charbonnages.

Pour l'application des exemptions reprises du 7° et 8° les opérations intervenues au cours d'une journée entre les mêmes personnes sont considérées comme ayant fait l'objet d'un marché unique ;

9° En exécution de ventes quel qu'en soit le montant, faites en détail directement aux particuliers pour leur usage personnel et celui de leur ménage ;

6° Wegens verkoopen aan den Staat, aan de provinciën, aan de gemeenten en aan de openbare instellingen, voor hunne diensten of tot wederverkoop door dezen voor de bevoorrading der bevolking ;

7° Wegens verkoopen, waarvan de prijs niet 50 frank overschrijdt ;

8° Wegens verkoopen, waarvan de prijs niet 150 frank overschrijdt, gedaan rechtstreeks door den voortbrenger aan de verbruikers en voortbrengselen van de hoeve, van de bebouwing, van de fokkerij of van de steenkolenmijnen tot voorwerp hebbende.

Voor de toepassing der vrijstellingen, voorzien bij n° 7° en n° 8°, worden de verrichtingen, die in den loop van een dag plaats hebben tusschen dezelfde personen, aangezien als het gevolg van slechts ééne overeenkomst ;

9° Wegens verkoopen, om 't even van welk bedrag, in 't klein gedaan rechtstreeks aan de particulieren voor hun persoonlijk gebruik en dit van hun gezin ;

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

achetées par un ouvrier, à ses frais, en vue de l'exécution d'un travail qu'il effectue pour compte d'un patron;

9° Le renvoi par une succursale, à la maison principale, de marchandises qui n'ont pas été vendues.

Le renvoi doit faire l'objet d'une facture de sortie qui reproduit la date et les prix de la facture d'entrée;

10° La vente publique et aux enchères dans les halles et marchés;

11° L'importation : a) de biens envoyés aux ambassadeurs ou ministres des Puissances étrangères résidant en Belgique; b) des voitures, chevaux et bagages des voyageurs ainsi que des objets de déménagement portant des traces apparentes d'usage et en rapport avec la condition sociale de l'intéressé; c) de marchandises dont la réexportation au propriétaire ou pour son compte doit se faire aussitôt après qu'elles ont subi en Belgique une main-d'œuvre qui n'altère en rien leur caractère spécifique et qui n'a pas pour but de les incorporer à d'autres objets;

12° La réimportation de marchandises revenant non vendues ou non acceptées de l'étranger.

benoodigdheden door eenen arbeider, op eigen kosten, aangekocht met het oog op het uitvoeren van een werk, dat hij voor rekening van eenen patroon verricht;

9° De terugzending door een bijhuis, aan het hoofdhuis, van goederen die niet verkocht werden.

De terugzending moet het voorwerp uitmaken van eene uitgaande factuur, die den datum en de prijzen der ingekomen factuur opgeeft;

10° Verkoop in 't openbaar en bij veiling in de hallen en op de markten;

11° Invoer : a) van goederen gezonden aan de in België verblijf houdende gezanten of ministers van vreemde mogendheden; b) van de rijtuigen, de paarden en het reisgoed der reizigers, alsmede van de verhuizingsvoorwerpen, welke zichtbare sporen van gebruik vertoonen en in verband zijn met den maatschappelijken stand van den belanghebbende; c) van goederen waarvan de wederuitvoer naar den eigenaar of voor zijne rekening moet geschieden aanstonds na dat zij in België eene bewerking hebben ondergaan, die in geen deele hun specifieke aard wijzigt, en die niet ten doel heeft ze in andere voorwerpen op te nemen;

12° Wederinvoer van goederen welke onverkocht of niet aangenomen uit den vreemde terugkeeren.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

10° Aux frais de renvoi à une succursale.

11° Constituant la réimportation de marchandises non vendues ou non acceptées.

12° En suite de la vente publique et aux enchères de denrées alimentaires dans les halles et marchés.

ART. 49.

Ne tombe pas sous l'application de la taxe l'importation : a) de biens envoyés aux ambassadeurs ou ministres des Puissances étrangères résidant en Belgique; b) des voitures, chevaux et bagages des voyageurs ainsi que des objets de déménagement portant des traces apparentes d'usage et en rapport avec la condition sociale de l'intéressé; c) de marchandises dont la réexportation au propriétaire ou pour son compte doit se faire aussitôt après qu'elles ont subi en Belgique une main-d'œuvre qui n'altère en rien leur caractère spécifique et qui n'a pas pour but de les incorporer à d'autres objets.

ART. 50.

La taxe est acquittée par l'opposition et l'annulation de timbres adhésifs, à concurrence du montant exigible.

10° Wegens de kosten van terugzending aan een bijhuis;

11° Zijnde de wederinvoer van onverkochte of niet aangenomen goederen;

12° Tengevolge van den verkoop in 't openbaar en bij veiling van eetwaren in de hallen en op de markten.

ART. 49.

De belasting is niet van toepassing op den invoer : a) van goederen gezonden aan de in België verblijf houdende gezanten of ministers van vreemde Mogendheden; b) van de rijtuigen, de paarden en het reisgoed der reizigers, alsmede van de verhuizingsvoorwerpen, welke zichtbare sporen van gebruik vertoonen en in verband zijn met den maatschappelijken stand vanden belanghebbende; c) van goederen, waarvan de wederuitvoer naar den eigenaar of voor zijne rekening moet geschieden dadelijk nadat zij in België eene bewerking hebben ondergaan, die in geen en deele hun specifieke aard wijzigt en die niet ten doel heeft ze in andere voorwerpen op te nemen.

ART. 50.

De belasting wordt voldaan door het aanbrenge en het onbruikbaar maken van plakzegels ten beloope van het eischbaar bedrag.

ART. 7.

§ 1^{er}. Pour assurer la perception de la taxe en ce qui les concerne, les négociants sont tenus, à peine d'une amende de 500 francs, d'avoir :

1° Un facturier d'entrée sur lequel ils inscrivent, au fur et à mesure de la réception et de l'acceptation des marchandises et d'autres biens meubles par leur nature, toutes les factures d'achat qui leur parviennent ;

2° Un facturier de sortie spécial ou tout autre registre de comptabilité qui soit réservé exclusivement à l'analyse succincte ou à la reproduction des factures avant leur envoi.

L'analyse ne comprend obligatoirement que les éléments permettant d'identifier les factures et de contrôler la perception.

Les facturiers doivent, à peine d'une amende de 10 francs par infraction, être cotés et paraphés par l'intéressé. Celui-ci indique en toutes lettres, sur la première feuille, le nombre de folios du registre.

ART. 7.

§ 1. Om, wat hen betreft, de heffing der taxe te verzekeren, moeten de handelaars, op straf eener boete van 500 frank hebben :

1° Een boek voor de inkomende facturen waarop zij, naarmate van de ontvangst en de aanvaarding der koopwaren en andere roerende goederen door hunnen aard, al de hun toekomene aankoopfacturen vermelden ;

2° Een bijzonder boek voor de uitgaande facturen of elk ander comptabiliteitsregister, dat uitsluitend voorbehouden wordt tot het bondig ontleden of tot het reproduceeren der facturen vóór hare opzending.

De ontleding behelst verplichtenderwijze slechts de bestanddeelen welke veroorloven de facturen te vereenzelvigen en de heffing na te gaan.

De factuurboeken moeten, op straf eener boete van 10 frank per overtreding, door den belanghebbende genummerd en genaammerkt worden. Hij vermeldt in letterschrift, op het eerste blad, het getal folio's van het register.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

Un arrêté royal réglera et déterminera la forme, la couleur, le type des timbres, et leur dimension. Il peut ordonner que ceux-ci se composeront de deux parties devant être divisées avant l'emploi.

ART. 51.

La délivrance d'une facture est obligatoire entre négociants pour toute transmission de marchandises et autres biens meubles par leur nature.

ART. 52.

§ 1^{er}. Pour assurer la perception de la taxe en ce qui les concerne, les négociants sont, sous peine d'une amende de 500 à 5,000 francs, obligés de tenir :

1^o Un facturier d'entrées sur lequel ils enregistrent, au fur et à mesure de la réception et de l'acceptation des marchandises et d'autres biens meubles par leur nature, toutes les factures d'achat qui leur parviennent ;

2^o Un facturier de sortie spécial ou tout autre registre de comptabilité réservé exclusivement à l'analyse succincte ou à la reproduction, avant leur envoi, des factures qu'ils tracent.

§ 2. Les facturiers doivent, à peine d'une amende de 10 francs par infraction, être cotés et paraphés par l'intéressé. Celui-ci indique en toutes lettres sur la première feuille, le nombre de folios du registre.

De vorm, de kleur, het type der zegels en hunne afmetingen worden bij Koninklijk besluit geregeld en vastgesteld. Dit besluit kan voorschrijven dat zij zullen bestaan uit twee deelen, die vóór het gebruik moeten afgescheiden worden.

ART. 51.

Tusschen handelaars is het verstrekken eener factuur verplichtend voor elke overdracht van koopwaren en andere roerende goederen uit hunnen aard.

ART. 52.

§ 1. Om, wat hen betreft, de heffing der belasting te verzekeren, moeten de handelaars, op straffe eener boete van 500 tot 5,000 frank, houden :

1^o Een boek voor de inkomende facturen, waarop zij, naarmate van de ontvangst en de aanvaarding der koopwaren en andere roerende goederen uit hunnen aard, al de hun toegezonden aankoopfacturen vermelden ;

2^o Een bijzonder boek voor de uitgaande facturen of elk ander comptabiliteitsregister, dat uitsluitend voorbehouden wordt tot het bondig ontleiden en tot het reproduceeren der facturen vóór hare opzending.

§ 2. De factuurboeken moeten, op straffe eener boete van 10 frank per overtreding, door den belanghebbende genummerd en geparafeerd worden. Deze vermeldt in letterschrift, op het eerste blad, het getal folio's van het register.

Texte du projet de loi.

Il est encouru une amende de 5 francs par facture dont l'inscription, la reproduction ou l'analyse, suivant le cas, est omise au facturier *ad hoc* ou y a été effectuée tardivement.

§ 2. Entre négociants, la délivrance d'une facture est obligatoire pour toute transmission de marchandises et autres biens meubles par leur nature.

Il incombe à l'acheteur de révéler au vendeur, lorsqu'il acquiert au détail, son intention de revendre les marchandises telles quelles ou après les avoir travaillées et mises en œuvre.

Chaque infraction est punie d'une amende de 10 francs à charge des parties qui sont en faute.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, les commerçants qui vendent exclusivement au détail peuvent se dispenser de tenir un facturier d'entrée s'ils conservent leurs factures d'achat, acquittées ou non, suivant l'ordre d'une série ininterrompue de numéros de classement qu'ils leur assignent à la réception.

Ils sont autorisés à ne pas avoir de facturier de sortie.

S'ils usent de cette dernière faculté, ils ont pour obligation, lorsqu'ils sont tenus de délivrer des factures qui reçoivent l'apposition du timbre adhésif, de coller la partie supérieure des vignettes dans un cahier spécial, au fur et à mesure de la délivrance des factures, de gauche à droite, sans laisser d'intervalle

Tekst van het wetsontwerp.

Eene boete van 5 frank wordt verbeurd per factuur waarvan de inschrijving, de reproduceering of de ontleding, naar het geval, uit het factuurboek *ad hoc* is weggelaten of te laat daarin gedaan werd.

§ 2. Tusschen handelaars is het verstrekken eener factuur verplichtend voor elke overdracht van koopwaren en andere roerende goederen door hunnen aard.

De kooper is, wanneer hij in 't klein koopt, gehouden aan den verkoper kennis te geven van zijn inzicht de koopwaren verder te verkoopen zooals zij zijn of na ze te hebben bearbeid of verwerkt.

Elke overtreding wordt gestraft met eene boete van 10 frank ten laste der in gebreke blijvende partijen.

§ 3. Met afwijking van § 1 mogen de handelaars, die uitsluitend in 't klein verkoopen, nalaten een boek voor de inkomende facturen te houden, indien zij hunne aankoopfacturen, al dan niet voor kwijting geteekend, bewaren naar de orde eener onafgebroken reeks van rangschikkingnummers, die zij haar bij de ontvangst toekennen.

Zij worden gemachtigd om geen boek voor de uitgaande facturen te hebben.

Maken zij van deze bevoegheid gebruik, dan zijn zij verplicht, wanneer zij gehouden zijn facturen te verstrekken, waarop het plakzegel wordt aangebracht, het bovenste gedeelte der vignetten naarmate van het uitreiken der facturen in een bijzonder schrijfboek te plakken, van links naar rechts,

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

Il est encouru une amende de 5 francs par facture dont l'inscription, la reproduction ou l'analyse, suivant le cas, est omise au facturier *ad hoc* ou y a été effectuée tardivement.

§ 3. — La délivrance d'une facture est obligatoire entre négociants, pour toute transmission de marchandises et autres biens meubles par leur nature soumis à la taxe.

Il est encouru une amende de 10 francs pour chaque infraction à charge de toute partie contrevenante.

ART. 53.

Par dérogation au § 1^{er} de l'article 52, les commerçants qui vendent exclusivement au détail peuvent se dispenser de tenir un facturier d'entrées s'ils conservent leurs factures d'achat, acquittées ou non, suivant l'ordre d'une série ininterrompue de numéros de classement qu'ils leur assignent à la réception.

Ils sont autorisés à ne pas avoir de facturier de sortie.

Un arrêté royal déterminera les mesures de contrôle destinées à suppléer à l'apposition des timbres de contrôle qui auraient dû figurer dans les facturiers et aux autres formalités prescrites par l'article précédent.

Eene boete van 5 frank wordt toegepast per factuur, waarvan de inschrijving, de reproduceering of de ontleding, naar het geval, uit het factuurboek *ad hoc* is weggelaten of daarin te laat gedaan werd.

§ 3. — Tusschen handelaars is het verstrekken eener factuur verplichtend voor elke overdracht van koopwaren en andere roerende goederen uit hunnen aard, aan de belasting onderworpen.

Voor elke overtreding wordt eene boete van 10 frank toegepast ten laste van elke overtredende partij.

ART. 53.

Met afwijking van § 1 van artikel 52, mogen de handelaars, die uitsluitend in 't klein verkoopen, nalaten een boek voor de inkomende facturen te houden, indien zij hunne aankoopfacturen, al dan niet voor kwijting geteekend, bewaren naar de orde eener onafgebroken reeks van rangschikkingsnummers, die zij haar bij de ontvangst toekennen.

Het wordt hun toegelaten, geen boek voor de uitgaande facturen te hebben.

Een Koninklijk besluit bepaalt welke controlemaatregelen moeten toegepast worden, ingeval de controlezegels op de factuurboeken niet werden aangebracht en de overige formaliteiten, bij het vorig artikel voorgeschreven, niet werden in acht genomen.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

entre les parties de timbres et d'annuler celles-ci.

§ 4. Les facturiers et le cahier spécial doivent être conservés pendant dix ans et les factures pendant cinq ans sous peine d'une amende de 100 francs.

En cas de cessation de commerce, ces archives peuvent être détruites plus tôt moyennant l'autorisation préalable du directeur régional de l'enregistrement et des domaines.

ART. 8 ⁽¹⁾.

Pour les conventions et marchés conclus en Belgique relativement à des biens meubles par leur nature qui se trouvent dans le royaume, la perception de la taxe est assurée de la manière suivante :

§ 1^{er}. Si la vente est consentie par un commerçant établi en Belgique, celui-ci appose la partie supérieure du timbre sur la facture destinée à l'acheteur et la partie inférieure sur son facturier de sortie, à côté de la reproduction ou en regard de l'analyse de la facture.

Il incombe également au vendeur d'annuler les deux parties du timbre.

(1) La Commission propose de renfermer dans un arrêté royal les dispositions des articles 3 à 11.

zonder ruimte te laten tusschen de zegelgedeelten en deze onbruikbaar te maken.

§ 4. Op straf eener boete van 100 fr. moeten de factuurboeken en het bijzonder schrijfboek gedurende 10 jaar en de facturen gedurende 5 jaar bewaard worden.

Bij staking van handel mag dit archief vroeger worden vernietigd mits voorafgaande toestemming van den gewestelijken Bestuurder der registratie en domeinen.

ART. 8:

Voor de in België gesloten overeenkomsten en koopen betreffende roerende goederen door hunnen aard, die zich binnen het Rijk bevinden, wordt de heffing der taxe volgenderwijze verzekerd :

§ 1. Zoo de verkoop wordt aangegaan door een in België gevestigden handelaar, zoo plakt deze het bovenste gedeelte van het zegel op de factuur welke den koper bestemd is, en het onderste gedeelte op zijn boek voor de uitgaande facturen, nevens de reproduceering of tegenover de ontleding der factuur.

De verkooper moet insgelijks de twee gedeelten van het zegel onbruikbaar maken.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 54.

Les facturiers, les factures, et tous autres documents de comptabilité dont la tenue est prescrite aux termes des dispositions qui précèdent devront être conservés pendant trois années, à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit leur mise en usage, sous peine d'une amende de 100 francs.

En cas de cessation de commerce, ces archives peuvent être détruites plus tôt moyennant l'autorisation préalable du directeur régional de l'enregistrement et des domaines.

ART. 55.

Un arrêté royal déterminera les mesures nécessaires pour assurer la perception de la taxe, et notamment l'exécution de l'obligation de délivrance de factures ou d'actes constatant la vente de marchandises ou biens meubles par nature.

Les infractions aux prescriptions du dit arrêté pourront être réprimées par des amendes dont le taux n'excédera pas 500 francs.

ART. 54.

De factuurboeken, de facturen en alle andere stukken der boekhouding, welke men krachtens de voorgaande bepalingen verplicht is te houden, moeten, op straffe eener boete van 100 frank, bewaard worden gedurende drie jaar vanaf den 1^{en} Januari van het jaar nadat men ze begon te gebruiken.

Bij staking van handel mag dit archief vroeger worden vernietigd mits voorafgaande toestemming van den gewestelijken bestuurder der registratie en domeinen.

ART. 55.

Bij Koninklijk besluit worden de noodige maatregelen bepaald om de heffing der belasting te verzekeren, en inzonderheid om de verplichting te doen naleven betreffende het verstrekken van facturen of akten tot vaststelling van den verkoop van koopwaren of roerende goederen uit hunnen aard.

De overtredingen van de bepalingen van dit besluit kunnen gestraft worden met boeten waarvan het bedrag niet 500 frank mag overschrijdt.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

§ 2. Si l'acheteur est un commerçant établi en Belgique, il a pour obligation d'exiger du vendeur auquel le § 1^{er} ne serait pas applicable la remise d'une facture, l'apposition sur cette facture des deux parties du timbre préalablement séparées et leur annulation.

§ 3. Dans le cas où la convention ou le marché intervient entre personnes dont aucune n'est établie en Belgique comme commerçant, il est obligatoirement constaté par écrit, à peine d'une amende de 25 francs à charge de chacune des parties, dès que le prix excède 150 francs.

En pareil cas, chaque double de l'acte est revêtu de l'une quelconque des deux parties du timbre et cette partie est annulée par le contractant auquel l'autre double est réservé.

Si le nombre des originaux de l'acte est supérieur à deux, les originaux qui ne sont pas revêtus du timbre adhésif sont assujettis au droit de timbre de dimension et doivent être émargés de l'indication des détenteurs des originaux qui portent les justifications du paiement de la taxe.

Lorsque l'accord s'établit par correspondance, le vendeur est tenu, quel que soit le montant du prix, d'annuler les deux parties du timbre adhésif et d'apposer l'une sur la dernière lettre missive de l'acheteur et l'autre sur une facture qu'il a pour obligation de faire parvenir à ce dernier.

§ 2. Zoo de kooper een in België gevestigde handelaar is, dan berust op hem de verplichting om van den verkooper, op wien § 1 niet van toepassing zou zijn, te vorderen dat eene factuur verstrekt worde, dat op deze factuur de beide te voren van elkander afgescheiden gedeelten van het zegel geplakt en deze onbruikbaar gemaakt worden.

§ 3. In geval de overeenkomst of de koop wordt gesloten tusschen personen waarvan geen als handelaar in België is gevestigd, dan moet zij verplichtend in schrift gesteld zijn, op straf eener boete van 25 frank ten laste van ieder der partijen, zoodra de prijs 150 frank te boven gaat.

In zulk geval wordt elk dubbel der akte naar willekeur bekleed met een der beide gedeelten van het zegel en dat gedeelte wordt onbruikbaar gemaakt door de partij aan dewelke het ander dubbel is voorbehouden.

Zoo het aantal der oorspronkelijke schriften van de akte twee te boven gaat, dan zijn de oorspronkelijke schriften die niet met het plakzegel zijn bekleed, onderworpen aan het formaatzegelrecht en moeten zij op den rand de houders vermelden der oorspronkelijke stukken, die het bewijs van betaling der taxe voeren.

Wordt het accoord bij briefwisseling getroffen, dan is de verkooper gehouden, welk ook het bedrag weze van den prijs, beide gedeelten van het plakzegel onbruikbaar te maken en een daarvan op den laatsten brief van den kooper en het andere op eene factuur te plakken, die hij verplicht is aan laatstgemelde te doen toekomen.

Texte proposé par la section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenachterling.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 9.

Pour les conventions et marchés conclus en dehors du royaume relativement à des biens meubles par leur nature qui se trouvent en *Belgique* et dont la livraison ne doit pas être effectuée à l'étranger, la perception de la taxe est assurée de la manière suivante :

§ 1^{er}. Lorsque le vendeur est établi dans le royaume en qualité de commerçant, il a pour obligation de se conformer aux prescriptions du § 1^{er} de l'article précédent.

§ 2. Lorsque l'acheteur est seul établi en Belgique comme commerçant, il est tenu d'apposer sur la facture qui lui serait remise par le vendeur et, à défaut de pareil document, sur son facturier d'entrée, en regard de l'analyse de l'opération, les deux parties du timbre qu'il sépare au préalable et qu'il annule ensuite.

§ 3. Si l'opération est intervenue entre des non commerçants ou des commerçants établis en dehors du royaume, l'acte qui en forme le titre doit être soumis au visa pour valoir timbre ou timbrage à l'extraordinaire dans les six mois de sa date en original, s'il est sous seing privé, et en expédition, s'il est authentique.

Pour les non commerçants domiciliés en Belgique, la convention ou le marché, en l'absence d'un acte authentique qui le constate, est réputé avoir été conclu dans le royaume si aucune des

ART. 9.

Voor de *buiten het Rijk gesloten* overeenkomsten en koopen betreffende roerende goederen door hunnen aard, die zich in *België* bevinden en waarvan de levering niet in den vreemde moet geschieden, wordt de heffing der taxe volgenderwijze verzekerd :

§ 1. Wanneer de verkooper, in het Rijk, als handelaar is gevestigd, is hij verplicht de voorschriften van § 1 van het vorig artikel na te leven.

§ 2. Wanneer alleen de koper, in België, als handelaar is gevestigd, is hij gehouden op de factuur die hem door den verkooper mocht verstrekt worden en, bij gebreke van dergelijk bescheid, op zijn boek voor de inkomende facturen, tegenover de ontleding der verrichting de twee deelen van het zegel te plakken na die te voren van elkander afgescheiden en vervolgens onbruikbaar gemaakt te hebben.

§ 3. Werd de verrichting voltrokken tusschen personen die geen handelaars zijn of tusschen buiten het Rijk gevestigde handelaars, dan moet de akte, die er den titel van uitmaakt, onderworpen worden aan het visa geldende als zegel of aan het buitengewoon zegel, binnen de zes maanden na haren datum in het oorspronkelijke, indien zij eene onderhandsche akte is, en in afschrift, wanneer zij eene authentieke akte is.

Voor de in België gevestigde niet handelaars, wordt de overeenkomst of de koop, bij gemis eener authentieke akte waaruit die blijkt, geacht in het Rijk gesloten te zijn, indien geene der

Texte proposé par la Section centrale.

Texte voorgesteld door de Middelenafdeeling.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

parties n'est domiciliée à l'étranger.

partijen in het buitenland metterwoon gevestigd is.

ART. 10.

ART. 10.

§ 1^{er}. Pour les conventions et marchés relatifs à des biens meubles par leur nature qui sont importés de la Colonie ou de l'étranger en Belgique, le paiement de la taxe est effectué au moment du dépôt de la déclaration en consommation par la personne qui présente cette déclaration.

Les deux parties du timbre adhésif sont apposées séparément sur le document établi pour la mise en consommation, si le déclarant est le destinataire, et sur la lettre de voiture ou tout autre document qui est destiné à ce dernier, si la déclaration en consommation est faite par un intermédiaire.

Avant d'autoriser l'enlèvement des marchandises, l'Administration des douanes annule les deux parties du timbre adhésif au moyen d'un cachet à date et, lorsqu'elle estime la perception manifestement insuffisante, elle peut exiger, pour garantir le recouvrement du supplément éventuel, le dépôt d'une somme en numéraire dont elle fixe le montant.

En cas d'insuffisance du droit ainsi payé, le destinataire a pour obligation de faire compléter la perception par le visa pour valoir timbre ou par le timbrage à l'extraordinaire dans le mois de la réception des objets.

§ 2. Jusqu'à preuve du contraire, l'importation constitue la livraison opé-

§ 1. Voor de overeenkomsten en koo- pen betreffende roerende goederen door hunnen aard, die uit de *Kolonie* of uit den vreemde in *België* ingevoerd worden, geschiedt de betaling der taxe op het oogenblik van de overlegging der aangifte ten verbruik, door den persoon die deze aangifte aanbiedt.

De twee deelen van het plakzegel worden afzonderlijk aangebracht op het bescheid tot inverbruikstelling, indien de aangever de bestemming is, en op den vrachtbrief of alle ander bescheid dat voor laatstgemelde bestemd is, indien de aangifte tot verbruik door eenen tusschenpersoon gedaan wordt.

Alvorens het weghalen der goederen te veroorloven, maakt het Beheer der douanen de twee deelen van het plakzegel ontbruikbaar door middel van eenen dagteekeningstempel en, wanneer het de heffing klaarblijkelijk ontoereikend acht, kan het, ten einde de invordering van het eventueel verschuldigd bijrecht te waarborgen, de bewaargeving eischen eener geldsom tot een door hem vastgesteld bedrag.

Ingeval van ontoereikendheid van het op die wijze betaalde recht, heeft de bestemming tot plicht de heffing te doen aanvullen door het visa geldende als zegel of door het buitengewoon zegel binnen de maand van de ontvangst der voorwerpen.

§ 2. Totdat het tegendeel bewezen is, geldt de invoer als levering gedaan

Texte proposé par la Section centrale.

—

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeling.

—

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

rée en suite d'un contrat de transmission entre vifs à titre onéreux.

Le destinataire ne peut se prévaloir du fait que les marchandises ont été acquises pour son compte à l'étranger ou dans la Colonie avant d'être introduites en Belgique.

Si, au moment de l'importation, le déclarant veut se réserver la faculté de réexporter les marchandises en tout ou en partie, l'Administration des douanes peut, moyennant les garanties qu'elle juge nécessaires, les admettre à un régime analogue à celui du transit.

§ 3. L'importateur est admis à établir que les marchandises doivent être réexportées et sont introduites en Belgique à seule fin d'y subir, pour compte de l'expéditeur, une main-d'œuvre qui n'altère en rien leur caractère spécifique et qui n'a pas pour but de les incorporer à d'autres objets.

ART. 11 ⁽¹⁾.

Lorsque la convention ou le marché ne reçoit pas une exécution complète par le paiement intégral du prix et, le cas échéant, des frais, la taxe est remboursée de la manière et dans la mesure indiquées ci-après pour autant que la demande en restitution soit introduite avant l'expiration du terme imparti à

(1) La Commission propose de renfermer dans un arrêté royal les dispositions des articles 11, § 1^{er}, et 2, 4 et suivants.

ingevolge een contract van overdracht tusschen de levenden ten bezwarenden titel.

De bestemming kan zich niet beroepen op het feit dat de goederen voor zijne rekening in het buitenland of in de Kolonie werden aangekocht vooraleer in België ingevoerd te worden.

Indien, op het oogenblik van den invoer, de aangever zich de bevoegdheid wil voorbehouden de goederen gansch of gedeeltelijk uit te voeren, kan het Beheer der douanes, mits de door hem noodig geachte waarborgen, ze toelaten tot een regien hetwelk met dat van den doorvoer gelijkstaat.

§ 3. Het is den invoerder toegelaten te bewijzen dat de goederen moeten wederuitgevoerd worden en alleen in België worden binnengebracht om er, voor rekening van den verzender, eene bewerking te ondergaan, welke in geen deele hun soortelijken aard wijziget en geenszins voor doel heeft ze in andere voorwerpen op te nemen.

ART. 11 ⁽¹⁾.

Wanneer de overeenkomst of de koop geene volledige uitvoering ontvangt door voluitbetaling van den prijs en, desgevallende, van de kosten, wordt de taxe terugbetaald op de wijze en in de mate hiernavermeld, voor zoover de aanvraag tot teruggave ingediend worde vóór het afloopen van den tot dien einde

(1) De Commissie stelt voor, de bepalingen der artikelen 11, § 1, 2, 4 en volgende, op te nemen in een Koninklijk besluit.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 56.

Lorsque la convention ou le marché ne reçoit pas une exécution complète par le paiement intégral du prix et, le cas échéant, des frais, la taxe est remboursée pour autant que la demande en restitution soit introduite dans les trois années de la perception.

ART. 56.

Wanneer de overeenkomst of de koop geene volledige uitvoering ontvangt door voluitbetaling van den prijs en, desgevallende, van de kosten, wordt de belasting terugbetaald zoover de aanvraag tot teruggave ingediend wordt binnen drie jaren na de heffing.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

cette fin et, en l'absence d'un délai spécial plus court, dans les deux années de l'annulation du timbre adhésif.

Si le marché est l'objet d'une contestation en justice ou s'il sert de base à une déclaration de créance, la demande en restitution doit être introduite dans les délais mentionnés à l'alinéa précédent, sans attendre l'issue du procès ou les résultats des distributions.

Elle a pour effet de suspendre la prescription jusqu'au jour où se trouvent réunies les conditions auxquelles est subordonnée la restitution.

L'autorité qui la reçoit en accuse la réception.

Dans aucun cas la restitution n'est admise si la somme à rembourser n'atteint deux francs ou si l'intérêt en jeu ne représente pareille somme.

§ 1^{er}. Le remboursement total de la taxe est opéré en espèces lorsque la convention ou le marché est résilié ou annulé pour son entiereté par une décision judiciaire passée en force de chose jugée.

Si la résiliation ou l'annulation se trouve limitée à une partie des biens, le montant de la restitution est calculé sur le prix total de ces biens, abstraction faite, le cas échéant, de la fraction inférieure à dix francs ainsi que des frais accessoires.

La restitution est mentionnée en marge de la minute du jugement ou de la sentence arbitrale avant le paiement.

vastgestelden termijn en, bij gemis van een korter bijzonder tijdsbestek, binnen de twee jaar na de onbruikbaarmaking van het plakzegel.

Zoo de koop het voorwerp is van eene betwisting voor het gerecht of zoo hij tot grondslag strekt aan eene aangifte van schuldvordering, dan moet de aanvraag tot teruggave ingediend worden binnen de in het vorig lid vermelde termijnen, zonder den afloop van het geding of de uitslagen der verdelingen af te wachten.

Zij heeft voor gevolg de verjaring te schorsen tot op den dag van het aanwezig zijn der voorwaarden waaraan de teruggave ondergeschikt is.

De overheid die ze ontvangt geeft ontvangbewijs er van.

In geen geval wordt teruggave toegelaten indien de terug te geven som twee frank niet bereikt of indien het ter zake betrokken belang deze som niet vertegenwoordigt.

§ 1. De volledige terugbetaling der taxe geschiedt in geldspecie wanneer de overeenkomst of de koop voor zijne algeheelheid wordt verbroken of vernietigd door een rechterlijke uitspraak die in kracht van gewijsde is getreden.

Beperkt zich de verbreking of de vernietiging tot een gedeelte der goederen, dan wordt het bedrag der teruggave berekend over den gezamenlijken prijs dier goederen, onder verwaarloozing, desgevallende, van de breuk beneden tien frank, alsmede van de bijkomende kosten.

De teruggave wordt, vóór de betaling, vermeld op den kant van de minuut van het vonnis of van de scheidsrechterlijke uitspraak.

Faito propozé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

Si le marché est l'objet d'une contestation en justice ou s'il sert de base à une déclaration de créance, la demande en restitution doit être introduite dans les délais mentionnés à l'alinéa précédent, sans attendre l'issue du procès ou les résultats des distributions.

L'Administration accuse réception de la demande.

La réclamation a pour effet de suspendre la prescription jusqu'au jour où se trouvent réunies les conditions auxquelles est subordonnée la restitution.

Il n'est pas donné suite aux demandes de remboursement dont le montant est inférieur à deux francs.

Zoo de koop het voorwerp is van eene betwisting voor het gerecht of zoo hij tot grondslag strekt aan eene aangifte van schuldvordering, dan moet de aanvraag tot teruggave ingediend worden binnen de in het vorig lid vermelde termijnen, zonder den afloop van het geding of de uitslagen der verdeelingen af te wachten.

Het Beheer geeft er ontvangstbewijs van.

Het indienen van het bezwaarschrift heeft ten gevolge de verjaring te stuiten tot op den dag van het aanwezig zijn der voorwaarden, waarvan de teruggave afhankelijk gesteld wordt.

Er wordt geen gevolg gegeven aan de aanvragen tot terugbetaling, waarvan het bedrag niet twee frank bereikt.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

§ 2. En cas de faillite de l'acheteur, la restitution est effectuée en espèces et calculée sur la partie du prix de vente qui est irrécouvrable et dont on néglige la fraction inférieure à 10 francs.

La restitution est ordonnée au profit du vendeur lorsque le curateur reconnaît que ce dernier n'a pas été remboursé du prix des timbres dont il a fait l'avance pour compte de l'acheteur.

§ 3. Justifient, à due concurrence, la restitution en espèce de la taxe perçue :

1° L'inexécution partielle d'un marché, lorsque l'acheteur refuse de prendre livraison de quelques-uns des objets et que le vendeur en a accepté le renvoi ;

2° Le rabais consenti après l'envoi de la facture, pour le motif que la qualité ou l'état de conservation des objets vendus ne répond pas à l'intention commune des parties.

Les restitutions en espèces ont lieu périodiquement pour les commerçants établis en Belgique.

Un arrêté royal détermine la périodicité de ces restitutions ainsi que les justifications auxquelles elles sont subordonnées.

§ 4. Peuvent être échangés :

1° Les timbres qui représentent une somme supérieure à la taxe légalement

§ 2. In geval van failliet van den kooper, geschiedt de teruggave in geldspecie en wordt berekend over het gedeelte van den verkoopprijs welke niet invorderbaar is en waarvan de breuk beneden tien frank verwaarloosd wordt.

De teruggave wordt ten bate van den verkooper geordonneerd wanneer de curator bevindt dat laatstgemelde de terugbetaling niet bekwam van den prijs der zegels waarvan hij voor rekening van den kooper het voorschot heeft gedaan.

§ 3. Wettigen, tot behoorlijk bedrag, teruggave in geldspecie van de geïnde taxe :

1° Gedeeltelijke onuitvoering van eenen koop, wanneer de kooper weigert eenige der voorwerpen in ontvangst te nemen en de verkooper de terugzending er van aanvaard heeft ;

2° De afslag toegestaan na opzending der factuur, om reden dat de hoedanigheid of de staat van bewaring der verkochte voorwerpen aan het gemeenschappelijk inzicht der partijen niet beantwoordt.

Soortgelijke teruggaven worden op gestelde tijdstippen voor de in België gevestigde handelaars gedaan.

Een koninklijk besluit bepaalt de periodiciteit van die teruggaven, alsmede de bewijsaanvoeringen waaraan zij ondergeschikt zijn.

§ 4. Kunnen uitgewisseld worden :

1° De zegels welke eene hoogere som vertegenwoordigen dan de wettelijk ver-

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 57.

Justifient, à due concurrence, la restitution de la taxe perçue :

1° L'inexécution partielle d'un marché, lorsque l'acheteur refuse de prendre livraison de quelques-uns des objets et que le vendeur en a accepté le renvoi ;

2° Le rabais consenti après l'envoi de la facture, pour le motif que la qualité ou l'état des objets vendus ne répond pas à l'intention commune des parties.

ART. 57.

De teruggave van de geheven belasting wordt, tot het behoorlijk bedrag, gewettigd door :

1° De gedeeltelijke niet-uitvoering van eenen koop, wanneer de koper weigert eenige der voorwerpen in ontvangst te nemen en de verkooper de terugzending er van aanvaard heeft ;

2° Den afslag toegestaan na opzending der factuur, om reden dat de hoedanigheid of de staat van bewaring der verkochte voorwerpen aan het gemeenschappelijk inzicht der partijen niet beantwoordt.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

due ou qui ont été annulés de façon irrégulière;

2° Les timbres ayant servi à l'acquittement de la taxe pour des conventions ou marchés dont la résiliation avant la livraison ou ensuite du refus d'accepter les objets à leur arrivée à destination est établie par les écritures de commerce et, à leur défaut, par l'attestation collective des parties.

En cas d'annulation des timbres, l'échange doit être réclamé dans le mois de l'annulation, contre la remise des factures, actes sous seing privé, lettres missives, acquits d'entrée, lettres de voitures et autres feuilles volantes qui sont revêtus du timbre adhésif ou d'une partie du timbre adhésif et moyennant la justification, s'il y a lieu, du nouveau paiement de la taxe.

Le préposé qui effectue l'échange et la personne qui le réclame en attestent la date sous leur signature au pied du document sur lequel le timbre ou une partie du timbre se trouve apposée.

Lorsque les deux parties du timbre sont collées dans un facturier, la restitution est subordonnée à la production du facturier au receveur de l'enregistrement et des domaines du domicile de l'intéressé pour qu'il mentionne sous sa signature, à côté des timbrés, l'introduction de la demande en restitution.

Le remboursement est, le cas échéant, opéré en argent.

§ 5. Dans les trois premiers mois de l'année, les maisons principales peuvent,

schuldigde taxe, of die op onregelmatige wijze onbruikbaar werden gemaakt;

2° De zegels welke gediend hebben tot het betalen der taxe wegens overeenkomsten of koopen waarvan de verbreking vóór de levering of ingevolge weigering de voorwerpen te aanvaarden bij hunne aankomst ter bestemmingsplaats blijkt uit de handelsschriften en, bij gebreke daarvan, uit de collectieve verklaring der partijen.

In geval van onbruikbaarmaking der zegels, moet de uitwisseling gevorderd worden binnen de maand der onbruikbaarmaking, tegen overlegging der facturen, onderhandsche akten, brieven, invoerbewijzen, vrachtbrieven en andere losse bladen die met het plakzegel of met een gedeelte van het plakzegel bekleed zijn en mits bewijs, indien het pas geeft, van het opnieuw betalen der taxe.

De aangestelde die de uitwisseling verricht en de persoon die ze vordert, betuigen de dagteekening ervan onder hunne handteekening, aan den voet van het bescheid waarop het zegel of een gedeelte van het zegel aangebracht is.

Wanneer beide gedeelten van het zegel in een factuurboek geplakt zijn, is de teruggave ondergeschikt aan het overleggen van het factuurboek aan den ontvanger der Registratie en Domeinen der woonplaats van den belanghebbende, opdat hij, onder zijne handteekening nevens de zegels, het indienen van het verzoek om teruggave vermeldt.

De terugbetaling wordt, desgevalende, in geld gedaan.

§ 5. Binnen de drie eerste maanden van 't jaar, kunnen de hoofdhuizen in

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeling.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

obtenir en une fois, pour les marchandises qui leur ont été renvoyées par leurs succursales au cours de l'année antérieure, le remboursement en espèces de la taxe qu'elles ont payée du chef de l'envoi de ces marchandises.

La somme à restituer, pour chacune des succursales, est toutefois limitée à la liquidation du taux de la taxe sur le montant annuel des factures de renvoi, déduction faite de la fraction inférieure à 10 francs.

La demande en remboursement doit être appuyée du relevé de ces factures certifié exact et sincère, tant par le propriétaire de la maison principale que par le gérant de la succursale.

§ 6. Lorsque la convention ou le marché stipule un prix sujet à révision sur la base du cours moyen de la marchandise pendant une période déterminée, les parties sont admises à obtenir le remboursement en espèces de la portion de la taxe qui a été payée en trop, pourvu que l'une d'elles en fasse la demande, dans le mois de la dernière livraison, au directeur de l'enregistrement et des domaines de son domicile ou de sa résidence.

Le contrat est produit à ce fonctionnaire sans que l'enregistrement en puisse être exigé.

Mention de la restitution est faite sur les factures, registres et autres documents sur lesquels ont été collés les timbres.

ART. 21.

Il est encouru :

1° Pour chaque infraction à l'obliga-

tion, wégens de goederen die hun door hunne bijhuizen gedurende het afgelopen jaar teruggezonden werden, de terugbetaling in geldspeciën bekomen van de taxe welke zij betaald hebben uit hoofde van de zending dezer goederen.

De voor ieder der bijhuizen terug te betalen som is evenwel beperkt tot de verevening van het bedrag der taxe op het jaarlijksch bedrag der facturen van terugzending, na aftrekking van de breuk beneden 10 frank.

Het verzoek om terugbetaling behoort gestaafd te worden door de opgave dezer facturen, echt en waar verklaard, zoowel door den eigenaar van het hoofdhuis, als door den zaakvoerder van het bijhuis.

§ 6. Wanneer de overeenkomst of de koop eenen prijs bedingt, die vatbaar is voor herziening op grondslag van den gemiddelden koers der koopwaar gedurende een bepaald tijdvak, kunnen de partijen teruggave in geldspecie erlangen van het gedeelte der taxe dat te veel betaald werd, mits ééne daartoe het verzoek indiene, binnen de maand van de laatste levering, bij den Bestuurder der registratie en domeinen van zijne woon- of verblijfplaats.

Het contract wordt dezen ambtenaar overgelegd zonder dat registreering daarvan moge gevorderd worden.

Melding der teruggave wordt gedaan op de facturen, registers en andere bescheiden waarop zegels werden geplakt.

ART. 12.

Wordt belopen :

1° Wegens elke overtreding van de

Texte proposé par la Section centrale.

Wetst voorgesteld door de Middelenafdeling.

ART. 58.

Il est encouru :

1° Pour chaque infraction à l'obliga-

ART. 58.

Wordt gestraft :

1° Elke overtreding van de verplich-

Texte du projet de loi

Tekst van het wet-ontwerp.

tion d'acquitter la taxe, une amende égale à cinquante fois le somme fraudée ou payée tardivement sans qu'elle puisse être inférieure à 25 francs.

2^o Pour l'annulation irrégulière d'un timbre, une amende de 5 francs.

Les droits éludés et les amendes sont dus solidairement par toutes les personnes qui ont été parties à la convention.

ART. 13.

Les négociants sont tenus à peine d'une amende de 5,000 francs en cas de refus, de communiquer sans déplacement, à toute réquisition des préposés du Ministère des Finances, leurs facturiers, leurs factures et autres documents qui servent à la perception de la taxe et, si une contravention est constatée, leur livre-journal et leur copie de lettres.

Le préposé requiert l'assistance du bourgmestre ou de son délégué pour dresser, en sa présence, procès-verbal du refus qui lui aura été opposé.

En ce qui concerne les courtiers, l'obligation de communiquer est étendue au livre et aux carnets visés aux articles 65 et 66 du Code de commerce.

ART. 14.

Les officiers publics et ministériels sont tenus, à peine d'une amende de

verplichting de taxe te voldoen, eene boete gelijk aan 50-maal de gesloken of te laat betaalde som zonder dat die boete minder dan 25 frank moge bedragen;

2^o Voor het onregelmatig onbruikbaar maken van een zegel, eene boete van 5 frank.

De ontdoken rechten en de boeten zijn solidairlijk verschuldigd door al de personen die bij de overeenkomst partij waren.

ART. 13.

De handelaars zijn, op straf eener boete van 5,000 frank in geval van weigering, gehouden, op alle vordering der aangestelden van het Ministerie van Financiën, zonder verplaatsing inzags te geven van hunne factuurboeken, facturen en andere bescheiden welke dienen tot de invordering der taxe en, indien eene overtreding wordt vastgesteld, van hun dagboek en van hun brieven copieboek.

De aangestelde vordert den bijstand van den Burgemeester of zijnen gemachtigde om, in zijne tegenwoordigheid, proces-verbaal op te maken van de weigering welke hem zal tegengesteld geworden zijn.

Wat betreft de makelaars, strekt de verplichting van inzage te geven zich uit tot het boek en tot de handboekjes bedoeld onder artikelen 65 en 66 van het wetboek van koophandel.

ART. 14.

De openbare en ministerieele ambtenaars zijn gehouden, op straf eener

Texte proposé par la Section centrale.

tion d'acquitter la taxe, une amende égale à cinquante fois la somme fraudée ou payée tardivement sans qu'elle puisse être inférieure à 25 francs.

2° Pour l'annulation irrégulière d'un timbre, une amende de 5 francs.

Les droits éludés et les amendes sont dus solidairement par toutes les personnes qui ont été parties à la convention, à moins qu'elles ne justifient de leur bonne foi.

ART. 59.

Les commerçants sont tenus à peine d'une amende de 50 à 5,000 francs, de communiquer sans déplacement, à toute réquisition des préposés du Ministère des Finances, ayant grade de contrôleur au moins, leurs facturiers, leurs factures et autres documents qui servent à la perception de la taxe et, si une contravention est constatée, leur livre-journal et leur copie de lettres.

Le préposé requiert l'assistance du bourgmestre ou de son délégué pour dresser, en sa présence, procès-verbal du refus qui lui aura été opposé.

L'obligation de communiquer en ce qui concerne les courtiers, est étendue au livre et aux carnets visés aux articles 65 et 66 du Code de commerce.

ART. 60.

Les juges et arbitres ne peuvent rendre aucun jugement sur des actes factu-

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ting de belasting te voldoen, met eene boete gelijk aan vijftigmaal de ontdoken of te laat betaalde som zonder dat die boete minder dan 25 frank mag bedragen ;

2° Het onregelmatig onbruikbaar maken van een zegel, met eene boete van 5 frank.

De ontdoken rechten en de boeten zijn hoofdelijk verschuldigd door al de personen die bij de overeenkomst partij waren, tenzij zij hun goede trouw bewijzen.

ART. 59.

De handelaars zijn, op straffe eener boete van 50 tot 5,000 frank, gehouden, op elke vordering der aangestelden van het Ministerie van Financiën, met ten minste den graad van controleur, zonder verplaatsing inzage te verleen van hunne factuurboeken, facturen en andere bescheiden welke dienen tot de invordering der belasting en, indien eene overtreding wordt vastgesteld, van hun dagboek en van hun brieven copieboek.

De aangestelde vordert den bijstand van den burgemeester of zijnen gemachtigde om, in zijne tegenwoordigheid, proces-verbaal op te maken van de weigering welke hem tegengesteld werd.

Wat betreft de makelaars, geldt de verplichte inzage voor het boek en de handboekjes bedoeld bij de artikelen 65 en 66 van het Wetboek van Koophandel.

ART. 60.

De rechters en scheidsrechters mogen geen enkel vonnis uitspreken op grond

Texte du projet de loi.

100 francs par infraction, de signaler par écrit, dans les 24 heures, au receveur de l'enregistrement et des domaines de leur résidence, toute contravention à la présente loi qu'ils sont mis à même de constater à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

A peine d'être tenus pour responsables du paiement des sommes fraudées qui ne seraient pas couvertes par la prescription, les juges et arbitres ne peuvent rendre aucun jugement sur des actes, factures et registres qui ne sont pas revêtus, ainsi que le veut la loi, de la preuve du paiement de la taxe.

ART. 15.

Les contraventions peuvent, quelle que soit la somme en cause, être établies par tous moyens de droit commun à l'exception de ceux visés par la section V, titre III, livre III, du Code Civil et les articles 119 à 121 et 324 à 336 du Code de procédure civile.

Les procès-verbaux dressés par les préposés du Ministère des finances pour constater les contraventions font foi jusqu'à preuve du contraire.

Les préposés ont le droit de saisir et de retenir, pour les joindre à leurs procès-verbaux, les factures, actes et autres feuilles volantes qui ne sont pas, par contravention à la présente loi, revêtus du timbre adhésif servant à la perception de la taxe.

Ce droit ne s'étend pas aux registres et livres commerciaux.

Tekst van het wetsontwerp.

boete van 100 frank per overtreding, schriftelijk, binnen de 24 uren, aan den ontvanger der registratie en domeinen hunner verblijfplaats, kennis te geven van alle overtreding van deze wet, welke zij ter gelegenheid hunner ambtsuitoefening in staat zijn te kunnen vaststellen.

Op straf van aansprakelijk te worden gesteld voor de betaling der gesloken sommen, welke door verjaring niet zouden gedekt zijn, mogen de rechters en scheidsrechters geen vonnis wijzen op akten, facturen en registers die niet, naar eisch van de wet, bekleed zijn met het bewijs van de betaling der taxe.

ART. 15.

De overtredingen kunnen, welke ook de ter zake betrokken som weze, vastgesteld worden door alle middelen van gemeen recht ter uitzondering van die bedoeld bij sectie V, titel III, boek III, van het Burgerlijk Wetboek en de artikelen 119 tot 121 en 324 tot 336 van het Wetboek van Burgerlijke rechtsvordering.

De processen-verbaal van bekeuring, door de aangestelden van het Ministerie van Financiën opgemaakt, leveren bewijs op totdat het tegendeel bewezen wordt.

De aangestelden hebben het recht de facturen, akten en andere losse bladen die, in overtreding van deze wet, niet met het plakzegel dienende tot heffing der belasting bekleed zijn, in beslag te nemen en onder zich te houden, om ze bij hunne processen-verbaal te voegen.

Dit recht strekt zich niet uit tot de handelsregisters en boeken.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

res et registres qui ne contiennent pas la preuve du paiement de la taxe, conformément à la loi.

En cas d'infraction ils sont tenus pour responsables du paiement des sommes fraudées qui ne serait pas couvertes par la prescription.

van akten, facturen en registers, waarin niet het bewijs voorkomt dat de belasting werd betaald overeenkomstig de wet.

Ingeval van overtreding zijn zij aanspreekelijk voor de betaling der ontdoken sommen, die niet door verjaring mochten gedekt zijn.

ART. 61.

Même rédaction que l'article 15 du projet.

ART. 61.

Zelfde tekst als die van artikel 15 van het ontwerp.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

Le recouvrement des droits et des amendes est poursuivi par voie de contrainte. La contrainte est décernée et rendue exécutoire, l'opposition y est faite et les instances sont introduites et jugées comme en matière d'enregistrement.

ART. 16.

L'action du Trésor en paiement de la taxe établie et des amendes prononcées par la présente loi se prescrit par dix ans à compter du jour où l'action est née.

Toute action en restitution de la taxe ou des amendes se prescrit par deux ans à compter du jour du paiement.

ART. 17.

Les articles 76 et 80 de la loi du 25 mars 1891 contenant le Code du timbre sont rendus applicables en ce qui concerne les timbres adhésifs dont l'emploi sera prescrit pour assurer la perception de la taxe.

ART. 18.

Le paiement régulier de la taxe exclut l'exigibilité du droit de timbre de dimension et, le cas échéant, du droit de timbre proportionnel de quittance sur les factures, actes sous seing privé, lettres-missives et expéditions qui ont été revêtus du timbre adhésif, visés pour valoir timbre ou timbrés à l'extraordinaire en conformité des prescriptions de la présente loi.

De invordering der rechten en der boeten wordt door middel van dwangbevel vervolgd. Het dwangbevel wordt uitgevaardigd en uitvoerbaar verklaard, verzet daartegen wordt gemaakt en de gedingen worden ingesteld en berecht als in zake registratie.

ART. 16.

De rechtsvordering der Schatkist tot betaling der vastgestelde belasting en der boeten uitgevaardigd bij deze wet verjaart na verloop van tien jaar te rekenen van den dag af waarop de rechtsvordering is ontstaan.

Elke rechtsvordering tot teruggave der belasting of der boeten verjaart na verloop van twee jaar te rekenen van den dag der betaling af.

ART. 17.

De artikelen 76 en 80 der wet van 25 Maart 1891 houdende het Zegelwetboek zijn mede van toepassing wat betreft de plakzegels, waarvan het gebruik zal worden voorgeschreven om de invordering der belasting te verzekeren.

ART. 18.

De regelmatige betaling der belasting sluit de vordering uit van het formaatzegelrecht en, desgevallende, van het evenredig zegelrecht van kwijtschrift op de facturen, onderhandsche akten, brieven en afschriften die werden bekleed met het plakzegel, geviséerd om als zegel te gelden of buitengewoon gezegeld overeenkomstig de voorschriften dezer wet.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 62.

Même rédaction que l'article
16 du projet.

ART. 62.

Zelfde tekst als die van arti-
kel 16 van het ontwerp.

ART. 63.

Même rédaction que l'article
17 du projet.

ART. 63.

Zelfde tekst als die van arti-
kel 17 van het ontwerp.

ART. 64.

Même rédaction que l'article
18 du projet.

ART. 64.

Zelfde tekst als die van arti-
kel 18 van het ontwerp.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 19.

Le Gouvernement déterminera la date à laquelle les dispositions du présent titre entreront en vigueur.

ART. 19.

De Regeering stelt den datum vast waarop de bepalingen van dezen titel in werking treden.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

§ 1. — Taxe de transmission spéciale
sur certains objets de luxe.

§ 1. — Bijzondere belasting wegens overdracht
op sommige voorwerpen van weelde.

ART. 65.

ART. 65.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent une taxe spéciale de transmission sera perçue sur les livraisons opérées en suite de ventes en détail faites aux particuliers pour leur usage personnel et celui de leur ménage dont l'import dépasse dix francs si elles ont pour objet des articles complets ou des pièces détachées appartenant à l'une des catégories désignées ci-après, à savoir :

Met afwijking van de vorige bepalingen wordt eene bijzondere belasting wegens overdracht geheven op de leveringen, die, ten gevolge van verkoopen in 't klein, aan de particulieren worden gedaan voor hun persoonlijk gebruik en dit van hun gezin en waarvan het bedrag tien frank overschrijdt, indien het daarbij geldt volledige artikelen of losse stukken behoorende tot eene van de hierna vermelde categorieën, namelijk :

1° Armes, fusils et munitions de chasse ;

1° Wapens, geweren en jachtmunitie ;

2° Automobiles servant au transport des personnes, motocyclettes, bateaux et canots de plaisance, yachts ; leurs garnitures et accessoires ;

2° Automobielen voor personenvervoer, motorfietsen, plezierbooten en plezierbootjes, jachten ; hunne benodigdheden en toebehooren ;

3° Bijouterie, vraie ou fausse, joaillerie, orfèvrerie, perles et pierreries ;

3° Echte of onechte juweelen, goudwerk, paarden en edelgesteenten ;

4° Fourrures ;

4° Pelswerk ;

5° Parfumeries.

5° Reukwerk.

La taxe sera perçue par application des dispositions contenues aux articles 50 et suivants.

De belasting wordt geheven bij toepassing van de bepalingen vervat in de artikelen 50 en volgende.

ART. 66.

ART. 66.

Le Gouvernement déterminera la date à laquelle les dispositions du présent titre entreront en vigueur.

De Regeering stelt den datum vast, waarop de bepalingen van dezen titel in werking treden.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

TITRE III.**Impôt sur le mobilier.****ARTICLE PREMIER.**

Il est établi un impôt annuel sur le mobilier.

Sont compris sous la dénomination de mobilier :

- 1° Les meubles meublants ;
- 2° Les armes ;

3° Les vins ;

4° Les collections de livres, tableaux, porcelaines, médailles, objets d'art et autres curiosités ;

5° Tous les biens meubles corporels réservés à l'usage personnel du redevable et des membres de sa famille, notamment les voitures, automobiles et autres moyens de transport, les linges et vêtements, les literies, les bijoux et les pierreries.

ART. 2.

Sont exonérés de l'impôt :

1° Le mobilier qui est donné en location et celui qui sert à une exploitation rémunératrice ;

TITEL III.**Belasting op het meubilair.****EERSTE ARTIKEL.**

Op het meubilair wordt een jaarlijksche belasting gevestigd.

Onder de benaming meubilair zijn begrepen :

- 1° De stoffeering ;
- 2° De wapens ;

3° De wijnen ;

4° De verzamelingen boeken, schilderijen, porseleinen, medailles, kunstvoorwerpen en andere zeldzaamheden ;

5° Al de lichamelijke roerende goederen voorbehouden tot persoonlijk gebruik van den schatplichtige en der leden van zijne familie, namelijk de rijtuigen, automobielen en andere voermiddelen, het lijnwaad en de klederen, het beddegoed, de juweelen en de edelgesteenten.

ART. 2.

Worden van de belasting vrijgesteld :

1° Het meubilair dat ter leen wordt gegeven en hetgene dat dient tot een loonende exploitatie ;

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Widdenaafdeeling.

TITRE III.**Impôt sur le mobilier.****ART. 67.**

Il est établi un impôt annuel sur :

- 1° Les meubles meublants ;
- 2° Les biens meubles corporels, même réservés à l'usage personnel du redevable et des membres de sa famille, notamment les linges, vêtements, literies, bijoux, pierreries ; les chevaux, voitures, automobiles, bateaux et autres moyen de transport.
- 3° Les armes ;
- 4° Les vins ;
- 5° Les collections de livres, tableaux, statues, porcelaines, médailles et de tous autres objets d'art et curiosités.

ART. 68.

Sont exonérés de l'impôt :

- 1° Les meubles meublants qui sont donnés en location ;

TITEL III.**Belasting op het mobilair.****ART. 67.**

Eene jaarlijksche belasting wordt gevestigd op :

- 1° De stoffeering ;
- 2° De lichamelijke roerende goederen, zelfs die voorbehouden tot persoonlijk gebruik van den belastingschuldige en van zijne gezinsleden, namelijk het linnengoed, de kleederen, het beddegoed, de juweelen, edelgesteenten ; de paarden, rijtuigén, wijnen, automobielen en andere vervoermiddelen ;
- 3° De wapens ;
- 4° De wijnen ;
- 5° De verzamelingen boeken, schilderijen, porseleinen, medailles, kunstvoorwerpen en andere zeldzame voorwerpen.

ART. 68.

Van de belasting worden vrijgesteld :

- 1° De in huur gegeven stoffeering ;

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

2° Le mobilier affecté aux services publics ou appartenant à l'État, aux provinces, aux communes et aux autres établissements publics ;

3° Le mobilier servant à l'enseignement ou à l'exercice d'un culte ;

4° Le mobilier appartenant aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique qui jouissent de la personnification civile.

2° Het mobilair behoorende tot de openbare diensten of toebehoorende aan den Staat, de provinciën, de gemeenten en de andere openbare inrichtingen ;

3° Het mobilair dienende tot het onderwijs of tot de uitoefening van eenen eeredienst ;

4° Het mobilair toebehoorende aan de vereenigingen die geene winst bejagen en aan de inrichtingen van openbaar nut die de rechtspersoonlijkheid genieten.

ART. 3.

L'impôt est fixé à fr. 5 ‰ de la valeur du mobilier au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition.

ART. 3.

De belasting wordt gesteld op fr. 5 t. d. der waarde van het mobilair op 1^{er} Januari van het belastingjaar.

ART. 4.

L'impôt est dû par le propriétaire ou l'usufruitier des biens imposables.

ART. 4.

De belasting is verschuldigd door den eigenaar of vruchtgebruiker der belastbare goederen.

ART. 5.

Le redevable de l'impôt est tenu de remettre, dans les trois premiers mois de chaque année, au receveur des contributions directes de son domicile ou de sa résidence, une déclaration mentionnant par commune, la valeur et la situation du mobilier qu'il possède en pleine propriété ou en usufruit dans l'étendue du royaume.

Toutefois, si sa déclaration ne donne pas lieu à contestation de la part de

ART. 5.

De belastingplichtige is gehouden om, binnen de drie eerste maanden van ieder jaar, aan den ontvanger der belastingen zijner woon- of verblijfplaats eene aangifte over te leggen, vermeldende per gemeente, de waarde en de ligging van het mobilair, dat hij in vollen eigendom of in vruchtgebruik over de uitgestrektheid van het Rijk bezit.

Echter, indien zijne aangifte niet van wege het Beheer tot betwisting aanlei-

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

2° Les objets mobiliers servant à l'exercice d'une profession soumise à la taxe par application de la loi du 29 octobre 1919 et 3 août 1920 (art. 25);

3° Le mobilier affecté aux services publics ou appartenant à l'État, aux provinces, aux communes et aux autres établissements publics;

4° Le mobilier servant à l'enseignement ou à l'exercice d'un culte;

5° Le mobilier appartenant aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique qui jouissent de la personnification civile.

ART. 69.

L'impôt est fixé à fr. 5 /₁₀₀ de la valeur du mobilier n'excédant pas 50,000 francs. Ce taux est majoré de un demi pour cent par tranche successive de 50,000 francs au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition.

ART. 70.

Le redevable dont la déclaration aura été admise par l'Administration pourra s'y référer les années suivantes pendant une période de cinq années.

Il sera toujours tenu de la renouveler en cas :

1° de changement de domicile;

2° De roerende voorwerpen dienende tot het uitoefenen van een bedrijf, belastbaar bij toepassing van de wet van 29 October 1919 en 3 Augustus 1920 (art. 25);

3° Het mobilair bestemd voor de openbare diensten of toebehoorende aan den Staat, de provinciën, de gemeenten en de andere openbare inrichtingen;

4° Het mobilair dienende tot het onderwijs of tót de uitoefening van eenen eeredienst;

5° Het mobilair toebehoorende aan de vereenigingen zonder winstgevend doel en aan de inrichtingen van openbaar nut die rechtspersoonlijkheid genieten.

ART. 69.

De belasting wordt bepaald op fr. 5 /₁₀₀ der waarde van het mobilair, dat niet 50,000 frank overschrijdt. Dit bedrag wordt met een half ten honderd verhoogd voor elke opeenvolgende reeks van 50,000 frank op 1 Januari van het belastingjaar.

ART. 70.

De belastingschuldige, wiens aangifte door het Beheer aangenomen werd, kan zich daaraan houden de volgende jaren gedurende eene tijdruimte van vijf jaren.

Hij is echter altijd verplicht ze te vernieuwen:

1° bij verandering van woonplaats;

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

l'Administration, elle est valable pour une période de cinq ans; il n'est tenu de la renouveler qu'en cas de changement de domicile, d'accroissement de la masse imposable par succession, donation et partage ou d'augmentation de la valeur déclarée, par voie d'achat ou autrement, à concurrence d'au moins 10 % du montant total.

Le mobilier dépendant d'une indivision fait l'objet d'une déclaration collective de la part des indivisaires; elle est déposée au bureau des contributions directes du lieu de l'ouverture de la succession ou du siège principal de l'indivision.

Toutefois, chaque indivisaire est admis à faire une déclaration individuelle pour sa part.

ART. 6.

Les déclarations mentionnent expressément si le mobilier est ou n'est pas assuré contre les dangers de l'incendie ou du vol et si les immeubles qui l'abritent sont ou ne sont pas pris en location. Le cas échéant, elles relatent la substance des conventions et la désignation de l'assureur et du bailleur.

Si, lors du dépôt de sa déclaration, le redevable a exhibé la police d'assurance et le bail au receveur, la communication de ces documents ne peut plus lui être imposée avec déplacement.

ding geeft, is zij geldig voor een tijdvak van vijf jaar; hij is slechts gehouden ze te vernieuwen in geval van verandering van woonplaats, van aanwas der belastbare massa door erfenis, schenking en deeling, of van verhooging der aangegeven waarde, bij wege van aankoop of anderszins, tot beloop van ten minste 10 t. h. van het totaal bedrag.

Het meubilair behoorende tot een onverdeelden boedel maakt het voorwerp uit eener gezamenlijke aangifte van wege de onverdeelden; zij wordt overgelegd ten kantore der rechtstreeksche belastingen over de plaats waar de erfenis is opgevallen of over den hoofdzetel van de onverdeeldheid.

Echter, iedere onverdeelde wordt toegelaten om, zijnerzijds, eene persoonlijke aangifte te doen.

ART. 6.

De aangiften vermelden uitdrukkelijk of het meubilair dan al of niet verzekerd is tegen de gevaren van brand of van diefstal, en of de onroerende goederen, waarin het geborgen is, dan al of niet in huur zijn genomen. Desvoorkomend geven zij relaas van den wezenlijken inhoud der overeenkomsten en duiden zij den verzekeraar en den verhuurder aan.

Indien, bij de overlegging zijner aangifte, de schatplichtige de verzekeringspolis en de huurakte aan den ontvanger heeft vertoond, kan mededeeling dier bescheiden hem niet meer met verplaatsing worden opgelegd.

Texte proposé par la Section centrale

Tekst voorgesteld door de Widdenaafdeeling.

2° d'accroissement par augmentation soit des objets composant le mobilier, soit de leur valeur, si cette augmentation dépasse 10 % du montant total.

ART. 71.

Le mobilier dépendant d'une indivision doit faire l'objet d'une déclaration collective au nom des propriétaires indivis.

La déclaration est déposée au bureau des contributions directes du lieu de l'ouverture de la succession, ou du siège principal de l'indivision.

Chacun des propriétaires indivis peut demander la division de la taxe.

ART. 72.

Les déclarations mentionnent expressément si le mobilier est ou n'est pas assuré contre les dangers de l'incendie ou du vol et si le déclarant est propriétaire des immeubles où celui-ci se trouve.

Elles indiquent le cas échéant le nom et le domicile du bailleur et de l'assureur.

2° bij aanwas door vermeerdering hetzij van de voorwerpen die het meubilair uitmaken, hetzij van hunne waarde, indien deze vermeerdering 10 t. h. van het geheel bedrag overschrijdt.

ART. 71.

Het meubilair behoorende tot een onverdeelden boedel maakt het voorwerp uit eener gezamenlijke aangifte van wege de onverdeelde eigenaars.

De aangifte wordt overgelegd ten kantore van de rechtstreeksche belastingen der plaats, waar de nalatenschap is opengevallen, of van den hoofdzetel der onverdeeldheid.

Iedere onverdeelde eigenaar kan de splitsing der belasting vragen.

ART. 72.

De aangiften vermelden uitdrukkelijk of het meubilair al of niet verzekerd is tegen de gevaren van brand of van diefstal en of de aangever eigenaar is van de gebouwen, waar dit meubilair zich bevindt.

Bij voorkomend geval vermelden zij den naam en de woonplaats van den verhuurder en van den verzekeraar.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 7.

L'Administration n'est pas admise à contester l'estimation des objets se trouvant dans une même habitation lorsque la somme déclarée, pour l'ensemble de ces objets, est au moins égale à quinze fois le montant du revenu cadastral de l'immeuble, tel que le définit l'article 5 des lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 3 août 1920.

Il est déduit de la valeur déclarée 3,000 francs par ménage et 1,000 francs pour chaque membre de la famille à la charge du chef de ménage.

Ces quotités sont réduites de moitié ou d'un quart dans les communes considérées comme ayant une population inférieure respectivement à 5,000 et à 30,000 habitants, au point de vue de l'application des impôts sur les revenus.

ART. 7.

Het Beheer wordt niet toegelaten tot betwisting der raming van de zich in een zelfde woning bevindende voorwerpen, wanneer de voor het gezamenlijke daarvan aangegeven som ten minste vijftienmaal het bedrag is van het kadastraal inkomen van het onroerend goed, zooals het wordt bepaald bij artikel 5 der samengeordende wetten van 29 October 1919 en van 3 Augustus 1920.

Van de aangegeven waarde wordt 3,000 frank per gezin en 1,000 frank voor elk ten laste van het gezinshoofd zijnde familielid afgetrokken.

Die hoeveelheden worden met de helft of met een vierde verminderd in de gemeenten, welke worden beschouwd als hebbende eene bevolking van onderscheidenlijk minder dan 5,000 en 30,000 inwoners, uit het oogpunt van de toepassing der belastingen op de inkomsten.

Texte proposé par la Section centrale

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 73.

Il est déduit de la valeur déclarée 4,000 francs par ménage et 1,000 francs pour chaque membre de la famille.

Ces quotités sont réduites de moitié ou d'un quart dans les communes considérées, au point de vue de l'application des impôts sur les revenus, comme ayant une population inférieure respectivement à 5,000 et à 30,000 habitants,

ART. 74.

L'Administration n'est pas admise à contester l'estimation des objets se trouvant dans un même immeuble d'une habitation ou partie d'habitation lorsque la somme déclarée par le propriétaire de ces objets atteindra un montant au moins égal à douze fois le revenu cadastral de l'immeuble ou des parties occupées par lui de l'immeuble sur la base de l'article 5 des lois coordonnées du 29 octobre 1919 et 3 août 1920.

ART. 73.

Van de aangegeven waarde wordt afgetrokken 4,000 frank per gezin en 1,000 frank voor elk lid van het gezin.

Die hoeveelheden worden met de helft of met een vierde verminderd in de gemeenten, welke, ten aanzien van de toepassing der inkomstenbelastingen, worden beschouwd als hebbende eene bevolking van onderscheidenlijk minder dan 5,000 en 30,000 inwoners,

ART. 74.

Aan het Beheer is het niet toegelaten, de raming te betwisten van de voorwerpen die zich bevinden in een zelfde vast goed van eene woning of gedeelte van woning, wanneer de door den eigenaar dier voorwerpen aangegeven som ten minste twaalfmaal het bedrag bereikt van het kadastraal inkomen van het vast goed of van de door hem betrokken gedeelten van het vast goed, op den grondslag van artikel 5 der samengeordende wetten van 29 October 1919 en van 3 Augustus 1920.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 8.

Le contrôleur vérifie les déclarations. Il a le droit d'estimer, sur place, la valeur des éléments imposables.

Le contribuable et le contrôleur peuvent, de commun accord, désigner un expert assermenté pour fixer la valeur des éléments imposables. L'expertise ainsi faite ne peut être l'objet d'aucun recours sauf le cas d'erreur matérielle; elle lie l'administration et le contribuable aussi longtemps que celui-ci reste imposable, à moins qu'en cas de changements survenus dans la composition du mobilier, il ne soit établi, par une nouvelle expertise, que ladite valeur a subi une modification d'au moins 10 %.

Les estimations et expertises prévues par le présent article sont réglées par arrêté royal.

ART. 9.

L'impôt sur le mobilier est établi dans la commune de la situation des biens imposables.

Il fait l'objet de rôles annuels ou spéciaux.

ART. 10.

En l'absence de déclaration ou en cas de présomption grave d'inexactitude, le contrôleur des contributions peut établir d'office l'impôt du redevable, en raison

ART. 8.

De toezienner onderzoekt de aangiften. Hij is gerechtigd om, ter plaatse, de waarde der belastbare bestanddeelen te ramen.

De belastingschuldige en de toezienner kunnen, in gemeen overleg, een beëdigden deskundige aanwijzen om de waarde der belastbare bestanddeelen te bepalen. Tegen eene in dier voege gedane schatting kan, behoudens het geval van stoffelijke dwaling, niet in verhaal gekomen worden; zij is voor het Beheer en den belastingschuldige bindend zoolang laatstgemelde belastbaar blijft, tenzij dat, in geval van veranderingen intgetreden in de samenstelling van het mobilair, door een nieuwe deskundige schatting bewezen zij, dat gemelde waarde eene wijziging van ten minste 10 t. h. heeft ondergaan.

De ramingen en schattingen voorzien bij dit artikel worden bij Koninklijk besluit geregeld.

ART. 9.

De belasting op het mobilair wordt gevestigd in de gemeente waar de belastbare goederen gelegen zijn.

Zij maakt het voorwerp uit van jaarlijksche of bijzondere kohieren.

ART. 10.

Bij ontstentenis van aangifte, of in geval van ernstig vermoeden van onjuistheid, kan de toezienner der belastingen den aanslag van den schatplichtige

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling

ART. 75.

Le contrôleur vérifie les déclarations. Il a le droit d'estimer, sur place, la valeur des éléments imposables,

En cas de désaccord sur la valeur des objets imposables, le contrôleur et le contribuable peuvent désigner de commun accord, ou solliciter du juge de paix, de la situation des objets, la désignation d'un expert. Cette expertise ne peut être l'objet d'aucun recours, sauf du chef d'erreur matérielle. Elle a entre parties la valeur de la déclaration visée par l'article 75.

Les estimations et les expertises prévues par le présent article sont réglées par arrêté royal.

ART. 76.

L'impôt sur le mobilier est établi dans la commune de la situation des biens imposables.

Il fait l'objet de rôles annuels ou spéciaux.

ART. 77.

En l'absence de déclaration, l'impôt du redevable est établi d'office sur la base d'une valeur égale à douze fois le montant du revenu cadastral.

ART. 75.

De controleur onderzoekt de aangiften. Hij is gerechtigd om, ter plaatse, de waarde der belastbare bestanddeelen te ramen.

Is er geschil over de waarde der belastbare voorwerpen, dan kunnen de controleur en de belastingschuldige in onderling overleg een deskundige aanwijzen of den vrederechter der plaats, waar die voorwerpen zich bevinden, verzoeken een deskundige te benoemen. Tegen die schatting kan geen beroep aangeteekend worden, tenzij wegens stoffelijke dwaling. Zij heeft voor partijen de waarde der bij artikel 75 voorziene verklaring.

De ramingen en schattingen, voorzien bij dit artikel, worden bij Koninklijk besluit geregeld.

ART. 76.

De belasting op het mobilair wordt gevestigd in de gemeente, waar de belastbare goederen gelegen zijn.

Zij maakt het voorwerp uit van jaarlijksche of bijzondere kohieren.

ART. 77.

Bij ontstentenis van aangifte wordt de belasting van den belastingschuldige van ambtswege vastgesteld op grond eener waarde van twaalfmaal het bedrag van het kadastraal inkomen.

texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp

de la valeur du mobilier telle qu'elle est fixée à l'article 7.

van ambtswege vaststellen, op grond der waarde van het mobilair, zooals die onder artikel 7 is bepaald.

ART. 11.

ART. 11.

Le redevable qui s'oppose à la vérification sur place, par le contrôleur, des éléments imposables, est taxé d'office conformément à l'article 10 et encourt une amende de 50 à 1,000 francs.

De schatplichtige die zich verzet tegen het onderzoek ter plaatse, door den toezienner, der belastbare bestanddeelen, wordt van ambtswege overeenkomstig artikel 10 aangeslagen en beloopt eene boete van 50 tot 1,000 frank.

ART. 12.

ART. 12.

En cas d'absence de déclaration, de déclaration reconnue fausse ou de toute autre fraude, l'impôt est porté au double sur la partie du mobilier dissimulé.

Ingeval van ontstentenis van aangifte, van valsch bevonden aangifte of van eenigerlei ander bedrog wordt de belasting gebracht op het dubbel over het verheelde gedeelte van het mobilair.

Il est encouru en outre une amende de 50 à 1,000 francs pour chaque contravention aux dispositions de l'article 5.

Daarenboven wordt, voor elke overtreding der bepalingen van artikel 5, eene boete van 50 tot 1,000 frank beloopt.

ART. 13.

ART. 13.

Les articles 58 à 61, 65 à 69, 71 à 74 et 77 des lois coordonnées des 29 octobre 1919 et 3 août 1920 sont applicables à l'impôt sur le mobilier.

Artikelen 58 tot 61, 65 tot 69, 71 tot 74 en 77 der samengeordende wetten van 29 October 1919 en 3 Augustus 1920 zijn toepasselijk op de belasting op het mobilair.

Toutefois, en ce qui concerne cet impôt, l'hypothèque légale ne produit d'effet qu'à partir de l'inscription sur les registres du conservateur des hypo-

Echter heeft, wat gemelde belasting betreft, de wettelijke hypotheek slechts kracht met ingang van de inschrijving in de registers van den hypotheekbe-

Texte proposé par la section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 78.

Le redevable qui s'oppose à la vérification sur place, par le contrôleur, des éléments imposables, est taxé d'office conformément à l'article précédent.

ART. 78.

De schatplichtige, die zich verzet tegen het onderzoek, ter plaatse, door den controleur der belastbare bestanddeelen, wordt van ambtswege aangeslagen overeenkomstig het vorig artikel.

ART. 79.

Les articles 58 à 61, 65 à 69, 71 à 74 et 77 des lois coordonnées des 29 octobre 1919 et 3 août 1920 sont applicables à l'impôt sur le mobilier.

Toutefois, en ce qui concerne cet impôt, l'hypothèque légale ne produit d'effet qu'à partir de l'inscription sur les registres du conservateur des hypo-

ART. 79.

De artikelen 58 tot 61, 65 tot 69, 71 tot 74 en 77 der samengeordende wetten van 29 October 1919 en 3 Augustus 1920 zijn toepasselijk op de belasting op het mobilair.

Echter heeft, wat deze belasting betreft, de wettelijke hypotheek slechts kracht vanaf de inschrijving in de registers van den hypotheekbewaarder.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp

thèques. Mainlevée peut être donnée de l'inscription, si l'État a d'autres garanties suffisantes.

waarder. Handlichting der inschrijving kan worden gegeven, indien de Staat andere voldoende waarborgen heeft.

ART. 14.

ART. 14.

Tout individu et toute société ou association qui louent ou sous-louent un immeuble, à quelque titre que ce soit, sont tenus de produire, au contrôleur qui leur en fait la demande, une déclaration renseignant le loyer payé par chacun de leurs locataires.

Elke persoon en elke vennootschap of vereeniging, welke, te eenigerlei titel, een onroerend goed verhuren of onderverhuren, zijn gehouden aan den toezieners, op het hnn door hem gedaan verzoek, eene verklaring over te leggen, vermeldende de door elk hunner huurders betaalde huur.

Le défaut de déclaration endéans les trente jours entraîne une amende de 50 à 100 francs, infligée par le directeur des contributions.

Gemis van verklaring binnen de dertig dagen geeft aanleiding tot eene door de Bestuurder der belastingen opgelegde boete van 50 tot 100 frank.

ART. 15.

ART. 15.

Tout individu et toute société ou association faisant profession d'assurer contre l'incendie sont tenus de donner connaissance au contrôleur, lorsqu'ils en sont requis par lui et au plus tard endéans les trente jours, des indications contenues dans les polices ou avenants qu'ils ont contractés. Tout refus dûment constaté entraîne l'amende de 50 à 100 francs prévue par l'article 14.

Elke persoon en elke vennootschap of vereeniging, welke van het verzekeren tegen brandschade een beroep maken, zijn gehouden den toezieners, wanneer zij daartoe door hem aanzoekt worden en uiterlijk binnen de dertig dagen, kennis te geven van de aanduidingen vervat in de polissen of bijvoegsels, welke zij onderschreven hebben. Alle behoorlijk vastgestelde weigering geeft aanleiding tot de bij artikel 14 voorziene boete van 50 tot 100 frank.

ART. 16.

ART. 16.

Tout individu et toute société ou association, qui dans le cas des articles 14 et 15 auront fourni des renseignements

Elke persoon en elke vennootschap of vereeniging, welke in het geval der artikelen 14 en 15, onjuiste of onvol-

Texte proposé par la Section centrale

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling

thèques. Mainlevée peut être donnée de l'inscription, si l'État a d'autres garanties suffisantes.

ART. 80.

Tout propriétaire, tout locataire principal est tenu de fournir à première demande du contrôleur, une déclaration indiquant le montant du loyer payé par un locataire ou sous locataire occupant un immeuble ou une partie d'immeuble déterminé.

Le défaut de déclaration endéans les trente jours entraîne une amende de 50 à 100 francs, infligée par le directeur des contributions.

ART. 81.

Toutes personnes physiques ou morales, faisant profession en Belgique, d'assurer contre l'incendie ou le vol, sont tenues de donner connaissance au contrôleur dans les trente jours de sa réquisition, les indications contenues dans les polices et avenants et relatives au montant de l'assurance sur les biens mobiliers des personnes qu'il déterminera.

Il sera encouru pour tout refus dûment constaté d'une amende de 50 à 100 francs.

ART. 82.

Toutes personnes physiques ou morales, qui, dans le cas des articles 80 et 81 auront fourni des renseignements

Handlichting der inschrijving kan worden gegeven, indien de Staat andere voldoende waarborgen heeft.

ART. 80.

Elke eigenaar, elke hoofdhuurder is verplicht, op het eerste verzoek van den controleur, eene aangifte in te dienen, waarin wordt vermeld het bedrag der huur betaald door een huurder of onderhuurder, die een bepaald vast goed of een gedeelte daarvan gebruikt.

Het niet indienen der aangifte binnen dertig dagen geeft aanleiding tot eene door den bestuurder der belastingen opgelegde boete van 50 tot 100 frank.

ART. 81.

Elke natuurlijke persoon of rechtspersoon, die het verzekeren tegen brand of diefstal tot bedrijf heeft in België, is verplicht, aan den controleur kennis te geven, binnen dertig dagen na zijne vordering, van de aanwijzingen vervat in de polissen en bijvoegsels en betreffende het bedrag der verzekering op de roerende goederen der door hem aangeduide personen.

Elke behoorlijk vastgestelde weigering wordt gestraft met eene boete van 50 tot 100 frank.

ART. 82.

Elke natuurlijke persoon of rechtspersoon, die, in het geval der artikelen 80 en 81, onjuiste of onvolledige

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

inexacts ou incomplets seront passibles, à titre d'amende, d'une somme égale au montant de l'impôt éludé à la suite de leurs déclarations.

ledige inlichtingen verstrekt hebben, zijn strafbaar, ten titel van boete, met eene som gelijk aan het bedrag der ten gevolge hunner verklaringen ontrokken belasting.

ART. 17.

ART. 17.

Remise ou modération de l'impôt peut être accordée par le directeur des contributions en cas d'erreur matérielle ou de perte totale ou partielle du mobilier par force majeure.

Kwijtschelding of verlaging der belasting kan, door den bestuurder der belastingen, worden verleend in geval van stoffelijke dwaling of van geheel of gedeeltelijk teloorgaan van het mobilair door overmacht.

ART. 18.

ART. 18.

Les additionnels provinciaux et communaux ne peuvent dépasser respectivement 10 et 40 % en ce qui concerne l'impôt sur le mobilier.

De provincie- en gemeentecoënciemen mogen, wat betreft de belasting op het mobilair, onderscheidelijk 10 en 40 l. h. niet overtreffen.

ART. 19.

ART. 19.

Cet impôt sera perçu pour la première fois à partir du 1^{er} janvier 1924.

Die belasting wordt eerstmaal met ingang van 1 Januari 1924 geheven.

A titre transitoire et jusqu'à ce que l'Administration ait établi la péréquation des revenus cadastraux, le multiplicateur dont il est question à l'article 7 est porté à 20 pour les immeubles bâtis occupés par leurs propriétaires.

Ten titel van overgang en tot dat het Beheer de verdeling der kadastrale inkomsten gevestigd hebbe, wordt de vermenigvuldiger, waarvan sprake onder artikel 7, op 20 gebracht voor de gebouwde onroerende goederen bij hunne eigenaars in gebruik.

TITRE IV.

TITEL IV.

Taxe sur les paris, gageures, etc.

Taxe op de weddenschappen, enz.

ARTICLE UNIQUE.

EENIG ARTICEL.

§ 1^{er}. Une taxe de fr. 10 % est établie, au profit de l'État, sur le montant brut

§ 1. Eene taxe van 10 % wordt, ten bate van den Staat, gevestigd

Texte proposé par la section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

inexacts ou incomplets seront passibles, à titre d'amende, d'une somme égale au montant de l'impôt éludé à la suite de leurs déclarations.

inlichtingen verstrekt heeft, is strafbaar, ten titel van boete, met eene som gelijk aan het bedrag der ten gevolge hunner verklaringen ontdoken belasting.

ART. 83.

Par le directeur des contributions remise ou modération de l'impôt peut être accordée en cas d'erreur matérielle ou de perte totale ou partielle du mobilier par force majeure au cours de l'exercice.

ART. 83.

Kwijtschelding of vermindering der belasting kan, door den bestuurder der belastingen, worden verleend in geval van stoffelijke dwaling of van geheel of gedeeltelijk verlies van het mobilair door overmacht inden loop van het dienstjaar.

ART. 84.

Il ne peut être établi ni perçu des additionnels provinciaux ou communaux sur la base de l'impôt sur le mobilier, au delà de 4 décimes en faveur des communes et de un décime en faveur des provinces.

ART. 84.

Op den grondslag der belasting op het mobilair mogen noch provinciale noch gemeentelijke opcentiemen ingevoerd of geheven worden boven 4 decimen ten bate van de gemeenten en één deciem ten bate van de provinciën.

ART. 85.

L'impôt sera perçu pour la première fois en 1921.

ART. 85.

De belasting wordt voor de eerste maal in 1921 geheven.

TITRE IV.

Taxe sur les jeux et paris.

ART. 85.

Une taxe de 10 % est établie au profit de l'État, sur le montant brut des

TITEL IV.

Belasting op het spel en de weddenschappen.

ART. 86.

Eene belasting van 10 t. h. wordt ten bate van den Staat gevestigd op

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

des sommes engagées dans les paris, gageures, ou autres opérations de ce genre, à l'exclusion des opérations de bourse et des loteries autorisées.

§ 2. La taxe est exigible de toute personne qui accepte, même occasionnellement ou à titre d'intermédiaire, des paris, gageures ou opérations visés au § 1^{er}, quelles que soient les conditions du contrat.

§ 3. Le redevable est tenu de ce chef des obligations incombant aux organisateurs de spectacles ou divertissements publics en vertu des articles 3 à 7 de la loi du 28 février 1920 établissant une taxe sur les spectacles ou divertissements publics.

op het ruw bedrag der sommen betrokken in weddenschappen, of andere verrichtingen van dien aard, met uitsluiting van de beursverrichtingen en van de toegelaten loterijen.

§ 2. De taxe is opvorderbaar van iederen persoon die, zelfs toevallig of ten titel van tusschenpersoon, weddenschappen of verrichtingen, bij § 1 bedoeld, aanneemt, welke ook de voorwaarden der overeenkomst wezen.

§ 3. De taxeplichtige is uit dien hoofde gehouden tot de verplichtingen berustende op de inrichters van openbare vertooningen of vermakelijkheden krachtens artikelen 3 tot 7 der wet van 28 Februari 1920 waarbij eene taxe op de openbare vertooningen of vermakelijkheden wordt gevestigd.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

sommes engagées dans les jeux et les paris, à l'exclusion des loteries autorisées.

het bruto-bedrag der ingezette sommen bij spel of weddenschappen, met uitsluiting van de toegelaten loterijen.

ART. 87.

La taxe est due par toute personne qui, même occasionnellement, accepte des enjeux ou des mises, soit pour compte personnel, soit à titre d'intermédiaire aux fins prévues par l'article précédent.

ART. 87.

De belasting is verschuldigd door elken persoon die, zelfs toevallig, eenigen inzet of eenig inleggeld hetzij voor eigen rekening, hetzij als tussenpersoon aanneemt tot de bij het vorig artikel voorziene doeleinden.

ART. 88.

§ 1^{er}. Les redevables de la taxe doivent avant de commencer leurs opérations, souscrire une déclaration au receveur des contributions du ressort l'avant-veille au plus tard. S'ils exercent à titre permanent, cette déclaration peut être rendue valable jusqu'à révocation.

ART. 88.

§ 1. De belastingschuldigen moeten, alvorens hunne verrichtingen te beginnen, eene aangifte bij den ontvanger der belastingen van het gebied onderteekenen uiterlijk den voorlaatsden dag. Treden zij bestendig op, dan kan die aangifte geldig worden gemaakt tot herroeping daarvan.

§ 2. Des tickets, cartes ou billets indiquant les prix payés, doivent être délivrés.

§ 2. Tickest, kaarten of biljetten, waarop de betaalde prijzen zijn vermeld, moeten afgeleverd worden.

§ 3. L'organisateur inscrit journellement dans un registre le montant des recettes par catégorie et le dernier numéro des tickets, cartes ou billets délivrés.

§ 3. Elken dag schrijft de inrichter in een register het bedrag der ontvangsten per categorie en het laatste nummer van de afgeleverde tickets, kaarten of biljetten.

§ 4. Les modèles de la déclaration, du registre et des tickets, cartes ou billets sont arrêtés par le Ministre des Finances.

§ 4. De modellen van de aangifte, van het register en van de tickets, kaarten of biljetten worden door den Minister van Financiën vastgesteld.

ART. 89.

§ 1^{er}. La taxe est payable le 1^{er} et le 15 de chaque mois, au bureau des

ART. 89.

§ 1. De belasting is betaalbaar den 1^{sten} en den 15^{den} van elke maand,

Texte du projet de loi.
—Tekst van het wetsontwerp.
—

§ 4. La fermeture de l'établissement, prévue par le deuxième alinéa de l'article 6 de la loi précitée est exécutoire nonobstant toute réclamation ou recours.

§ 4. De sluiting der inrichting, voorzien bij het tweede lid van artikel 6 der voormelde wet, is uitvoerbaar niettegenstaande enigerlei bezwaar of verhaal.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

contributions du ressort, sur la déclaration du redevable, appuyée éventuellement d'un extrait du registre prescrit à l'article 88, § 3.

Toutefois, elle est exigible au moment même où les recettes sont effectuées si les droits du Trésor sont en péril

ART. 90.

L'organisateur et, le cas échéant, l'occupant de l'immeuble où se contractent des jeux ou paris sont tenus de laisser pénétrer dans l'établissement les agents de la surveillance; le redevable est tenu, en outre, de leur représenter le registre prescrit par l'article 88, ainsi que les tickets, cartes ou billets en sa possession et de leur permettre de contrôler son encaisse au cours du spectacle ou du divertissement.

ART. 91.

En cas de fraude ou d'omission, soit dans le registre ou dans les tickets, cartes ou billets visés à l'article 88, soit dans les déclarations prescrites, la taxe est quintuplée; au besoin, elle est établie d'office à raison des recettes présumées.

ten kantore der belastingen van het gebied, volgens de aangifte van den belastingsschuldige, waarbij, bij voorkomend geval, is gevoegd een uittreksel uit het bij artikel 88, § 3, voorgeschreven register.

Zij is echter eischbaar op het oogenblik zelf dat de ontvangsten worden gedaan, indien de rechten der Schatkist in gevaar zijn.

ART. 90.

De inrichteren, bij voorkomend geval, de bewoner van het vast goed, waar spel of weddenschappen geschieden, zijn verplicht, toegang tot de inrichting te verleenen aan de toezichtsbeambten; bovendien is de belastingsschuldige verplicht hun het bij artikel 88 voorgeschreven register, alsmede de in zijn bezit zijnde tickets, kaarten of biljetten mede te deelen, en hun toe te laten gedurende de vertooning of de vermakelijkheid de in kas zijnde gelden te controleren.

ART. 91.

In geval van bedrog of verzuim hetzij in het register of in de tickets, kaarten of biljetten bedoeld bij artikel 88, hetzij in de voorgeschreven aangiften, wordt de belasting vervijfvoudigd; desnoods wordt zij van ambtswege vastgesteld op grond van de vermoedelijke ontvangsten.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

Cette disposition est applicable également en ce qui concerne la taxe sur les spectacles ou divertissements publics et notamment en cas d'infraction aux articles 4 et 5 de la dite loi ou aux mesures prises en exécution de ces dispositions.

§ 5. Le gouvernement est autorisé à exiger des redevables de la taxe prévue au § 1^{er} du présent article une garantie réelle ou une caution personnelle, dans les conditions à déterminer par arrêté royal.

§ 6. La taxe établie par le susdit § 1^{er} est due pour tous les paris, gageures ou autres opérations de ce genre, acceptés à partir du premier du mois suivant celui de la publication de la présente loi.

Deze bepaling is insgelijks van toepassing wat betreft de taxe op de openbare vertooningen of vermakelijkheden en namelijk in geval van overtreding der artikelen 4 en 5 van gemelde wet of van de maatregelen getroffen ter uitvoering van die bepalingen.

§ 5. De Regeering is gemachtigd om van degenen die de bij § 1 van dit artikel voorziene taxe verschuldigd zijn, eenen zakelijken waarborg of eene persoonlijke zekerheid te vorderen, naar de bij Koninklijk Besluit vast te stellen voorwaarden.

§ 7. De taxe gevestigd bij voormelde § 1 is verschuldigd voor al de weddenschappen of andere verrichtingen van dien aard, aangenomen van den eersten af der maand volgende aan die van de bekendmaking dezer wet.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 92.

§ 3. Le gouvernement est autorisé à exiger des redevables de la taxe prévue au § 1^{er} du présent article une garantie réelle ou une caution personnelle, dans les conditions à déterminer par arrêté royal.

ART. 93.

Le Gouvernement fixera la date à partir de laquelle sera perçue la taxe établie par l'article 85.

ART. 92.

De Regeering is gemachtigd om van hen, die de bij § 1 van dit artikel voorziene belasting verschuldigd zijn, eenen zakelijken waarborg of eene persoonlijke zekerheid te vorderen, op de bij Koninklijk Besluit vast te stellen wijzen.

ART. 93.

De Regeering bepaalt vanaf welken datum de bij artikel 85 gevestigde belasting zal geheven worden.